



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} juillet 2024
Français
Original : anglais/arabe/chinois/
espagnol/russe

Soixante-dix-neuvième session

Point 98 ss) de la liste préliminaire*

Désarmement général et complet : systèmes d'armes létaux autonomes

Systèmes d'armes létaux autonomes

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Faisant la synthèse des communications reçues des États Membres et des États observateurs comme suite à la résolution [78/241](#) de l'Assemblée générale, sans préjudice de la position de chacun d'eux sur la question, on trouvera dans le présent rapport des définitions et caractéristiques des systèmes d'armes létaux autonomes, les problèmes, préoccupations et avantages potentiels liés à ces systèmes, les délibérations des États sur la question, les prochaines étapes attendues et les observations et conclusions du Secrétaire général.

* [A/79/50](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Généralités	5
III. Définitions et caractéristiques	5
IV. Enjeux, préoccupations et avantages potentiels	7
V. Délibérations des États	12
VI. Prochaines étapes	14
VII. Observations et conclusions du Secrétaire général	19
Annexe I	
Réponses reçues	21
A. États Membres et États observateurs	21
Allemagne	21
Andorre, Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, El Salvador, Équateur, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, République dominicaine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du)	24
Argentine	26
Australie	28
Autriche	29
Bulgarie	31
Canada	37
Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Kazakhstan, Nigéria, Panama, Pérou, Philippines, République dominicaine, Sierra Leone et État de Palestine	40
Chine	43
Costa Rica	44
Cuba	49
Égypte	50
Espagne	52
États-Unis d'Amérique	52
Fédération de Russie	55
Fidji	58
Finlande	61
France	62
Grèce	65
Guatemala	66
Honduras	66

Inde	66
Irlande	70
Israël	75
Italie	76
Japon	79
Kiribati	82
Luxembourg	84
Malawi	88
Mexique	88
Nouvelle-Zélande	91
Norvège	95
Pakistan	97
Pays-Bas (Royaume des)	101
Philippines	104
République de Corée	107
République de Moldova	109
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	111
Serbie	114
Sierra Leone	116
Singapour	118
Sri Lanka	121
Suède	124
Suisse	127
État de Palestine	129
B. Union européenne	131

Annex II

Replies received from international and regional organizations, the International Committee of the Red Cross, civil society, the scientific community and industry	133
A. International Committee of the Red Cross	133
B. Civil society	135
Africa Teen Geeks	133
Amnesty International	137
Arms Control Association	140
Article 36	142
Asociación TEDIC, Amnistía Internacional Paraguay, Centro de Estudios Heñói, CODEHUPY, Fundación Vencer y Semillas para la Democracia	145
Center for AI and Digital Policy	147

Civil Affairs Institute	150
ECPAT Guatemala, Perú por el Desarme, the Feminist AI Research Network - Latin America Chapter, Anderson Henao and Jesús Martínez	152
Future of Life Institute	154
Geneva Centre for Security Policy	155
Human Rights Watch	157
International Committee for Robot Arms Control	160
InterAgency Institute	162
International Physicians for the Prevention of Nuclear War	164
Latin America and the Caribbean Human Security Network, Fundación para la Paz y la Democracia, Technology and Community, Centro de Estudios Política Internacional, Universidad de Buenos Aires	165
Norwegian People's Aid and Mines Action Canada	167
PAX	169
Peace Movement Aotearoa and Stop Killer Robots Aotearoa New Zealand	170
Peace Union of Finland, Finnish Peace Committee, Committee of 100, Technology for Life, Women for Peace, and the Union Of Conscientious Objectors	172
PEAC Institute	174
Project Ploughshares	175
Protection	177
SafeGround	179
Stop Killer Robots	181
Stop Killer Robots Youth Network	184
Sustainable Peace and Development Organization	186
Women's International League for Peace and Freedom	187
Virtual Planet Africa, Women's International League for Peace and Freedom Zimbabwe and Cultural Youth Movement Education Foundation	190

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 78/241 sur les systèmes d'armes létaux autonomes, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres et des États observateurs sur les systèmes d'armes létaux autonomes, notamment sur les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes qu'ils soulevaient sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, ainsi que sur la place de l'humain dans l'emploi de la force, et de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport de fond rendant compte de l'ensemble des vues exprimées, assorti d'une annexe contenant ces vues, dans la perspective de futurs débats entre les États Membres. Au paragraphe 3 de la même résolution, l'Assemblée a également prié le Secrétaire général d'inviter les organisations internationales et régionales, le Comité international de la Croix-Rouge, la société civile, la communauté scientifique et les professionnels du secteur à faire part de leurs points de vue, lesquels seraient inclus dans l'annexe du rapport susmentionné dans la langue de l'original. Le présent rapport fait suite à ces demandes.

2. Le 1^{er} février 2024, le Bureau des affaires de désarmement a adressé à tous les États Membres et États observateurs une note verbale pour appeler leur attention sur le paragraphe 2 de la résolution 78/241 et solliciter leurs vues sur la question. Des notes verbales et des lettres ont également été envoyées aux entités visées au paragraphe 3 de ladite résolution, pour appeler leur attention sur ledit paragraphe et solliciter leurs vues sur la question. On trouvera dans les annexes au présent rapport le texte des communications reçues au 25 mai 2024. Toute contribution reçue après cette date sera publiée sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement dans la langue de l'original.

3. Les sections II à VI du présent rapport font la synthèse des communications reçues des États Membres et des États observateurs, sans préjudice de la position de chacun d'eux sur la question. On trouvera à la section VII les observations et conclusions du Secrétaire général.

II. Généralités

4. Les États ont noté que l'évolution rapide des moyens technologiques, y compris l'intelligence artificielle, pouvait stimuler la croissance économique, améliorer le bien-être humain et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Dans le même temps, les technologies émergentes pouvaient également menacer la paix et la sécurité internationales et mettre en question le rôle de l'humain dans la guerre. Les États ont estimé que les enjeux uniques que soulevaient les systèmes d'armes létaux autonomes devaient faire l'objet d'une attention particulière.

III. Définitions et caractéristiques

Vers l'élaboration d'une définition

5. Les États ont noté qu'il n'existait actuellement aucune définition internationalement reconnue des systèmes d'armes autonomes ou des systèmes d'armes létaux autonomes. Plusieurs ont dit qu'un accord sur une définition ou sur les caractéristiques générales pouvait être utile pour les travaux futurs. Selon eux, on pourrait parvenir à un tel accord au moment de formuler certaines interdictions, par exemple à l'occasion de la négociation d'un instrument juridiquement contraignant. Plusieurs États ont estimé qu'une définition précise n'était pas nécessaire pour avancer sur le sujet et entamer des négociations sur un tel instrument.

6. Dans leurs communications, les États ont parlé tantôt de « systèmes d'armes autonomes », tantôt de « systèmes d'armes létaux autonomes ». Certains ont estimé qu'il était important de mentionner le mot « létaux » pour rendre compte de la capacité d'un tel système d'appliquer la force meurtrière. D'autres ont considéré que la létalité d'un système d'armes dépendait non pas de ses caractéristiques propres mais de la manière dont il était utilisé. Plusieurs États se sont opposés à l'emploi du mot « létaux », déclarant que celui-ci n'avait pas de fondement en droit international humanitaire et notant, entre autres, que la létalité découlait de la manière dont une arme était utilisée. On a également fait observer que l'emploi de la force non létale pouvait conduire à des violations du droit international humanitaire. Dans le présent rapport, conformément à la terminologie employée par l'Assemblée générale dans sa résolution 78/241, le terme « systèmes d'armes létaux autonomes » est manié sans préjudice de la préférence des États.

7. Plusieurs États ont mis en avant l'importance que revêtait le degré d'intervention humaine, en particulier dans l'identification, la classification, l'interception et l'engagement de cible. Ils ont souligné qu'une intervention humaine minimale – qui recouvrait les interventions ou les actes dépourvus d'incidence matérielle sur les fonctions autonomes de sélection ou d'engagement de cible – n'était pas suffisante.

8. Les États ont proposé plusieurs définitions pratiques et qualifications générales des systèmes d'armes létaux autonomes. Certains se sont inspirés de la définition pratique proposée par le Comité international de la Croix-Rouge, selon laquelle le terme « système d'armes autonome » désigne un système d'armes conçu pour sélectionner et prendre à partie une ou plusieurs cibles sans nécessiter d'intervention humaine après son activation.

9. Certains États ont dit que l'une des caractéristiques des systèmes d'armes létaux autonomes pouvait être l'intégration de l'intelligence artificielle dans la sélection des cibles et l'emploi de la force. D'autres estimaient que ces systèmes n'avaient pas nécessairement besoin d'intégrer l'intelligence artificielle.

10. Plusieurs États ont dit que certains systèmes autonomes ou automatiques de défense antiaérienne et antimissiles ne devaient pas être considérés comme des systèmes d'armes létaux autonomes, compte tenu de leur nature défensive et du caractère déterministe, et non probabiliste, des algorithmes utilisés par ces systèmes pour détecter et prendre à partie des objectifs. Ils ont noté que ces systèmes étaient utilisés depuis des dizaines d'années sans que cela ne cause de controverse juridique.

Contrôle humain

11. On a fait remarquer que les concepts de contrôle humain, de contrôle humain véritable, de jugement humain approprié et d'intervention humaine avaient fait l'objet de débats approfondis, qu'il fallait poursuivre, et qu'il était nécessaire de préciser ces concepts.

12. De nombreux États ont souligné qu'il importait de maintenir un contrôle humain sur l'emploi de la force. Plusieurs ont dit qu'il fallait maintenir ce contrôle ou cette faculté d'intervention tout au long du cycle de vie d'un système, en particulier pendant son utilisation. La nature exacte de l'intervention ou du contrôle humain dépendrait, selon eux, des capacités spécifiques du système et du contexte dans lequel il y serait recouru. Ces États ont affirmé que le contrôle humain était particulièrement important pour garantir le respect du droit international, en particulier du droit international humanitaire, ainsi que du principe de responsabilité. On a également dit qu'il n'était pas utile de mettre l'accent sur la notion de contrôle humain véritable et

qu'il ne serait pas judicieux d'adopter une norme unique pour décrire le contrôle humain exercé sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

13. Les États ont réfléchi aux éléments inhérents à l'exercice d'un contrôle humain. Il fallait que l'être l'humain conserve :

- des informations suffisantes, notamment sur les capacités du système d'armes et le contexte opérationnel, pour garantir le respect du droit international ;
- la capacité d'exercer son jugement dans la mesure requise par le droit international humanitaire ;
- la capacité de limiter les types de missions et de cibles ;
- la capacité de limiter la durée, la portée géographique et l'échelle d'utilisation ;
- la capacité de redéfinir ou de modifier l'objectif ou les missions du système ;
- la capacité d'interrompre ou de désactiver le système.

14. Les États ont proposé diverses mesures visant à atteindre le degré requis de contrôle humain, notamment :

- créer une interface intuitive pour l'interaction homme-machine ;
- mettre en place des procédures visant à garantir que les systèmes d'armes létaux autonomes ont été soumis à des essais, évalués, validés et vérifiés ;
- soumettre les systèmes d'armes létaux autonomes à des examens juridiques adéquats ;
- dispenser une formation adaptée à tous les humains interagissant avec des systèmes d'armes létaux autonomes ;
- garantir la prévisibilité, la fiabilité et la clarté des systèmes d'armes létaux autonomes.

15. On a dit qu'il fallait poursuivre les débats sur les mesures visant à maintenir le niveau requis de contrôle humain et que, pour ce faire, l'échange de bonnes pratiques dans ce domaine serait un bon point de départ.

IV. Enjeux, préoccupations et avantages potentiels

16. Les États ont noté que les systèmes d'armes létaux autonomes soulevaient un certain nombre de préoccupations, notamment sur les plans humanitaire, juridique, technologique et éthique et sur le plan des droits humains et de la sécurité. Ils ont demandé que ces préoccupations fassent l'objet d'une réponse globale.

17. Plusieurs États ont dit que ces systèmes d'armes présentaient des dangers pour tous les États et toutes les composantes de la société et qu'ils pouvaient nuire de façon disproportionnée aux populations les plus vulnérables. On s'est inquiété de ce que ces systèmes pourraient nuire de façon disproportionnée au monde du Sud.

Considérations humanitaires

18. On a noté que le développement et l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes soulevaient des préoccupations humanitaires fondamentales. On a également dit que c'étaient les humains qui continueraient de subir les conséquences les plus lourdes des conflits armés. D'autre part, on a avancé que les préoccupations humanitaires ne justifiaient pas à elles seules d'imposer des restrictions et des interdictions sur certains types de systèmes d'armes.

19. D'autres préoccupations ont été exprimées concernant l'impact environnemental des systèmes d'armes létaux autonomes, en particulier les coûts énergétiques et l'empreinte carbone associés au développement et à l'exploitation de ces systèmes.

Considérations juridiques

20. Les États ont rappelé que le droit international s'appliquait pleinement aux systèmes d'armes létaux autonomes. Ils ont précisé les instruments juridiques et les domaines du droit applicables :

- la Charte des Nations Unies ;
- le droit international coutumier ;
- le droit international humanitaire ;
- le droit international des droits humains ;
- le droit pénal international ;
- le droit de la responsabilité des États.

21. Les États ont souligné l'importance de respecter le droit international. Plusieurs ont fait observer que les systèmes d'armes létaux autonomes soulevaient des problèmes s'agissant de respecter le droit international, en particulier le droit international humanitaire, le droit international des droits humains et le droit pénal international. On a noté qu'il n'existait pas d'instrument juridique international réglementant ou interdisant spécifiquement les systèmes d'armes létaux autonomes. On a estimé qu'il pourrait être utile que les États qui le souhaitent échangent leurs vues sur les systèmes d'armes létaux autonomes et le droit international.

22. Les États ont noté que le choix des armes, des moyens et des méthodes de combat, y compris les systèmes d'armes létaux autonomes, devait être conforme au droit international, en particulier au droit international humanitaire. Ils ont souligné l'importance d'adhérer aux principes de distinction, de proportionnalité, de nécessité militaire et de précaution dans les attaques, ainsi que de respecter l'obligation d'éviter les maux superflus ou les souffrances inutiles.

23. Plusieurs États ont souligné que toute arme, y compris les systèmes d'armes létaux autonomes, qui ne pouvait être utilisée conformément au droit international humanitaire était de fait déjà interdite et ne devait pas être utilisée. Certains ont demandé que soit précisée plus avant la manière dont les règles et les principes du droit international humanitaire s'appliquaient aux systèmes d'armes létaux autonomes.

24. Plusieurs États ont souligné qu'un contrôle humain était nécessaire pour garantir le respect du droit international humanitaire. On a également estimé que le contrôle humain n'était pas une fin en soi, mais qu'il pouvait être un élément pertinent dans l'exécution de diverses obligations en matière de droit international humanitaire dans différents contextes. Plusieurs États ont insisté sur l'importance de prendre en compte le contexte opérationnel ainsi que les caractéristiques et les capacités du système d'armes dans son ensemble.

25. Plusieurs États ont fait remarquer que les systèmes d'armes létaux autonomes n'étaient pas capables de reproduire la prise de décision nuancée exigée des humains au moment d'employer la force dans un conflit armé. On a rappelé avec insistance l'importance de maintenir un contrôle humain sur les décisions de vie ou de mort. Plusieurs États ont estimé que la prévisibilité, la fiabilité, l'intelligibilité et l'explicabilité étaient fondamentales pour garantir le respect du droit international.

26. Afin de garantir le respect du droit international humanitaire, on a estimé que les États devaient :

- évaluer la présence de civils ;
- limiter les types de cibles qu'un système pouvait attaquer ;
- limiter la durée, la portée géographique et l'échelle des opérations des systèmes d'armes ;
- mettre en place des règles d'engagement ;
- mettre en place des garanties techniques, telles que l'autodestruction et l'autodésactivation.

27. Plusieurs États ont souligné l'importance de la clause de Martens¹ et fait valoir que l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes sans contrôle humain constituerait probablement une violation de cette clause.

28. Plusieurs États ont dit qu'il importait de signaler tout événement impliquant des systèmes d'armes létaux autonomes et susceptible de constituer une violation du droit international humanitaire. Un appel a été lancé en faveur de l'universalisation des Conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels.

29. Afin de garantir le respect du droit international humanitaire, on a mis en avant le rôle des conseillers juridiques militaires. Plusieurs États ont ajouté qu'il était important de dispenser une formation et une instruction appropriées sur le droit international humanitaire au personnel des forces armées nationales.

30. On a noté que sans garde-fous, les avancées technologiques augmentaient le risque que les systèmes d'armes létaux autonomes soient utilisés d'une manière incompatible avec le droit international humanitaire. À cet égard, on a souligné l'importance d'une innovation responsable.

31. On a fait référence au *jus ad bellum*, tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies, y compris l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts et principes des Nations Unies, le droit de légitime défense et l'obligation de régler les conflits par des moyens pacifiques. On a estimé que ces obligations s'appliquaient à toutes les activités des États, y compris celles liées aux systèmes d'armes létaux autonomes.

32. Les États ont insisté sur l'importance de garantir l'application du principe de responsabilité conformément au droit international applicable. Ils ont souligné que les êtres humains continuaient d'être responsables des effets des armes, dont les systèmes d'armes létaux autonomes, employées dans les opérations militaires et que cette responsabilité ne pouvait être transférée à des machines. On a fait remarquer que cette responsabilité s'appliquait tout au long du cycle de vie d'un système d'armes.

33. On a estimé que les systèmes d'armes létaux autonomes ne devaient pas être conçus de façon à empêcher l'établissement des responsabilités. On a également estimé que la seule manière de garantir l'établissement des responsabilités était l'exercice d'un contrôle humain et qu'il fallait que ceux qui autorisaient l'emploi de la force soient en mesure d'en prévoir et d'en expliquer les effets.

¹ Voir, par exemple, le cinquième alinéa du préambule de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

34. Plusieurs États ont rappelé l'importance de la responsabilité du supérieur hiérarchique, selon laquelle les commandants doivent répondre de tout emploi de la force survenu sous leur commandement, qu'il soit le fait d'un subordonné humain ou d'une machine. On s'est inquiété de ce que l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes pourrait remettre en cause ce principe.

35. On a noté que la mise en jeu des responsabilités se faisait dans le cadre de procédures disciplinaires, en vertu du droit pénal national et du droit pénal international. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que les systèmes d'armes létaux autonomes pourraient compromettre davantage les efforts visant à amener les auteurs d'actes de violence illégale commis pendant un conflit à répondre de leurs actes. En outre, plusieurs États ont noté la responsabilité des États pour faits internationalement illicites, y compris l'utilisation illégale de systèmes d'armes.

36. Plusieurs États ont dit douter que les systèmes d'armes autonomes puissent être conformes au droit international des droits humains. On a noté que les exigences en matière d'emploi de la force imposées par le droit international des droits humains étaient plus strictes que celles imposées par le droit international humanitaire. On s'est inquiété en particulier du caractère arbitraire que pouvait avoir le ciblage autonome, et qui constituerait une violation du droit international des droits humains. On a fait valoir que l'exigence d'un contrôle humain était essentielle au respect du droit international des droits humains. On a avancé l'idée d'examiner plus avant l'applicabilité du droit international des droits humains à la conception, au développement et à l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes.

37. Plusieurs États ont souligné l'importance de procéder à des examens juridiques des armes et des moyens et méthodes de combat, comme l'exige l'article 36 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949. On a noté que la possible imprévisibilité des systèmes d'armes létaux autonomes rendait difficile la conduite de ces examens juridiques. On a proposé que ceux-ci couvrent des aspects de l'interaction homme-machine et la manière dont ils étaient présentés dans la formation. On a avancé que les examens juridiques n'étaient pas suffisants en soi pour répondre aux inquiétudes suscitées par les systèmes d'armes létaux autonomes et qu'il était nécessaire de définir des règles spécifiques. Deux réunions d'experts sur les examens juridiques des systèmes d'armes autonomes tenues en Australie en 2023 et 2024 ont été évoquées.

38. On a noté qu'aucune disposition ne régissait la manière dont les examens juridiques devraient être menés et qu'il n'y avait aucune obligation de faire connaître les résultats de ces examens. Plusieurs États ont souligné l'utilité des échanges volontaires d'informations et de pratiques concernant l'examen juridique des systèmes d'armes létaux autonomes.

Considérations de sécurité

39. Plusieurs États ont parlé des risques que les systèmes d'armes létaux autonomes faisaient peser sur la paix et la sécurité internationales. On a rappelé l'importance de tenir compte des préoccupations de tous les États en matière de sécurité nationale.

40. Plusieurs États ont indiqué que l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes pouvait être un facteur de déstabilisation, notamment en abaissant le seuil d'emploi de la force, ce qui risquait d'accroître la fréquence et l'intensité des conflits et de précipiter les crises humanitaires. On s'est inquiété aussi de l'effet déstabilisateur que pouvait avoir la prolifération des systèmes d'armes létaux autonomes. Plusieurs États ont évoqué les risques d'escalade liés à l'imprévisibilité des systèmes d'armes létaux autonomes, notamment le risque d'interaction entre machines, l'accélération de la vitesse de la guerre, la diminution du risque de pertes

militaires pour l'État utilisateur du système et les guerres asymétriques. Les États ont dit craindre que les systèmes d'armes létaux autonomes ne deviennent l'objet d'une course aux armements. On a fait valoir que les systèmes d'armes létaux autonomes ne devaient pas être utilisés pour rechercher une supériorité et une hégémonie militaires absolues.

41. Plusieurs États se sont inquiétés de ce que les systèmes d'armes létaux autonomes pourraient être équipés d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive, ce qui pourrait compromettre la stabilité stratégique et accroître le risque de guerre nucléaire.

42. Les États se sont inquiétés des conséquences de la prolifération des systèmes d'armes létaux autonomes pour les acteurs non étatiques, tels que les groupes terroristes et criminels. Plusieurs se sont également dit préoccupés par l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes par les membres des forces de l'ordre nationales, ce qui pourrait poser des problèmes en matière de droits humains.

43. On a dit que l'on pouvait faire face aux risques de prolifération associés aux technologies émergentes, telles que les systèmes d'armes létaux autonomes, dans le cadre des régimes multilatéraux de contrôle des exportations. Toutefois, on a souligné que le transfert des technologies liées à ces systèmes ne devait pas être soumis à des restrictions injustifiées.

Considérations technologiques

44. Plusieurs États se sont inquiétés du fait que les systèmes d'armes létaux autonomes étaient exposés à un certain nombre de risques technologiques, notamment :

- la cyberactivité malveillante ;
- les anomalies et dysfonctionnements du matériel et des logiciels ;
- la prise de décision sur la base d'informations erronées ou mal interprétées.

45. On a fait valoir que l'application de l'intelligence artificielle à des fonctions critiques des systèmes d'armes létaux autonomes pouvait accroître le risque de résultats non souhaités.

46. Les États se sont également inquiétés des biais algorithmiques dans les systèmes d'armes létaux autonomes, qui exacerbaient les rapports de force inégaux, touchaient de manière disproportionnée les groupes marginalisés et causaient des dommages collatéraux touchant les femmes et les enfants dans les zones de conflit. On a souligné l'importance d'étayer rigoureusement les jeux de données utilisés, de procéder à des essais et des examens approfondis, ainsi que de donner des cours de formation et de mener des activités de sensibilisation sur cette question.

Considérations éthiques

47. Plusieurs États craignaient que les processus mécaniques ne se substituent au discernement humain, estimant que les considérations éthiques et morales étaient fondamentales dans le débat sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Ces systèmes et d'autres machines étaient dépourvus d'empathie, de compassion et de capacité de raisonnement moral. On a fait valoir que compte tenu des responsabilités éthiques liées à la décision d'employer la force, il fallait que l'être humain puisse exercer sa faculté de discernement, fondée sur des valeurs, au vu du contexte donné. Plusieurs États ont jugé qu'il était contraire à l'éthique de prendre pour cible des êtres humains et, surtout, de déléguer à des machines la décision de mettre fin à une vie humaine.

48. Des États ont rappelé que la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques reconnaissaient que les droits humains découlaient de la dignité inhérente à tout être humain, et souligné qu'il incombait à tous les États de garantir l'inviolabilité de la dignité humaine. Plusieurs se sont inquiétés de ce que l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes pourrait conduire à une perte de dignité et à une déshumanisation, qui risqueraient d'entraîner une violence injustifiée et de faire des victimes civiles.

49. On a noté que les préoccupations d'ordre éthique conduisaient souvent à l'adoption de restrictions juridiques. Plusieurs États ont estimé que le moyen le plus efficace de répondre à ces préoccupations était d'appliquer correctement le droit international humanitaire.

Avantages potentiels

50. On a fait valoir que les systèmes d'armes autonomes pouvaient offrir des avantages militaires légitimes, notamment :

- améliorer la sécurité et l'efficacité ;
- améliorer le respect du droit international humanitaire, renforcer la protection des civils et réduire le risque de dommages collatéraux, notamment en améliorant la précision ;
- réduire les risques pour le personnel de défense ;
- éviter les erreurs dues à l'état mental ou physique de l'opérateur humain, ainsi qu'à ses tendances morales, religieuses et éthiques ;
- utiliser plus efficacement les effectifs.

V. Délibérations des États

Convention sur certaines armes classiques

51. Les États ont évoqué l'idée que les systèmes d'armes létaux autonomes soient examinés dans le contexte de la Convention sur certaines armes classiques. On a fait valoir que la structure de la Convention – ainsi que la possibilité de négocier des protocoles additionnels – permettait d'apporter des éléments de réponse aux problèmes soulevés par les technologies émergentes. De nombreux États ont estimé que le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes était l'instance appropriée pour débattre du sujet.

52. Plusieurs États ont noté que s'agissant de ces armes, le Groupe d'experts gouvernementaux assurait un équilibre entre les préoccupations humanitaires et les intérêts de légitime défense des États. Ils ont également noté que tous les acteurs concernés y étaient représentés, y compris les États dotés des capacités les plus avancées dans ce domaine.

53. Plusieurs États ont salué le fait que le Groupe d'experts gouvernementaux ait réuni des experts de différents domaines, notamment juridique, militaire, technologique et diplomatique. Toutefois, plusieurs ont demandé au Groupe d'être plus inclusif afin de refléter des opinions plus variées.

54. Plusieurs États ont noté que les délibérations du Groupe d'experts gouvernementaux jusqu'alors avaient permis de réaliser des progrès et de parvenir à

des convergences de vues. Les 11 principes directeurs adoptés par le Groupe² et l'unité de vues sur l'approche à deux niveaux comptent parmi les réalisations les plus notables³. Plusieurs États ont déploré la lenteur des progrès accomplis.

55. Plusieurs États se sont félicités du mandat adopté à la Réunion de 2023 des Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques, selon lequel le Groupe d'experts gouvernementaux devait poursuivre ses travaux et soumettre un rapport de fond à la septième Conférence d'examen en 2026⁴. Plusieurs États ont demandé au Groupe d'éviter de prendre plus de retard et de parvenir à des résultats tangibles au cours de cette période.

56. On a demandé au Groupe d'experts gouvernementaux de s'appuyer à l'avenir sur les accords précédents, en tenant compte des nombreuses propositions qui avaient été faites. On a également suggéré que le Groupe tienne pleinement compte de la résolution 78/241 de l'Assemblée générale. Plusieurs États ont suggéré que le Groupe se consacre à préciser les modalités d'application du droit existant, en particulier du droit international humanitaire, aux systèmes d'armes létaux autonomes. On a également suggéré que le Groupe se consacre à d'autres questions, notamment l'amélioration de la compréhension des caractéristiques et des définitions, le couplage humain-machine et les normes techniques et de gouvernance pour un développement et une utilisation sûrs et responsables des systèmes d'armes létaux autonomes, ainsi que les interdictions et la réglementation.

57. Plusieurs États ont proposé la création d'un groupe d'experts techniques chargé d'informer périodiquement les Hautes Parties contractantes de l'évolution des systèmes d'armes létaux autonomes et d'aider les États à adopter des mesures appropriées pour faire face à certains problèmes.

58. S'agissant des résultats des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux, plusieurs États ont exprimé leur soutien en faveur de négociations sur un protocole à la Convention sur certaines armes classiques relatif aux systèmes d'armes létaux autonomes et de l'adoption d'un tel protocole. On a aussi proposé que le Groupe élabore une déclaration sur l'application du droit international humanitaire et les meilleures pratiques concernant les systèmes d'armes létaux autonomes.

59. Plusieurs États ont estimé qu'examiner la question des systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de processus parallèles en dehors du Groupe d'experts gouvernementaux pouvait être contre-productif et conduire à une fragmentation. Toutefois, plusieurs autres ont fait valoir que les discussions menées dans d'autres cadres pouvaient présenter des avantages en ce qu'elles favorisaient l'inclusivité et permettaient d'établir des liens avec des sujets connexes, surtout si elles éclairaient les travaux du Groupe.

Assemblée générale

60. Plusieurs États ont souligné l'intérêt que les systèmes d'armes létaux autonomes fassent l'objet d'un examen par l'Assemblée générale, compte tenu de sa composition inclusive. Certains se sont félicités à cet égard de l'adoption de la résolution 78/241, espérant que celle-ci accélérerait l'action internationale en matière de systèmes d'armes létaux autonomes. Plusieurs ont dit que le présent rapport permettrait à

² CCW/MSP/2019/9, annexe III.

³ Voir le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes sur sa session de 2023, par. 21 et 22. Disponible à l'adresse suivante : [https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_\(2023\)/CCW-GGE.1-2023-2_French.pdf](https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_(2023)/CCW-GGE.1-2023-2_French.pdf).

⁴ Voir CCW/MSP/2023/7, par. 20 et 26.

l'ensemble des États Membres et des États observateurs d'exprimer leurs vues et pouvait servir de ressource, notamment pour le Groupe d'experts gouvernementaux.

61. On a estimé que les systèmes d'armes létaux autonomes devraient faire l'objet d'un examen par la Commission du désarmement et dans le cadre du « Pacte pour l'avenir ». On a également fait valoir que l'Assemblée générale pourrait envisager d'ouvrir des négociations sur un instrument juridiquement contraignant relatif aux systèmes d'armes létaux autonomes.

Parties prenantes

62. Plusieurs États ont souligné qu'il importait que toutes les parties prenantes (représentants des organisations internationales, de la société civile, du monde universitaire et professionnels du secteur) participent aux discussions sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Plusieurs ont aussi appelé au renforcement de la coopération avec les parties prenantes, le cas échéant. On a estimé que les négociations relatives à un instrument juridiquement contraignant concernant les systèmes d'armes létaux autonomes devraient être menées dans le cadre le plus ouvert aux parties prenantes.

Réunions régionales et internationales

63. Plusieurs États ont appelé au renforcement de la coopération et des partenariats régionaux afin de promouvoir des positions communes sur les systèmes d'armes létaux autonomes. À cet égard, ils se sont félicités de la tenue de réunions et de conférences internationales et régionales sur la question, notamment au Costa Rica, au Luxembourg, aux Philippines, en Sierra Leone et à la Trinité-et-Tobago. Plusieurs ont aussi fait référence au communiqué spécial adopté au Sommet ibéro-américain de mars 2023, ainsi qu'à la conférence internationale sur les systèmes d'armes autonomes qui s'est tenue en Autriche.

L'intelligence artificielle dans le domaine militaire

64. Notant que l'intelligence artificielle était un élément clef de l'autonomie, plusieurs États ont évoqué son emploi dans le domaine militaire, qui pouvait avoir à la fois des effets positifs et négatifs. On a fait observer que l'intelligence artificielle était déjà utilisée sur les champs de bataille. Un appel a été lancé aux États afin qu'ils s'engagent à recourir à l'intelligence artificielle de manière responsable dans le domaine militaire.

65. Plusieurs États ont salué les initiatives prises à cet égard, notamment le processus « Intelligence artificielle responsable dans le domaine militaire », l'initiative mondiale pour la gouvernance de l'intelligence artificielle, la Déclaration politique sur l'utilisation militaire responsable de l'intelligence et de l'autonomie artificielles et la Déclaration de Bletchley. On a fait valoir que les initiatives liées à la gouvernance de l'intelligence artificielle devraient être placées sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies par souci d'inclusivité et d'efficacité. On a également indiqué que ces initiatives ne devraient pas compromettre les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes.

VI. Prochaines étapes

66. Plusieurs États ont souligné qu'il était urgent de répondre aux préoccupations suscitées par les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de discussions multilatérales. Plusieurs ont aussi insisté sur l'importance du principe de consensus

dans les négociations sur la sécurité internationale, notamment en ce qui concerne les systèmes d'armes létaux autonomes.

67. Plusieurs États ont appelé à la poursuite du développement du cadre normatif et opérationnel régissant les systèmes d'armes létaux autonomes. Si certains ont demandé que le cadre juridique international soit renforcé et qu'il soit précisé s'agissant de ces systèmes, d'autres ont estimé que le cadre juridique existant était suffisant pour régir les nouvelles capacités militaires, y compris les systèmes d'armes létaux autonomes.

68. De nombreux États ont dit soutenir l'approche à deux niveaux, selon laquelle les systèmes d'armes létaux autonomes qui ne pouvaient être utilisés dans le respect du droit international devaient être interdits, tandis que les autres devaient faire l'objet d'une réglementation appropriée. On a fait valoir que les interdictions ne devaient pas être vues comme un moyen d'entraver l'innovation technologique et ne devaient pas empêcher l'utilisation de la technologie à des fins pacifiques ou à des fins de légitime défense.

Instrument juridiquement contraignant

69. Plusieurs États ont demandé l'ouverture de négociations sur un instrument juridiquement contraignant relatif aux systèmes d'armes létaux autonomes en vue de :

- poursuivre la codification et le développement progressif des règles du droit international applicables dans les conflits armés, conformément au préambule de la Convention sur certaines armes classiques ;
- préciser l'application du droit international humanitaire aux systèmes d'armes létaux autonomes et faciliter la mise en œuvre de ce droit ;
- combler les lacunes du droit international, en particulier du droit international humanitaire.

70. Les États appelant à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant ont formulé plusieurs recommandations quant au contenu de celui-ci. Ils ont déclaré qu'il devait, entre autres :

- intégrer les normes et principes pertinents du droit international, notamment du droit international humanitaire, du droit international des droits humains, du droit pénal international et d'autres instruments pertinents ;
- faciliter une approche globale de la question ;
- garantir le respect du droit international applicable ;
- prévenir la fragmentation de la réglementation du fait de l'existence de mesures nationales divergentes ;
- répondre aux risques humanitaires et aux préoccupations fondamentales d'ordre éthique liés aux systèmes d'armes létaux autonomes ;
- régler les questions liées à la prise pour cible d'êtres humains par des systèmes d'armes létaux autonomes ;
- permettre la participation de tous les États sur un pied d'égalité.

71. Plusieurs États ont fait référence d'une part à l'appel lancé par le Secrétaire général en vue d'adopter, d'ici à 2026, un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les systèmes d'armes létaux autonomes qui fonctionnent sans contrôle ou surveillance humaine et ne peuvent être utilisés dans le respect du droit international humanitaire, et à réglementer tous les autres types de systèmes d'armes autonomes, et d'autre part à l'appel lancé en octobre 2023 par le Secrétaire général et

la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que par d'autres acteurs du système des Nations Unies, y compris des rapporteurs spéciaux.

72. Plusieurs États ont estimé que les règles existantes du droit international humanitaire étaient suffisantes et qu'il n'était pas nécessaire d'élaborer un nouvel instrument juridiquement contraignant. On a dit aussi qu'avant d'entreprendre l'élaboration d'un nouvel instrument juridique, il était nécessaire d'avoir une compréhension commune de la manière dont le droit existant, en particulier le droit international humanitaire, s'appliquait aux systèmes d'armes létaux autonomes. On a ajouté qu'il était nécessaire de clarifier davantage l'utilité d'un tel instrument juridiquement contraignant. D'autres États ont noté qu'un instrument sur les systèmes d'armes létaux autonomes pouvait être politiquement ou juridiquement contraignant.

73. On a estimé que l'élaboration de normes régissant le développement et l'emploi responsables des systèmes d'armes létaux autonomes était la meilleure façon de procéder. On a dit également qu'il était prématuré d'engager des négociations sur les règles de comportement relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes. Plusieurs États ont estimé que les initiatives volontaires pouvaient être utiles pour mettre en commun les meilleures pratiques et établir des normes, mais qu'elles ne pouvaient constituer que des mesures provisoires dans l'attente de négociations sur un instrument juridiquement contraignant.

74. Pour aller de l'avant, plusieurs États ont souhaité qu'une approche inclusive et multidisciplinaire à laquelle adhérerait le plus grand nombre possible d'États soit suivie. Un appel a également été lancé en faveur d'une action régionale et sous-régionale sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Plusieurs États ont souligné l'importance de prendre en compte les questions de genre dans les débats sur les systèmes d'armes létaux autonomes. On a proposé de déclarer un moratoire sur la mise au point de systèmes d'armes létaux autonomes jusqu'à l'adoption d'un instrument sur ces systèmes d'armes.

Portée des interdictions

75. On a estimé que tout instrument sur les systèmes d'armes létaux autonomes devrait rappeler les interdictions qui étaient déjà imposées par le droit international humanitaire. En outre, de nombreux États ont demandé l'interdiction des systèmes d'armes létaux autonomes qui échappaient entièrement au contrôle humain et de ceux qui ne pouvaient pas être utilisés conformément au droit international humanitaire.

76. Les États ont présenté plusieurs caractéristiques des systèmes d'armes létaux autonomes qui ne pouvaient être utilisés dans le respect du droit international humanitaire. Il s'agit des systèmes qui :

- frappent sans discrimination, de par leur nature ;
- sont incapables de faire la distinction entre les combattants et les civils ;
- sont conçus pour employer la force contre des civils ou des biens de caractère civil ;
- sont incapables de déterminer si une attaque risque de causer à des biens de caractère civil des dommages incidents qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire escompté ;
- sont de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles ;
- ont des effets ne pouvant être prévus, anticipés, compris ou expliqués de manière fiable ;
- ont des effets ne pouvant être limités et contrôlés.

77. Plusieurs États ont demandé que soient interdits les systèmes d'armes létaux autonomes conçus pour cibler directement des êtres humains.

Champ d'application de la réglementation

78. Plusieurs États ont demandé que les systèmes d'armes létaux autonomes qui n'étaient pas soumis aux interdictions susmentionnées soient réglementés.

79. On a noté que les mesures à prendre concernant un système d'armes létaux autonome dépendaient des caractéristiques de ce système, de l'environnement opérationnel et de l'utilisateur. On a également indiqué que l'autonomie du système pouvait être plus ou moins grande, et qu'il pouvait être nécessaire de définir divers types de mesures pour les systèmes d'armes létaux autonomes en fonction de leur degré d'autonomie.

80. Les États ont examiné les objectifs qu'aurait une telle réglementation, à savoir :

- conserver en tout temps le contrôle humain sur les systèmes, en particulier sur leurs fonctions critiques ;
- établir une chaîne de commandement et de responsabilité humaine ;
- garantir le plein respect du droit international, y compris le droit international humanitaire, tout au long du cycle de vie d'un système.

81. Afin de garantir le plein respect du droit international humanitaire, un certain nombre de mesures ont été proposées, notamment :

- contrôler ou limiter les types de cibles qu'un système pouvait prendre à parti, notamment en les limitant aux cibles exclusivement militaires par nature ;
- limiter la durée, la portée géographique et l'échelle d'utilisation ;
- obtenir l'approbation humaine pour toute décision d'employer la force ;
- obtenir l'approbation humaine pour toute modification des paramètres de la mission, tels que la durée, la portée géographique et l'échelle des opérations, y compris au moyen de mécanismes d'autodestruction, d'autodésactivation et d'autoneutralisation ;
- limiter le nombre de prises à partie ;
- veiller à ce que l'opérateur humain fasse preuve de diligence raisonnable dans la mise en œuvre des principes et des exigences du droit international humanitaire ;
- garantir une prévisibilité et une fiabilité suffisantes ;
- procéder à des examens juridiques pour s'assurer que les nouvelles armes et les nouveaux moyens et méthodes de guerre sont conformes au droit international humanitaire.

82. D'autres mesures ont été proposées, notamment :

- procéder à des essais rigoureux afin d'évaluer les performances du système d'armes dans différents contextes d'utilisation ;
- garantir l'enregistrement, le suivi et l'analyse des systèmes d'armes létaux autonomes ;
- procéder aux évaluations des risques nécessaires ;
- garantir la formation adéquate des décideurs et des opérateurs humains ;

- instaurer des mesures d'atténuation des risques et des garanties pour garantir la fiabilité de ces systèmes et prévenir les défaillances, les abus, les détournements et l'abandon des prérogatives humaines ;
- limiter les incidences sur l'environnement.

Autres questions à inclure dans un instrument

83. Plusieurs États ont réfléchi aux éléments que pouvait comporter un instrument sur les systèmes d'armes létaux autonomes, outre des interdictions et des dispositions réglementaires, à savoir :

- un préambule renvoyant aux 11 principes directeurs adoptés par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes ;
- une annexe technique, qui serait mise à jour régulièrement ;
- une obligation de transposer les dispositions de l'instrument dans le droit interne ;
- une disposition prévoyant que les États rendent compte régulièrement de la mise en œuvre de l'instrument ;
- une procédure de contrôle de la mise en œuvre de l'instrument ;
- des mesures d'enquête et de réparation pour toute violation présumée, signalée ou attestée de l'instrument ;
- des mesures visant à prévenir la prolifération et l'emploi non autorisé des systèmes d'armes létaux autonomes ;
- des mesures de renforcement des capacités.

Mesures d'atténuation des risques

84. Les États ont souligné que les évaluations des risques et les mesures d'atténuation des risques devraient faire partie du cycle de vie complet des technologies émergentes dans tout système d'armes. On a noté que ces évaluations et mesures devraient tenir compte des obligations légales existantes et respecter les juridictions et les capacités nationales. Plusieurs États ont demandé que des mesures d'atténuation des risques soient définies.

85. Un certain nombre de mesures d'atténuation des risques ont été proposées :

- maintenir une chaîne de commandement humaine responsable ;
- assurer une gestion efficace du cycle de vie ;
- procéder à une mise à l'essai complète ;
- prévenir tout accès non autorisé, y compris par des acteurs non étatiques ;
- dispenser une formation aux opérateurs ;
- soumettre le fonctionnement des systèmes d'armes létaux autonomes à la surveillance continue de l'opérateur, garantissant ainsi la possibilité de les désactiver ;
- mettre en place des garanties, comme la protection des données ;
- prévoir des procédures de sécurité détaillées.

86. On a avancé l'idée que les enseignements tirés des pratiques d'atténuation des risques soient mis en commun à titre volontaire.

Autres mesures

87. On a dit que la normalisation technique était essentielle pour garantir la compatibilité des systèmes d'armes létaux autonomes avec le droit international, et que la norme 7007-2021 de l'Institute of Electrical and Electronics Engineers pouvait servir de référence utile. On a noté que les mesures de transparence et de confiance pouvaient contribuer à répondre aux préoccupations liées aux systèmes d'armes létaux autonomes. Plusieurs États ont souligné l'importance de la coopération internationale et du renforcement des capacités pour permettre la participation effective des États aux discussions multilatérales relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes et pour faciliter l'atténuation des risques.

VII. Observations et conclusions du Secrétaire général

88. Les nombreuses communications reçues aux fins du présent rapport témoignent du vif intérêt des États, des organisations internationales et de la société civile à l'égard des systèmes d'armes létaux autonomes. Il est largement admis que les systèmes d'armes létaux autonomes pourraient avoir des effets délétères sur les plans humanitaire, juridique, technologique et éthique et sur les plans des droits humains et de la sécurité. De nombreuses inquiétudes ont été exprimées quant à la possibilité que ces systèmes d'armes modifient considérablement la conduite de la guerre et viennent mettre à l'épreuve, voire affaiblir, les cadres juridiques existants.

89. Il est largement admis que le contrôle humain est essentiel pour garantir l'application du principe de responsabilité, le respect du droit international et la prise de décisions conformes à l'éthique. Je réaffirme donc la nécessité d'agir d'urgence pour maintenir le contrôle humain sur l'emploi de la force. Les machines qui ont le pouvoir discrétionnaire de mettre fin à des vies humaines sont politiquement inacceptables et moralement révoltantes, et devraient être interdites par le droit international.

90. On s'accorde à dire que la communauté internationale n'a plus beaucoup de temps pour prendre des mesures préventives dans ce domaine. Je demande donc une nouvelle fois de conclure, d'ici à 2026, un instrument juridiquement contraignant en vue d'interdire les systèmes d'armes létaux autonomes qui fonctionnent sans supervision ou contrôle humain et ne peuvent être utilisés conformément au droit international humanitaire et de réglementer tous les autres types de systèmes d'armes autonomes. Le fait que des machines puissent prendre pour cible des êtres humains de manière autonome est une limite morale qui ne doit pas être franchie.

91. Je rappelle à cet égard le mandat actuel du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, qui agit dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Je demande à toutes les Hautes Parties Contractantes à la Convention d'œuvrer avec diligence pour que le Groupe s'acquitte de son mandat dès que possible. Je demande également à tous les autres États de prendre part aux travaux du Groupe en tant qu'observateurs et d'envisager de toute urgence d'adhérer à la Convention afin de participer aux délibérations et à la prise de décision. Je rappelle que les Hautes Parties Contractantes à la Convention ont réaffirmé qu'il convenait de poursuivre la codification et le développement progressif des règles du droit international applicables dans les conflits armés, et j'invite les États à saisir toutes les occasions d'avancer dans ce sens.

92. J'encourage l'Assemblée générale à poursuivre son examen de la question des systèmes d'armes létaux autonomes. Réunissant la quasi-totalité des pays du monde et s'intéressant à un large éventail de domaines d'action, l'Assemblée est une instance

propice à des débats inclusifs et à l'examen de la relation entre les systèmes d'armes létaux autonomes et d'autres questions relatives à la paix et à la sécurité internationales. Je recommande que l'Assemblée reste pleinement informée des efforts entrepris à cet égard dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Les États pourraient envisager de tenir des consultations informelles sur les questions soulevées dans le présent rapport. Le Sommet de l'avenir, qui se tiendra les 22 et 23 septembre 2024, représente également une occasion importante de créer une dynamique en vue de la conclusion, d'ici à 2026, d'un instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Le présent rapport peut servir de référence pour les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux, ainsi que pour tout processus futur sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

93. Malgré la nécessité de formuler de nouvelles interdictions et des dispositions réglementaires propres aux systèmes d'armes létaux autonomes, il est essentiel de mettre pleinement en œuvre le droit international existant, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits humains, applicable à ces systèmes d'armes. À cette fin, j'invite tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier les quatre Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels, ainsi que les principaux instruments internationaux relatifs aux droits humains. Tous les États devraient respecter pleinement les obligations que leur imposent le droit international humanitaire et le droit international des droits humains.

Annexe I

Réponses reçues

A. États Membres et États observateurs

Allemagne

[Original : anglais]
[23 mai 2024]

I. Introduction

Les problématiques et les enjeux liés aux systèmes d'armes autonomes figurent parmi les sujets les plus pressants et les plus complexes dans le domaine de la maîtrise des armements. Quelques-uns des enjeux potentiels liés à la mise au point et à l'utilisation de systèmes d'armes autonomes concernent le risque de conséquences involontaires en cas d'emploi dans un conflit armé, la question de leur compatibilité avec le droit international, et en particulier avec les exigences imposées par le droit international humanitaire, ainsi que la question de la responsabilité et les possibles effets négatifs sur la sécurité et la stabilité internationales. Or, il faut bien des progrès technologiques, y compris dans le domaine des technologies à double usage, pour accroître la précision et la rapidité du traitement des données et de la prise de décision. Si le développement et le déploiement de l'intelligence artificielle militaire et de systèmes d'armes dotés de fonctions autonomes peuvent présenter des avantages, la prise de décision humaine n'étant pas infaillible, il reste que l'autonomie des systèmes d'armes s'accompagne de risques élevés et pose des problèmes humanitaires dans les cas où ces systèmes ne sont pas mis au point, mis en dotation et déployés conformément au droit international, en particulier au droit international humanitaire.

L'Allemagne salue vivement les initiatives régionales visant à encourager le débat sur les systèmes d'armes létaux autonomes, tels que celles entreprises par le Costa Rica, le Luxembourg, les Philippines, Trinité-et-Tobago et la Sierra Leone. En outre, la conférence tenue à Vienne sur le thème « Humanity at the crossroads: autonomous weapons systems and the challenge of regulation » (L'humanité à la croisée des chemins : les systèmes d'armes autonomes et les enjeux de la réglementation) s'est révélée précieuse pour échanger des points de vue et rechercher un terrain d'entente. L'Allemagne continue de participer activement au processus « Intelligence artificielle responsable dans le domaine militaire » lancé par les Pays-Bas et la République de Corée, et à l'application de la déclaration politique sur l'utilisation militaire responsable de l'intelligence artificielle et de l'autonomie prononcée par les États-Unis. De l'avis de l'Allemagne, ces initiatives jouent un rôle important car elles permettent d'approfondir le débat et contribuent à l'élaboration de normes devant régir un comportement responsable.

II. Principes et hypothèses de travail

Principes clés

L'Allemagne fonde sa position sur les 11 principes directeurs énoncés par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes en 2019 et sur les principes d'utilisation responsable suivants, approuvés par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2021 : a) la licéité du développement et de l'utilisation d'applications d'intelligence artificielle ; b) la responsabilité humaine : veiller à ce que les personnes qui conçoivent et opèrent l'intelligence artificielle dans les systèmes militaires répondent de leurs actes ; l'explicabilité et la traçabilité des applications de l'intelligence artificielle dans le

domaine militaire ; la fiabilité, la sûreté, la sécurité et la robustesse des systèmes d'intelligence artificielle autonomes tout au long de leur cycle de vie ; la gouvernabilité : l'interaction adéquate entre l'humain et la machine et l'atténuation des biais.

Systèmes d'armes létaux autonomes

L'Allemagne entend par systèmes d'armes létaux autonomes des systèmes qui, une fois activés, sont capables de détecter, de sélectionner, de suivre et d'attaquer des cibles, tout en échappant au contrôle humain et à une chaîne de commandement responsable. En outre, ces systèmes ne permettent pas d'intervention humaine ultérieure et sont capables de fixer leurs propres objectifs ou de modifier leur programme initial ou le cadre de leur mission, sans aucune forme de validation humaine.

Dans ce contexte, l'Allemagne considère que certains systèmes de légitime défense – tels que le système de missiles Patriot – peuvent et doivent pouvoir fonctionner en mode automatique sans intervention humaine après leur activation, sans que cela ne pose d'enjeu éthique ou ne remette en cause le droit international humanitaire. Une fois activés, ces systèmes sont conçus pour détecter, sélectionner et prendre des cibles à partie de manière automatique, sans qu'aucune interaction humaine supplémentaire ne soit nécessaire en situation d'urgence (par exemple la prise à partie de cibles très rapides dans le cas de l'artillerie ou de la défense antimissile). Les systèmes tels que ceux décrits dans le présent paragraphe ne doivent pas être considérés comme des systèmes autonomes, mais comme des systèmes automatiques, car leurs algorithmes de détection et de prise des cibles à partie sont déterministes, contrairement aux systèmes autonomes dont les algorithmes sont basés sur des calculs de probabilité.

III. Le contrôle humain, condition essentielle à la mise au point et à l'emploi responsables des systèmes d'armes dotés de fonctions autonomes

L'Allemagne considère que les systèmes d'armes létaux autonomes tels que définis ci-dessus sont incompatibles avec le droit international, en particulier avec les exigences du droit international humanitaire.

L'Allemagne estime que pour se prononcer sur l'admissibilité des systèmes d'armes dotés de fonctions autonomes, il faut avant tout évaluer si le cadre essentiel de contrôle humain est maintenu. Une chaîne de commandement responsable et le contrôle humain doivent être au cœur de la mise au point et de l'emploi de tout système d'armes, y compris ceux dotés de fonctions autonomes. Toute décision relative à une question de vie ou de mort doit être prise par un être humain.

Le niveau requis en matière de contrôle humain dépend du contexte opérationnel et des caractéristiques et capacités d'un système d'armes. L'existence d'un cadre de contrôle humain peut permettre de garder le contrôle de ces systèmes.

Le cadre de contrôle humain dépasse la seule présence humaine, mais comprend aussi d'autres mesures et conditions en amont de la prise de décision et à l'appui de celle-ci (à savoir le contrôle de la conception et le contrôle de l'emploi). Il s'agit de ce qui suit :

- Des méthodes d'analyse des données et des mesures spécifiques visant à atténuer les biais involontaires ; des algorithmes faisant intervenir l'intelligence artificielle, fondés sur des normes éthiques afin d'éviter de renforcer et d'exacerber les structures d'inégalité existantes.

- L'application du principe de responsabilité, au moyen de la formation des opérateurs impliqués dans l'emploi des armes et de leur capacité à prévoir et à expliquer le comportement du système utilisé.
- La prévisibilité, grâce à l'élaboration, d'une part, de règles d'engagement visant à définir les limites à l'intérieur desquelles le commandement et l'opérateur sont autorisés à utiliser le système et, d'autre part, d'une procédure de mise à l'essai des armes dans le respect de l'article 36 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I).
- Une chaîne de commandement humaine responsable qui garantit le fonctionnement du système dans les limites établies en termes de durée et de théâtre d'opération, de type de cibles à prendre à partie et d'échelle de l'opération.
- Des garanties techniques telles que l'autodestruction et l'autodésactivation du système déployé afin de s'assurer qu'il fonctionne dans les limites des paramètres autorisés.
- Des procédures de signalement des incidents qui pourraient constituer des violations du droit international humanitaire.

Dans ce contexte, la conception de l'interaction entre l'humain et la machine est d'une importance capitale, car elle doit être telle que les systèmes d'armes restent subordonnés aux humains qui les déploient et les utilisent. L'être humain doit être en permanence en mesure d'exercer un contrôle sur les systèmes d'armes et doit rester l'élément pivot de cette interaction, car il en assume la responsabilité globale.

IV. Perspectives d'avenir

Une approche à deux niveaux pour agir avec efficacité face aux enjeux liés aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes

À l'instar d'un nombre croissant de membres du Groupe d'experts gouvernementaux, l'Allemagne reste convaincue que l'approche à deux niveaux est la plus indiquée pour garantir le respect des principes susmentionnés. Compte tenu du vaste consensus qu'a emporté cette approche, le pays souhaite continuer d'avancer en s'appuyant sur les propositions suivantes :

- Premièrement, convenir d'un instrument juridiquement contraignant dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux qui interdise la mise au point, la mise en dotation ou le déploiement de systèmes d'armes létaux autonomes incompatibles avec le droit international humanitaire et *ipso facto* prohibés.
- Deuxièmement, consentir, dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux, à un ensemble de réglementations sur les systèmes d'armes dotés de fonctions autonomes, afin de garantir que le contrôle humain puisse s'exercer à tout moment.

Protocole additionnel à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination relatif à la mise au point et à l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes

L'Allemagne soutient l'élaboration d'un protocole additionnel à la Convention sur certaines armes classiques qui interdise les systèmes d'armes létaux autonomes échappant au contrôle humain et à une chaîne de commandement responsable.

Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes en tant qu'instance inclusive

Le droit international, en particulier le droit international humanitaire, et les perspectives éthiques connexes guident les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux. Le Groupe réunit des experts des Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques, y compris des États dotés de forces armées technologiquement avancées. Il comprend également des experts du monde universitaire et de la société civile. L'Allemagne apprécie beaucoup le précieux apport de ces experts. Les débats menés dans le cadre du Groupe ont abouti à une convergence de vues considérable et déterminante et continuent de contribuer à élargir le terrain d'entente.

L'Allemagne est convaincue que l'approche inclusive du Groupe d'experts gouvernementaux est importante pour parvenir à un résultat efficace et reste déterminée à soutenir activement ses travaux. Afin d'avoir une connaissance plus approfondie des évolutions technologiques, un groupe d'experts techniques pourrait être mis sur pied, comme le prévoit le document de travail présenté conjointement par la France et l'Allemagne en 2021.

Cela étant, pour que le Groupe d'experts gouvernementaux soit à la hauteur de son mandat et produise des résultats tangibles, on ne saurait attendre davantage. L'Allemagne était en effet l'un des premiers États à s'être porté coauteur de la résolution 78/241 de l'Assemblée générale sur les systèmes d'armes létaux autonomes, adoptée en 2023. Elle salue par ailleurs le rapport du Secrétaire général, qui prend en compte toutes les perspectives, réunissant à des fins très utiles les points de vue existants. L'Allemagne estime que ce rapport permettra de repérer encore plus de domaines de convergence et de relancer l'important débat dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques.

Andorre, Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, El Salvador, Équateur, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, République dominicaine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du)

[Original : espagnol]
[24 mai 2024]

XXVIII^e Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement, Saint-Domingue, 25 mars 2023

Communiqué spécial sur l'impact social et humanitaire des systèmes d'armes létaux autonomes

Les chefs d'État et de gouvernement des pays ibéro-américains réunis à Saint-Domingue (République dominicaine) à l'occasion du XXVIII^e Sommet ibéro-américain, déclarent ce qui suit :

a. Les technologies émergentes posent des problèmes concrets touchant la paix et la sécurité internationales et soulèvent de nouvelles questions sur le rôle de l'être humain dans la guerre. Il est nécessaire d'avoir une compréhension globale des effets de l'autonomie des systèmes d'armes et de son incidence sur le contrôle humain significatif pour pouvoir en évaluer toutes les implications sur les plans éthique, juridique et humanitaire et en matière de sécurité.

b. Compte tenu du fait que de nouvelles technologies d'armement continuent d'être mises au point et utilisées dans les conflits armés, il est nécessaire d'établir de nouvelles interdictions et réglementations guidées par le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits humains, et fondées sur les principes d'humanité et les exigences de la conscience publique, les principes de distinction, de nécessité et de proportionnalité et le principe de la responsabilité individuelle pour les violations graves du droit international humanitaire, ainsi que des considérations éthiques.

c. Conformément au droit international, notamment aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, au droit international des droits humains et au droit international humanitaire, la communauté internationale doit faire face à ces menaces en développant et en renforçant le cadre juridique international afin de prévenir les déplacements, les pertes humaines parmi les civils et la destruction de biens de caractère civil.

d. Il est primordial de maintenir un contrôle humain significatif pour éviter une déshumanisation accrue de la guerre, ainsi que pour garantir la responsabilité individuelle, la responsabilité de l'État et des groupes armés non étatiques et le respect des droits humains des victimes.

e. Les États ibéro-américains ont participé activement aux débats du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, relevant de la Convention sur certaines armes classiques. Un groupe d'États a présenté des éléments pour un futur cadre normatif et un projet de protocole VI se rapportant à la Convention. Certains États de la région se sont également associés à la déclaration sur les armes autonomes présentée par 70 États à l'Assemblée générale des Nations Unies en octobre 2022.

f. Par ailleurs, la Déclaration de Buenos Aires adoptée le 24 janvier 2023 lors du VII^e Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes met l'accent sur la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, qui a été approuvée au II^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à La Havane en janvier 2014.

g. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la société civile, la communauté scientifique et les milieux universitaires ont exprimé leur inquiétude au sujet des systèmes d'armes autonomes et ont engagé à plusieurs reprises les États à négocier un instrument juridiquement contraignant sur la question.

h. Dans le communiqué de la conférence latino-américaine et caribéenne sur l'impact social et humanitaire des systèmes d'armes autonomes, tenu les 23 et 24 février 2023, les représentants des pays de la région se sont dits conscients des risques et des problèmes posés par ces armes, ainsi que de la nécessité de mettre en place un instrument international juridiquement contraignant qui prévoit des interdictions et des réglementations pour garantir un contrôle humain significatif.

Faisant écho à ce communiqué, les représentants des États ibéro-américains estiment qu'il est nécessaire de prendre de nouvelles mesures, à savoir :

1. Collaborer pour soutenir la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant comportant des interdictions et des réglementations relatives aux systèmes d'armes autonomes, afin de garantir le respect du droit

international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits humains, et la prise en compte des considérations éthiques, et de prévenir les répercussions sociales et humanitaires des systèmes d'armes autonomes ;

2. S'engager à œuvrer activement à l'adoption de positions communes afin de faire progresser ces négociations ;

3. Poursuivre et renforcer la coopération et le partenariat avec les organisations internationales, les organisations de la société civile, les milieux universitaires et les autres parties concernées, afin de mettre à profit leurs compétences spécialisées et leur apport ;

4. Poursuivre les échanges entre États, en vue d'élaborer d'éventuelles recommandations qui pourraient être présentées dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques et dans d'autres instances multilatérales.

Argentine

[Original : espagnol]

[24 mai 2024]

L'Argentine estime qu'il importe de commencer à prendre conscience des risques et des problèmes graves posés par les systèmes d'armes létaux autonomes, en ce qui concerne aussi bien le respect du droit international humanitaire, la protection de la dignité humaine et des droits humains et les préoccupations éthiques que la stabilité et la sécurité internationales et le maintien de la paix. Notre engagement est axé sur la prévention d'une course aux armements autonomes, qui pourrait accentuer les risques en matière de sécurité internationale et creuser les disparités technologiques.

La Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination passe pour être le cadre approprié pour les échanges sur la question, car son objectif et sa logique vont dans le sens du développement progressif du droit humanitaire international et elle permet une évaluation constante de l'évolution des technologies et des armements. Le cadre offert par la Convention est également important en termes d'expérience et de représentativité, sachant qu'il permet depuis 10 ans la tenue de débats qui ont abouti à l'adoption d'accords de base et que les principaux États ayant enregistré des avancées technologiques dans le domaine y sont représentés. Toutefois, nous sommes conscients que les échanges dans d'autres instances peuvent présenter des avantages en termes d'universalité et de liens et synergies avec d'autres sujets (cybersécurité, travail, transport et propriété intellectuelle, entre autres).

Tout élément nouveau apporté à la réglementation relative aux systèmes d'armes létaux autonomes doit être guidé par les principes de distinction, de proportionnalité et de responsabilité humaine dans l'usage de la force. Le critère général pour la gouvernance de l'intelligence artificielle appliquée aux systèmes d'armes autonomes doit faire l'équilibre entre les besoins défensifs et la protection humanitaire.

On estime qu'il est important de maintenir la distinction entre l'interdiction et la réglementation, s'agissant aussi bien de la mise au point de ces systèmes que de leur fabrication, de leur utilisation, de leur possession et de leur transfert. En matière de réglementation, le critère général devrait être le maintien d'un contrôle humain significatif sur les aspects essentiels de l'utilisation des systèmes d'armes autonomes. En outre, il est important de disposer de connaissances et d'informations suffisantes

pour comprendre les systèmes d'armes létaux autonomes, évaluer leur fonctionnement et éviter le développement de biais algorithmiques.

D'aucuns estiment que les États doivent assumer la responsabilité de mettre à jour leur dispositif de réglementation des exportations de matériel militaire ou sensible, notamment de technologies incorporelles, afin d'empêcher la prolifération des systèmes d'armes létaux autonomes.

Il convient de noter qu'en 2018 et 2019, l'Argentine a présenté deux documents ([CCW/GGE.1/2018/WP.2](#) et [CCW/GGE.1/2019/WP.6](#)) dans lesquels elle a souligné l'obligation d'évaluer les armes qui incombait aux États en vertu de l'article 36 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I). Les mesures concernant les systèmes d'armes létaux autonomes pourraient inclure le renforcement de l'obligation d'évaluer les systèmes acquis ou mis au point afin de vérifier leur compatibilité avec le droit international, y compris le droit international humanitaire, et l'élaboration de critères d'évaluation communs partagés par différents États. Comme il a été souligné, il est important à ce stade de promouvoir la coopération et l'assistance internationales afin de réduire les disparités entre les pays en ce qui concerne les moyens technologiques d'effectuer ces évaluations. À cet égard, la mise en commun des bonnes pratiques, la formation des ressources humaines et le transfert de technologies sont indispensables.

Il convient de rappeler qu'à la session de juillet 2022 du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, l'Argentine a présenté, dans le cadre d'un groupe de 13 pays (Argentine, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Kazakhstan, Nigéria, Panama, Pérou, Philippines, Sierra Leone, Uruguay et État de Palestine), un projet de protocole VI à la Convention sur certaines armes classiques. En mai 2023, à la deuxième session du Groupe d'experts gouvernementaux, le même groupe de pays a présenté un projet de protocole VI révisé, qui tenait compte des débats tenus et des propositions formulées à la session de mars 2023 du Groupe d'experts gouvernementaux. D'autres pays comme le Chili, la Colombie et la République dominicaine se sont joints audit groupe de pays.

L'Argentine estime qu'il importe de promouvoir une réglementation relative aux systèmes d'armes létaux autonome qui tienne compte des capacités économiques et technologiques de tous les États, afin de ne pas aboutir à des régimes qui limitent l'utilisation ou le bénéfice des nouvelles technologies aux seuls pays plus avancés sur le plan technologique.

Les mesures à envisager ne devraient pas limiter le droit des États d'accéder aux technologies autonomes, y compris les nouveautés en matière d'intelligence artificielle, de les développer, de les étudier, de les acquérir, de les produire, de les transférer et de les utiliser ni priver les États de ce droit.

Enfin, pour favoriser une réglementation efficace relative aux systèmes d'armes létaux autonomes, il importe d'envisager, en plus des instruments contraignants, d'autres moyens tels que des déclarations politiques, des codes de conduite, des règles et restrictions du marché, l'architecture du système, des critères de programmation et des doctrines militaires communes, toujours dans le cadre de la promotion de normes durables et équitables en matière de sécurité internationale.

Australie

[Original : anglais]
[24 mai 2024]

L'Australie apprécie la possibilité qui lui est donnée de contribuer au rapport du Secrétaire général sur les systèmes d'armes létaux autonomes, conformément à la résolution 78/241 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 2023, sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

Dans sa contribution au rapport¹, l'Australie donne son avis sur les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes que les systèmes d'armes létaux autonomes soulèvent dans le domaine de la sécurité et sur les plans humanitaire, juridique, technologique et éthique, ainsi que sur la place de l'humain dans l'emploi de la force, tout en reconnaissant les avantages que pourraient présenter les systèmes d'armes létaux autonomes.

L'exposé du point de vue de l'Australie sur les systèmes d'armes létaux autonomes couvre les points suivants :

- Considérations juridiques
 - Application du droit international humanitaire
 - Examens juridiques
 - Intervention et contrôle humains
 - La technologie au service du droit international humanitaire
 - Mesures d'atténuation des risques
- Considérations éthiques
- Considérations sur la responsabilité
- Considérations sur la sécurité et la technologie
 - Risques sur le plan de la cybersécurité ;
 - Risques de prolifération ;
- Biais involontaires
- Stratégies de défense australiennes
- Efforts complémentaires sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle et des moyens autonomes dans le domaine militaire
 - Utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire
 - Déclaration politique sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle et des moyens autonomes dans le domaine militaire.

¹ Disponible (en anglais) à l'adresse : <https://meetings.unoda.org/ga-cl/general-assembly-first-committee-seventy-ninth-session-2024>.

Autriche

[Original : anglais]

[24 mai 2024]

L'Autriche se félicite de l'occasion qui lui est donnée de faire part de ses vues au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 78/241 de l'Assemblée générale.

Les 29 et 30 avril 2024, l'Autriche a organisé à Vienne la conférence internationale sur la question de la réglementation des systèmes d'armes autonomes intitulée « Humanity at the crossroads: autonomous weapons systems and the challenge of regulation ».

Le résumé de la présidence de la conférence évoque les problèmes fondamentaux posés par les systèmes d'armes autonomes en termes de contrôle humain, de responsabilité et de respect du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits humains. Il évoque également les préoccupations d'ordre éthiques suscitées par ces systèmes concernant la dignité de la personne et les impératifs moraux découlant des principes d'humanité et des exigences de la conscience publique.

Comme le Comité international de la Croix-Rouge, l'Autriche estime que le cadre juridique international actuel est pleinement applicable aux systèmes d'armes autonomes, mais qu'il n'est pas suffisamment développé pour remédier à tous ces problèmes. La complexité de l'autonomie accrue des systèmes d'armes pose des difficultés sans précédent en ce qui concerne l'application et le respect du droit international. Un instrument juridiquement contraignant doit également aborder des questions plus larges, telles que les risques humanitaires et les préoccupations éthiques fondamentales liées aux systèmes d'armes autonomes.

Nous insistons sur le fait que le cadre juridique pertinent doit se rapporter non seulement au droit international humanitaire, mais aussi au droit international des droits humains et au droit pénal international, qui doivent être pris en compte sachant qu'il est fort probable que les systèmes d'armes autonomes soient employés en dehors des conflits armés, que les technologies connexes se prêtent largement à un double usage et que le secteur privé joue un rôle important dans la conception et le développement de ces systèmes.

Les systèmes d'armes autonomes présentent à l'échelle mondiale des menaces contre la paix et la sécurité, y compris le risque de prolifération au profit des groupes armés non étatiques. Dans le contexte d'une concurrence accélérée en matière de sécurité, ils pourraient devenir l'objet d'une course aux armements. Ils peuvent faire abaisser le seuil de déclenchement d'une guerre et conduire à des escalades non délibérées.

Une préoccupation fondamentale touchant la sécurité et les plans humanitaire, juridique et éthique concerne le risque que les humains perdent le contrôle de l'emploi de la force, alors que ce sont les humains qui continueront à subir les conséquences des conflits armés.

Les systèmes d'armes autonomes peuvent poser des difficultés pour ce qui est d'attribuer la responsabilité des attaques. Leur prolifération au profit de groupes armés non étatiques et d'autres acteurs violents peut accroître les risques en matière de sécurité dans les conflits armés et sur le plan de l'application de la loi.

Ces préoccupations graves et ces risques concernent tous les États et toutes les composantes de la société. Il est nécessaire de réglementer les systèmes d'armes autonomes dans l'intérêt de l'humanité afin de maintenir la paix et la sécurité. Le

secteur technologique et l'industrie doivent être des partenaires dans cette quête de clarté juridique.

Toutes les parties prenantes, y compris les États, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et régionales, le secteur technologique et l'industrie, les milieux universitaires et la société civile, ont un rôle à jouer et doivent être étroitement associées à l'action multilatérale visant à réglementer les systèmes d'armes autonomes.

L'humanité est à la croisée des chemins et doit s'unir pour s'attaquer au problème de la réglementation de ces armes. Ce moment pourrait être le « tournant Oppenheimer » de notre génération. Des spécialistes de différents domaines ont mis en garde contre les sérieux risques et les conséquences graves que présente pour l'humanité une course aux systèmes d'armes autonomes non réglementés. La communauté internationale doit relever le défi de la réglementation de ces systèmes. Jusqu'à présent, l'action internationale n'a pas été suffisante au regard de la rapidité et de la portée de l'évolution de ces armes. Une direction politique ferme s'impose de toute urgence.

L'Autriche soutient fermement l'appel conjoint lancé le 5 octobre 2023 par le Secrétaire général de l'ONU et la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, qui ont exhorté les États Membres à entamer des négociations sur un nouvel instrument juridiquement contraignant pour établir des interdictions et des restrictions claires sur les systèmes d'armes autonomes et à les faire aboutir d'ici à 2026. L'Autriche souligne l'urgence de la question et la nécessité de répondre aux graves préoccupations suscitées par les systèmes d'armes autonomes sur les plans juridique et éthique et en matière de sécurité. Elle se déclare très favorable à ce que les systèmes d'armes autonomes soient abordés dans le document intitulé « Un Pacte pour l'avenir ».

Compte tenu de la rapidité des progrès technologiques dans le domaine des systèmes d'armes autonomes et des travaux déjà menés sur la question au sein de l'ONU, 2026 est une date butoir appropriée. Tout attermolement supplémentaire aurait des répercussions fâcheuses sur l'efficacité d'un tel instrument.

Le 17 avril 2024, le Parlement autrichien a adopté une motion multipartite par laquelle il a demandé instamment au Gouvernement de continuer d'œuvrer énergiquement au niveau multilatéral en faveur de la négociation et de l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant visant à réglementer les systèmes d'armes autonomes.

L'Autriche encourage les négociations sur un instrument juridiquement contraignant qui comprend des interdictions et des dispositions réglementaires. Les systèmes d'armes autonomes provoquant des effets qui ne peuvent pas être correctement expliqués ou prédits ou suffisamment contrôlés sont inacceptables et portent atteinte au droit international humanitaire ; ils doivent donc être interdits. Les systèmes d'armes autonomes qui sélectionnent des personnes et les prennent pour cible d'une manière qui viole la dignité et la valeur de la personne humaine et qui est contraire au principe d'humanité ou aux exigences de la conscience publique sont inacceptables et doivent être interdits. Tous les autres systèmes d'armes autonomes doivent être réglementés afin de garantir que leur emploi fera l'objet d'un contrôle humain significatif. On trouvera des précisions supplémentaires sur le point de vue de l'Autriche concernant cette question dans les documents de travail soumis au Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes en 2023 et 2024.

Un contrôle humain significatif des systèmes d'armes autonomes repose sur plusieurs conditions, notamment : a) une compréhension du fonctionnement du

système en question ; b) une évaluation correcte du contexte dans lequel l'arme peut être employée ou est employée ; c) en fonctions des éléments qui précèdent, les restrictions qu'il peut être nécessaire de fixer en ce qui concerne la durée, le secteur géographique, le nombre d'engagements et les types de cibles. Un contrôle humain significatif suppose également un opérateur humain capable d'évaluer les effets prévisibles de l'emploi projeté de la force sur les plans légal et moral. Dans toutes les activités touchant l'étude, la mise au point, l'acquisition et l'utilisation des systèmes d'armes autonomes, il faut examiner et réévaluer constamment tous les changements et modifications possibles du fonctionnement de ces armes, conformément aux conditions susmentionnées. Les aspects techniques tels que l'apprentissage automatique et tous les jeux de données sur lesquels reposent les fonctions des systèmes d'armes autonomes doivent être pris en compte.

Ce contrôle devrait s'inscrire dans un cadre réglementaire international à plusieurs niveaux, qui prévoit un examen régulier de la mise en œuvre des interdictions et des obligations positives afin de garantir le maintien d'un contrôle humain significatif sur les systèmes d'armes autonomes et la protection des règles juridiques et des principes éthiques lors de la conception, du développement et de l'emploi des systèmes d'armes autonomes.

Il faut par ailleurs prévoir des règles concernant les systèmes basés sur l'intelligence artificielle, comme la prise de mesures visant à garantir l'intégrité, la qualité et la véracité des données, à prévenir le développement de biais algorithmiques et de biais d'automatisation et à assurer la formation adéquate du personnel de tous les niveaux concernés. Il est également nécessaire de veiller à la sécurité de ces systèmes d'armes, notamment en ce qui concerne la cybersécurité, les points faibles de l'intelligence artificielle et les risques de prolifération.

Il n'est pas possible de faire endosser à des machines ou à des algorithmes la responsabilité pour ce qui est de l'emploi de la force et des conséquences d'un tel emploi. Les règles du droit international humanitaire et du droit international des droits humains s'adressent aux personnes, individuellement et collectivement. La responsabilité effective en tant qu'exigence légale peut être réalisée au moyen d'un contrôle humain significatif. Elle exige notamment que ceux qui autorisent l'emploi de la force puissent en expliquer les effets prévisibles et les faire savoir. Une gouvernance efficace doit être exercée pour éviter des déficits de responsabilité.

En dernier lieu, les systèmes d'armes autonomes peuvent être décrits comme des systèmes qui, une fois activés, sélectionnent des cibles et appliquent la force sans autre intervention humaine. Nous ne voyons pas la nécessité de continuer d'employer le qualificatif « létal », qui, selon nous, ne convient pas pour décrire les systèmes d'armes autonomes. Ce qualificatif ne trouve aucune justification dans le droit international humanitaire, qui protège les civils non seulement contre la mort, mais aussi contre les blessures.

Résumé de la présidence de la conférence sur la question de la réglementation des systèmes d'armes autonomes intitulée « Humanity at the Crossroads: Autonomous Weapons Systems and the Challenge of Regulation », tenue à Vienne le 30 avril 2024

Les pays suivants se sont associés à la présente communication : Albanie, Arménie, Autriche, Belgique, Chili, Chypre, Costa Rica, Géorgie, Hongrie, Irlande, Kazakhstan, Kiribati, Liechtenstein, Madagascar, Malawi, Pérou, République démocratique du Congo, République de Moldova, Saint-Marin et Sri Lanka.

La conférence sur la question de la réglementation des systèmes d'armes autonomes intitulée « Humanity at the Crossroads: Autonomous Weapons Systems

and the Challenge of Regulation »¹, qui s'est tenue à Vienne (Autriche) les 29 et 30 avril 2024, a rassemblé des États, des représentants des entités des Nations Unies, des organisations internationales et régionales, des milieux universitaires, de l'industrie et de la société civile et des parlementaires pour examiner les conséquences et les problèmes concernant les systèmes d'armes autonomes, et les moyens d'y remédier. Plus de 1 000 participants, dont des représentants de 144 États, ont assisté à la conférence.

Des échanges de vues constructifs ont eu lieu dans le cadre de tables rondes de haut niveau et de réunions-débats et au moyen de déclarations faites par les États et d'autres parties prenantes. Les points suivants font partie exclusivement du résumé de la présidence de la conférence et sont présentés sans préjudice des positions des États et des autres parties prenantes. Les déclarations faites par les États et les autres parties prenantes au cours de la conférence peuvent être consultées sur le site Web de la conférence.

Les systèmes d'armes autonomes qui, une fois activés, sélectionnent des cibles et appliquent la force sans autre intervention humaine suscitent des préoccupations sur les plans juridique et éthique et en matière de sécurité. Les problèmes fondamentaux concernent la nature du contrôle humain, la responsabilité et la compatibilité globale de ces systèmes avec le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits humains. Les préoccupations éthiques que suscitent ces systèmes concernent la dignité de la personne et les impératifs moraux découlant des principes d'humanité et des exigences de la conscience publique.

Les systèmes d'armes autonomes présentent des menaces contre la paix et la sécurité mondiales, y compris le risque de prolifération au profit des groupes armés non étatiques. Les systèmes dont l'atout réside dans la vitesse peuvent ne pas se prêter à un contrôle humain significatif et risquent de déstabiliser la sécurité internationale. Une dangereuse course aux armements autonomes se profile. Ces risques concernent tous les États et toutes les composantes de la société et ont des effets disproportionnés sur les personnes les plus vulnérables.

Les nouvelles technologies recèlent bien des promesses pour l'amélioration du bien-être de l'humanité. Elles doivent permettre à la personne humaine d'exercer ses talents, et non la déshumaniser. Pour pouvoir tirer pleinement avantage des technologies, nous devons trouver comment remédier par des réglementations aux méfaits des technologies. L'emploi de la force doit être soumis au contrôle humain. La délégation aux machines des décisions touchant le choix des cibles et la vie et la mort est une question qui nous concerne tous. Elle remet profondément en question notre contrat social mondial et la Charte des Nations Unies.

La nécessité de traiter la question des systèmes d'armes autonomes est démontrée par les débats enrichissants en cours au sein du Groupe d'experts gouvernementaux établi au titre de la Convention sur certaines armes classiques, les conférences régionales sur les systèmes d'armes autonomes organisées par le Costa Rica, le Luxembourg, la Trinité-et-Tobago, les Philippines et la Sierra Leone, ainsi que les processus connexes sur les questions plus générales concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire.

Il existe une forte convergence des vues sur le fait que les systèmes d'armes autonomes qui ne peuvent être employés conformément au droit international ou qui sont inacceptables d'un point de vue éthique doivent être explicitement interdits. Tous

¹ Voir <https://www.bmeia.gv.at/en/european-foreign-policy/disarmament/conventional-arms/autonomous-weapons-systems/2024-vienna-conference-on-autonomous-weapons-systems>.

les autres systèmes d'armes autonomes doivent faire l'objet d'une réglementation appropriée (approche dite à deux niveaux). Le Secrétaire général de l'ONU et la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge ont appelé l'attention sur la nécessité urgente de négocier et d'adopter un instrument juridique international visant à établir des interdictions et des restrictions claires sur les systèmes d'armes autonomes et de faire aboutir les négociations d'ici 2026. L'occasion d'engager une telle action de prévention ne s'offrira pas longtemps. De nombreux États et d'autres parties prenantes ont soutenu cet appel.

Les réunions-débats ont fait ressortir les points suivants, que la présidence de la conférence considère qu'il faut absolument prendre en compte si l'on veut que les futures interdictions et dispositions réglementaires couvrent tous les aspects des systèmes d'armes autonomes :

- Les règles du droit international humanitaire et du droit international des droits humains s'adressent aux personnes, individuellement et collectivement. La responsabilité effective est au cœur des systèmes juridiques et ne peut être transférée à des machines. Une gouvernance efficace doit être exercée pour éviter des déficits de responsabilité.
- L'engagement moral et éclairé des décideurs est à la base de nos cadres juridiques régissant l'emploi de la force. C'est ce qui rend les êtres humains responsables et comptables des résultats d'un tel emploi.
- Les jugements juridiques concernant l'utilisation des systèmes d'armes autonomes nécessitent une connaissance suffisante de ces systèmes, des conditions dans lesquelles ils peuvent être employés et des résultats prévus.
- Les systèmes qui ne peuvent pas être bien compris ou limités à un contexte ne peuvent pas être soumis à un contrôle humain et ne sont donc pas compatibles avec les principes de l'utilisation légale et de responsabilité.
- Face à la gravité des risques concernant les systèmes d'armes autonomes, il nous faut clarifier l'application des règles juridiques existantes et établir des interdictions et des dispositions réglementaires claires afin de préserver l'élément humain dans l'emploi de la force.
- Les systèmes d'armes autonomes suscitent des préoccupations concernant le respect du droit international des droits humains, de la dignité humaine et des principes éthiques fondamentaux, et l'éthique doit être le souci dictant notre action.
- L'éthique a été l'élément moteur de la création et du développement du droit applicable à la conduite des hostilités armées.
- Le ciblage des personnes est une question éthique des plus urgentes. En outre, les systèmes d'armes autonomes qui distingueraient certains groupes de personnes des autres pourraient présenter des biais dans les jeux de données et les algorithmes sur lesquels repose leur fonctionnement.
- Ces biais reflètent les structures sociétales et peuvent léser surtout les groupes déjà marginalisés et causer des erreurs graves.
- L'autonomie croissante des systèmes d'armes pose également de graves menaces contre la paix et la sécurité internationales.
- La distance et la déshumanisation, les risques d'abaissement du seuil politique du recours à la force ainsi que les risques d'escalade, y compris par l'interaction machine-machine, suscitent aussi des inquiétudes.

- Les systèmes d'armes autonomes peuvent poser des difficultés pour ce qui est d'attribuer la responsabilité des attaques. Leur prolifération au profit de groupes armés non étatiques et d'autres acteurs violents peut accroître les risques en matière de sécurité dans les conflits armés et sur le plan de l'application de la loi.
- Dans l'espace civil, les pays et les régions ont élaboré de nouveaux régimes juridiques et réglementaires pour répondre aux préoccupations quant au fait que les décisions faites par des systèmes autonomes, qui portent préjudice aux personnes, sans explications données par l'humain, peuvent porter atteinte à la dignité humaine.
- La clause de Martens du droit international humanitaire reconnaît que le droit peut évoluer en fonction des préoccupations de la société et des exigences de la conscience publique ; elle présente donc un intérêt particulier pour la question des systèmes d'armes autonomes.
- L'intelligence artificielle peut changer fondamentalement notre relation avec la technologie, pour le meilleur ou pour le pire. En cherchant à faire face au défi que représentent les systèmes d'armes autonomes en réglementant ceux-ci, il convient d'établir également des normes et des garanties communes concernant le rôle de l'intelligence artificielle dans la société, afin d'éviter les conséquences les plus néfastes.
- Nous avons la responsabilité d'agir et de mettre en place les règles dont nous avons besoin pour protéger l'humanité.

Ces points mettent l'accent sur le fait que nous nous trouvons à un moment crucial : l'humanité est à la croisée des chemins.

En ce « tournant Oppenheimer » de notre génération, les tensions géopolitiques risquent d'entraîner une grande avancée scientifique sur une voie très dangereuse pour l'avenir de l'humanité. Nous devons tenir compte de l'avertissement des experts et faire preuve du dynamisme et de la clairvoyance politiques que ce défi exige de nous.

Le fait que la situation internationale soit difficile ne nous dispense pas de la responsabilité politique de nous attaquer aux problèmes que posent les systèmes d'armes létaux autonomes. Pour ce faire, nous devons établir des partenariats entre les États et les organismes régionaux, les entités des Nations Unies, les organisations internationales, la société civile, les milieux universitaires, le secteur technologique et l'industrie.

L'Autriche soumettra le présent résumé au Secrétaire général de l'ONU pour qu'il le prenne en compte dans le rapport demandé dans la résolution sur les systèmes d'armes létaux autonomes que l'Assemblée générale a adoptée en 2023. Nous demandons instamment à tous les États et à toutes les parties prenantes de saisir l'occasion offerte par cette résolution et de soumettre leurs points de vue au Secrétaire général de l'ONU. Nous encourageons tous les États et toutes les parties prenantes à prendre en compte les points susmentionnés dans les vues qu'ils expriment. Nous invitons également les États à souscrire au présent résumé.

Le présent résumé témoigne de notre ferme détermination à œuvrer d'urgence avec toutes les parties intéressées à l'élaboration d'un instrument juridique international visant à réglementer les systèmes d'armes autonomes.

Bulgarie

[Original : anglais]

[25 mai 2024]

La Bulgarie se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues pour prise en compte par le Secrétaire général, conformément à la résolution [78/241](#) intitulée « Systèmes d'armes létaux autonomes », adoptée par l'Assemblée générale le 22 décembre 2023, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de solliciter des vues sur les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes que les systèmes d'armes autonomes soulèvent sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, ainsi que sur la place de l'humain dans l'emploi de la force.

La Bulgarie a toujours pris part aux délibérations sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Depuis la création du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes en 2017, la Bulgarie participe de manière proactive et constructive aux débats en faisant part de ses points de vue et de ses idées sur les questions et les concepts touchant les systèmes d'armes autonomes au regard de la technologie, des effets militaires et des considérations juridiques et éthiques.

Ayant bien compris la nécessité de clarifier la réglementation internationale relative aux systèmes d'armes autonomes, en octobre 2023, la Bulgarie s'est portée coauteur de la résolution [78/241](#) de l'Assemblée générale sur les systèmes d'armes létaux autonomes, par laquelle l'écrasante majorité des États a souligné la nécessité urgente pour la communauté internationale d'agir face aux enjeux que présentent ces systèmes.

I. Les moyens d'agir face aux enjeux et préoccupations que soulèvent les systèmes d'armes autonomes sur les plans humanitaire, juridique, technologique et éthique et en matière de sécurité

La Bulgarie est un fervent partisan de l'approche à deux niveaux qui offre, à son avis, un cadre légitime et favorable pour agir face aux enjeux et aux préoccupations soulevés par les systèmes d'armes autonomes sur les plans humanitaire, juridique, technologique et éthique et en matière de sécurité.

L'approche à deux niveaux suppose de faire la distinction entre : a) les systèmes d'armes autonomes fonctionnant totalement en dehors du contrôle humain et d'une chaîne de commandement responsable ; b) les systèmes d'armes autonomes dotés de fonctions autonomes, qui doivent faire l'objet d'une réglementation pour garantir le respect du droit international et, plus particulièrement, du droit international humanitaire.

L'application du droit international humanitaire est au cœur de l'approche à deux niveaux, dont l'objet devrait être d'interdire les systèmes d'armes qui ne peuvent pas garantir le respect de ce droit. D'un autre côté, la réglementation des systèmes d'armes autonomes exige que la mise au point et l'utilisation de ces systèmes soient pleinement conformes avec le droit international humanitaire et ses principes fondamentaux, en particulier les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution en cas d'attaque. Cette réglementation doit toutefois prescrire la mise en place de certaines politiques et mesures et leur application pendant tout le cycle de vie d'un système d'armes autonome.

La Bulgarie ainsi que l'Allemagne, le Danemark, la France, l'Italie, le Luxembourg et la Norvège ont présenté des recommandations concrètes sur les mesures et les politiques qui pourraient être adoptées selon l'approche à deux niveaux¹.

II. La place de l'humain

Le contrôle humain est essentiel au respect du droit international humanitaire et à l'acceptabilité sur le plan éthique des systèmes d'armes autonomes. Pour que l'utilisation de ces systèmes d'armes soit pleinement conforme au droit international humanitaire et à ses principes fondamentaux et pour éviter tout déficit de responsabilité, le contrôle humain doit être préservé et conservé aux différentes phases de la recherche-développement, de la validation, de la mise en service et de l'utilisation des systèmes d'armes autonomes, principalement durant le processus de ciblage.

Le contrôle humain peut être exercé de manière bien précise au cours des différentes phases du cycle de vie d'un système d'armes autonome. L'étendue et le type de contrôle humain qui doit être exercé sur un système autonome pour garantir le respect du droit international humanitaire dépendent de la complexité de l'environnement opérationnel, des caractéristiques complexes et des capacités du système d'armes en question, ainsi que de l'utilisation qui en est prévue et des tâches qui doivent être exécutées.

Le processus de ciblage nécessite une évaluation compliquée de l'environnement du conflit et des objectifs militaires à atteindre, afin de vérifier que l'attaque est légale au regard des normes et des principes du droit international humanitaire. Un système d'armes autonome doit être placé sous le contrôle d'une autorité militaire supérieure dans la chaîne de commandement responsable avant que l'emploi de la force soit autorisé.

L'application des exigences relatives à l'utilisation légitime des systèmes d'armes autonomes et l'évaluation de la licéité de l'emploi de la force par un tel système, avant que cet emploi ait été autorisé, sont un processus complexe qui requiert, de la part des êtres humains :

- Une compréhension profonde et complète des capacités et des fonctionnalités du système utilisé, une bonne appréciation du contexte du conflit dans lequel le système est censé être utilisé et la possession de renseignements suffisants sur la cible militaire, ce qui permettrait d'améliorer la prévisibilité et la fiabilité des opérations exécutées par le système ;
- L'approbation et la validation, avant chaque mission et opération, des règles d'engagement qui fixent des limites temporelles et dimensionnelles et définissent l'utilisation contrôlée et proportionnelle de la puissance militaire sur la base des normes et prescriptions du droit international humanitaire décrites en détail dans le processus de planification de l'opération considérée. Dans toute situation, l'emploi de la force doit être contrôlé et limité à l'intention initiale du commandant et aux effets nécessaires pour atteindre les objectifs militaires.

III. La mise en œuvre de l'approche à deux niveaux

La Bulgarie considère que la Convention sur certaines armes classiques offre un cadre international permettant des débats, des échanges de vues et le partage de

¹ Document de travail soumis par l'Allemagne, la Bulgarie, le Danemark, la France, l'Italie, le Luxembourg et la Norvège, disponible (en anglais) à l'adresse suivante : [https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_\(2024\)/CCW-GGE.1-2024-WP.3.pdf](https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_(2024)/CCW-GGE.1-2024-WP.3.pdf).

connaissances spécialisées entre diverses parties prenantes sur des questions et des concepts de différentes dimensions liés aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, tels que la technologie, les effets militaires, le droit international et l'éthique.

La Bulgarie, qui assure en 2024 la présidence du Groupe d'experts gouvernementaux créé en vertu de la Convention sur certaines armes classiques, s'engage à déployer tous les efforts nécessaires pour faciliter les travaux du Groupe pour ce qui est de faire progresser les délibérations sur la réglementation des systèmes d'armes autonomes et d'exécuter son mandat en examinant plus avant et en arrêtant, par consensus, un ensemble d'éléments en vue de l'établissement d'un instrument.

Dans cette entreprise, le Groupe d'experts gouvernementaux bénéficie de plusieurs années de débats approfondis, sérieux et rationnels, de rapports précédemment adoptés et de dizaines de documents de travail qui ont encouragé les États à s'appuyer sur des conceptions partagées et à rechercher davantage de points communs sur des questions de fond. La convergence de vues sur l'approche à deux niveaux basée sur des interdictions et des dispositions réglementaires peut être considérée comme l'un des résultats des travaux menés par le Groupe au cours des dernières années.

La Bulgarie continuera d'œuvrer activement et constructivement au sein du Groupe d'experts gouvernementaux afin de renforcer l'entente sur l'approche à deux niveaux fondée sur des interdictions et des dispositions réglementaires. Pour parvenir à une réglementation efficace, il faut expliciter les caractéristiques de l'approche à deux niveaux dans le droit existant et son application aux systèmes d'armes autonomes, dans le cadre d'un instrument².

En ce qui concerne la forme d'un instrument sur les systèmes d'armes létaux autonomes, la Bulgarie est prête à soutenir l'ouverture de négociations et l'adoption d'un protocole additionnel (VI) se rapportant à la Convention sur certaines armes classiques, sur la base de l'approche à deux niveaux.

Canada

[Original : anglais]
[24 mai 2024]

Dans sa résolution 78/241 sur les systèmes d'armes létaux autonomes, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres et des États observateurs sur les systèmes d'armes létaux autonomes, notamment sur les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes qu'ils soulèvent sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, ainsi que sur la place de l'humain dans l'emploi de la force, et de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport de fond rendant compte de l'ensemble des vues exprimées, dans la perspective de futurs débats entre les États Membres.

À la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, le Canada a soutenu volontiers la résolution 78/241 et s'est réjoui de constater que 163 autres États ont fait de même. Nous considérons cette résolution comme la suite logique de la déclaration commune sur les systèmes d'armes létaux autonomes qui a été

² On trouvera une proposition détaillée concernant un instrument relevant du mandat du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes (en anglais) à l'adresse suivante : [https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_\(2024\)/CCW-GGE.1-2024-WP.3.pdf](https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_(2024)/CCW-GGE.1-2024-WP.3.pdf).

présentée à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée et que le Canada a également soutenue.

Le Canada se félicite que la formulation de la résolution 78/241 ait été affinée dans le cadre des consultations tenues à Genève et à New York et estime que la teneur de la résolution pourrait être davantage étoffée en ce qui concerne l'importance des biais algorithmiques, par exemple en matière de genre, lors de la phase de mise au point des systèmes d'armes létaux autonomes.

Le Canada apprécie le fait que la résolution met l'accent sur la nécessité de respecter le droit international humanitaire et renforce l'approche à deux niveaux (réglementation et interdiction) qui a fait l'objet d'intenses débats dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, créé en vertu de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, au sein duquel le Canada œuvre activement. Le Canada souhaiterait que la résolution 78/241 soit pleinement prise en compte par le Groupe, étant donné qu'elle présente le Groupe comme l'instance centrale et unique traitant les différentes questions relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes.

La résolution 78/241 de l'Assemblée générale témoigne également du large intérêt porté à l'examen des systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de l'ONU, la nécessité de veiller à ce que les systèmes d'armes autonomes soient mentionnés dans le document à venir intitulé « Un pacte pour l'avenir » y étant évoquée. Dans la résolution, il est reconnu que les technologies nouvelles et émergentes suscitent de grands espoirs pour la protection des civils en temps de conflit, mais des inquiétudes sont également exprimées au sujet des incidences négatives que pourraient avoir les systèmes d'armes autonomes sur la sécurité mondiale et la stabilité régionale et internationale. Le Canada convient que ces considérations géopolitiques plus larges doivent être prises en compte dans les futures discussions.

L'évolution rapide de la technologie exige que les débats politiques internationales sur les systèmes d'armes létaux autonomes progressent au même rythme. Cette réponse, qui présente le point de vue du Canada, s'appuie sur les travaux très appréciés présentés par d'autres États dans un esprit de collaboration et dans le souci de faire avancer le débat international sur le sujet. Il faut tenir des discussions plus poussées sur les problèmes que pourraient poser les technologies émergentes telles que les systèmes d'armes létaux autonomes – en particulier, le rôle des humains dans l'emploi de la force létale, l'interaction humains-machine et les règles et principes applicables au développement, à la mise en service et à l'utilisation des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes.

Le Canada est conscient qu'il existe plusieurs solutions pour établir les interdictions potentielles, notamment l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant. Cela dit, il est difficile de savoir à ce stade quelles lacunes du cadre international actuel un nouvel instrument pourrait combler et, par conséquent, ce qu'un nouveau traité pourrait impliquer.

Le Canada estime que toutes les discussions relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes doivent viser à garantir le respect du droit international existant, y compris du droit international humanitaire. Cela implique que dans tout système d'armes, l'intervention humaine doit être maintenue, et que les humains doivent continuer d'en être tenus responsables et de devoir en répondre. Les systèmes d'armes qui pourraient fonctionner dans une certaine mesure sans être contrôlés par des

humains et sans impliquer la responsabilité humaine ne seraient pas conformes au droit international humanitaire.

Dans un deuxième temps, il conviendrait de s'entendre sur une interprétation commune de l'expression « intervention humaine » si l'on veut que les systèmes d'armes soient conformes au droit international humanitaire. En poursuivant les discussions et en affinant l'interprétation de ce concept, les États pourraient s'accorder sur la ligne de démarcation entre les « systèmes d'armes entièrement autonomes » (c'est-à-dire non accompagnés d'une intervention humaine appropriée et donc non conformes au droit international humanitaire) et les systèmes d'armes autonomes fonctionnant avec l'intervention humaine appropriée, qui peuvent de ce fait rester conformes au droit international humanitaire.

Du point de vue du Canada, ce concept est étroitement lié au principe c) des 11 principes directeurs élaborés par le Groupe d'experts gouvernementaux. Une intervention humaine appropriée doit être maintenue dans l'emploi de la force. En application de l'article 36 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), le Canada soumet les nouvelles armes, les nouveaux moyens ou les nouvelles méthodes de guerre à un examen juridique pour veiller au respect du droit international humanitaire. En premier lieu, toutes les nouvelles armes font l'objet d'un examen juridique national, qui permet de vérifier leur conformité avec les obligations juridiques internationales du Canada. Nous veillons également au strict respect du droit international humanitaire tout au long du cycle de vie de l'arme.

Il convient également d'examiner comment les examens prescrits par l'article 36 du Protocole peuvent garantir le maintien d'une intervention humaine appropriée dans l'emploi de la force. Du point de vue du Canada, ce sont les humains – et non les machines – qui sont responsables de l'emploi de la force. Si l'intervention humaine est supprimée dans une partie du cycle de vie des systèmes d'armes entièrement autonomes, il serait difficile d'établir la responsabilité de la prise de décisions, l'une des raisons pour lesquelles le Canada est contre ces systèmes. Les commandants militaires sont responsables de tout emploi de la force qui se produit sous leur commandement, qu'il soit le fait d'un subordonné humain ou d'une machine. Nous considérons que le terme « intervention » englobe le jugement humain et le contrôle humain ; nous estimons que les conflits armés doivent rester fondamentalement une entreprise humaine. La mise en commun des bonnes pratiques serait une première étape logique dans ce domaine.

Les concepts de prévisibilité et de fiabilité des systèmes d'armes létaux autonomes devraient également être examinés plus avant par les États. Les États semblent ne pas être d'accord sur la manière dont les mesures de prévisibilité doivent être appliquées à ces systèmes. Pour ce qui est des armes classiques actuelles, les armées doivent raisonnablement et objectivement prévoir ce qui se passera quand une arme est utilisée. Cela étant, les armées responsables adoptent une série de méthodes pour améliorer la prévisibilité et réduire les dommages collatéraux, afin de faire en sorte que les systèmes d'armes soient seulement utilisés dans le respect du droit international.

Le Canada estime que pour laisser un système d'arme fonctionner de façon autonome, il faut que le système soit jugé hautement sûr de sorte que le niveau d'imprévisibilité soit suffisamment faible, et que tout risque puisse être atténué par des mesures similaires à celles prises lors de l'emploi d'armes classiques. Le Canada soutiendrait des principes consensuels larges, dont les suivants :

- Les systèmes d'armes basés sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes ne doivent pas être utilisés s'ils ne peuvent pas être utilisés dans le respect du droit international humanitaire ;
- Pour être conformes au droit international humanitaire, les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes doivent reposer sur une intervention humaine appropriée.
- Les politiques, doctrines, directives et processus nationaux doivent être mis à jour pour garantir que les nouvelles technologies sont utilisées dans le respect du droit international applicable.
- Les parties prenantes doivent participer à l'échange volontaire d'informations sur les examens juridiques des nouvelles armes et des technologies émergentes dans les domaines des systèmes d'armes létaux autonomes.

L'une des principales préoccupations du Canada reste la possibilité que des biais involontaires ou intentionnels soient inclus dans la mise au point et la programmation des fonctions autonomes d'un système d'armes. Nous pensons que les systèmes d'armes entièrement autonomes peuvent ne pas être compatibles avec les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. Lors d'un dialogue que le Canada a tenu avec des partenaires autochtones et des partenaires de la société civile sur sa politique étrangère féministe, les participants ont soulevé un certain nombre de questions concernant les systèmes d'armes létaux autonomes, notamment la question des dommages collatéraux causés aux femmes et aux enfants dans les zones de conflit et le risque que ces systèmes exacerbent les rapports de force inégaux et les préjugés existants.

En outre, de nombreux États ont exprimé le souhait de débattre des implications morales et éthiques de l'automatisation des systèmes d'armes. Le Canada est déterminé à faire progresser les débats internationaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes en tenant compte de toutes ces préoccupations.

Enfin, le Canada rend hommage à la société civile et aux organisations internationales pour leurs contributions inestimables (documents de recherche, présentations de données et interventions), qui ont permis de faire avancer les débats sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Kazakhstan, Nigéria, Panama, Pérou, Philippines, République dominicaine, Sierra Leone et État de Palestine

[Original : anglais]
[24 mai 2024]

Vue d'ensemble

Compte tenu des objectifs et des buts énoncés dans la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, communément appelée Convention sur certaines armes classiques, dont l'un est de « poursuivre la codification et le développement progressif des règles du droit international applicables dans les conflits armés »¹, un

¹ Observation écrite en faveur de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes autonomes, disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://documents.unoda.org/wp-content/uploads/2022/05/20220309-G13-Written-Submission.docx>.

groupe de 16 Hautes Parties contractantes à la Convention animées du même esprit continue d'engager toutes les Hautes Parties contractantes à examiner diligemment les risques et les problèmes posés par les systèmes d'armes autonomes lors des sessions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

Le groupe des 16 réaffirme que, face à l'émergence des systèmes d'armes autonomes et à leur incidence sur le paysage changeant des conflits armés, il est nécessaire d'élaborer des règles et des principes juridiquement contraignants, y compris des règlements et des interdictions concernant la mise au point, la production, la possession, l'acquisition, la mise en service, le transfert et l'utilisation des systèmes d'armes autonomes qui ne s'accompagnent pas d'un contrôle humain significatif ou ne garantissent pas le respect du droit international.

Dans ce contexte, un groupe de 13 délégations a d'abord proposé et présenté un projet de protocole VI sur les systèmes d'armes autonomes à la session de juillet 2022 du Groupe d'experts gouvernementaux. En mai 2023, le même groupe de délégations a présenté à la deuxième session annuelle du Groupe d'experts gouvernementaux un projet de protocole VI révisé, auquel quelques mises à jour et modifications avaient été apportées pour tenir compte des débats tenus et des propositions formulées lors de la session de mars 2023². Il a reçu depuis le soutien de trois autres délégations, à savoir le Chili, la Colombie et la République dominicaine.

Structure

Le projet de protocole VI vise à répondre aux préoccupations éthiques, juridiques et humanitaires et en matière de sécurité que suscitent les systèmes d'armes autonomes. Il contient des interdictions et des dispositions réglementaires sur les systèmes d'armes autonomes qui peuvent servir de base à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant. Le projet de protocole VI met également l'accent sur l'interdiction des systèmes d'armes autonomes dont les fonctions autonomes sont conçues de façon à être utilisées pour mener des attaques sans un contrôle humain significatif³.

Le projet de protocole comprend un préambule et huit articles : a) dispositions générales ; b) définitions ; c) interdictions ; d) dispositions réglementaires ; e) examen des armes ; f) atténuation des risques ; g) respect des dispositions ; h) consultations de Hautes Parties contractantes. Les articles mettent l'accent sur les dispositions suivantes :

- Des définitions simples sont proposées pour les termes « systèmes d'armes autonomes » et « contrôle humain significatif » ;
- Une série d'interdictions est établie concernant l'étude, la mise au point, la production, la possession, l'acquisition, la mise en service, le transfert ou l'utilisation des systèmes d'armes autonomes qui ne peuvent pas être utilisés avec un contrôle humain significatif, y compris ceux qui ne peuvent pas

² Définition plus concrète du contrôle humain significatif qui tient compte des positions exprimées lors de la session de mars 2023 du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, amélioration de la formulation de l'interdiction des systèmes fonctionnant sans un contrôle humain significatif par suite de l'échange de vues qui a eu lieu à la même réunion, ajout d'une section consacrée à la réglementation (séparant ainsi les interdictions des dispositifs réglementaires) qui prend en compte des éléments du projet d'articles présenté à la même réunion par un groupe de pays sous la houlette des États-Unis.

³ Projet de protocole VI, article 3, disponible (en anglais) à l'adresse suivante : [https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_\(2023\)/CCW_GG_EI_2023_WP.6_2.pdf](https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_(2023)/CCW_GG_EI_2023_WP.6_2.pdf).

fonctionner d'une manière pouvant être prévue, expliquée, anticipée, comprise ou retracée ;

- Des mesures réglementaires sont énoncées pour garantir un contrôle humain effectif, l'intervention et la désactivation des systèmes d'armes autonomes. L'accent est mis sur la capacité des humains de limiter le type de cibles, la durée, la portée géographique et l'ampleur de l'utilisation de ces systèmes. Le texte dispose que des procédures claires doivent être mises en place pour informer les humains et leur donner les moyens d'exercer un contrôle sur les systèmes d'armes autonomes. Il dispose également que des tests rigoureux soient réalisés et que la complexité du traitement des données soit limitée de sorte que le fonctionnement des systèmes d'armes reste compréhensible, explicable et prévisible.
- En dernier lieu, le projet de protocole prévoit un dispositif d'examen régulier et d'actualisation pour garantir qu'il reste pertinent et efficace par rapport à l'évolution de l'environnement technologique et de la situation en matière de sécurité.

Le projet de protocole VI représente une étape importante dans la recherche de solutions face aux enjeux soulevés par les systèmes d'armes autonomes et propose un schéma directeur pour entamer des négociations sur un instrument juridiquement contraignant. Toutes les parties intéressées sont invitées à participer à un dialogue constructif pour développer et renforcer cette proposition.

Recommandations

a) Reconnaître la nécessité d'établir de nouvelles règles et de nouveaux principes juridiquement contraignants pour se prémunir contre les risques et les problèmes posés par les systèmes d'armes autonomes, étant donné qu'il est de plus en plus communément admis que le droit international humanitaire actuel n'apporte pas toutes les réponses aux questions humanitaires, juridiques et éthiques soulevées par ces systèmes ;

b) Affirmer que la responsabilité et l'obligation de rendre compte des décisions relatives à l'emploi de la force doivent demeurer du ressort des êtres humains, et qu'elles ne peuvent être transférées à des machines ;

c) Affirmer que le jugement et le contrôle humains fondés sur le contexte sont impératifs pour garantir que les systèmes d'armes létaux autonomes sont utilisés dans le respect du droit international et en particulier du droit international humanitaire. Un contrôle humain significatif suppose donc que l'être humain concerné peut porter un jugement moral et juridique sur l'acceptabilité des effets d'une attaque. Il suppose également que l'utilisateur humain concerné est légalement et moralement responsable des effets d'une attaque.

d) Appeler à l'ouverture de négociations sur un traité juridiquement contraignant visant à réglementer les systèmes d'armes autonomes dès que possible. Ce processus de négociation doit être ouvert à tous, associer toutes les parties intéressées, et maintenir une approche multidisciplinaire intégrant des éléments du droit international des droits humains, des obligations découlant de la Charte des Nations Unies, d'autres conventions sur le désarmement, du droit pénal international, des considérations éthiques, des réglementations internationales sur le commerce des armes et des réglementations sur l'environnement, entre autres.

Chine

[Original : anglais]

[23 mai 2024]

Les systèmes d'armes létaux autonomes sont le résultat d'innovations scientifiques et techniques et de la nouvelle révolution qui s'opère dans le domaine militaire. Ils constituent un enjeu aussi bien sur le plan de la défense et de la sécurité nationales que du point de vue humanitaire. La communauté internationale porte une attention croissante aux questions soulevées par ces systèmes et les appréhende de mieux en mieux. Pour préserver les valeurs et les intérêts communs à l'humanité tout entière, tous les pays ont la responsabilité et, du point de vue de leur sécurité et de leur développement, ont besoin de maîtriser efficacement les risques que l'intelligence artificielle fait peser en matière de sécurité, de droit, d'éthique et de considérations humanitaires.

La Chine a toujours joué un rôle constructif dans les discussions internationales et les processus de gouvernance relatifs à ces questions et a contribué activement aux programmes sur la gouvernance. Depuis 2017, elle prend part aux réunions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes créé en vertu de la Convention sur certaines armes classiques. Dans le cadre de la Convention, elle a présenté un document de position concernant la réglementation des applications militaires de l'intelligence artificielle. En octobre 2023, son président, Xi Jinping, a annoncé le lancement d'une initiative mondiale pour la gouvernance de l'intelligence artificielle, destinée à insister sur la nécessité de mettre le développement de l'intelligence artificielle en conformité avec le droit international applicable, et sur le fait que tous les pays, en particulier les grandes puissances, doivent faire preuve de prudence et de raison en ce qui concerne la mise au point et l'utilisation de technologies d'intelligence artificielle à des fins militaires, et veiller à ce que l'intelligence artificielle reste toujours sous contrôle humain.

La Chine estime que toutes les parties doivent chercher à éviter une nouvelle course aux armements et s'atteler à la question des systèmes d'armes létaux autonomes en respectant le principe d'une sécurité égale, commune et universelle. Ces systèmes ne sauraient être utilisés pour assouvir des désirs de supériorité militaire et d'hégémonie absolues. La Chine maintient ce qui suit :

Premièrement, c'est dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques que doivent être menés les débats sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Il est important de rester fidèle au principe du consensus dans le domaine de la sécurité internationale. Les discussions tenues dans le cadre de la Convention ont continué d'avancer et le Groupe d'experts gouvernementaux a joué un rôle constructif dans l'obtention de résultats majeurs tels que les 11 principes directeurs. Sur de nombreuses questions, les positions de toutes les parties ont eu tendance à converger au moins dans une certaine mesure. De plus, en 2023, le Groupe d'experts gouvernementaux a adopté un rapport de fond qui dénote la valeur incomparable du cadre de la Convention. C'est pourquoi toute tentative de repartir de zéro, en vantant les mérites d'autres enceintes pour la tenue des discussions sur les systèmes d'armes létaux autonomes, risquerait de compromettre les processus en cours, de creuser les écarts entre les pays et de défaire le travail effectué au fil des ans pour obtenir des résultats et des consensus.

Deuxièmement, il est indispensable de définir les caractéristiques de ces systèmes si l'on veut pouvoir élaborer des mesures de contrôle concrètes. Les systèmes d'armes létaux autonomes soulèvent des questions très complexes ; or, plus les débats seront éparpillés, plus ils révéleront de préoccupations et de divergences,

et plus il sera difficile de réaliser des progrès sur les questions de fond. Il faut placer parmi les priorités des priorités les discussions relatives aux définitions, afin de se mettre d'accord, en tout premier lieu, sur les éléments et les caractéristiques techniques clés qui serviront de point de départ à l'élaboration de mesures ciblées et à la négociation d'instrument international juridiquement contraignant. Il faut veiller à ce que les systèmes d'armes létaux autonomes ne soient pas dissociés de la notion de léthalité lors des discussions à leur sujet, car celles-ci risqueraient alors de s'écarter de l'objectif initial de maîtrise des armements à des fins humanitaires, en créant l'amalgame entre systèmes d'armes létaux autonomes et systèmes d'armes autonomes, ce qui compliquerait les choses et ralentirait encore davantage le processus de concertation.

Troisièmement, compte tenu des tendances actuelles en matière d'évolution technologique, il conviendrait d'étudier de près et de démontrer pleinement la façon dont les lois pertinentes s'appliquent aux systèmes d'armes létaux autonomes. De fait, le droit international humanitaire, notamment les Conventions de Genève et leurs deux Protocoles additionnels, est pleinement applicable à tous les systèmes d'armes, y compris les systèmes d'armes létaux autonomes. Pourtant, de sérieux doutes subsistent s'agissant de savoir si le droit international humanitaire en vigueur permet de faire face aux problèmes que posent ces systèmes à leur stade de développement actuel, notamment en ce qui concerne leur capacité de différencier entre les cibles et de prendre des décisions mesurées sur le champ de bataille. Les États doivent donc innover de façon responsable et prendre des mesures préventives efficaces afin de veiller à ce que l'utilisation de nouvelles technologies dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes réduise au minimum les préjudices causés à la population civile et réponde aux buts et objectifs humanitaires.

Quatrièmement, un moyen raisonnable d'aborder l'enjeu des systèmes d'armes létaux autonomes est de recourir à une méthode de gestion par niveau et par catégorie. Imposer des interdictions ou des restrictions générales porterait atteinte aux capacités de défense légitimes des États, voire à leur droit d'utiliser ces technologies à des fins pacifiques. La Chine pense qu'il faut envisager de classer les systèmes d'armes létaux autonomes en deux catégories : « acceptables » et « inacceptables ». Il serait bon de réfléchir à l'adoption d'un instrument juridique permettant d'interdire ceux considérés comme « inacceptables », sur le modèle du Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes. Pour ceux jugés « acceptables », il faudrait prendre les mesures d'atténuation des risques qui s'imposent. La Chine a déjà mis en avant cinq éléments caractérisant des systèmes d'armes létaux inacceptables et se tient prête à approfondir la réflexion sur le sujet avec l'ensemble des parties.

La Chine continuera d'entretenir un esprit d'ouverture, d'inclusion et d'apprentissage réciproque, de communiquer et d'échanger avec toutes les parties dans le cadre offert par la Convention sur certaines armes classiques, de s'employer à bâtir un consensus plus large sur la question des systèmes d'armes létaux autonomes, et d'œuvrer aux côtés des autres parties pour défendre et promouvoir la paix et la sécurité internationales.

Costa Rica

[Original : espagnol]
[24 mai 2024]

En tant que pays neutre et démocratie non armée, le Costa Rica réaffirme son engagement en faveur de la paix et de la sécurité mondiales, dans le respect du multilatéralisme, de la Charte des Nations Unies et du droit international. Preuve de cet attachement, il a accueilli en 2023 la conférence latino-américaine et caribéenne

sur l'impact social et humanitaire des systèmes d'armes létaux autonomes, et participé activement aux travaux du groupe restreint à l'origine de la résolution 78/241 de l'Assemblée générale sur les systèmes d'armes létaux autonomes. En réponse à l'appel à contributions lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Costa Rica fait part ci-après de son positionnement favorable à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant qui permette d'interdire les systèmes d'armes autonomes.

Nécessité de mettre en place un instrument juridiquement contraignant

Comme souligné par le Comité international de la Croix-Rouge et par d'autres États, le terme « systèmes d'armes autonomes » est préférable à celui de « système d'armes létaux autonomes », car la létalité de ces systèmes tient davantage à l'utilisation qui en est faite qu'à leurs caractéristiques intrinsèques. L'existence de ces systèmes suscite d'importantes interrogations éthiques et juridiques, notamment parce que, contrairement aux êtres humains, leur capacité à adapter leur prise de décision en fonction du contexte est limitée. Cela jette le doute sur leur compatibilité avec le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits humains.

En l'état actuel des choses, le cadre réglementaire international ne permet pas d'apporter des réponses à tous les problèmes juridiques que posent les systèmes d'armes autonomes. C'est pourquoi le Costa Rica juge souhaitable d'interdire totalement les systèmes dont les fonctions essentielles ne sont pas soumises à un contrôle humain significatif, en particulier ceux pour lesquels il n'est pas possible de prédire, d'expliquer, d'anticiper, de comprendre ou de suivre leur fonctionnement.

Le Costa Rica appelle de ses vœux l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant qui permette de réglementer les systèmes d'armes autonomes en se fondant sur une approche multidisciplinaire. L'instrument en question incorporerait des règles issues du droit international, y compris le droit international humanitaire, le droit international des droits humains, le droit pénal international et d'autres instruments tels que le Traité sur le commerce des armes, ainsi que des considérations d'ordre éthique approuvées d'un commun accord. L'objectif de cette démarche est de veiller à ce qu'un contrôle humain significatif soit exercé à toutes les étapes, en promouvant la transparence et l'explicabilité afin de contrebalancer les biais algorithmiques qui peuvent se manifester et d'éviter que les systèmes d'armes autonomes ne perpétuent des préjugés discriminatoires contre des populations déjà marginalisées.

Réflexions sur les systèmes d'armes autonomes du point de vue national

a. Rôle central du contrôle humain significatif

Pour le Costa Rica, les systèmes d'armes autonomes qui ne permettent pas à l'être humain de maintenir un pouvoir d'action, notamment celui d'exercer un jugement et d'intervenir lorsqu'il est question d'employer la force, ne sauraient être conformes aux principes du droit international.

Parmi les conditions nécessaires à l'exercice d'un contrôle humain significatif figure la possibilité d'ajuster le choix des cibles en fonction de l'environnement, de désactiver le système si nécessaire et de restreindre son autonomie. Cela implique également de réglementer la portée des systèmes d'armes et leurs processus de sélection et de distinction des cibles, en tenant compte des paramètres temporels et spatiaux. Pour satisfaire aux obligations en matière de droit et de responsabilité, il est indispensable que le système soit en mesure de comprendre et d'expliquer son propre fonctionnement, afin de permettre l'assignation des responsabilités et l'explication a posteriori des actions effectuées.

b. Assignment des responsabilités et obligation de répondre des actes exécutés

Le Costa Rica constate avec inquiétude qu'en ce qui concerne les systèmes d'armes autonomes, il règne un certain flou en matière d'attribution des responsabilités et d'obligation de répondre des actes exécutés, qui est susceptible de diluer l'attribution des responsabilités et de favoriser un climat d'impunité en cas de non-respect du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international des droits humains. Il est donc absolument nécessaire de créer des mécanismes clairs visant à garantir la traçabilité des décisions et des initiatives prises par ces systèmes et à s'assurer que celles-ci sont attribuables à des responsables humains, afin que quelqu'un ait toujours à répondre des actes commis et que les règles du droit international soient respectées.

c. Acquisition et utilisation de systèmes d'armes autonomes par des acteurs non étatiques

Le Costa Rica est particulièrement préoccupé par les conséquences que pourraient avoir l'acquisition et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes par des acteurs non étatiques. À l'échelle internationale et régionale, les pays se sont employés ensemble à lutter contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, en condamnant les activités qui offrent un terrain fertile pour le terrorisme et les groupes paramilitaires. Or, l'essor des systèmes d'armes autonomes pourrait fournir aux groupes criminels un nouveau moyen de diversifier leur arsenal, ce qui représente une menace de taille pour la stabilité et la sécurité régionales. Ces systèmes pourraient servir à sécuriser le transport de drogues, à contrôler des territoires et à attaquer les forces de police et les services de secours, voire utilisés contre la population civile.

En outre, le haut degré de compétences spécialisées requis par les systèmes d'armes autonomes pourrait déboucher sur la multiplication de groupes cybercriminels désireux d'exploiter leur vulnérabilité aux cyberattaques. En cas de piratage, les fonctions et les cibles préprogrammées pourraient être manipulées, ce qui rendrait le comportement des systèmes moins prévisible et faciliterait la conduite d'activités criminelles de nature à compromettre la stabilité régionale et l'action internationale en faveur de la sécurité et de la paix.

d. Promotion de la technologie au service de la paix

La prolifération des systèmes d'armes autonomes constitue une menace pour la paix mondiale et le Costa Rica est profondément préoccupé par la capacité potentielle de ces systèmes à susciter des conflits armés. En effet, les systèmes d'armes autonomes permettent de mener des guerres sans faire intervenir d'acteurs militaires humains, ce qui risque de conduire à des attaques arbitraires dénuées de tout fondement en droit international. De plus, leur expansion a déclenché une course aux armements qui va à l'encontre des principes de désarmement et de non-prolifération consacrés par la Charte des Nations Unies et les traités internationaux historiques en faveur de la paix.

Le Costa Rica plaide pour que les technologies émergentes soient utilisées à des fins pacifiques, par exemple au service de la santé, de l'éducation et de la lutte contre les changements climatiques, et s'oppose au développement de technologies qui encouragent les conflits armés.

e. Considérations éthiques

Il est inacceptable de déléguer à des systèmes d'armes autonomes le pouvoir de prendre des décisions de vie ou de mort : cela revient à réduire les êtres humains à de simples données et contrevient aux principes éthiques les plus fondamentaux. Le

Costa Rica défend un progrès technologique respectueux de la dignité humaine et des droits universels.

Observations finales

- Le Costa Rica considère qu'il faut impérativement décréter, sous les auspices des Nations Unies, un mandat ouvert permettant d'entamer des négociations relatives à l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes autonomes.
- L'instrument ainsi négocié devra comporter des interdictions et des dispositions réglementaires visant à garantir l'existence d'un contrôle humain significatif, pour éviter que la guerre ne se déshumanise encore davantage, faire en sorte que les personnes impliquées aient à répondre de leurs actes et obliger les États à assumer leurs responsabilités : cela permettra de veiller au respect du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits humains, de prendre en compte les considérations éthiques, et de prévenir les répercussions sociales et humanitaires des systèmes d'armes autonomes.
- Le Costa Rica insiste sur les risques et les problèmes que soulève l'autonomie des systèmes d'armes – un sujet de préoccupation partagé – et met en avant la nécessité de garantir le caractère prévisible, compréhensible et explicable de ces systèmes, compte tenu des interrogations qu'ils suscitent sur les plans éthique, juridique et humanitaire ainsi qu'en matière de sécurité.
- Le Costa Rica préconise d'aborder cet enjeu dans une perspective multidisciplinaire, qui garantisse le respect des principes fondamentaux du droit international, prévoie des critères clairement définis en matière de prévisibilité, de proportionnalité et d'explicabilité, et tienne compte des considérations relatives à l'éthique et à la protection de l'environnement, entre autres.
- Enfin, le Costa Rica souligne qu'il importe de mettre en place un processus de négociation inclusif, dans lequel tous les États concernés soient réellement représentés et qui permette la participation de toutes les parties prenantes, y compris la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé.

Communiqué de la conférence latino-américaine et caribéenne sur l'impact social et humanitaire des systèmes d'armes létaux autonomes

a. Les technologies émergentes posent des problèmes concrets touchant la paix et la sécurité internationales et soulèvent de nouvelles questions sur le rôle de l'être humain dans la guerre. Il est nécessaire d'avoir une compréhension globale des effets de l'autonomie des systèmes d'armes et de son incidence sur le contrôle humain significatif pour pouvoir en évaluer toutes les implications sur les plans éthique, juridique et humanitaire et en matière de sécurité.

b. Compte tenu du fait que de nouvelles technologies d'armement continuent d'être mises au point et utilisées dans les conflits armés, il est nécessaire d'établir de nouvelles interdictions et réglementations guidées par le droit international, y compris le droit international humanitaire et ses principes, et fondées sur les principes d'humanité, les exigences de la conscience publique, et des considérations éthiques.

c. Conformément au droit international, notamment aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, au droit international des droits humains et au droit international humanitaire, la communauté internationale doit faire face à ces menaces en développant et en renforçant le cadre juridique international afin de

prévenir les déplacements, les pertes humaines parmi les civils et la destruction de biens de caractère civil.

d. Il est primordial de maintenir un contrôle humain significatif pour éviter une déshumanisation accrue de la guerre, ainsi que pour garantir la responsabilité individuelle et la responsabilité de l'État.

e. Les États d'Amérique latine et des Caraïbes ont participé activement aux débats du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, créé en vertu de la Convention sur certaines armes classiques. Un groupe d'États a présenté des éléments pour un futur cadre normatif et un projet de protocole VI se rapportant à la Convention. Certains États de la région se sont également associés à la déclaration sur les armes autonomes présentée par 70 États à l'Assemblée générale des Nations Unies en octobre 2022.

f. Par ailleurs, la Déclaration de Buenos Aires adoptée le 24 janvier 2023 lors du VII^e Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes met l'accent sur la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, qui a été approuvée au II^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à La Havane en janvier 2014.

g. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, le Comité international de la Croix-Rouge, la société civile, la communauté scientifique et les milieux universitaires ont exprimé leur inquiétude au sujet de l'autonomie des systèmes d'armes et engagé à plusieurs reprises les États à négocier un instrument juridiquement contraignant sur la question.

h. Les représentantes et représentants des pays de la région ont pris acte des risques et des problèmes posés par l'autonomie des systèmes d'armes, ainsi que de la nécessité de mettre en place un instrument international juridiquement contraignant qui prévoit des interdictions et des réglementations permettant de garantir un contrôle humain significatif.

Les représentantes et représentants des États d'Amérique latine et des Caraïbes estiment qu'il convient de prendre de nouvelles mesures aux fins des objectifs suivants :

1. Mener de toute urgence une action concertée en vue de la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant comportant des interdictions et des réglementations relatives à l'autonomie des systèmes d'armes, afin de garantir le respect du droit international, y compris le droit international humanitaire, et la prise en compte des considérations éthiques, et de prévenir les répercussions sociales et humanitaires des systèmes d'armes autonomes ;

2. S'engager à œuvrer activement à l'adoption de positions communes afin de faire progresser ces négociations ;

3. Poursuivre et renforcer la coopération et le partenariat avec les organisations internationales, les organisations de la société civile, les milieux universitaires et les autres parties concernées, afin de mettre à profit leurs compétences spécialisées et leurs apports ;

4. Continuer les échanges entre États d'Amérique latine et des Caraïbes, en vue d'élaborer des recommandations possibles qui pourraient être présentées dans le

cadre de la Convention sur certaines armes classiques et dans d'autres instances multilatérales.

La Ribera de Belén, Heredia, Costa Rica

Les 23 et 24 février 2023.

Cuba

[Original : espagnol]

[25 mai 2024]

Cuba préconise d'adopter dans les meilleurs délais un instrument international juridiquement contraignant qui interdise la fabrication, la possession et l'utilisation d'armes entièrement autonomes et établisse des règles encadrant l'utilisation des armes partiellement autonomes, y compris les drones.

La Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination a servi de cadre à des discussions sur les systèmes d'armes létaux autonomes, qui ont mis en avant les enjeux en matière de droit, d'éthique, de situation humanitaire et de sécurité jugés importants par les Hautes Parties contractantes à la Convention.

Nous prenons acte des conclusions rendues par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes à l'issue des sessions qu'il a tenues entre 2018 et 2024.

Nous estimons toutefois que les discussions devraient s'orienter vers l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant qui non seulement comporte des interdictions visant les systèmes d'armes entièrement autonomes et des dispositions réglementaires visant les armes partiellement autonomes, mais rende aussi obligatoire, de façon générale, le maintien d'un contrôle humain significatif sur l'emploi de la force, et proscrive tout système considéré comme « imprévisible » ou ne permettant pas d'établir les responsabilités en cas de non-respect des obligations contraignantes. Nous espérons que grâce au nouveau mandat sur la formulation d'un ensemble d'éléments en vue de l'adoption d'un instrument, les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux permettront des avancées tangibles en ce sens.

L'utilisation des armes létales autonomes n'est pas conciliable avec la garantie du respect et de l'observation des règles et principes du droit international, en particulier du droit international humanitaire et des principes de distinction et de proportionnalité y afférents.

En outre, en cas d'utilisation d'armes entièrement autonomes, il ne serait pas possible d'évaluer correctement la responsabilité des États pour fait internationalement illicite. En raison de la nature même des armes autonomes, si des actes illicites étaient commis au moyen de telles armes, il serait difficile – voire impossible – d'en attribuer la responsabilité à un État ou à une personne. Les machines ne sauraient se substituer aux êtres humains pour prendre les décisions les plus cruciales qui soient en temps de guerre, et elles ne doivent en aucun cas avoir le droit de vie ou de mort sur qui que ce soit.

Le degré d'autonomie et de létalité des armes autonomes sont les deux facteurs fondamentaux à prendre en compte aux fins de l'interdiction et de la réglementation de ces armes : plus celles-ci sont autonomes et létales, plus le cadre qui les régit doit être strict.

Égypte

[Original : anglais]

[23 mai 2024]

Les armes entièrement autonomes constituent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales et suscitent des préoccupations d'ordre humanitaire, légal et éthique auxquelles il convient de répondre si l'on souhaite garantir la conformité de ces armes avec le droit international et le droit international humanitaire, en particulier avec les règles cardinales que sont les principes d'humanité, de nécessité, de proportionnalité et de distinction.

L'Organisation des Nations Unies et ses mécanismes de désarmement forment la seule enceinte efficace et inclusive qui puisse permettre d'élaborer les règles et les normes internationales dont il y a besoin dans ce domaine, d'autant que le rythme auquel évolue la technologie continue de devancer très largement celui de la réglementation internationale.

L'Égypte tient fermement à faire avancer l'action que l'Organisation mène en ce sens et adhère sans réserve à la résolution 78/241 de l'Assemblée générale, laquelle constitue un premier pas dans la bonne direction, à savoir favoriser une approche multilatérale de la question des systèmes d'armes autonomes et permettre à tous les États Membres et États observateurs de l'ONU de débattre activement, sur un pied d'égalité, des mesures qu'il conviendrait de prendre face aux enjeux et aux inquiétudes que ces systèmes soulèvent.

Dans le même ordre d'idées, l'Égypte se félicite de l'attention que le Secrétaire général de l'ONU a accordée à la question dans les notes d'orientation établies en lien avec le Nouvel Agenda pour la paix et le Sommet de l'avenir, et trouverait bon que le document final du Sommet contienne des directives claires sur ce sujet clé.

L'Égypte estime également que le deuxième point qu'il est suggéré d'inscrire à l'ordre du jour de la Commission de désarmement pour le cycle 2024-2027 offre une bonne occasion de mettre en avant des principes rencontrant l'assentiment de toutes les parties ainsi que des recommandations concrètes en vue de l'élaboration du cadre normatif requis. Parmi les mécanismes de désarmement de l'ONU, la Commission occupe le rôle clé d'organe de concertation : faire de ce sujet une priorité du cycle en cours serait un excellent moyen de faire passer au cran supérieur les discussions tenues dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux créé en vertu de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

Bien qu'elle soit consciente de l'importance des discussions tenues au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, l'Égypte déplore la lenteur des progrès accomplis et l'absence de résultats tangibles. Cet état de fait tient principalement à ce que certains États continuent erronément de croire qu'il est possible de maintenir une prédominance ou une supériorité absolues dans ce domaine, et sont donc peu enclins à soutenir tout effort visant à élaborer des règles qui interdiraient ou restreindraient l'utilisation de ces technologies à des fins malveillantes contraires au droit international humanitaire, ou endiguerait leur militarisation excessive.

Compte tenu de ce qui précède, la position de l'Égypte quant aux systèmes d'armes autonomes s'articule autour des axes suivants :

a) L'Égypte considère que la ligne de conduite la plus réaliste et la plus efficace consiste à adopter une approche à deux niveaux, reposant sur l'interdiction

des armes entièrement autonomes et la réglementation des autres utilisations militaires de l'intelligence artificielle.

Le développement rapide des systèmes d'armes létaux autonomes est pour le moins inquiétant et impose de prendre des mesures sans plus attendre, notamment d'interdire de façon juridiquement contraignante les armes entièrement autonomes, comme l'a suggéré le Secrétaire général dans sa proposition de Nouvel Agenda pour la paix.

Il va sans dire qu'une telle interdiction devra s'appuyer sur une définition claire et précise du terme « armes létales entièrement autonomes », afin de ne viser que les armes capables d'opérer sans contrôle humain ou intervention humaine significatifs, ou bien en l'absence de vérification effective.

b) L'existence de multiples initiatives internationales ayant pour objet l'élaboration d'orientations et de règles relatives aux applications militaires de l'intelligence artificielle montre que la communauté internationale est de plus en plus consciente des risques liés à cet enjeu. Il apparaît néanmoins nécessaire de simplifier ces initiatives et de les regrouper sous l'égide de l'ONU, afin de garantir leur inclusivité et leur efficacité. Il convient également de s'assurer que ces initiatives ne débouchent pas à tort et à travers sur la mise en place de mécanismes de supervision internationaux arbitraires ou de contrôles à l'exportation discriminatoires. Enfin, et c'est crucial, elles ne doivent pas se substituer à l'objectif principal, à savoir l'interdiction juridiquement contraignante des armes entièrement autonomes.

c) On ne saurait trop insister sur l'importance critique du principe de responsabilité humaine. La notion d'une arme capable de s'enclencher elle-même, de sélectionner et de frapper des cibles en toute autonomie et d'ôter la vie à quelqu'un sans supervision ni contrôle humains directs fait surgir des risques et des préoccupations tout simplement inacceptables. Il faut donc à tout prix que les systèmes d'armes autonomes continuent de faire l'objet d'une supervision et d'un contrôle humains significatifs, afin que, du point de vue du droit international, y compris le droit international humanitaire, on puisse toujours tenir des êtres humains pour responsables des actes exécutés et les amener à en répondre.

Quel que soit le type de système d'armes utilisé, le fait de déléguer à des machines la décision d'enlever la vie à quelqu'un est contraire à l'éthique et constitue une grave violation du droit international humanitaire.

Même si on réussissait à programmer un algorithme de façon qu'il puisse reconnaître ce qui est légal ou non au regard du droit international humanitaire, il ne serait jamais en mesure de savoir ce qui est éthique. Il faut également veiller à ce que les États aient à répondre de tout acte illicite ou préjudiciable lié à leur utilisation d'armes autonomes.

Enfin, tous les logiciels, algorithmes et projets qui ont trait au domaine militaire et s'appuient sur des technologies d'intelligence artificielle et d'apprentissage automatique doivent continuer d'être révisés par des êtres humains et rester assujettis au principe d'explicabilité tout au long de leur cycle de vie.

d) L'Égypte défend une approche équilibrée et réaliste, qui nous permette à tous de continuer de tirer parti des nouvelles possibilités offertes par les différentes applications de l'intelligence artificielle, tout en nous attelant avec pragmatisme et efficacité aux problèmes qui se posent. Nous soulignons à cet égard qu'il est essentiel de renforcer les capacités des pays en développement et de combler les lacunes criantes qui subsistent dans ce domaine.

Espagne

[Original : espagnol]
[23 mai 2024]

L'Espagne a souscrit aux principes directeurs établis par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes en décembre 2019 et les soutient pleinement ; ces principes disposent que l'utilisation éventuelle de systèmes d'armes létaux autonomes basés sur des technologies émergentes doit être conforme au droit international applicable, en particulier au droit international humanitaire.

À cette fin, l'Espagne, à l'instar d'autres pays aux vues similaires, est favorable à une approche à deux niveaux, fondée sur des interdictions et des réglementations.

Conformément à l'engagement de l'Espagne, en juillet 2023, le Ministère de la défense a approuvé la stratégie pour le développement, le lancement et l'utilisation de l'intelligence artificielle au Ministère de la défense, qui est alignée sur les principes et les initiatives de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. En ce qui concerne les principes défendus par l'Espagne, la stratégie comprend notamment les points suivants :

- Les applications d'intelligence artificielle seront développées et utilisées conformément au droit national et international applicable, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme et le droit international humanitaire.
- Tout développement de l'intelligence artificielle, ainsi que son utilisation, doivent faire clairement intervenir une supervision humaine afin de garantir l'obligation de rendre des comptes et l'établissement des responsabilités.

États-Unis d'Amérique

[Original : anglais]
[23 mai 2024]

Les États-Unis se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de présenter leur point de vue conformément à la résolution [78/241](#) de l'Assemblée générale. Les États-Unis participent résolument aux discussions dans les instances multilatérales concernant les systèmes d'armes létaux autonomes, et encouragent les autres États à faire de même. Nous soutenons également fermement le rôle d'observatrices des organisations internationales et de la société civile dans les discussions internationales sur les systèmes d'armes létaux autonomes et la contribution qu'elles y apportent.

Les États-Unis continuent de considérer que le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, convoqué sous les auspices de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, offre la meilleure occasion de faire progresser les efforts internationaux en matière de systèmes d'armes létaux autonomes. Le Groupe d'experts gouvernementaux est une instance inclusive et transparente à laquelle participent les États et la société civile. Le Groupe se concentre sur le droit international humanitaire et bénéficie de la participation de délégations comprenant régulièrement des membres ayant une expérience militaire, technique, juridique et politique. Cette expertise a donné lieu à un important ensemble de travaux qui rend

compte du consensus en vigueur parmi un groupe très diversifié d'États participants. Les délégations participant au Groupe ont également soumis de nombreuses propositions de fond depuis 2022, y compris des projets d'instruments juridiquement contraignants, d'instruments non contraignants et d'autres textes. Le Groupe est chargé, par un mandat clair et solide, de formuler, par consensus, un ensemble d'éléments en vue d'élaborer un instrument, sans préjuger de sa nature, et d'autres mesures possibles pour traiter de la question des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. Ce mandat oriente clairement les travaux du Groupe vers l'objectif ultime de produire un instrument d'ici 2026. Les efforts déployés en dehors du Groupe qui n'associent pas tous les États intéressés ou qui ne procèdent pas par consensus peuvent conduire à une fragmentation et à des approches divergentes.

L'approche des États-Unis à l'égard des systèmes d'armes létaux autonomes commence par la reconnaissance du fait que le droit international humanitaire existant fournit déjà un cadre applicable d'interdictions et de restrictions concernant l'utilisation de systèmes d'armes autonomes dans les conflits armés. Les États-Unis, ainsi que l'Australie, le Canada, le Japon, la Pologne, la République de Corée et le Royaume-Uni, ont présenté une proposition qui explique comment le droit international humanitaire s'applique et comment les obligations peuvent être effectivement mises en œuvre en ce qui concerne l'utilisation de systèmes d'armes autonomes. Cette proposition, intitulée « Draft articles on autonomous weapon systems – prohibitions and other regulatory measures on the basis of international humanitarian law ¹ » (Projet d'articles sur les systèmes d'armes autonomes – interdictions et autres mesures réglementaires fondées sur le droit international humanitaire), suit l'« approche à deux niveaux », qui est largement soutenue au sein du Groupe d'experts gouvernementaux, et qui reprend la distinction établie en droit international humanitaire entre les armes qui sont par nature interdites, et les réglementations relatives à l'emploi d'autres armes dont l'utilisation n'est pas catégoriquement interdite en toutes circonstances.

Le droit international humanitaire n'interdit pas l'autonomie des systèmes d'armes ni l'utilisation d'une arme capable de sélectionner et de prendre une cible à partie. Depuis plusieurs décennies, les États utilisent, sans controverse juridique, des ordinateurs et des armes capables de sélectionner et de prendre des cibles à partie. Il s'agit de systèmes tels que le système d'armement AEGIS et le système de défense aérienne et antimissile PATRIOT, ainsi que d'armes autoguidées de type « accrochage après lancement ». Le droit international humanitaire est loin d'interdire les armes dotées de fonctions de sélection et de prise à partie des cibles ; en réalité, en utilisant ces armes avec plus de précision et d'exactitude que ne le permettent des armes dépourvues de ces fonctions « intelligentes », et moins de risques pour les civils et les biens de caractère civil, on promeut un des principaux objectifs du droit international humanitaire. Toutefois, la capacité des opérateurs à s'appuyer sur des armes pour remplir des fonctions de sélection et de prise à partie des cibles entraîne des différences dans la manière dont le droit international humanitaire s'applique à l'utilisation de ces armes, ainsi que des différences dans les mesures à prendre pendant la mise au point ou avant la mise en service pour permettre l'utilisation responsable de ces armes.

Dans le projet d'articles figurent d'abord des mesures visant à empêcher les systèmes d'armes autonomes qui, de par leur nature, ne peuvent être utilisés conformément au droit international humanitaire. Il y est également expliqué qu'en

¹ CCW/GGE.1/2023/WP.4/Rev.2, disponible à l'adresse suivante : [https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_\(2023\)/CCW_GGE1_2023_WP.4_US_Rev2.pdf](https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_(2023)/CCW_GGE1_2023_WP.4_US_Rev2.pdf).

application du droit international humanitaire, l'utilisation d'un système d'armes autonome pour mener des attaques doit être conforme aux principes et exigences de distinction, de proportionnalité et de précaution dans l'attaque. Le recours par un combattant à des fonctions autonomes pour repérer, sélectionner ou prendre à partie des cibles doit se faire de bonne foi et compte tenu des informations disponibles à ce moment-là, et doit être compatible avec une diligence raisonnable dans la mise en œuvre de ces principes et exigences. Le projet d'articles détaille les mesures qui peuvent être prises tant au stade de la mise au point qu'au cours de l'utilisation pour assurer l'application effective du droit international humanitaire. Il énonce également des mesures réglementaires visant à garantir la responsabilité systématique de l'utilisation des systèmes d'armes autonomes.

Les États-Unis soutiennent l'adoption de ces mesures et d'autres figurant dans le projet d'articles. Mais les États-Unis n'utilisent pas d'expressions telles que « contrôle humain effectif » dans leurs propres politiques et ont expliqué en détail pourquoi une focalisation sur le « contrôle » occulterait plutôt qu'elle ne clarifierait les véritables enjeux dans ce domaine. Au contraire, la question clé, telle qu'elle apparaît dans la directive 3000.09 du Département de la défense et dans les documents de travail des États-Unis destinés au Groupe d'experts gouvernementaux, est de veiller à ce que les machines contribuent à concrétiser les intentions des commandants et des opérateurs de systèmes d'armes. Pour ce faire, il faut notamment prendre des dispositions pratiques – à différents stades du processus de conception, de mise au point et de déploiement des armes – afin de réduire le risque de prise à partie involontaire et de permettre au personnel d'exercer un jugement humain approprié sur l'emploi de la force. Il n'existe pas de degré fixe et universel de jugement humain qui devrait être appliqué à chaque contexte. Certaines fonctions peuvent être mieux exécutées par un ordinateur que par un être humain, tandis que d'autres doivent être exécutées par des êtres humains. Au fur et à mesure que les ingénieurs en armement améliorent l'efficacité des fonctions autonomes, de plus en plus de situations se présenteront dans lesquelles l'utilisation des fonctions autonomes sera plus appropriée que le contrôle manuel.

Le Département de la défense des États-Unis a publié une directive sur l'autonomie des systèmes d'armement (directive 3000.09 du Département de la défense), ainsi qu'une série de politiques et d'autres documents visant à concrétiser son engagement à mettre au point et à utiliser les technologies nouvelles et émergentes de manière responsable, notamment les principes éthiques du Département en matière d'intelligence artificielle, la stratégie et la feuille de route du Département pour une intelligence artificielle responsable, et la stratégie du Département en matière de données, d'analyse et d'adoption de l'intelligence artificielle de 2023. Les États-Unis ont mis ces politiques, ainsi que les ressources connexes telles que la boîte à outils de l'intelligence artificielle responsable (Responsible AI Toolkit), à la disposition du public afin de démontrer cet engagement et d'encourager la transparence à l'échelle internationale.

Les États-Unis cherchent également à établir un consensus international autour de normes de comportement responsable pour la mise au point, le déploiement et l'utilisation de l'intelligence artificielle et de l'autonomie dans le domaine militaire, notamment au moyen de la Déclaration politique sur l'utilisation militaire responsable de l'intelligence artificielle et de l'autonomie, qui est complémentaire mais indépendante du Groupe d'experts gouvernementaux. Les États-Unis ont lancé la Déclaration politique en février 2023 pour commencer à forger un consensus autour de normes de comportement responsable afin de garantir que l'utilisation militaire de ces technologies est responsable et éthique et renforce la sécurité internationale. Cette déclaration politique jette les bases d'un dialogue international ouvert à tous sur la

mise au point, le déploiement et l'utilisation responsables de capacités militaires faisant appel à l'intelligence artificielle.

Les États-Unis estiment que le rapport du Secrétaire général pourrait apporter une contribution précieuse aux progrès réalisés s'agissant des systèmes d'armes létaux autonomes en soutenant les efforts visant à trouver un consensus sur les éléments et les mesures au sein du Groupe d'experts gouvernementaux. Pour atteindre cet objectif, le rapport doit être équilibré et tenir compte des points de vue de tous les États Membres. Nous prions le Secrétaire général de publier en ligne l'intégralité de notre contribution.

Fédération de Russie

[Original : russe]

[8 mai 2024]

La Fédération de Russie se félicite de l'adoption de la résolution 78/241 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 2023 et, conformément au paragraphe 2 de cette résolution, a l'honneur de soumettre sa contribution nationale au rapport que le Secrétaire général présentera à la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée, dans la perspective de futurs débats entre les États Membres.

Nous estimons que le format de la Convention sur les armes inhumaines est optimal pour l'examen de la question des systèmes d'armes létaux autonomes. Il appartient au Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, créé par les Hautes Parties contractantes à cette Convention, de maintenir un équilibre raisonnable entre les préoccupations humanitaires et les intérêts légitimes liés à la défense exprimés par les États en ce qui concerne ces armes, et de prendre des décisions par consensus. Il serait contre-productif de transférer cette question à toute autre instance internationale, notamment à l'Organisation des Nations Unies.

La Fédération de Russie se félicite que la Réunion des États parties à la Convention sur les armes inhumaines ait prorogé le mandat du Groupe jusqu'en 2026. Nous comptons que le Groupe sera en mesure, en tenant compte des points de vue de toutes les Hautes Parties contractantes, de s'entendre sur les conclusions et les recommandations de fond qu'il présentera à la septième conférence d'examen des États parties à la Convention sur les armes inhumaines.

L'absence d'une définition consensuelle des systèmes d'armes létaux autonomes en droit international complique l'examen de cette question. L'élaboration d'une conception commune de ces systèmes donnerait une plus grande clarté à ce sujet et aux futurs débats y relatifs.

Cette définition pratique doit satisfaire aux prescriptions suivantes :

- a) Elle doit décrire les types d'armes considérés comme étant des systèmes d'armes létaux autonomes et les principales caractéristiques de leur utilisation ;
- b) Elle ne doit pas être limitée à la compréhension actuelle des systèmes d'armes létaux autonomes mais tenir compte de la manière dont ces systèmes pourraient évoluer à l'avenir ;
- c) Elle doit être universellement comprise par la communauté d'experts (chercheurs, ingénieurs, techniciens, militaires, juristes et éthiciens) ;
- d) Elle ne doit pas être vue comme une limite au progrès technologique ou un frein à la recherche dans les domaines de la robotique civile et de l'intelligence artificielle ;

e) Elle ne doit pas définir les systèmes d'armes létaux autonomes uniquement en décrivant leurs fonctions.

Il convient d'éviter de classer ces armes en faisant la distinction entre les « mauvaises » armes et les « bonnes » armes, c'est-à-dire de les classer en fonction des préférences politiques d'un groupe d'États en particulier.

Nous estimons qu'il serait correct de définir les systèmes d'armes létaux autonomes comme des engins techniques sans équipage complètement autonomes qui ne sont pas des munitions et sont conçus pour effectuer des tâches de combat et d'appui sans intervention humaine.

Les systèmes militaires hautement automatisés ne doivent pas être rangés dans une catégorie « spéciale » pour laquelle des restrictions et des interdictions immédiates sont nécessaires. C'est en effet grâce à ce niveau d'automatisation que de tels systèmes fonctionnent bien dans des situations de combat dynamiques et dans différents environnements, tout en étant suffisamment sélectifs et précis, ce qui garantit leur conformité avec les principes et les normes du droit international humanitaire.

Il est universellement admis que le droit international, notamment le droit international humanitaire, s'applique pleinement aux systèmes d'armes létaux autonomes. Le droit international humanitaire prévoit plusieurs limitations importantes, parmi lesquelles les suivantes :

a) Les systèmes d'armes létaux autonomes ne doivent pas être utilisés sans discrimination et de manière disproportionnée ni contre la population civile ou sans que des précautions ne soient prises pour assurer la protection des civils ;

b) Toute utilisation militaire de systèmes d'armes létaux autonomes doit respecter le principe de proportionnalité entre la nécessité militaire et les dommages causés ;

c) La personne qui planifie l'opération militaire et élabore les scénarios d'utilisation (la mission) des systèmes d'armes létaux autonomes doit décider du bien-fondé, des formes et des méthodes d'utilisation de ces systèmes.

Une autre obligation importante figure dans le Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949 (Protocole I), de 1977 : il faut procéder à des examens juridiques dans l'étude, la mise au point, l'acquisition ou l'adoption de nouveaux types d'armes. Toutefois, l'article 36 dudit Protocole ne comporte pas de dispositions sur la manière exacte dont ces examens doivent être menés et n'impose pas aux États l'obligation d'annoncer publiquement les résultats de ces examens ni de communiquer à quiconque des informations y relatives. Les États réglementent avec efficacité les examens juridiques au niveau national ; il est donc inutile d'élaborer un mécanisme universel contraignant régissant la conduite de ces examens, à plus forte raison un mécanisme spécialement conçu pour les systèmes d'armes létaux autonomes. Néanmoins, nous n'avons pas d'objection à l'échange volontaire de bonnes pratiques relatives au respect des obligations découlant de l'article 36 du Protocole I, compte dûment tenu de la sécurité nationale et de la confidentialité des informations commerciales.

La Fédération de Russie estime qu'il n'existe actuellement aucune raison convaincante d'imposer de nouvelles restrictions et interdictions relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes ni d'actualiser ou d'adapter le droit international humanitaire s'agissant de ces systèmes. Les débats portant sur l'adoption de « règles de conduite » en la matière sont également prématurés.

Les principes d'humanité, la conscience publique et les droits humains ne sauraient à eux seuls justifier de façon inconditionnelle l'imposition de restrictions et d'interdictions pour certains types d'armes.

Nous attachons une grande importance à l'universalisation des quatre Conventions de Genève de 1949 et de leurs trois Protocoles additionnels. Nous estimons que les inquiétudes concernant les systèmes d'armes létaux autonomes doivent être apaisées grâce à l'application, de bonne foi, des normes juridiques internationales déjà en vigueur.

Nous considérons que le contrôle humain du fonctionnement des systèmes d'armes létaux autonomes est une contrainte majeure. Un opérateur ou un système de gestion de niveau supérieur doit certes faire partie de la boucle de contrôle des systèmes d'armes létaux autonomes de façon à pouvoir modifier le fonctionnement de ces systèmes, et notamment les désactiver complètement ou partiellement. Toutefois, les États doivent pouvoir décider des formes et des méthodes concrètes de ce contrôle humain, qui ne doit pas forcément être direct.

On peut assurer le contrôle des systèmes d'armes létaux autonomes de la manière suivante :

- a) En améliorant leur fiabilité et leur résilience ;
- b) En limitant les types de cibles ;
- c) En limitant leur durée de fonctionnement, leur couverture géographique et leur échelle d'application ;
- d) En effectuant des interventions et en désactivant ces systèmes en temps utile ;
- e) En les mettant à l'essai dans des environnements opérationnels réalistes ;
- f) En autorisant les personnes maîtrisant les procédures d'utilisation de ces systèmes à les gérer (contrôler) ;
- g) En surveillant la production d'éléments individuels et de la pièce dans son ensemble ;
- h) En surveillant le démantèlement et la destruction des éléments individuels et de la pièce dans son ensemble.

Nous considérons qu'il est inutile d'évoquer, dans ce débat, les notions de « contrôle humain véritable » et de « forme et degré d'intervention humaine » avancées par certains États, étant donné qu'elles n'ont aucun rapport avec le droit et ne font que politiser le débat.

La Fédération de Russie estime que les États et les personnes (notamment les développeurs et les fabricants) portent à tout moment la responsabilité, conformément au droit international, de leur décision de créer et d'utiliser de nouvelles technologies liées aux systèmes d'armes létaux autonomes. La responsabilité de l'utilisation de ces systèmes incombe à la personne chargée de leur assigner des tâches et d'ordonner leur utilisation. La personne qui utilise des systèmes d'armes létaux autonomes doit posséder les connaissances et les compétences nécessaires pour les faire fonctionner et les utiliser, et décider du bien-fondé, des formes et des méthodes d'utilisation de ces systèmes.

Il est de notoriété publique que les systèmes d'armes létaux autonomes peuvent mieux effectuer des tâches que les opérateurs humains et réduire le risque d'erreurs. Ces systèmes peuvent notamment réduire considérablement les effets néfastes, sur le droit international humanitaire, de l'utilisation d'armes liés aux erreurs, à l'état mental et physique ainsi qu'aux convictions morales, religieuses ou éthiques de

l'opérateur. Une utilisation de ces systèmes conforme au droit international humanitaire peut améliorer la précision des engins létaux dirigés contre des objectifs militaires et contribuer à diminuer le risque de frappes involontaires contre des civils et des biens de caractère civil.

L'évaluation des risques éventuels liés à l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes et les mesures d'atténuation de ces risques doivent faire partie du cycle de conception, de développement, de mise à l'essai et de déploiement de nouvelles technologies dans tout système d'armes.

On pourrait réduire les risques associés à ces systèmes de la manière suivante :

- a) En gérant efficacement le cycle de vie ;
- b) En procédant à des essais complets à tous les stades du cycle de vie, notamment dans des conditions proches de la réalité ;
- c) En assurant la fiabilité et la résilience de ces systèmes ;
- d) En définissant des critères de disponibilité opérationnelle ;
- e) En garantissant une protection maximale contre les accès non autorisés ;
- f) En formant les opérateurs ;
- g) En recourant en priorité à l'intelligence artificielle pour la collecte et le traitement des informations nécessaires à la prise de décision militaire ;
- h) En veillant à ce que l'opérateur assure le contrôle continu des actions de ces systèmes et puisse mettre fin d'urgence à la mission de combat ;
- i) En empêchant que ces systèmes ne tombent entre les mains d'acteurs non étatiques, qui pourraient les utiliser à des fins illicites.

Nous estimons qu'il serait utile que les États procèdent à un échange de vues volontaire sur les systèmes d'armes létaux autonomes et le droit international.

La Fédération de Russie prie le Secrétaire général de tenir compte des propositions présentées ci-dessus dans son rapport de fond, en application du paragraphe 2 de la résolution 78/241 de l'Assemblée générale, et de faire figurer le présent document en annexe de ce rapport.

Fidji

[Original : anglais]
[25 mai 2024]

Le Gouvernement de la République des Fidji se félicite de l'occasion qui lui est donnée de faire part de ses vues et de ses recommandations au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 78/241 sur les systèmes d'armes létaux autonomes que l'Assemblée générale a adoptée le 22 décembre 2023. Par cette résolution, l'Assemblée a sollicité les avis des pays et des parties prenantes sur les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes que soulevaient ces systèmes d'armes sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique.

Enjeux et inquiétudes

En tant que petit État insulaire en développement du Pacifique, nous sommes profondément préoccupés par les problèmes de taille qu'évoquent les armes autonomes en matière d'éthique, de morale, de droit, de responsabilité,

d'environnement et de sécurité, en particulier pour les pays du Sud mondial et du Pacifique. La mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes sont porteuses de risques non négligeables, contre lesquels il faut se prémunir de toute urgence.

Les systèmes d'armes autonomes mettent en danger aussi bien les civils que les combattants et sont susceptibles d'entraîner des effets de surenchère imprévisibles lors des conflits. Ils nuisent au respect du droit international, y compris le droit international humanitaire. Les règles relatives à la conduite des hostilités et à la protection des civils pourraient être remises en cause si l'on permet à des machines d'exercer un pouvoir de vie ou de mort. Substituer ainsi des processus mécaniques aux jugements humains pose des problèmes éthiques fondamentaux.

Il y a un risque manifeste que ces armes prolifèrent au niveau mondial, que des acteurs non étatiques y aient accès et qu'elles soient utilisées à des fins criminelles. Il s'agit d'un sujet de préoccupation majeur pour les îles du Pacifique, qui présentent des facteurs de vulnérabilité uniques. La possibilité que des armes autonomes tombent entre les mains d'acteurs non étatiques est particulièrement inquiétante, car ce scénario pourrait mener à une augmentation de l'instabilité et de la violence.

Par le passé, les technologies militaires ont généralement été à l'origine de dégâts durables à l'environnement. On peut s'attendre à ce qu'il en aille de même pour le développement et l'utilisation des armes autonomes. Automatiser la violence réduit la capacité des êtres humains à superviser les conséquences de l'utilisation des armes, ce qui peut entraîner de graves préjudices environnementaux. De plus en plus d'éléments permettent d'affirmer qu'entraîner des modèles d'intelligence artificielle et d'apprentissage automatique génère des empreintes carbone considérables. La question du coût énergétique potentiel de l'entraînement et de l'exploitation des systèmes d'armes autonomes est d'autant plus préoccupante que des études suggèrent qu'entraîner des modèles d'intelligence artificielle pourrait contribuer de manière non négligeable aux changements climatiques. Alors même que la réduction des émissions de carbone est devenue une priorité mondiale, mettre au point et utiliser des armes autonomes pourrait venir endommager encore davantage notre planète.

Les biais algorithmiques des systèmes d'armes autonomes sont un problème majeur, en particulier pour les populations historiquement marginalisées : ces systèmes risqueraient de perpétuer des préjugés liés à la race, au genre et à d'autres caractéristiques, et de nuire de façon disproportionnée à certains groupes. Baser l'emploi de la force sur des données provenant de capteurs peut conduire à ancrer des préjugés systémiques dans les processus de prise de décision des armes autonomes. De fait, il ressort des applications civiles de l'intelligence artificielle, telles que le maintien de l'ordre et la détermination des sanctions pénales, que les biais algorithmiques portent démesurément atteinte aux populations marginalisées.

La question de la responsabilité est également cruciale. La responsabilité des actes exécutés par des armes autonomes ne peut être aisément attribuée à des opérateurs humains, puisque ceux-ci n'ont pas de prise directe sur le moment et le lieu où la machine décide d'employer la force, ni sur l'identité de la cible. Dans le contexte des conflits armés, où le chaos de la guerre rend déjà difficile l'établissement des responsabilités, la présence d'armes autonomes fragiliserait encore davantage les efforts visant à amener les auteurs de violences à répondre de leurs actes. Or, face à ce défaut de responsabilité, il serait encore plus difficile pour les victimes d'obtenir justice.

En outre, autoriser des machines à ôter la vie est une démarche déshumanisante, qui réduit les personnes à des points de données traités par des capteurs et des

algorithmes. Cette mécanisation de la violence dégrade la dignité humaine et les principes éthiques.

Moyens d'action

Pour faire face aux enjeux que soulèvent les systèmes d'armes létaux autonomes, nous demandons l'ouverture immédiate de négociations visant à instituer un instrument juridiquement contraignant sur les armes autonomes. Un tel instrument devrait faire prévaloir les impératifs suivants :

- a) interdire les systèmes d'armes destinés à prendre des êtres humains pour cible ;
- b) interdire les systèmes d'armes qui ne peuvent pas faire l'objet d'un contrôle humain significatif ;
- c) réglementer tous les autres systèmes d'armes de sorte qu'ils soient effectivement contrôlés et compris et que leur portée et leur durée d'utilisation soient restreintes ;
- d) prévoir des dispositions réglementaires visant à prévenir la prolifération et l'utilisation non autorisée des armes autonomes ;
- e) parer aux conséquences environnementales et veiller à ce que les militaires soient tenus responsables des émissions de carbone générées, grâce à la mise en place de mesures correctives immédiates et adaptées permettant de remédier aux dommages causés à l'environnement et aux vies humaines.

L'Assemblée générale est l'enceinte idoine pour la tenue de ces négociations, car elle repose sur une représentation diversifiée et inclusive. Elle compte parmi ses membres des États du monde entier et permet donc aux petits pays et aux pays en développement de faire entendre leurs voix. Nous considérons toutefois qu'il est utile, en parallèle, de poursuivre le dialogue dans tous les forums multilatéraux pertinents, car leurs apports peuvent se renforcer les uns les autres. Il est temps de sortir du cadre du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, au profit d'une enceinte capable de viser plus haut, d'agir plus vite et d'accorder une place aux pays qui ne sont pas parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi qu'aux organisations internationales et à la société civile. En l'état actuel des choses, le droit international humanitaire ne permet pas de répondre aux défis posés par les armes autonomes.

Nous nous rangeons aux côtés des 109 autres États engagés en faveur de la création d'un instrument juridiquement contraignant sur les armes autonomes. Dans son Nouvel Agenda pour la paix, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies exhorte les États à conclure de toute urgence un traité permettant d'interdire et de réglementer les systèmes d'armes autonomes d'ici 2026. En octobre 2023, le Secrétaire général et la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, Mirjana Spoljaric, ont demandé aux États « d'imposer d'urgence de nouvelles règles internationales sur les systèmes d'armes autonomes, afin de protéger l'humanité ».

Nous sommes reconnaissants de l'occasion qui nous est offerte de présenter nos vues et nos recommandations sur les moyens d'agir face à cette grave menace pour l'humanité. Il est indispensable que la communauté internationale s'attelle sans délai et sans tergiverser à l'élaboration de cadres juridiques solides capables de prévenir la prolifération des systèmes d'armes autonomes et leur utilisation à des fins malveillantes. Elle doit mettre l'accent sur les mesures visant à protéger la dignité humaine, à établir les responsabilités et à préserver l'environnement, notamment celles axées sur la réparation des préjudices humains et environnementaux. L'avenir de la paix et

de la sécurité mondiale dépend de notre capacité à nous mobiliser collectivement contre le développement et le déploiement incontrôlés des armes autonomes.

Finlande

[Original : anglais]

[23 mai 2024]

La Finlande a l'honneur de se référer à la note verbale du 1^{er} février 2024 concernant la résolution 78/241 sur les systèmes d'armes létaux autonomes en date du 22 décembre 2023, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur « les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes [que ces systèmes] soulèvent sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, ainsi que sur la place de l'humain dans l'emploi de la force », et fait tenir ci-dessous, à titre national, son point de vue sur la question.

Il est indispensable d'adopter des principes ou des dispositions réglementaires internationales sur les applications militaires de l'intelligence artificielle et de l'autonomie, notamment les systèmes d'armes létaux autonomes, si l'on souhaite garantir leur conformité avec le droit international et réduire les risques de conflits. En parallèle, il faut permettre aux pays de développer des capacités nationales de légitime défense qui respectent le droit international.

La Finlande est favorable à la tenue de négociations concernant l'adoption de principes ou de dispositions réglementaires, par exemple la conclusion d'un accord international sur le développement et le déploiement de systèmes d'armes létaux autonomes. Cet instrument pourrait être politiquement ou juridiquement contraignant. Pour la Finlande, l'objectif est de parvenir à établir un instrument international (sans préjuger de sa nature) avec la participation du groupe d'États le plus large possible, notamment les pays qui développent, produisent et utilisent de telles armes, et de faire en sorte que la mise en œuvre de cet instrument soit suivie d'effets concrets. Le pays participe activement aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, créé en vertu de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et estime que c'est dans le cadre de cet organe que devrait se tenir la suite des négociations concernant un futur instrument. Il peut être utile que d'autres initiatives axées sur l'utilisation militaire sûre et responsable de l'intelligence artificielle et de l'autonomie existent, mais celles-ci ne doivent pas aller à l'encontre des objectifs du Groupe d'experts.

La Finlande tient à souligner que le développement et le déploiement de systèmes d'armes létaux autonomes doivent impérativement se faire dans le respect du droit international, y compris le droit international humanitaire. Il importe au plus haut point que la décision d'employer ou non la force demeure la prérogative d'êtres humains. Les systèmes d'armes létaux autonomes qui ne se conforment pas aux règles du droit international humanitaire et à ses principes les plus élémentaires – proportionnalité, distinction et précaution – sont déjà prohibés par le droit international en vigueur et ne doivent être ni utilisés, ni achetés, ni mis au point. Au vu de l'évolution rapide des nouvelles technologies, il est néanmoins nécessaire d'adopter de nouvelles dispositions réglementaires internationales qui puissent expliciter la façon dont le droit international humanitaire s'applique aux systèmes d'armes létaux autonomes. Il faut également des règles qui permettent le développement et l'utilisation de nouvelles technologies conformes au droit international.

La régulation des systèmes d'armes létaux autonomes devrait donc se fonder sur une approche à deux niveaux, reposant à la fois sur des interdictions et sur dispositions réglementaires, afin de :

a) proscrire les systèmes d'armes autonomes dont le fonctionnement ne requiert aucune forme d'intervention humaine et qui ne sont pas soumis à une chaîne de commandement humaine responsable (c'est-à-dire les systèmes capables de se fixer eux-mêmes des objectifs, ou de les modifier ou les exécuter sans que leur programme initial ou le cadre de leur mission n'aient fait l'objet d'une validation humaine) ;

b) réglementer le développement et l'utilisation de tous les autres systèmes d'armes ayant des caractéristiques ou des fonctions autonomes¹ pour veiller à ce qu'ils respectent les règles et les principes du droit international. Le cadre réglementaire devrait comporter des dispositions visant à garantir un degré suffisant d'intervention et de responsabilité humaines, la transparence et la prévisibilité des essais et des opérations, la conduite d'examen juridiques et la prise de mesures de réduction des risques lors des phases de développement, de production, d'achat et de déploiement des systèmes d'armes létaux autonomes. Il conviendrait que la réglementation ne porte pas sur des technologies en tant que telles, mais sur toute application desdites technologies qui ne serait pas compatible avec le droit humanitaire international. Les dispositions réglementaires résisteraient ainsi au passage du temps et à l'évolution des technologies d'armement.

France

[Original : anglais]

[23 mai 2024]

La France considère que pour agir de manière adéquate face aux enjeux et aux inquiétudes que soulèvent les systèmes d'armes létaux autonomes, il conviendrait d'adopter une approche à deux niveaux de sorte à établir une distinction claire entre les systèmes d'armes létaux autonomes dont on ne peut garantir durablement la conformité au droit international humanitaire, et les autres systèmes. Plus concrètement, la France estime que :

a) Les systèmes d'armes létaux autonomes qui ne peuvent être mis au point et utilisés conformément au droit international humanitaire devraient être interdits. Il s'agit i) des systèmes de nature à frapper sans discrimination ; ii) des systèmes dont les effets ne peuvent être limités, anticipés ou maîtrisés ; iii) des systèmes pouvant causer des maux superflus ou des souffrances inutiles ; iv) des systèmes échappant totalement au contrôle humain et à une chaîne de commandement responsable (c'est-à-dire les systèmes d'armes létaux « entièrement » autonomes) ;

b) Les systèmes d'armes létaux autonomes auxquels le commandement militaire peut confier le calcul et l'exécution de tâches liées à des fonctions de haut

¹ On entend par « autonomie » la capacité d'effectuer une ou des tâches données de manière autosuffisante et indépendante. Cela inclut le fait d'avoir la latitude nécessaire pour autoprogrammer l'exécution des tâches et des sous-tâches requises. Il est crucial d'évaluer le contexte lorsque l'on détermine si des systèmes d'armes létaux autonomes sont conformes au droit international humanitaire. L'utilisation de ces systèmes doit obligatoirement s'inscrire dans un cadre de mission précis et restreint (définition des cibles, limites spatiales et temporelles, feu vert d'un être humain requis pour toute modification sensible des paramètres de la mission) et reposer sur des garanties quant à la prévisibilité de leur comportement. Parler d'intervention humaine significative n'implique pas forcément que des êtres humains doivent être constamment en contact avec la machine, pourvu qu'il soit possible de vérifier par d'autres moyens que le droit international humanitaire est respecté.

niveau (détection, sélection et prise à partie des cibles) dans un cadre d'action spécifique (c'est-à-dire les systèmes d'armes létaux « partiellement » autonomes) devraient être réglementés au moyen de l'application de mesures appropriées, tout au long de leur cycle de vie, afin d'atténuer les éventuelles complications juridiques, éthiques, techniques et les éventuels problèmes de sécurité.

Ce type d'approche double permet principalement de veiller à ce que le droit international humanitaire continue de s'appliquer pleinement à tous les systèmes d'armes, y compris à la mise au point et à l'utilisation potentielles de systèmes d'armes létaux autonomes. Elle tient également compte de la place de l'humain dans l'emploi de la force, y compris de l'importance qu'il y a à ce que le contrôle, la responsabilité et la reddition de comptes reviennent toujours à des individus. L'emploi de la force est – et doit rester – une responsabilité inhérente à la chaîne humaine de commandement et de contrôle, en particulier en cas de violation du droit international humanitaire. À cet égard, cette chaîne humaine doit conserver la capacité de prendre des décisions cruciales concernant le recours à la force létale.

La qualité et la portée du contrôle humain sont déterminées en fonction d'un ensemble de facteurs, tels que le contexte opérationnel et les caractéristiques et capacités du système d'armes en général. La France est d'avis qu'un contrôle humain suffisant nécessite a) que les êtres humains prennent des décisions éclairées sur le déploiement et l'emploi des armes, et b) que les êtres humains disposent de suffisamment d'informations pour s'assurer que la force est employée conformément au droit international, compte tenu de ce qu'ils savent de la cible potentielle, des capacités et des caractéristiques de l'arme employée et du contexte opérationnel dans lequel l'arme est déployée. Le contrôle humain peut revêtir plusieurs formes et intervenir à divers stades du cycle de vie d'une arme. En particulier, dans la mesure où le droit international humanitaire l'exige, les êtres humains doivent :

- Avoir une compréhension suffisante, en fonction de leur rôle et de leur niveau de responsabilité, du fonctionnement de ces systèmes d'armes et de leurs effets et interactions probables avec l'environnement, et être en mesure de prévoir et d'expliquer leur comportement.
- Définir et valider des règles d'emploi, des règles d'engagement et un cadre précis pour la mission assignée aux systèmes, limitée dans le temps, dans l'espace et par des objectifs déterminés, en fonction de la situation et du contexte.
- Maintenir la capacité de contrôler la fiabilité et l'utilisabilité des systèmes pendant leur déploiement et approuver toute modification sensible des paramètres de la mission.
- Être en mesure d'exercer leur jugement quant au respect des règles et des principes du droit international humanitaire, en particulier les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans l'attaque, et donc de prendre des décisions cruciales sur l'emploi de la force.

Cette approche à deux niveaux devrait sous-tendre l'élaboration d'un futur instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. En tant qu'instrument clé du droit international humanitaire visant à établir un équilibre entre la nécessité militaire et les impératifs humanitaires, la Convention reste le cadre le plus approprié pour répondre aux questions éthiques et juridiques soulevées par les systèmes d'armes létaux autonomes. En outre, elle réunit des États qui œuvrent au développement d'applications militaires de l'intelligence artificielle, et sa structure unique – qui

permet la négociation et l'adoption éventuelles de protocoles additionnels – offre la souplesse nécessaire pour faire face aux nouvelles technologies d'armement. Enfin, le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, composé d'experts gouvernementaux et de représentants d'organisations internationales, de la société civile et du monde universitaire, recueille des avis techniques, militaires, juridiques et diplomatiques, offrant ainsi un cadre unique pour examiner les différents aspects des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes.

Par conséquent, la France considère que le Groupe d'experts gouvernementaux doit poursuivre ses travaux et exécuter pleinement son mandat actuel, qui consiste à formuler un ensemble d'éléments en vue de l'élaboration d'un instrument et à présenter des conclusions lors de la prochaine Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, prévue en 2026. La France estime que, sur la base de l'approche à deux niveaux, un tel instrument devrait contenir les éléments suivants :

a) Un préambule qui réaffirme, entre autres, les buts et l'objet de la Convention sur certaines armes classiques, les 11 principes directeurs convenus par les Hautes Parties contractantes en 2019 et l'applicabilité du droit international humanitaire à ces systèmes ;

b) Un champ d'application qui permette de circonscrire ce qui est entendu par un système d'armes létaux autonome, d'exclure les systèmes qui ne rentrent pas dans cette définition et d'établir une distinction claire entre, d'une part, les systèmes d'armes létaux autonomes échappant totalement à la tutelle humaine et à une chaîne de commandement responsable et, d'autre part, les systèmes dont les fonctions de haut niveau sont dotées d'autonomie ;

c) Des interdictions qui énumèrent les caractéristiques des systèmes d'armes concernés et rappellent que les États sont responsables à tout moment du respect des obligations qu'ils tiennent du droit international applicable ;

d) Des dispositions réglementaires qui imposent des limites et des conditions au développement et à l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes dotés d'une autonomie de décision en ce qui concerne les fonctions de haut niveau. Il pourrait s'agir des limites et conditions suivantes : des examens juridiques ; des évaluations des risques, des garanties et des mesures d'atténuation des risques (afin d'assurer la fiabilité de ces systèmes et de prévenir les défaillances, les abus, les détournements et la cession des prérogatives humaines) ; des formations adéquates (pour s'assurer que les décideurs et les opérateurs humains comprennent bien les effets des systèmes et leur interaction probable avec leur environnement) ; le maintien d'un contrôle humain suffisant (afin que ce soient toujours les êtres humains qui définissent et valident les règles d'emploi, les règles d'engagement et le cadre précis de la mission assignée au système et qui fassent les choix cruciaux relatifs à l'emploi de la force), ainsi qu'une chaîne de commandement et de responsabilité humaine (afin de garantir la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes) ;

e) Des mécanismes visant à faciliter la consultation des Hautes Parties contractantes et la coopération entre ces parties, et à les encourager à partager, à titre volontaire, les bonnes pratiques relatives aux mesures nationales qu'elles ont mises en place pour appliquer les conditions énoncées dans l'instrument.

S'agissant de la forme que pourrait prendre un instrument sur les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur certaines armes

classiques, la France est en faveur de la négociation et de l'adoption d'un protocole additionnel à la Convention.

En outre, un comité d'experts techniques indépendants pourrait être créé dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques pour informer périodiquement les Hautes Parties contractantes des nouveaux développements technologiques dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, pour contribuer à maintenir un niveau élevé de vigilance sur la question – qui est, par essence, prospective et évolutive –, et, au fil du temps et en tant que de besoin, pour aider les États à adopter des mesures appropriées supplémentaires dans le cadre de la Convention en vue de répondre à des difficultés spécifiques qui n'ont pas encore été signalées.

Grèce

[Original : anglais]
[23 mai 2024]

L'intégration et l'utilisation dans les systèmes d'armes de technologies émergentes et révolutionnaires, telles que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, posent de graves problèmes politiques, juridiques, moraux et éthiques. Sur le plan politique, la mise au point et l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes peuvent faire franchir plus rapidement le seuil du conflit armé, ce qui a une incidence sur les décisions ultérieures.

La conformité des systèmes d'armes entièrement autonomes avec le droit international humanitaire reste sujette à caution. En particulier, leur conformité avec les principes fondamentaux du droit international humanitaire et les exigences que celui-ci impose – notamment en ce qui concerne la distinction des cibles, la proportionnalité et les précautions à prendre au regard de l'environnement évolutif d'un champ de bataille –, soulève de sérieuses inquiétudes.

La Grèce souscrit à l'approche à deux niveaux prônée par de nombreux pays lors des délibérations, à Genève, du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

Compte tenu de ce qui précède, nous voudrions réaffirmer que la Grèce est fermement convaincue que la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination offre le meilleur cadre pour continuer de débattre des interdictions et des restrictions d'emploi des armes classiques, y compris des systèmes d'armes létaux autonomes. Cet instrument veille à l'équilibre nécessaire entre les préoccupations humanitaires et la nécessité militaire.

La Grèce se félicite des progrès réalisés au cours de l'année écoulée sur cette question, notamment de l'adoption de la résolution [78/241](#) de l'Assemblée générale sur les systèmes d'armes létaux autonomes le 22 décembre 2023, de la Déclaration politique sur l'utilisation militaire responsable de l'intelligence artificielle et de l'autonomie, des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes à Genève ainsi que de la large participation à la récente conférence internationale sur le thème « Humanity at the crossroads: autonomous weapons systems and the challenge of regulation » (L'humanité à la croisée des chemins : les systèmes d'armes autonomes et les enjeux de la réglementation), qui s'est tenue à Vienne les 29 et 30 avril 2024.

En outre, l'évolution technologique rapide de l'intelligence artificielle reste un sujet de préoccupation majeur pour notre pays.

La Grèce est d'avis que l'utilisation militaire de l'intelligence artificielle doit être pleinement conforme au droit international applicable, en particulier le droit international humanitaire et ses principes et exigences fondamentaux, tels que les principes et exigences en matière de distinction, de proportionnalité et de précaution, ainsi qu'au droit international des droits humains.

La Grèce participera activement aux délibérations futures sur cette question complexe et à l'élaboration d'un instrument international visant à garantir que les systèmes d'armes autonomes respectent pleinement le droit international humanitaire.

Guatemala

[Original : espagnol]

[23 mai 2024]

Le Guatemala juge important de tenir compte des dispositions des quatre Conventions de Genève de 1949 établissant les principales normes visant à limiter la barbarie de la guerre, qui contiennent des passages consacrés à la répression des crimes de guerre, qui disposent clairement que réprimer ces crimes nécessite d'établir une responsabilité pénale individuelle.

À cet égard, le Guatemala considère que la création d'un système doté de capacités létales et non contrôlé par un être humain constitue une violation du droit à la vie et du droit international humanitaire, ainsi que des conventions de Genève, car elle rendrait impossible l'attribution de responsabilités, étant donné qu'une entité abstraite, telle qu'une arme contrôlée par des dispositifs autonomes (ou une intelligence artificielle), ne peut se voir attribuer une responsabilité pénale.

Honduras

[Original : espagnol]

[24 mai 2024]

Intelligence artificielle, systèmes d'armes autonomes et le défi que le monde doit relever en matière de réglementation

À l'heure actuelle, contrôler ces technologies et les activités connexes représente un grand défi, car elles évoluent quotidiennement. Il serait donc bon, et extrêmement important, d'organiser des conférences, séminaires, formations et autres manifestations du même type afin de trouver de nouvelles manières de contrôler ces systèmes et de commencer à établir les réglementations nécessaires, afin de pouvoir contrôler ces outils technologiques et sensibiliser la société à leur utilisation adaptée et responsable.

Il est de la plus haute importance de tenir compte de toutes les réglementations qui doivent être mises en place concernant l'utilisation sans limite des systèmes d'armes autonomes, sans toutefois minimiser l'importance des innovations issues de ce domaine et de l'évolution fulgurante à laquelle nous avons assisté ces dernières années en matière de développement et d'utilisation de la technologie et de l'intelligence artificielle. On ne peut nier que les nouvelles technologies ont révolutionné tous les processus et procédures qui sont dans une certaine mesure bénéfiques pour les États, mais nous devons garder à l'esprit que pour pouvoir contrôler quelque chose, cette chose doit se conformer à certaines règles qui limitent son utilisation inappropriée. Il faut mettre des réglementations en place et on ne peut

pas faire d'exception pour l'intelligence artificielle, du fait de ses effets tant positifs que négatifs, car nous vivons actuellement dans un monde de changement et d'évolution constants.

Le Honduras est conscient qu'il doit respecter les principes du droit international, du droit international humanitaire et les dispositions de la Charte des Nations Unies au moment d'établir les interdictions et réglementations nécessaires, afin de parvenir à un équilibre et d'agir de manière responsable en ce qui concerne les systèmes d'armes autonomes qui existent et qui seront inventés dans un avenir proche, en plus de sensibiliser la société à l'utilisation appropriée de l'intelligence artificielle, évitant ainsi l'utilisation inappropriée de ces outils et limitant leurs effets négatifs.

Il est d'une importance vitale de pouvoir identifier et prendre les meilleures décisions par consensus en ce qui concerne les réglementations qui devraient exister afin de maintenir un contrôle humain total de tous les systèmes d'armes autonomes capables d'aider ou d'affecter des pays ou des régions entières. Cette question doit être analysée en se fondant sur les meilleures perspectives et en s'appuyant toujours sur la base essentielle que sont les droits humains, pour éviter que ceux-ci soient violés. Il convient de mentionner qu'en l'absence de réglementations sur les armes autonomes, on court le risque de perdre le contrôle de l'usage de la force par l'intelligence artificielle, mettant en danger la société en général et violant ses droits.

Il est important de garder à l'esprit que les systèmes modernes ne sont que trop vulnérables aux pirates informatiques, des personnes qui peuvent agir à des fins malveillantes et endommager ces systèmes, qu'il s'agisse des contrôleurs de l'intelligence artificielle ou des dispositifs de contrôle d'armes autonomes existants, mettant ainsi en péril les capacités de prise de décision autonome des systèmes actuels.

Il est également très important de garder à l'esprit que les systèmes ne sont pas parfaits et qu'ils sont vulnérables et sujets à des défaillances mécaniques ou à des défaillances de leurs systèmes d'exploitation, qui peuvent présenter une série d'anomalies susceptibles d'affecter l'intégrité humaine et des pays et régions entières.

Les nouveaux systèmes technologiques sont très prometteurs, mais le contrôle humain doit toujours prévaloir. Les décisions et actions relatives à l'utilisation de ces technologies doivent viser à défendre les droits humains, en recherchant toujours le bien-être de la société, évitant ainsi la déshumanisation, étant donné que la manière dont on cherche à prévenir les dommages causés par la technologie a une influence immense sur notre avenir en tant que société et sur notre capacité à tirer des bienfaits de ces technologies. Il est donc essentiel qu'il y ait un contrôle humain soutenu par la technologie, de sorte qu'au lieu de nuire à la société, celle-ci puisse servir à soutenir et rationaliser tous les processus et procédures appliqués à la fois à l'intelligence artificielle et à l'utilisation des systèmes d'armes autonomes existants. Lorsqu'ils sont activés, les systèmes susmentionnés sélectionnent une ou plusieurs cibles et appliquent la force avec une intervention humaine minimale, ce qui soulève de sérieuses inquiétudes d'un point de vue juridique et déontologique et en termes de sécurité. Les systèmes d'armes autonomes posent également des risques globaux pour la paix et la sécurité.

Il ne faut pas oublier qu'il existe des groupes armés non étatiques qui menacent de détourner ces nouvelles technologies de systèmes d'armes autonomes afin de les utiliser contre les États, mettant ainsi en péril l'intégrité physique et émotionnelle de la société en général.

Comme cela a déjà été dit, la réglementation visant à maintenir un contrôle global des nouvelles technologies et des systèmes d'armes autonomes est une

question d'une importance capitale, qui exige une action politique urgente et décisive et des moyens de prévoyance à la mesure de l'importance de cette évolution, car l'humanité se trouve à un tournant de son histoire où des machines prennent des décisions dans des situations de vie ou de mort.

En conclusion, le Honduras, en tant que membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, est conscient des avancées technologiques et des vulnérabilités qu'elles représentent, raison pour laquelle il prend actuellement des mesures fondamentales en matière de cybersécurité, forme du personnel et s'adapte aux nouvelles opportunités qui se présentent et aux menaces qui pèsent sur lui. Il convient de souligner que nous sommes un pays doté de systèmes d'armes autonomes de base, mais que nous suivons l'évolution de certaines nouvelles technologies au niveau mondial, car il est extrêmement important pour notre pays de rester au fait de l'avancée globale de la technologie, dans le respect des principes universellement reconnus, étant donné que les importantes avancées scientifiques et technologiques actuelles peuvent bénéficier au monde entier, mais représentent aussi une menace alarmante pour l'avenir de l'humanité.

Inde

[Original : anglais]
[24 mai 2024].

L'Inde estime que les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes soulèvent des enjeux et des préoccupations. Elle s'emploie à trouver des solutions visant à y répondre et a participé de manière active et constructive à l'examen de ces questions dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et, depuis 2016, au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes.

En outre, l'Inde est convaincue que les technologies émergentes peuvent contribuer fortement à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie de toutes les personnes, d'autant plus dans les pays en développement. Ainsi, il convient d'éviter toute stigmatisation de ces technologies.

L'Inde est d'avis que le droit des conflits armés doit être respecté en tout temps. L'utilisation militaire des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes doit être conforme au droit international humanitaire.

Sans négliger les nombreuses questions juridiques et éthiques légitimes que soulèvent les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, l'Inde souscrit également à l'opinion selon laquelle, d'une manière générale, les technologies émergentes peuvent véritablement améliorer le respect du droit international humanitaire.

La Convention sur certaines armes classiques offre le cadre approprié pour examiner les questions relatives aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, en vue de trouver un équilibre entre nécessités militaires et impératifs humanitaires. La Convention peut rassembler les parties prenantes concernées ; elle l'a fait. Elle a également réussi à réunir des experts sur les aspects juridiques, militaires et technologiques. Les nombreuses parties prenantes de divers horizons, le nombre de documents de travail soumis par plusieurs pays et l'intérêt mondial manifesté pour ces débats montrent bien que les délibérations du

Groupe d'experts gouvernementaux conservent toute leur pertinence et leur importance.

L'Inde apprécie l'importance des travaux accomplis par le Groupe d'experts gouvernementaux, notamment l'élaboration de concepts et d'une terminologie qui permettent d'appréhender certaines des caractéristiques complexes des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes et leurs effets potentiels. Il s'agit notamment des 11 principes directeurs, qui créent un cadre fondamental pour remédier aux problèmes que peuvent poser les systèmes d'armes létaux autonomes, et des considérations communes auxquelles le Groupe d'experts est parvenu. Ces considérations figurent dans des rapports consensuels adoptés par le Groupe d'experts et par les Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques. Une attention particulière est portée aux conclusions figurant dans le rapport de la session de 2023 du Groupe d'experts ([CCW/GGE.1/2023/2](#)), dans lequel il est notamment indiqué que, sans préjudice des futurs travaux du Groupe qui continuent d'être guidés par le droit international, en particulier par la Charte des Nations Unies et le droit international humanitaire ainsi que par les considérations éthiques pertinentes, le Groupe a tiré les conclusions suivantes :

- a) Le droit international humanitaire continue de s'appliquer pleinement au développement et à l'utilisation potentiels des systèmes d'armes létaux autonomes ;
- b) Les systèmes d'armes basés sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes ne doivent pas être utilisés s'ils ne peuvent pas être utilisés dans le respect du droit international humanitaire ;
- c) Il est nécessaire de conserver le contrôle sur les systèmes d'armes basés sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes afin de respecter le droit international, en particulier le droit international humanitaire, y compris les principes et exigences de distinction, de proportionnalité et de précautions dans l'attaque.

Le Groupe d'experts gouvernementaux a également conclu que les États doivent veiller à s'acquitter de leurs obligations au titre du droit international, en particulier du droit international humanitaire, pendant tout le cycle de vie des systèmes d'armes basés sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. Si cela est nécessaire, les États devraient, entre autres :

- a) Limiter les types de cible que le système peut attaquer ;
- b) Limiter la durée de fonctionnement, la portée géographique et le champ opérationnel du système d'armes ;
- c) Donner une formation et des instructions appropriées aux opérateurs humains.

Le Groupe d'experts gouvernementaux a en outre conclu que, conformément aux obligations qui incombent aux États en vertu du droit international, il convient, lors de l'étude, de la mise au point, de l'acquisition ou de l'adoption d'une nouvelle arme ou de nouveaux moyens ou méthodes de combat, de déterminer si l'emploi de cette arme, de ce moyen ou de cette méthode serait, en certaines circonstances ou en toutes circonstances, interdit par le droit international. Dans ce contexte, les États sont encouragés à mettre en commun, sur une base volontaire, les pratiques optimales pertinentes, compte tenu des considérations de sécurité nationale ou des restrictions commerciales concernant les informations exclusives.

Les considérations et accords susmentionnés doivent être pris en compte, servir de base à des travaux ultérieurs, être intégrés dans tout instrument éventuel, sans préjuger de la forme que celui-ci pourrait prendre, et constituer l'un des principaux axes des travaux futurs du Groupe d'experts.

L'Inde estime que le Groupe d'experts gouvernementaux devrait s'employer en priorité à dégager des conclusions communes sur la typologie des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes et sur les définitions à arrêter. Il est éminemment important d'uniformiser la compréhension et l'interprétation pratiques des éléments conceptuels liés à la mise au point et au déploiement de ces systèmes.

L'Inde est favorable à l'examen de mesures appropriées visant à atténuer les risques associés aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes et à y remédier. Un accord sur l'atténuation des risques devrait tenir compte des obligations juridiques existantes et respecter les juridictions et compétences nationales, ainsi que les capacités nationales pertinentes.

Les mesures de transparence et de confiance sont essentielles pour répondre aux préoccupations relatives aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes.

Il importe également que toutes les parties reconnaissent que les États Membres vivent des réalités différentes en matière de sécurité. Les discussions sur les mesures possibles devraient viser à trouver un terrain d'entente en tenant compte des préoccupations de toutes les parties. Plus important encore, les délibérations sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes ne devraient pas conduire à une fragmentation sur le plan normatif. Il est primordial de ne pas faire double emploi avec les travaux menés par d'autres instances dans le cadre de leur mandat. Il faut éviter toute initiative propice à la création de mandats ou d'ensembles de règles parallèles.

Irlande

[Original : anglais]
[24 mai 2024]

Introduction

L'Irlande joint la présente contribution au résumé établi par la présidence de la conférence tenue à Vienne sur le thème « Humanity at the crossroads: autonomous weapons systems and the challenge of regulation » (L'humanité à la croisée des chemins : les systèmes d'armes autonomes et les enjeux de la réglementation).

Les systèmes d'armes autonomes présentent des risques graves, notamment :

- les risques humanitaires (par exemple, absence de distinction entre civils et combattants) ;
- les risques juridiques (par exemple, non-respect du droit international humanitaire et du principe de responsabilité ou de l'obligation de rendre compte) ;
- les risques liés à la sécurité (par exemple, intensification de la course aux armements) ;
- les risques technologiques (par exemple, dysfonctionnement et biais algorithmique) ;
- les risques éthiques (par exemple perte de dignité et déshumanisation).

L'Irlande participe activement aux principales instances sur les systèmes d'armes autonomes et au Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. Elle a

également pris part à des initiatives régionales organisées au Costa Rica (2023), aux Philippines (2023) et en Sierra Leone (2024)¹.

La position de l'Irlande est axée sur éléments suivants :

- les caractéristiques fonctionnelles
- le droit international
- le contrôle humain et le principe de responsabilité
- l'éthique
- les biais
- les solutions multilatérales.

Caractéristiques fonctionnelles

L'autonomie est une des fonctions d'une arme, et non un type d'arme particulier. Par conséquent, l'accent devrait être mis sur l'interdiction ou la réglementation de l'intégration de l'autonomie aux systèmes d'armes, plutôt que sur la recherche d'une définition fixe fondée sur des caractéristiques techniques précises. Il est peu probable que cette dernière approche reste adaptée à l'évolution rapide des technologies.

L'Irlande utilise la définition pratique proposée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui est indiquée ci-dessous :

On entend par « système d'arme autonome » un système conçu pour sélectionner et prendre à partie une ou plusieurs cibles sans intervention humaine après activation².

Les points suivants constituent une liste non exhaustive des caractéristiques fonctionnelles qui suscitent de vives préoccupations :

- la capacité des systèmes d'armes autonomes à opérer à tous les stades du cycle de ciblage, avec l'intention finale d'exercer la force sans intervention humaine ;
- la capacité de passer en mode létal sans intervention humaine ;
- la capacité de redéfinir la mission ou l'objectif fixé sans intervention humaine ;
- le mode autonome qui ne peut être interrompu ou désactivé.

Droit international

Le droit international, notamment la Charte des Nations Unies, le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit pénal international, s'applique pleinement à la mise au point et à l'utilisation des systèmes d'armes autonomes.

Le respect du droit international humanitaire exige de la part de l'être humain un jugement fondé sur des valeurs en fonction du contexte (qui ne peut être exercé par des systèmes d'armes autonomes) et la prise en compte des éléments suivants :

¹ Voir <https://conferenciaawscostarica2023.com/> ; <https://dfa.gov.ph/dfa-news/dfa-releasesupdate/33834-philippines-calls-for-indo-pacific-voices-to-address-lethal-autonomous-weapons-systems-risks> ; et <https://mofaic.gov.sl/sierra-leone-hosts-first-regional-conference-on-autonomous-weapons/> (consulté le 24 mai 2024).

² Document du Comité international de la Croix-Rouge sur les systèmes d'armes autonomes, disponible (uniquement en anglais) à l'adresse suivante : https://www.icrc.org/sites/default/files/wysiwyg/war-and-law/icrc_submission_on_autonomous_weapons_to_unsg.pdf.

- les limites cognitives (manque de bon sens et de jugement humain) ;
- les limites épistémologiques (jugements fondés sur des données biaisées, incomplètes ou inappropriées) ;
- le biais algorithmique.

Les systèmes d'armes autonomes qui ne peuvent être utilisés conformément au droit international humanitaire sont déjà de facto interdits par le droit international³. Toutefois, de nouvelles règles et directives sont nécessaires pour clarifier l'application du droit international humanitaire aux systèmes d'armes autonomes.

Contrôle humain et principe de responsabilité

L'Irlande adopte une approche centrée sur l'être humain en ce qui concerne les systèmes d'armes autonomes.

Le respect du droit international humanitaire exige des humains qu'ils prennent les décisions exécutées par les systèmes d'armes autonomes et qu'ils en répondent, et qu'ils exercent un contrôle total sur ces systèmes en conservant la capacité d'intervenir, de les interrompre et de les désactiver tout au long de leur cycle de vie⁴. Cette responsabilité s'étend aux concepteurs et aux fabricants et ne peut être transférée aux machines.

Il convient de prêter attention aux points suivants :

- Considérations contextuelles : les systèmes d'armes autonomes font-ils preuve d'une bonne appréciation de la situation et peuvent-ils interpréter correctement le contexte opérationnel ?
- Considérations techniques :
 - les systèmes d'armes autonomes fonctionnent-ils avec une fiabilité et une prévisibilité suffisantes pour identifier, sélectionner et engager des cibles ?
 - Existe-t-il des limites environnementales appropriées pour garantir que les décisions prises au stade de la planification sont respectées tout au long de la phase d'exécution ?
- Formes de contrôle humain :
 - l'être humain conserve-t-il un contrôle sur les fonctions essentielles des systèmes d'armes autonomes, comme l'identification, la sélection et la prise à partie des cibles ?
- Le degré de contrôle humain empêche-t-il la modification sans validation humaine des missions exécutées par les systèmes d'armes autonomes, et permet-il l'interruption ou la désactivation de ces systèmes ?

Les systèmes d'armes autonomes exigent une chaîne humaine de commandement et de contrôle tout au long de leur cycle de vie. Les personnes en charge du commandement et les opérateurs doivent être informés des nouvelles caractéristiques, fonctions ou nouveaux paramètres de ces systèmes et formés à ceux-ci avant qu'ils ne soient déployés ou utilisés.

³ Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, déclaration nationale, mars 2023.

⁴ Consulter la déclaration de l'Union européenne sur les armes classiques faite à une séance de la Première Commission, lors de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, qui est disponible (uniquement en anglais) à l'adresse suivante : https://estatements.unmeetings.org/estatements/11.0010/20231023100000000/6geoPnJ6HnKK/M8SpW99Xe5MF_en.pdf.

Éthique

Les dispositifs de gouvernance doivent aider à déterminer si l'utilisation de systèmes d'armes autonomes serait acceptable sur le plan juridique et éthique, notamment à partir des considérations exposées ci-après⁵ :

- Les considérations éthiques, dont les principes d'humanité et les exigences de la conscience publique, sont essentielles pour déterminer l'acceptabilité et les limites des systèmes d'armes autonomes (y compris le degré de contrôle humain qui doit être conservé).
- Le transfert à des algorithmes et à des processus contrôlés par ordinateur du contrôle, de l'autorité, de la responsabilité ou de l'intention dans les décisions relatives à l'emploi de la force soulève des préoccupations éthiques fondamentales.
- La responsabilité éthique liée aux décisions concernant l'emploi de la force exige de la part de l'être humain un jugement fondé sur des valeurs en fonction du contexte, et le fait de déléguer ce jugement à des systèmes d'armes autonomes n'est pas juridiquement faisable ni souhaitable du point de vue éthique.
- Afin d'éviter l'érosion des normes éthiques, il doit exister une chaîne directe sans équivoque de responsabilité humaine et de reddition de comptes entre les raisons invoquées par les êtres humains pour déployer ces systèmes et les conséquences directes de leur utilisation.

Biais

L'Irlande présente ci-après les principaux points d'une contribution conjointe soumise au Groupe d'experts gouvernementaux⁶.

Les algorithmes et l'apprentissage automatique risquent de reproduire ou d'amplifier des biais injustes, ou de les alimenter.

Premièrement, les systèmes fondés sur des données reproduisent les inégalités existantes. Une étude réalisée en 2016 sur un programme informatique conçu pour évaluer le risque de récidive dans le système de justice pénale a révélé que le logiciel arrivait à des conclusions distinctes selon la race et le genre⁷.

Deuxièmement, les jeux de données et les algorithmes actuels sont biaisés en faveur des hommes blancs, ce qui signifie que les données relatives aux femmes de couleur, par exemple, sont beaucoup moins susceptibles d'être intelligibles aux programmes d'apprentissage automatique entraînés à reconnaître des images⁸ et des voix⁹.

Un examen¹⁰ des informations relevant du domaine public sur 133 systèmes d'intelligence artificielle biaisés, utilisés dans différents secteurs économiques entre 1988 et 2021, a révélé que 44,2 % (59 systèmes) présentaient des préjugés reposant sur le genre et 25,7 % (34 systèmes) des préjugés reposant sur le genre ou sur la race.

⁵ Ces points ont été soulevés, entre autres, par le Comité international de la Croix-Rouge. Voir <https://www.icrc.org/en/document/autonomous-weapons-icrc-submits-recommendations-un-secretary-general>.

⁶ Contribution conjointe faite par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Costa Rica, l'Irlande, le Luxembourg, le Mexique, le Panama et l'Uruguay (CCW-GGE.1-2024-WP.5).

⁷ Voir www.propublica.org/article/machine-bias-risk-assessments-in-criminal-sentencing.

⁸ Voir <http://gendershades.org/>.

⁹ Voir <https://hbr.org/2019/05/voice-recognition-still-has-significant-race-and-gender-biases>.

¹⁰ Voir https://ssir.org/articles/entry/when_good_algorithms_go_sexist_why_and_how_to_advance_ai_gender_equity.

Comme cela a été démontré dans un récent rapport de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, les conséquences des biais de l'apprentissage automatique sont amplifiées dans un contexte militaire¹¹. Les femmes de couleur peuvent être reconnues de manière incorrecte à un taux plus élevé, ce qui les expose à des risques inégaux ; ou un système autonome peut identifier à tort des hommes civils comme étant des combattants, en raison du rôle traditionnel masculin dans la guerre.

Il est recommandé notamment de :

- a) faire des essais et des examens approfondis, afin de déceler et de corriger les biais éventuels ;
- b) réunir soigneusement des documents sur les jeux de données utilisés dans les armes autonomes, afin d'améliorer la traçabilité et la transparence, et de fournir des informations sur les motivations, la procédure de collecte et l'utilisation recommandée ;
- c) mettre à l'essai des modèles algorithmiques en utilisant des points de référence permettant d'évaluer comment ils se comportent en fonction du genre, de l'âge et de la race, et dans des scénarios distincts des jeux de données utilisés pour entraîner les modèles d'apprentissage automatique ;
- d) dispenser des séances de formation et de sensibilisation exhaustives sur cette question par les personnes qui testent et utilisent le système.

Solutions multilatérales

L'Irlande est favorable à des règles et directives juridiquement contraignantes au sujet des systèmes d'armes autonomes. Elle appuie les travaux essentiels que mène le Groupe d'experts gouvernementaux, ainsi que les initiatives parallèles qui sont complémentaires à l'action du Groupe d'experts et favorisent une démarche inclusive. Elle constate le rôle essentiel que jouent le Comité international de la Croix-Rouge, la société civile, les milieux universitaires, l'industrie et l'Assemblée générale.

L'Irlande est favorable à l'approche à deux niveaux, qui consiste à interdire purement et simplement certains systèmes d'armes autonomes et à réglementer tous les autres.

Un système d'armes autonome doit être interdit dans le cas où :

- Il ne peut être utilisé en conformité avec le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne les principes de distinction, de proportionnalité, d'interdiction de maux superflus ou de souffrances inutiles ;
- Il n'est pas assez prévisible, contrôlable ou compréhensible ;
- Il peut sélectionner et engager des cibles sans le degré de contrôle humain nécessaire pour assurer le respect du droit international humanitaire.

La réglementation multilatérale devrait s'appliquer à tous les autres systèmes d'armes autonomes, notamment :

- les limites relatives au type de cible ;
- les limites relatives à la durée, à la portée géographique et à l'échelle d'utilisation ;
- les mesures à prendre pour garantir le maintien du contrôle humain.

¹¹ Voir <https://undir.org/publication/does-military-ai-have-gender-understanding-bias-and-promoting-ethical-approaches-in-military-applications-of-ai/>.

Israël

[Original : anglais]

[24 mai 2024]

Israël prend note de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution [78/241](#) du 22 décembre 2023 intitulée « Systèmes d'armes létaux autonomes » et, en application du paragraphe 2 de cette résolution, a l'honneur de soumettre sa contribution nationale au rapport que le Secrétaire général présentera à la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée, dans la perspective de futurs débats entre les États Membres.

Israël reconnaît les avantages associés aux systèmes d'armes létaux autonomes et les problèmes qu'ils peuvent présenter. À cet égard, il tient à faire observer que les systèmes d'armes basés sur des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes peuvent aider à répondre à des impératifs militaires tout en tenant compte des considérations humanitaires et à garantir le respect du droit international humanitaire.

Israël attache une grande importance à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et reconnaît son caractère unique en tant que cadre axé sur le droit international humanitaire réunissant des parties prenantes dotées de compétences militaires, juridiques et techniques, ce qui permet dans tout débat sur les armes classiques de parvenir à un juste équilibre entre la nécessité militaire et les considérations humanitaires. De ce fait, les travaux sur les armes classiques accomplis dans le cadre de la Convention sont ceux qui portent le plus de fruits sur le terrain, et ce cadre est en outre essentiel à tout débat sur la question des systèmes d'armes létaux autonomes.

En ce qui concerne les systèmes d'armes létaux autonomes, il convient de reconnaître les progrès réalisés dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, ainsi que la nécessité de poursuivre les discussions approfondies au sein du Groupe d'experts gouvernementaux, qui pourraient déboucher sur des décisions consensuelles tangibles. L'atmosphère constructive qui a régné récemment lors des débats renforce la conviction d'Israël que la Convention demeure le cadre le plus indiqué pour examiner les difficultés et les possibilités que présentent les nouvelles technologies dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes.

Le Groupe d'experts gouvernementaux est chargé par un mandat solide de poursuivre l'examen et la formulation, par consensus, d'un ensemble d'éléments devant conduire à l'élaboration d'un instrument, sans préjuger de la forme que celui-ci pourrait prendre, et d'autres mesures possibles pour traiter la question des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. Cette tribune, fonctionnant par consensus, à laquelle participent un grand nombre d'États, de représentants de la société civile et d'experts, favorise l'inclusion. Les initiatives extérieures qui ne présentent pas ces caractéristiques risquent non seulement de faire double emploi, mais aussi de fragmenter les approches. Il est essentiel de ne pas saper les progrès importants réalisés dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques et de poursuivre le dialogue dans ce cadre, y compris en créant différentes initiatives visant à élaborer des directives relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes.

En outre, Israël estime que, pour toute caractérisation de la question, il faut continuer de mettre l'accent sur les systèmes d'armes létaux autonomes (plutôt que

sur les systèmes d'armes autonomes), comme le fait le Groupe d'experts gouvernementaux depuis sa création.

Il importe de souligner que le droit international en vigueur, et en particulier le droit international humanitaire, s'applique pleinement aux systèmes d'armes létaux autonomes et offre, selon Israël, un bon cadre juridique pour régir toute utilisation future de ces systèmes dans le contexte de conflits armés.

Israël estime que lors de l'examen des systèmes d'armes létaux autonomes, il faut se concentrer sur la manière dont le droit international humanitaire s'applique à ces systèmes, tout en gardant à l'esprit le contexte opérationnel. Il est hasardeux d'examiner la légalité de ces systèmes en se concentrant uniquement sur les capacités des armes, sans tenir compte du contexte opérationnel dans lequel elles sont destinées à être utilisées ni du type et du niveau d'intervention humaine nécessaire dans le processus. De même, la question de l'application des règles du droit international humanitaire, qui dépendent du contexte, ne doit pas être confondu avec la question de la légalité des armes.

Il est essentiel de distinguer d'une part les règles primaires du droit international humanitaire – y compris les interdictions absolues d'armes, les règles de ciblage et autres règles juridiques – et d'autre part les aspects juridiques ou pratiques qui ne constituent pas intrinsèquement des règles primaires. Cela comprend des questions telles que le contrôle, la responsabilité, la prévisibilité, la prédictibilité et la fiabilité. Si certaines de ces notions sont importantes dans d'autres domaines du droit, comme le droit de la responsabilité des États ou le droit pénal international, ou ont des effets pratiques dans l'application du droit international humanitaire, les considérer comme des règles du droit international humanitaire ou même formuler des interdictions en les utilisant serait problématique à bien des égards, tant sur le plan juridique que pratique. Par exemple, le droit international ne prévoit aucune exigence en matière de contrôle humain dans le contexte de l'utilisation d'armes. Le contrôle humain n'est pas une fin en soi, mais tout comme d'autres notions, il peut être pertinent pour le respect de diverses obligations découlant du droit international humanitaire dans différentes circonstances.

Enfin, compte tenu de l'évolution constante de la technologie, il faut être conscient que notre compréhension des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes et nos attentes envers celles-ci peuvent changer au fil du temps. Par conséquent, afin de mener un débat sérieux et responsable sur les systèmes d'armes létaux autonomes, il est nécessaire d'aborder la question de façon prudente et mesurée.

Italie

[Original : anglais]
[24 mai 2024]

L'Italie a coparrainé la résolution [78/241](#) de l'Assemblée générale et se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses observations en vue de leur inclusion dans le rapport que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-neuvième session, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de ladite résolution.

Depuis 2013, l'Italie participe activement au débat international sur les systèmes d'armes létaux autonomes, tenu sous les auspices de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, d'abord dans le cadre de réunions informelles d'experts, puis en tant

que participante aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

Les systèmes d'armes létaux autonomes appartiennent à une vaste catégorie qui englobe des nouveautés dans le domaine de la guerre, des conflits armés et des technologies de l'armement, ainsi que des concepts connexes tels que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique. Des discussions concrètes et structurées sur les avancées en matière d'autonomie des systèmes d'armes et leurs conséquences ont permis de réaliser des progrès substantiels au fil du temps.

Selon l'Italie, la Convention sur certaines armes classiques est de loin l'instance la plus appropriée pour aborder les questions actuelles et émergentes relatives au développement et à l'utilisation des systèmes d'armes. Un grand nombre de parties ont adhéré à la Convention, dont les États qui sont les principaux créateurs et producteurs d'applications militaires de l'intelligence artificielle. De plus, le dialogue dans ce cadre permet de combiner des compétences diplomatiques, juridiques et militaires, grâce à la participation de représentants non seulement des États parties, mais aussi d'organisations internationales, d'institutions spécialisées et d'organisations de la société civile. La Convention est également la meilleure plateforme pour déterminer la compatibilité d'un système d'armes avec le droit international humanitaire.

L'Italie s'est félicitée du renouvellement du mandat du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes jusqu'en 2026 et s'est engagée à faire avancer les discussions sur l'élaboration des éléments d'un futur instrument. Cet instrument devrait fixer des interdictions et des règles claires, afin d'être par la suite adopté en tant que protocole additionnel à la Convention sur certaines armes classiques. L'Italie est pleinement attachée à l'esprit et aux objectifs de la Convention, dans laquelle les Hautes Parties contractantes ont reconnu, comme il est dit dans le préambule, « qu'il importe de poursuivre tous les efforts dans la voie du désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ». Il s'agit là d'un défi majeur pour nous tous, qui doit être une source d'inspiration pour notre travail.

Le droit international, y compris le droit international humanitaire, est pleinement applicable aux systèmes d'armes létaux autonomes, comme le rappellent les principes directeurs consacrés en 2019, qui disposent que « le droit international humanitaire continue de s'appliquer pleinement à tous les systèmes d'armes, y compris à la mise au point et à l'utilisation potentielles de systèmes d'armes létaux autonomes ». Le droit international humanitaire impose des exigences aux parties à un conflit avant et pendant une attaque. L'attaque doit notamment être ciblée et opérer une distinction entre les cibles légitimes (combattants et objectifs militaires) et les cibles non légitimes (civils, personnes hors de combat et biens de caractère civil). Elle doit également être proportionnée, ce qui interdit les attaques dont on peut attendre qu'elles causent, entre autres, des pertes en vies humaines ou des blessures parmi la population civile ou des dommages aux personnes civiles qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire attendu. Enfin, elle doit être conforme aux exigences de précaution dans l'attaque, qui imposent que l'on veille constamment à épargner la population civile et les biens de caractère civil.

Outre ces principes, il est réaffirmé dans l'article 35 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) que les méthodes et moyens de guerre ne sont pas illimités, un concept consacré par l'article 36, qui impose aux États parties l'obligation de veiller à ce que des armes illégales ne soient pas utilisées. Le processus d'examen des armes est un mécanisme permettant de garantir le respect de cette obligation lors de la conception et de l'acquisition de nouvelles armes. Dans le cas

des systèmes d'armes létaux autonomes, le processus d'examen présente un défi intrinsèque lié à la complexité de la technologie utilisée et à l'imprévisibilité des systèmes autonomes dans des environnements physiques et opérationnels évolutifs.

La situation actuelle ne peut être décrite comme un vide juridique, mais l'Italie estime néanmoins qu'il faut renforcer le cadre normatif et opérationnel régissant les systèmes d'armes autonomes. Pour ce faire, on pourrait utiliser une approche à deux niveaux pour fixer des interdictions et d'autres dispositions réglementaires. Dans le cadre de cette approche, d'une part, les systèmes d'armes létaux autonomes ne pouvant être mis au point et utilisés conformément au droit international humanitaire seraient de fait interdits. D'autre part, les systèmes capables de prendre des décisions relatives à leurs fonctions essentielles de manière autonome qui peuvent être mis au point et utilisés dans le plein respect du droit international humanitaire seraient réglementés. Plus précisément, conformément aux dispositions existantes du droit international humanitaire, les systèmes d'armes létaux autonomes qui, de par leur nature, frappent sans distinction ou dont les effets ne peuvent être limités, anticipés ou contrôlés, ou qui sont de nature à causer des souffrances inutiles, feraient l'objet d'une interdiction. Cela s'appliquerait également aux systèmes d'armes fonctionnant sans aucun contrôle humain, en dehors d'une chaîne de commandement responsable.

D'autres systèmes d'armes létaux autonomes seraient régis par des réglementations, notamment ceux dont la conformité au droit international humanitaire pourrait être déterminée en considérant leurs capacités existantes, en évaluant et formant les opérateurs humains (pour évaluer la fiabilité, l'intelligibilité et la prévisibilité des systèmes) ou en limitant les types de cibles ainsi que la durée, la portée géographique et l'échelle des opérations. En outre, l'opérateur devrait pouvoir reprendre le contrôle des fonctions essentielles de « haut niveau ». Pour qu'un système soit considéré comme n'étant pas totalement autonome et pour qu'il ne soit pas interdit mais plutôt soumis à réglementation, il suffirait qu'un opérateur humain conserve le contrôle de l'ultime fonction essentielle, à savoir décider d'appliquer ou non une force sur une cible préalablement identifiée et sélectionnée.

L'Italie estime qu'un élément de contrôle humain est indispensable tout au long du cycle de vie des systèmes d'armes létaux autonomes, c'est-à-dire leur conception, leur mise au point, leur production, leur déploiement et enfin leur utilisation. Si l'objectif est de garantir le respect du droit international humanitaire, il convient de conserver un degré approprié de jugement et de contrôle humain, afin de pouvoir établir les responsabilités au regard du droit international humanitaire. Seul un être humain peut être tenu pour responsable au regard de ce droit, jamais une machine. Tout au long de la chaîne de commandement et de contrôle et en fonction des différents niveaux de responsabilité, les personnes concernées doivent avoir une compréhension adéquate des caractéristiques et du fonctionnement des systèmes d'armes. La réglementation devrait fixer des paramètres limitant le type de missions et de cibles qu'il serait possible d'assigner aux systèmes d'armes létaux autonomes, rendant obligatoire les mécanismes de désactivation et de sûreté en cas de défaillance et limitant leur fonctionnement dans le temps et dans l'espace en fonction de l'évaluation de la situation et du contexte militaire.

En ce qui concerne la définition et la caractérisation des systèmes d'armes létaux autonomes, l'Italie estime que la létalité d'un système ne doit pas être déterminée uniquement par ses caractéristiques intrinsèques, mais aussi par le contexte dans lequel il est utilisé et par les effets involontaires ou secondaires de son utilisation. Dans la Convention sur certaines armes classiques, le protocole I ne précise pas les fonctions des armes, mais fait référence à la cécité permanente en tant qu'effet voulu ou produit par l'arme. Le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des

armes incendiaires (Protocole III) définit les armes incendiaires comme des armes provoquant des brûlures.

Enfin, nous soutenons la mise en place future d'un mécanisme de coopération et de consultation qui pourrait faciliter les échanges entre les Hautes Parties contractantes sur le fonctionnement d'un instrument, ainsi que la mise en commun d'informations et de bonnes pratiques sur les mesures d'atténuation des risques et les examens juridiques.

Japon

[Original : anglais]
[24 mai 2024]

Le Japon considère qu'il est de la plus haute importance d'œuvrer à la clarification du cadre normatif et opérationnel relatif aux systèmes d'armes létaux autonomes, tout en examinant leur relation avec le droit international existant, en particulier le droit international humanitaire, en prévision de la poursuite du développement des technologies émergentes.

L'utilisation militaire des technologies émergentes doit être examinée de manière approfondie, sur la base d'une bonne compréhension de leurs risques et de leurs avantages et en tenant compte à la fois des considérations humanitaires et des questions de sécurité. Le Japon considère qu'il est important que l'utilisation militaire des technologies émergentes se fasse de manière responsable, en accordant toujours une place centrale à l'être humain et en garantissant la fiabilité et la prévisibilité. Le Japon souscrit également au point de vue qui veut que les obligations émanant du droit international humanitaire s'appliquent à tous les systèmes d'armes, y compris les systèmes d'armes létaux autonomes, que les systèmes d'armes ne doivent pas être utilisés s'ils ne peuvent l'être dans le respect du droit international humanitaire et que les autres systèmes d'armes doivent être soumis aux restrictions nécessaires pour garantir le respect du droit international humanitaire. S'agissant de l'utilisation des systèmes d'armes, le Japon considère que la responsabilité humaine ne peut être transférée à des machines et que des mesures doivent être prises pour s'assurer que ces systèmes sont utilisés dans le cadre d'une chaîne de commandement et de contrôle humains responsable, d'une manière compatible avec les obligations des États au titre du droit international humanitaire, dans lequel la responsabilité est clairement attribuée.

I. Points de vue sur les principaux sujets relatifs aux systèmes d'armes létaux autonomes

1. Caractéristiques

Le Japon considère que les systèmes d'armes auxquels se rapporte le débat actuel sur les systèmes d'armes autonomes sont ceux qui, une fois activés, peuvent identifier, sélectionner et attaquer des cibles avec une force létale, sans autre intervention d'un opérateur.

2. Application du droit international humanitaire

Le Japon ne mènera pas de recherches sur des systèmes d'armes dont l'utilisation n'est pas autorisée par le droit national ou international, y compris le droit international humanitaire, et ne développera pas ni n'utilisera ces systèmes.

La supervision humaine est nécessaire pour garantir que les systèmes d'armes sont utilisés dans le respect du droit international, en particulier du droit international humanitaire, car ce sont les êtres humains qui peuvent être tenus pour responsables

en vertu de ce dernier. Dans le cas des systèmes d'armes fonctionnant sans aucune intervention humaine, la prise à partie des cibles peut se faire d'une manière qui rend difficile l'identification du commandant ou de l'opérateur responsable des conséquences de l'utilisation du système. En outre, l'absence de supervision humaine peut entraîner l'incapacité d'un système à fonctionner comme prévu par ses utilisateurs, ce qui, à son tour, peut exposer la population civile à des dommages involontaires.

Le Japon estime que les systèmes d'armes autonomes dotés d'une force létale et fonctionnant sans aucune intervention humaine n'ont pas nécessairement atteint le stade de la conformité avec le droit international humanitaire. Au demeurant, il estime que les systèmes d'armes qui nécessitent une supervision humaine peuvent limiter les erreurs humaines, ce qui permet de réaliser des économies en termes de charge de travail et d'effectifs, et donc d'apporter des avantages importants en matière de sécurité. Ainsi, le Japon a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de mettre au point des systèmes d'armes autonomes dotés d'une force létale et fonctionnant sans aucune intervention humaine.

Compte tenu de ce qui précède, le Japon estime que la mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes remplissant les critères énoncés ci-dessous ne doivent pas être autorisées au niveau international, car l'utilisation de ces systèmes peut avoir des conséquences inacceptables :

- systèmes d'armes susceptibles de causer des souffrances inutiles, ou qui, de par leur nature, frappent sans distinction, ou qui, pour toute autre raison, ne peuvent être utilisés conformément au droit international humanitaire ;
- systèmes d'armes létaux autonomes qui fonctionnent entièrement sans intervention humaine, dont l'utilisation n'exige pas un degré approprié de jugement humain et qui ne peuvent pas être utilisés dans le cadre d'une chaîne de commandement et de contrôle humaine responsable.

Il faudrait limiter le recours aux systèmes d'armes autres que ceux qui ne peuvent être utilisés dans le respect du droit international humanitaire, ou prendre des mesures pour atténuer les risques y relatifs, afin de garantir que ces systèmes sont utilisés dans le respect du droit international humanitaire. Le Japon estime que pour ce qui est des mesures réglementaires, il est particulièrement important de contrôler ou de limiter les types de cibles que les systèmes peuvent attaquer, ainsi que la durée, la portée géographique et l'échelle de leurs opérations, par exemple au moyen de mécanismes d'autodestruction, d'autodésactivation et d'autoneutralisation. En outre, il est nécessaire d'améliorer la prévisibilité et la fiabilité des effets de l'utilisation de ces systèmes, qui sont nécessaires à un jugement humain adéquat.

3. Supervision humaine

L'aspect le plus important de la supervision humaine est de garantir que les commandants et les opérateurs sont en mesure d'utiliser les systèmes d'armes comme ils l'entendent. Il faut donc que ces personnes disposent d'informations suffisantes sur le système d'arme utilisé et il faut garantir une supervision par des personnes pouvant exercer un degré approprié de jugement humain, afin d'assurer un fonctionnement correct dans le cadre d'une chaîne de commandement et de contrôle humaine responsable.

4. Responsabilité et obligation de rendre compte

Se fondant sur les principes consacrés par les 11 principes directeurs [CCW/GGE.1/2019/3, annexe IV, alinéa b)], le rapport issu de la session de 2019 du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes

[[CCW/GGE.1/2019/3](#), par. 17 c)] et du rapport issu de la session de 2022 du Groupe d'experts gouvernementaux ([CCW/GGE.1/2022/2](#), par. 19), le Japon considère que les systèmes d'armes devraient être exploités dans le cadre d'une chaîne de commandement et de contrôle humaine responsable, que les responsabilités devraient être établies et que la responsabilité humaine, ou les moyens par lesquels les êtres humains peuvent être obligés de rendre compte des actions des machines, devrait être assurée.

5. Estimation des risques et mesures d'atténuation

Comme le disposent les 11 principes directeurs [[CCW/GGE.1/2019/3](#), annexe IV, alinéa g)], l'estimation des risques et les mesures d'atténuation devraient faire partie du cycle de conception, de mise au point, d'essai et de déploiement des technologies émergentes dans tout système d'arme.

Il est particulièrement important de prendre des mesures pour, entre autres, minimiser les erreurs systématiques, assurer le suivi des capacités actualisées au moyen de l'apprentissage automatique, mettre en place des garde-fous pour éviter toute conséquence involontaire et assurer la formation à l'utilisation de l'intelligence artificielle et d'autres technologies.

Le Japon va mettre en place des programmes de formation pour garantir l'utilisation appropriée des technologies utilisant l'intelligence artificielle.

6. Examen juridique

Pour déterminer si l'emploi de nouveaux systèmes d'armes utilisant des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes autonomes est interdit par le droit international applicable à un pays donné, il est important que chaque État concerné procède à un examen juridique de ces systèmes d'armes, comme prévu à l'article 36 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I).

II. Point de vue sur l'avenir des débats

Le Japon réaffirme que les textes issus des débats futurs ne devraient pas contenir des dispositions juridiquement contraignantes, mais plutôt des règles efficaces. Dans un environnement de sécurité difficile, établir les règles par consensus est essentiel pour garantir qu'elles seront respectées. Dans ce processus, il est important de trouver un équilibre entre les considérations humanitaires et les questions de sécurité, ainsi que d'assurer la participation de tous les États concernés, dont ceux qui disposent de capacités technologiques avancées. C'est pourquoi le Japon soutient fermement la poursuite des débats dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Par ailleurs, il se félicite des échanges récents sur l'utilisation militaire responsable de l'intelligence artificielle. Il espère que ces échanges viendront compléter et dynamiser les débats au sein du Groupe d'experts gouvernementaux dans le cadre de la Convention.

Enfin, le Japon réaffirme qu'il contribuera de manière active et constructive à l'élaboration de règles internationales sur les systèmes d'armes utilisant des technologies émergentes.

Kiribati

[Original : anglais]

[24 mai 2024]

Vue d'ensemble

Kiribati se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues pour examen par le Secrétaire général, conformément à la résolution 78/241 intitulée « Systèmes d'armes létaux autonomes », adoptée par l'Assemblée générale le 22 décembre 2023, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de solliciter des vues sur les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes que les systèmes d'armes autonomes soulèvent sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, ainsi que sur la place de l'humain dans l'emploi de la force.

Kiribati est un petit État insulaire du Pacifique, une région pacifique qui n'est pas un grand producteur d'armes autonomes. Néanmoins, Kiribati reste très préoccupée par la présence d'armes autonomes et leur capacité à causer de graves dommages à l'environnement et aux civils, en particulier à la lumière du lien entre les armes nucléaires et les armes autonomes.

La question nucléaire

Entre 1957 et 1962, la République de Kiribati a été le site de 33 essais d'armes nucléaires, menés sur les îles Malden et Kiritimati. Par conséquent, Kiribati s'inquiète du fait que l'utilisation de systèmes autonomes est une possibilité dans le domaine nucléaire, comme le soulignent de nombreuses publications récentes.

Kiribati note également avec inquiétude l'existence de films populaires dans lesquels des machines autonomes lancent des frappes nucléaires. Toute situation dans laquelle les États dotés d'armes nucléaires permettent à des machines autonomes de contrôler leurs armes nucléaires doit être évitée. Kiribati demande donc que les États dotés d'armes nucléaires ne permettent jamais aux systèmes d'armes autonomes de prendre le contrôle de leurs systèmes de commandement et de contrôle et qu'ils interdisent les armes nucléaires.

Coparrainage de la résolution présentée par l'Autriche

Dans ce contexte, Kiribati a parrainé la résolution sur les systèmes d'armes létaux autonomes soumise par l'Autriche à la Première Commission de l'Assemblée générale.

Participation à la conférence « L'humanité à la croisée des chemins » à Vienne

Lors de la conférence intitulée « L'humanité à la croisée des chemins : les systèmes d'armes autonomes et les enjeux de la réglementation », Kiribati a écouté attentivement les exposés d'experts et de représentants du monde universitaire, de la société civile et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur les systèmes d'armes autonomes. À cet égard, Kiribati partage pleinement le point de vue exprimé dans le résumé de la présidence, selon lequel les systèmes d'armes autonomes qui, une fois activés, sélectionnent des cibles et appliquent la force sans autre intervention humaine, soulèvent des inquiétudes d'un point de vue juridique, éthique et sécuritaire. Kiribati approuve donc pleinement le résumé de la présidence.

Demande d'interdiction des systèmes d'armes autonomes

En raison des inquiétudes qu'elle partage avec d'autres concernant les systèmes d'armes autonomes, Kiribati demande la création d'un nouveau traité juridiquement

contraignant pour interdire ces armes. Cette opinion est fondée sur les observations générales faites par les États de la région, telles que reflétées dans le communiqué de Freetown de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le communiqué de Belén des États d'Amérique latine et des Caraïbes et la déclaration de Port of Spain de la Communauté des Caraïbes.

Ce traité pourrait être négocié soit sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies, soit entre les parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

Intégration du droit international

Un nouvel instrument juridiquement contraignant devrait souligner la nécessité pour tous les États de respecter sans faille le droit international, y compris le droit international humanitaire, le droit international des droits humains et la Charte des Nations Unies.

Définition des systèmes d'armes autonomes

Le nouveau traité devrait contenir une définition sans équivoque de ce qui constitue un système d'arme autonome. À cet égard, Kiribati souscrit à l'avis du CICR selon lequel on entend par « système d'armes autonome » un système conçu pour sélectionner et attaquer une ou plusieurs cibles sans intervention humaine après activation.

L'expression « sans intervention humaine » pourrait faire l'objet de précisions. Comme l'explique le CICR, cette expression peut être définie comme suit :

Après l'activation initiale par un être humain, la force est appliquée en fonction d'informations sur l'environnement recueillies par des capteurs mesurant des phénomènes tels que la chaleur, la lumière, le mouvement, la forme, la vitesse, le poids ou des signaux acoustiques ou électromagnétiques. Le système se base sur un « profil de cible » type, tel que la forme, la « signature » infrarouge ou radar, la vitesse et la direction d'un type de véhicule militaire, etc. « L'intervention humaine », à ces fins, doit être comprise comme excluant les actions humaines qui n'ont pas d'influence substantielle sur les fonctions autonomes de sélection ou d'attaque de la cible.

Interdictions

Kiribati soutient fermement le point de vue du CICR selon lequel un nouveau traité juridiquement contraignant devrait interdire de :

Mettre au point, produire, acquérir d'une manière ou d'une autre, stocker ou conserver, transférer directement ou indirectement à quiconque, ou utiliser tout système d'armes autonome dont la conception, la nature ou les modalités d'utilisation font qu'un utilisateur humain ne peut pas, d'une part, prévoir et expliquer comment le système fonctionnera dans toutes les circonstances normales ou prévues d'utilisation, en particulier s'agissant des circonstances ou conditions qui déclencheront l'application de la force par le système, et, d'autre part, prévoir et limiter les effets du système en toute circonstance, comme l'exige le droit international humanitaire.

Kiribati est également d'accord pour que l'instrument interdise les systèmes d'armes autonomes antipersonnel. Plus précisément, comme l'explique le CICR, l'instrument devrait :

- Interdire en toute circonstance de mettre au point, produire, acquérir d’une manière ou d’une autre, stocker ou conserver, transférer directement ou indirectement à quiconque, ou utiliser tout système d’armes autonome :
- qui est conçu ou utilisé de manière à être déclenché par la présence, la proximité ou le contact d’une ou de plusieurs personnes ;
- dont le profil cible comprend par ailleurs une ou plusieurs personnes.

Inclusivité

Si la communauté internationale entame des négociations sur un nouveau traité visant à interdire les systèmes d’armes autonomes, il est essentiel que nous invitions des représentants du monde universitaire, de la société civile, des communautés religieuses et des organisations de jeunes à présenter leurs contributions et leurs vues. Ils peuvent apporter des idées nouvelles aux États et nous devons les encourager à contribuer et à donner leur avis.

Conclusion

Compte tenu de la situation géopolitique actuelle dans le monde, nous devons préserver la vie des civils. Nous ne pouvons pas disposer d’armes incontrôlables, qui peuvent frapper aveuglément et sans discrimination et ne savent pas faire la différence entre les civils et les non-civils. Par conséquent, le traité qu’il est proposé de mettre en place devrait prévoir une série d’interdictions concernant les systèmes d’armes autonomes, qui sont dotés d’une intelligence artificielle et empêchent les utilisateurs humains de comprendre et de prédire les comportements des systèmes.

Nous ne pouvons autoriser aucun type d’arme susceptible de nuire à la population civile.

Luxembourg

[Original : anglais]

[25 mai 2024]

Le Luxembourg a participé activement à diverses initiatives internationales concernant les systèmes d’armes létaux autonomes et a accueilli une conférence sur les systèmes d’armes autonomes en avril 2023, dans le but de sensibiliser le public à ce sujet et d’offrir une plateforme où débattre des risques et des enjeux.

En juillet 2022, le Gouvernement luxembourgeois a mis en place un groupe de travail interministériel sur les systèmes d’armes létaux autonomes. Sa mission était d’établir un projet de prise de position nationale concernant les systèmes d’armes létaux autonomes et d’assurer un suivi en vue de définir des principes, des règles et des mécanismes de contrôle au niveau national, dans l’attente d’une réglementation au niveau international.

Après analyse des définitions existantes, le groupe a proposé la définition suivante des systèmes d’armes autonomes :

« Systèmes d’armes capables d’identifier, de sélectionner et d’appliquer une force contre une cible sans intervention humaine ».

Considérant que les systèmes d’armes autonomes peuvent être utilisés à des fins létales et non létales et que le recours à la force n’a pas besoin d’avoir des conséquences létales pour être contraire au droit international humanitaire, le Luxembourg est d’avis de les appeler « systèmes d’armes autonomes » au lieu de « systèmes d’armes létaux autonomes ». Par cohérence avec la terminologie employée

dans la résolution 78/241 de l'Assemblée générale, le Luxembourg continuera toutefois à se référer aux « systèmes d'armes létaux autonomes » dans la présente communication.

Une caractéristique clé des systèmes d'armes létaux autonomes est leur capacité d'adaptation, rendue possible par l'intelligence artificielle, qui fait partie intégrante de leurs capacités et des débats éthiques et juridiques y relatifs. Cependant, comme ces technologies sont encore en cours de développement, l'autonomie est une caractéristique qui n'est pas suffisante pour fournir une définition précise. Par conséquent, le Luxembourg estime qu'il est plus efficace de définir le degré d'intervention humaine que d'essayer de quantifier le degré d'autonomie.

De plus, le Luxembourg estime que convenir d'une définition commune n'est pas nécessaire pour entamer des négociations sur un instrument juridiquement contraignant relatif aux systèmes d'armes létaux autonomes.

I. Faire face aux enjeux et inquiétudes soulevés par les systèmes d'armes autonomes

Le Luxembourg considère que l'approche à deux niveaux est la meilleure manière de faire face aux enjeux et inquiétudes soulevés par les systèmes d'armes létaux autonomes, puisqu'elle implique de prendre les mesures suivantes :

a) Interdire la mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes qui ne peuvent être utilisés dans le respect du droit international, notamment du droit international humanitaire, qui de par leur nature frappent aveuglément et sans discrimination et dont les effets ne peuvent être limités, anticipés ou contrôlés, qui sont de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles et qui fonctionnent sans aucun contrôle humain.

b) Réglementer tous les autres systèmes d'armes létaux autonomes afin de garantir leur conformité avec le droit international, en particulier le droit international humanitaire. Pour ce faire, il faudrait imposer aux États une série d'obligations positives en vue de leur faire prendre les mesures appropriées tout au long du cycle de vie de ces systèmes, de manière à limiter les éventuels problèmes juridiques, éthiques, techniques et de sécurité. Ces obligations pourraient inclure la préservation d'un contrôle humain significatif sur l'utilisation des systèmes d'armes létaux autonomes et, entre autres, la tenue d'examen juridiques des armes pour se conformer au droit international humanitaire, la fourniture d'une formation adéquate et la mise en place de mesures d'atténuation et autres garde-fous.

L'approche à deux niveaux garantit que le droit international, en particulier le droit international humanitaire, continuera à s'appliquer pleinement aux systèmes d'armes létaux autonomes, de leur conception à leur utilisation. Le rôle de l'humain dans le recours à la force est un facteur clé de l'approche à deux niveaux visant à garantir le respect du droit international humanitaire. Ainsi, les systèmes d'armes létaux autonomes qui fonctionnent sans aucun contrôle humain et sans un cadre de mission précis et restreint fixé par une chaîne de commandement responsable seraient interdits, car le respect du droit international et du droit international humanitaire ne pourrait être garanti.

Enfin, le fait d'interdire et de réglementer les systèmes d'armes létaux autonomes ne doit pas être considéré comme une tentative d'entraver l'innovation technologique, mais il est impératif de veiller à ce que le droit international humanitaire régitte à la fois leur conception et leur utilisation.

II. Rôle de l'humain dans l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes

Le contrôle humain est impératif pour garantir que les systèmes d'armes létaux autonomes soient utilisés dans le respect du droit international et du droit international humanitaire. Deux principes clés doivent être pris en considération, à savoir un contrôle humain approprié et la responsabilité humaine.

En ce qui concerne le contrôle humain approprié, on pourrait adopter les mesures décrites ci-après.

- Une fois activés, les systèmes d'armes létaux autonomes doivent agir de manière prévisible, dans le respect du droit international et du droit international humanitaire, conformément aux intentions du commandant et de l'opérateur.
- Il est essentiel de bien comprendre le mode de fonctionnement du système. Les opérateurs doivent être en mesure d'anticiper avec justesse le fonctionnement et les effets du système dans différents environnements opérationnels, afin d'éviter des attaques non conformes au droit international humanitaire. Les opérateurs doivent être en mesure de comprendre a posteriori les actions effectuées par le système.
- Il faut être en mesure de fixer des cadres de déploiement précis, de limiter les interactions indésirables avec l'environnement et de prévenir les situations critiques entraînant la violation du droit international et du droit international humanitaire.
- Le droit international et le droit international humanitaire devraient être actualisés pour prévoir la tenue d'examens juridiques visant à évaluer la fiabilité et la prévisibilité des systèmes, et de mettre en place des procédures de certification.
- Le jugement humain concernant le respect du droit international et du droit international humanitaire doit être maintenu tout au long de l'opération, notamment lors de la phase critique de prise de décision concernant l'utilisation de la force. L'opérateur doit, dans la mesure du possible, connaître tous les facteurs environnementaux et techniques concernant le système, afin de déterminer si son utilisation pourrait éventuellement violer les principes du droit international humanitaire.
- Les systèmes d'armes létaux autonomes ne devraient pas pouvoir prendre des décisions autonomes concernant les paramètres de la mission ou le cadre spatial ou temporel de la mission.
- Si un système d'armes létaux autonome agit de manière totalement autonome, à l'encontre de la volonté de l'opérateur ou du commandant, ce dernier devrait pouvoir désactiver le système (grâce à un bouton d'arrêt d'urgence ou « kill switch ») afin d'éviter les violations du droit international et du droit international humanitaire.

La responsabilité humaine doit toujours être maintenue et ne jamais être transférée aux machines. Différentes mesures sont envisageables, notamment celles ci-après.

- Mettre au point des doctrines et des procédures précises pour l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes, à partir du moment où l'on envisage d'intégrer ces systèmes dans l'arsenal militaire. Ces doctrines et procédures doivent être adaptées aux spécificités technologiques des systèmes en question.

- Former adéquatement les décideurs et les opérateurs humains de sorte qu'ils comprennent pleinement les effets des systèmes d'armes létaux autonomes et leur interaction avec l'environnement.
- Maintenir la responsabilité humaine concernant la prise de décisions lors des déploiements et concernant l'établissement et la validation des règles de fonctionnement, d'utilisation et d'engagement opérationnel des systèmes d'armes létaux autonomes.
- Mettre en place une procédure d'examen post-déploiement pour contrôler le respect du droit international humanitaire.
- Mettre en place des procédures de signalement des violations du droit international et du droit international humanitaire.
- Engager des procédures disciplinaires et des poursuites contre des auteurs présumés de violations graves du droit international humanitaire.

Enfin, la sous-représentation des communautés historiquement marginalisées ou victimes de discrimination dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques pourrait créer des biais importants dans les systèmes d'intelligence artificielle. Ces biais pourraient être amplifiés par des fonctions d'intelligence artificielle générative et d'apprentissage automatique. Il est donc essentiel d'adopter une approche intersectionnelle qui tienne compte des questions de genre dans la conception des diverses facettes des technologies émergentes liées aux systèmes d'armes létaux autonomes.

III. Mise en œuvre et recommandations

Le Luxembourg estime que la meilleure plateforme pour aborder les défis posés par les systèmes d'armes létaux autonomes est la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Les débats devraient aboutir à l'élaboration d'éléments d'un instrument, qui pourrait éventuellement prendre la forme d'un protocole additionnel à la Convention, afin de garantir que les systèmes d'armes létaux autonomes respectent le droit humanitaire international et qu'un degré suffisant de contrôle et de responsabilité humains est maintenu.

Le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes devrait s'acquitter de son mandat actuel, qui consiste à élaborer un ensemble d'éléments pour la mise en place d'un éventuel instrument, et présenter ses conclusions lors de la prochaine conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques en 2026, avant de centrer ses efforts sur la négociation d'un protocole additionnel sur les systèmes d'armes létaux autonomes. La Convention réunit les États qui mettent au point des applications militaires de l'intelligence artificielle et, grâce à sa capacité à négocier la création de nouveaux protocoles additionnels, elle fournit un cadre souple dans lequel traiter la question des systèmes d'armes létaux autonomes. Le Groupe est composé d'experts issus de gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile et du monde universitaire, qui ensemble possèdent l'expertise technique, militaire et juridique nécessaire pour examiner les technologies émergentes liées aux systèmes d'armes létaux autonomes.

Le document de travail conjoint soumis par l'Allemagne, la Bulgarie, le Danemark, la France, l'Italie, le Luxembourg et la Norvège lors de la première session du Groupe d'experts gouvernementaux en 2024 contient des éléments de réflexion supplémentaires pour l'établissement d'un instrument visant à traiter la question des

systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques¹.

Malawi

[Original : anglais]

[25 mai 2024]

La Mission permanente de la République du Malawi auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de faire savoir que son pays est extrêmement préoccupé par les défis et les inquiétudes liés aux systèmes d'armes autonomes, d'un point de vue humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique. Par conséquent, la République du Malawi appelle à l'ouverture, dans les plus brefs délais, de négociations sur un instrument juridiquement contraignant relatif aux systèmes d'armes autonomes. Les négociations devraient se tenir dans le cadre le plus inclusif possible, le plus ouvert à toutes les parties prenantes et le plus susceptible de faciliter des débats ambitieux et fructueux. L'Assemblée générale devrait envisager d'entamer des négociations en 2024, en parallèle des débats dans tous les forums multilatéraux appropriés, afin de promouvoir les synergies.

La République du Malawi estime qu'un traité est nécessaire pour interdire les systèmes d'armes autonomes fondamentalement inacceptables et pour réglementer l'utilisation des autres systèmes d'armes autonomes. Le contrôle humain significatif des attaques devrait être au cœur du cadre réglementaire. L'utilisateur humain doit pouvoir prendre des décisions en s'appuyant sur le droit et la morale et doit pouvoir être tenu responsable de toute violation des normes juridiques et morales. Cela signifie que les systèmes d'armes autonomes qui ciblent les personnes doivent également être interdits pour des raisons juridiques et éthiques. Tous les autres systèmes d'armes autonomes devraient être réglementés par des restrictions et des obligations positives afin de garantir un contrôle humain significatif de l'utilisation de la force. L'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes autonomes devrait tenir compte des droits humains, des questions éthiques, des préjugés existants et des points de vue des communautés marginalisées et touchées. La République du Malawi est prête à collaborer avec tous les États en vue d'élaborer d'urgence un instrument juridique.

Mexique

[Original : espagnol]

[24 mai 2024]

Il est urgent d'interdire et de réglementer les systèmes d'armes autonomes, en raison de la menace qu'ils représentent pour la paix et la sécurité internationales et de leur incompatibilité avec le plein respect des règles du droit international, en particulier du droit international humanitaire.

Le Mexique s'est porté coauteur de la résolution [78/241](#) de l'Assemblée générale intitulée « Systèmes d'armes létaux autonomes », étant donné que cette dernière est la principale instance politique multilatérale quasiment universelle, que les discussions sur ce sujet étaient éclatées dans différentes tribunes et que la question des systèmes d'armes autonomes doit être placée au premier plan, compte tenu de ses nombreux enjeux.

¹ [CCW/GGE.1/2024/WP.3](#).

Le Mexique souscrit au communiqué de la conférence latino-américaine et caribéenne sur les répercussions sociales et humanitaires des armes autonomes qui s'est tenue au Costa Rica en 2023, ainsi qu'au rapport final de la présidence de la conférence internationale qui s'est tenue à Vienne en 2024 sur le thème « Humanity at the crossroads: autonomous weapons systems and the challenge of regulation » (L'humanité à la croisée des chemins : les systèmes d'armes autonomes et les enjeux de la réglementation).

1. Risques et enjeux

Les systèmes d'armes autonomes posent de multiples risques et enjeux d'ordre juridique, éthique, humanitaire et sécuritaire pour la conduite des hostilités et la protection des civils et des non-belligérants.

- *Sur le plan éthique* : le risque que des machines prennent des décisions de vie ou de mort est alarmant.
- *Sur le plan de la sécurité* : les systèmes d'armes autonomes risquent de mener à des guerres asymétriques, d'abaisser le seuil d'emploi de la force, d'augmenter les cas de conflit involontaire et d'escalade, ainsi que d'accélérer la course aux armements.
- *Sur le plan humanitaire* : le développement et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes qui ne sont pas soumis à un contrôle humain significatif et qui ne peuvent donc pas respecter pleinement les règles et les principes du droit international humanitaire demeurent une menace latente.

L'abandon du contrôle humain reviendrait à remplacer le jugement humain par des indicateurs techniques ou opérationnels ou, en d'autres termes, à se passer de l'évaluation humaine, et donc des appréciations qualitatives nécessaires pour juger de la licéité de l'emploi de la force dans une situation complexe et changeante.

2. Proposition de définition

L'absence de définition commune de la notion de système d'arme autonome n'empêche pas d'avancer sur la réglementation.

Si définition il y a, celle-ci ne doit être ni trop précise, car des critères trop stricts risqueraient d'exclure des systèmes futurs devant être soumis à une réglementation, ni trop générale ou ambiguë, car l'existence de zones grises risquerait de permettre à certains systèmes d'armes autonomes de fonctionner sans discrimination.

En 2013, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires définissait les systèmes d'armes autonomes comme des systèmes qui, une fois activés, pouvaient sélectionner et attaquer des cibles sans intervention humaine.

Les éléments caractéristiques de ces systèmes sont notamment les suivants : a) l'autonomie, c'est-à-dire la capacité de prendre des décisions indépendantes, de fonctionner sans contrôle pour sélectionner et attaquer des cibles militaires, y compris des cibles humaines et civiles ; b) le recours aux technologies d'intelligence artificielle dans les fonctions essentielles de ciblage et d'emploi de la force ; c) le contrôle humain limité ou inexistant.

Le Mexique considère que la notion de « pouvoir meurtrier » n'est pas appropriée, car il ne s'agit pas d'un terme utilisé ou justifié en droit international.

3. Applicabilité du droit international

Tout système d'armement doit être développé, déployé et utilisé dans le respect du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies, du droit international

humanitaire, du droit international des droits humains, du droit pénal international et du droit de la responsabilité internationale.

Les règles et principes généraux du droit international humanitaire doivent être pris en considération au moment d'examiner les éventuelles interdictions et réglementations qu'il convient d'appliquer aux systèmes d'armes autonomes.

Les méthodes et moyens de guerre ne sont pas illimités. L'emploi de la force doit être guidé par les principes d'humanité et les exigences de la conscience publique (clause de Martens), qui se réfèrent exclusivement aux individus.

4. Responsabilité des États et responsabilité individuelle

Les êtres humains doivent rendre des comptes et être tenus responsables de toute décision entraînant l'utilisation et le déploiement de systèmes d'armes autonomes, de tout recours à la force et de toute violation des règles du droit international, en particulier du droit international humanitaire. La responsabilité et l'obligation de répondre de ses actes ne peuvent être transférées à des machines.

Les systèmes d'armes autonomes doivent être intégrés à une chaîne de commandement et de contrôle humains responsables. La désignation d'un opérateur en charge du commandement permettrait d'attribuer à un être humain la responsabilité des éventuelles violations, y compris la responsabilité pénale individuelle pour des crimes graves et des crimes de guerre.

Le Mexique est d'avis que les violations des normes et principes du droit international humanitaire peuvent également engager la responsabilité des États en cas de mauvais comportement injustifié. Les États sont responsables de tout comportement de leurs organes et de leurs agents, y compris des membres de leurs forces armées. De même, la responsabilité des États est engagée en cas d'emploi de la force (*jus ad bellum*) mettant en péril la paix et la sécurité internationales.

5. Éléments sur lesquels fonder une future réglementation

Il est nécessaire de réaffirmer les interdictions déjà existantes en droit international humanitaire et d'interdire les systèmes d'armes autonomes qui, par essence, ne peuvent être utilisés dans le respect des limites fixées par le droit international humanitaire, ne peuvent respecter les principes de distinction, de proportionnalité et de précautions dans l'attaque et ne peuvent être suffisamment compréhensibles, prévisibles et explicables.

Il faut interdire les systèmes d'armes autonomes qui :

- ne font pas la distinction entre les cibles militaires et les cibles civiles, entre les combattants et les civils, entre les combattants actifs et les personnes hors de combat ;
- ne peuvent pas déterminer si une attaque causerait des pertes civiles collatérales et des dommages à ces cibles civiles, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu ;
- ne sont pas dotés d'un mécanisme permettant d'annuler ou de suspendre une attaque s'il apparaît clairement que la cible n'est pas un objectif militaire ou qu'elle fait l'objet d'une protection spéciale ;
- sont de nature à causer des blessures inutiles ou des souffrances superflues.

Le Mexique considère que le critère du contrôle humain significatif ressort de façon implicite de l'application du droit international humanitaire et qu'il est donc nécessaire de définir la portée de ce contrôle.

L'intervention humaine dans les fonctions de ciblage et d'emploi de la force ne résout pas à elle seule le risque d'incompatibilité avec le droit international humanitaire. Le dispositif de contrôle humain significatif devrait :

- garantir que le théâtre d'opération soit délimité de façon adéquate, y compris sur les plans spatial et temporel ;
- subordonner toute décision à la connaissance du contexte opérationnel, grâce à un niveau suffisant de compréhension de la situation ;
- prévoir des mécanismes de précaution dans la conduite des opérations, de sorte que les paramètres de la mission ne soient pas modifiés sans confirmation par un être humain ;
- permettre une surveillance constante et garantir la possibilité d'intervenir en cas de besoin, en particulier la possibilité d'interrompre et de désactiver le système en cours d'opération ;
- intégrer une composante humaine concrète et pas seulement nominale.

6. Nécessité d'un instrument juridiquement contraignant

À l'instar du Secrétaire général et de la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, le Mexique estime qu'il est nécessaire d'adopter un instrument juridiquement contraignant qui établisse des interdictions et des réglementations applicables aux systèmes d'armes autonomes, garantisse le maintien d'un contrôle humain significatif sur les activités critiques de ces systèmes et comprenne des mesures efficaces d'application, de suivi et de reddition de comptes.

Les traités internationaux créent un sens de l'engagement et une certitude que les autres types d'instruments n'offrent pas. Ils sont le seul moyen d'assurer véritablement la participation de tous les États sur un pied d'égalité et d'éviter la fragmentation réglementaire des seules mesures nationales.

Grâce au processus lancé par la résolution 78/241, l'Assemblée générale définira le cadre général des débats internationaux sur la question, et elle servira de catalyseur pour négocier et adopter un cadre réglementaire efficace, avec le concours de membres de la société civile, d'universitaires et d'experts techniques.

Nouvelle-Zélande

[Original : anglais]

[21 mai 2024]

Le présent résumé reprend les principaux points de la communication nationale de la Nouvelle-Zélande établie comme suite à la note verbale du 1^{er} février 2024¹.

La Nouvelle-Zélande s'emploie à obtenir des interdictions internationales contraignantes portant sur les systèmes d'armes autonomes et une réglementation des systèmes d'armes autonomes. De manière plus précise, elle cherche à obtenir une interdiction globale et spécifique des systèmes qui ne peuvent pas être conformes au droit international humanitaire, par exemple s'ils fonctionnent de telle manière que les utilisateurs ne peuvent pas avoir de prévisibilité ou de contrôle et qui ne répondent pas aux règles d'éthique applicables. Parallèlement, la Nouvelle-Zélande souhaite que les autres systèmes d'armes autonomes soient réglementés comme il se doit afin que, tout

¹ La version intégrale de la communication est disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://www.mfat.govt.nz/assets/Peace-Rights-and-Security/Disarmament/New-Zealand-submission-to-the-UN-Secretary-General-on-autonomous-weapon-systems.pdf>.

au long du cycle de vie de ces systèmes, un contrôle humain ou une surveillance humaine suffisants soient assurés et le droit international humanitaire pleinement respecté.

L'autonomie peut être plus ou moins grande et il faudrait donc définir divers types de contrôle pour les systèmes d'armes autonomes. Les systèmes d'armes autonomes qui répondent aux obligations morales et juridiques peuvent offrir des avantages légitimes dans le domaine militaire. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande estime qu'une interdiction générale des systèmes d'armes autonomes ne serait pas constructive et ne serait pas largement soutenue à l'heure actuelle.

La Nouvelle-Zélande est également favorable à des mesures provisoires, telles que des lignes directrices, déclarations ou normes non juridiquement contraignantes qui préfigureraient un instrument juridiquement contraignant ou serviraient de moyens pratiques de mise en œuvre de cet instrument.

Il n'existe aucune définition des systèmes d'armes autonomes arrêtée au niveau international. Toute définition largement acceptée devrait être souple et technologiquement neutre afin de garantir qu'elle reste adaptée à l'objectif visé.

Considérations

Considérations humanitaires

Les conflits armés continuent d'avoir de vastes conséquences humanitaires intergénérationnelles. La Nouvelle-Zélande craint que la libre mise au point et utilisation de systèmes d'armes autonomes n'entraînent un abaissement du seuil d'emploi de la force ainsi qu'un accroissement de la fréquence et une intensification des conflits et des crises humanitaires associées.

Considérations juridiques

Le droit international humanitaire s'applique pleinement à tous les systèmes d'armes, y compris les systèmes d'armes autonomes². Certains se demandent avec inquiétude s'il sera possible de faire fonctionner tous les types de systèmes d'armes autonomes dans le respect du droit international humanitaire. Par exemple :

- On ne sait pas bien comment l'obligation de faire la distinction entre, d'une part, les personnes et les biens, qui doivent être protégés, et, d'autre part, les combattants et les objectifs militaires, notamment parce qu'un jugement humain doit permettre d'évaluer la situation. Un combattant peut se retrouver hors de combat très rapidement, ce qui nécessite des capacités d'analyse qualitative et contextuelle.
- Les parties à un conflit doivent veiller à ce que toutes les attaques menées en vue d'atteindre un objectif militaire soient proportionnelles à toutes pertes en vies humaines parmi la population civile ou aux dommages aux biens de caractère civil et à ce que les précautions possibles soient prises pour éviter et limiter au minimum ces pertes ou dommages. La proportionnalité est par essence un processus humain de prise de décisions qui dépend de la capacité d'évaluer les faits et de prévoir ceux qui pourraient se produire au moment de réfléchir à l'avantage militaire attendu d'une attaque. Diverses formes de données doivent être combinées et un processus complexe est nécessaire pour porter un jugement en s'appuyant sur l'expérience opérationnelle, les cadres juridiques, l'éthique et d'autres considérations, y compris un jugement sur l'opération dans son ensemble. Compte tenu de la nature des conflits, il est

² Comme affirmé dans le document [CCW/MSP/2019/9](#).

difficile de décomposer les jugements portant sur la proportionnalité de manière à en faire des instructions dont la reproduction ou le codage seraient aisés.

- Il est plus difficile de savoir quelles précautions possibles doivent être prises lorsqu'un jugement approprié sur la proportionnalité ne peut pas être porté au moment de déterminer si et comment une attaque doit être lancée.
- Par ailleurs, on ne sait pas très bien à l'heure actuelle comment établir les responsabilités sur le plan juridique en cas de violations du droit international humanitaire commises en utilisant des systèmes d'armes autonomes. Le droit s'applique en amenant ceux qui sont impliqués dans un conflit à répondre de leurs actes. Si cette chaîne de responsabilité humaine s'étiole ou est rompue, le droit international humanitaire sera fragilisé.

L'examen des armes³ est un élément important de l'obligation nationale de respecter le droit international humanitaire et la Nouvelle-Zélande est favorable à ce qu'il soit renforcé. Si de tels examens sont nécessaires pour les systèmes d'armes autonomes, la Nouvelle-Zélande estime que ces seuls examens ne permettent pas de répondre aux préoccupations relatives aux systèmes d'armes autonomes et estime qu'ils devraient être complétés par des règles et des limites spécifiques. Certes, il existe une obligation générale de procéder à ces examens, mais aucune norme commune ni aucun critère n'existent pour partager les résultats. Des questions techniques se posent également au sujet de la fiabilité de l'évaluation de la manière dont un système d'armes autonome pourrait fonctionner dans telle ou telle circonstance.

La Nouvelle-Zélande se demande également avec inquiétude comment les systèmes d'armes autonomes pourraient être conformes au droit international des droits humains. Les décisions de ciblage autonomes risquent d'être arbitraires, ce qui pourrait constituer une violation du droit des droits humains. La Nouvelle-Zélande est également préoccupée par le fait que les biais algorithmiques – les données subjectives comprises dans les jeux de données alimentant les algorithmes utilisés pour sélectionner des cibles ou décider d'employer la force – pourraient entraîner des violations du droit international des droits humains ou du droit international humanitaire, selon le contexte. D'autres corpus de droit, notamment le droit pénal international, pourraient également être violés. En droit pénal international, l'utilisation de systèmes d'armes autonomes pourrait constituer un crime international.

Considérations de sécurité

Les systèmes d'armes autonomes pourraient être un facteur de déstabilisation dans les conflits et dans le maintien de la paix. Par exemple, selon le type de système d'armes autonome, le seuil de l'action politique pour ce qui est d'employer la force peut être plus bas, ce qui augmente les risques de conflit.

Il ne fait presque pas de doute que les systèmes d'armes autonomes proliféreront et que, tôt ou tard, des groupes armés non étatiques s'en procureront pour les utiliser dans des conflits armés ou pour commettre des actes de terrorisme ou d'autres crimes. On peut également s'attendre à ce que, dans certains pays, les systèmes d'armes autonomes finissent par être utilisés par les forces de l'ordre, ce qui pourrait soulever d'autres questions dans le domaine du droit international des droits humains.

³ Article 36 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I).

Considérations technologiques

La Nouvelle-Zélande préconise une approche technologiquement neutre. Afin que les nouveautés ne soient pas exclues à l'avenir par inadvertance, les négociations pourraient être axées sur les effets et les caractéristiques des systèmes d'armes autonomes pour lesquels de nouvelles règles et limites doivent être imposées. Si des limites adéquates ne sont pas mises en place pour les systèmes d'armes autonomes et s'il s'avère que ces systèmes ont des effets catastrophiques incontrôlables, des dommages irréparables pourraient être causés au permis social concernant toutes les applications de l'intelligence artificielle.

Considérations éthiques

Les considérations éthiques sont liées à l'acceptabilité juridique. Les préoccupations d'ordre éthique concernant une méthode de guerre particulière sont souvent à l'origine de l'adoption de restrictions juridiques. Actuellement, les avis divergent sur le caractère éthique du remplacement de la prise de décision humaine par des processus algorithmiques, y compris l'apprentissage automatique, et des questions connexes restent en suspens concernant la responsabilité morale des êtres humains, l'humanité et la dignité humaine, y compris celle des combattants.

La Nouvelle-Zélande sait également que des questions doivent encore être réglées afin de garantir que le contexte soit pris en compte au moment de porter un jugement dans le cadre de l'utilisation de systèmes d'armes dotés d'une très grande autonomie. Il est essentiel que des êtres humains prennent en compte le contexte au moment de porter un jugement, par exemple sur la proportionnalité d'une attaque, pour assurer le respect du droit international humanitaire. On ne voit pas bien comment des machines pourraient appliquer le droit international humanitaire pour ce qui est de sélectionner des cibles ou de lancer des attaques. Même si les systèmes d'armes autonomes pouvaient porter un tel type de jugement, il faudrait faire en sorte que la responsabilité juridique des personnes continue d'être engagée en cas de violations du droit international humanitaire. Divers concepts qui se chevauchent et sont parfois discordants, notamment ceux de contrôle humain « suffisant » et « significatif » et de « jugement humain approprié » ou d'« intervention », ont fait l'objet de débats. Il faut accélérer ces efforts et tenir compte, de manière équilibrée, des considérations juridiques et éthiques.

Action multilatérale

La Nouvelle-Zélande participe activement aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes et continuera de le faire. Le Groupe permet de partager des connaissances spécialisées et de réunir les Hautes Parties contractantes et les États parties signataires de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et la société civile. La Nouvelle-Zélande estime toutefois qu'un débat plus général et plus inclusif à l'Assemblée générale peut être utile. Tous les États sont membres de l'Assemblée générale mais seuls 126 sont des Hautes Parties contractantes à la Convention, la plupart de ces États représentant le monde du Nord.

Norvège

[Original : anglais]

[24 mai 2024]

La Norvège se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues conformément à la résolution [78/241](#) de l'Assemblée générale sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Le Secrétaire général y a été prié de solliciter les vues des États Membres et d'établir un rapport de fond sur « les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes qu'ils soulèvent sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, ainsi que sur la place de l'humain dans l'emploi de la force ».

Pour la Norvège, il est essentiel que la mise au point et l'utilisation de tout système d'armes, y compris ceux dotés de fonctions autonomes, soient pleinement conformes aux obligations mises à la charge des États par le droit international, en particulier le droit international humanitaire. Cela vaut de manière générale pour toute application militaire de l'intelligence artificielle, et pas seulement pour la mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes. De tels systèmes soulèvent également d'importantes questions d'ordre éthique mais le moyen le plus efficace par lequel les États peuvent répondre à ces préoccupations est, à l'heure actuelle, de veiller à ce que le droit international humanitaire soit bien appliqué.

L'objectif principal de la participation de la Norvège aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux au titre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination est de lever les incertitudes concernant la manière d'appliquer les règles pertinentes du droit international existantes aux systèmes d'armes autonomes. La Norvège estime qu'il ressort des discussions qu'un instrument est nécessaire pour y voir plus clair à ce sujet. Elle ne se prononce toujours pas sur la forme particulière et le statut juridique d'un instrument qui lèverait ces incertitudes mais pense qu'un protocole à la Convention sur certaines armes classiques relatif aux systèmes d'armes autonomes serait souhaitable.

La Norvège souscrit à l'approche à deux niveaux, associant une interdiction portant sur certains systèmes d'armes autonomes et des règles régissant l'utilisation des autres systèmes de ce type. Pour qu'une interdiction soit efficace, elle doit avoir un caractère contraignant. En ce sens, la Norvège est favorable à l'idée d'un instrument juridiquement contraignant qui interdise certains systèmes d'armes autonomes.

La Norvège, conjointement avec l'Allemagne la Bulgarie, le Danemark, la France, l'Italie et le Luxembourg, ont soumis au Groupe d'experts gouvernementaux un document de travail ([CCW/GGE.1/2024/WP.3](#)) dans lequel, entre autres, il est demandé de faire une distinction entre deux catégories de systèmes d'armes autonomes :

a) les systèmes d'armes létaux autonomes fonctionnant sans aucun contrôle humain et en dehors de toute chaîne de commandement responsable (c'est-à-dire des systèmes capables de fixer eux-mêmes des objectifs ou de modifier, sans que leur programme initial ou le cadre de leur mission n'aient fait l'objet d'une validation humaine) ;

b) les systèmes d'armes létaux autonomes dotés d'une autonomie de décision dans leurs fonctions critiques (telles l'identification, la classification, l'interception et l'engagement ; après avoir évalué la situation et sous sa responsabilité, le

commandement militaire peut confier le calcul et l'exécution des tâches liées aux fonctions critiques dans un cadre d'action spécifique à ces systèmes).

Les discussions relatives aux systèmes d'armes autonomes devraient porter sur les systèmes relevant des catégories a) et b). Idéalement, un instrument devrait s'appliquer aux deux catégories, mais des instruments distincts pourraient être envisagés si la négociation de tels instruments en était facilitée. Pour la Norvège, l'objectif principal de cette distinction est de garantir que tout système d'armes autonome autorisé est soumis à un contrôle humain significatif. Le contrôle humain des systèmes autonomes doit être significatif et utile, en ce sens que l'intervention humaine doit être suffisante pour veiller à ce que le système soit utilisé dans le plein respect du droit international, y compris le droit international humanitaire.

Le contrôle humain des systèmes relevant de la catégorie a) est insuffisant pour respecter les règles du droit international humanitaire. C'est pourquoi ces systèmes doivent déjà être considérés comme interdits en vertu du droit existant. Par souci de clarté, nous estimons que cette interdiction devrait être énoncée dans un futur instrument. Par ailleurs, même si les systèmes relevant de la catégorie b) peuvent être autorisés sous certaines conditions, leur mise au point et leur utilisation doivent être conformes au droit international. En conséquence, des systèmes interdits et des systèmes autorisés peuvent entrer dans cette catégorie. Dans cette deuxième catégorie, les systèmes doivent être considérés comme interdits :

- si, par définition, ils frappent sans discrimination ou n'ont pas la capacité de faire la distinction entre, d'une part, les cibles militaires ou les combattants ennemis, et, d'autre part, les civils, les combattants hors de combat et les autres biens ou personnes qui doivent être protégés ;
- si leurs effets ne peuvent pas être limités, anticipés ou contrôlés, comme l'exige le droit international humanitaire dans le contexte de leur utilisation ;
- s'ils sont de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles ;
- si, pour toute autre raison, ils ne peuvent pas être utilisés conformément au droit international humanitaire.

La communauté internationale doit sans tarder engager des discussions de fond pour qu'il ne fasse pas de doute que le droit international humanitaire s'applique aux systèmes d'armes autonomes. S'il est nécessaire d'apporter d'autres précisions, ou même d'arrêter de nouvelles règles, concernant le droit international humanitaire afin que les principes fondamentaux du droit international humanitaire soient bien appliqués aux systèmes autonomes, les États devraient élaborer de telles règles dans un futur instrument. Il faut répondre d'urgence à l'appel du Secrétaire général concernant les négociations relatives à un tel instrument à conclure d'ici à 2026.

Cela signifie que la mise au point et l'utilisation de certains systèmes d'armes autonomes ne seront pas interdites. Ces systèmes, auxquels s'appliquera un futur instrument, qui ne les interdira pas, ne peuvent être mis au point et utilisés que dans le plein respect du droit international humanitaire. Les États devraient élaborer et arrêter un cadre d'application du droit international humanitaire à ces systèmes. Un tel cadre devrait garantir la fiabilité, l'intelligibilité et la prévisibilité de ces systèmes d'armes. Il devrait aboutir à la mise en place de mesures visant à contrôler, limiter ou déterminer de toute autre manière les types de cibles que ces systèmes d'armes peuvent frapper, ainsi que la durée, la portée géographique et l'échelle d'exploitation de tels systèmes d'armes. Des mesures doivent être mises en place pour préserver et conserver le contrôle humain à tout moment, en toutes circonstances et tout au long du cycle de vie des systèmes.

La Norvège part du principe que, pour qu'un système soit exploité conformément au droit international humanitaire, les opérateurs humains doivent avoir une connaissance suffisante du mode de fonctionnement des systèmes d'armes, de leurs effets et de leur interaction probable avec l'environnement opérationnel. Des êtres humains doivent être en mesure de prévoir et d'expliquer le comportement de tels systèmes d'armes. Des règles d'utilisation, des règles d'engagement et un cadre précis pour la mission assignée aux systèmes doivent toujours être définis et validés par des êtres humains et la mission doit être limitée dans le temps, dans l'espace et par des objectifs fixés en tenant compte de la situation et du contexte. Des êtres humains doivent être capables de contrôler la fiabilité et l'utilisabilité des systèmes pendant leur déploiement et d'approuver toute modification importante des paramètres de la mission. Des êtres humains doivent être en mesure d'exercer leur jugement quant au respect des règles et principes du droit international humanitaire, en particulier les principes de distinction, de proportionnalité et de précautions dans l'attaque, et donc de prendre des décisions cruciales sur l'emploi de la force.

Plusieurs organisations ont demandé qu'il soit interdit que des systèmes d'armes autonomes prennent pour cible des êtres humains. La Norvège estime que le prise pour cibles d'êtres humains, en tant que tels, par des systèmes d'armes autonomes soulève de grandes questions que les États devraient aborder dans le cadre de l'élaboration d'un futur instrument.

Le Groupe d'experts gouvernementaux travaillant dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques reste, pour la Norvège, le principal cadre de discussion à ce sujet. Les discussions tenues dans d'autres cadres peuvent être utiles si elles facilitent l'élaboration et l'adoption rapides de recommandations concernant un instrument se rapportant à la Convention sur certaines armes classiques, conformément au mandat du Groupe d'experts gouvernementaux, ou y contribuent de toute autre manière.

Pakistan

[Original : anglais]

[3 mai 2024]

Le développement, le déploiement et l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes posent des problèmes humanitaires, des problèmes juridiques, des problèmes éthiques et des problèmes de sécurité.

Points de vue humanitaire et juridique

Le droit international humanitaire repose par essence sur la capacité de jugement et d'appréciation de l'être humain, qui est intrinsèquement dépendante du contexte. L'application du droit international humanitaire continue de s'appuyer sur la capacité d'action de l'être humain.

La délégation des fonctions essentielles d'un système d'armes, à savoir la sélection et la prise à partie d'objectifs, l'emploi de la force compris, serait extrêmement problématique pour ce qui est du respect et de l'application des principes fondamentaux du droit international humanitaire tels que la distinction, la proportionnalité, les précautions dans l'attaque et la nécessité militaire.

Le droit international humanitaire, qui contient des règles sur les moyens et méthodes de combat et des règles régissant la conduite des hostilités, fixe certaines limites en fonction des effets. Ainsi, un système d'armes dont les effets ne peuvent être prédits, compris ou expliqués en toutes circonstances est extrêmement

problématique. Un tel système d'armes n'aura pas les moyens de contrôle nécessaires pour limiter ses effets de la manière prescrite par le droit international humanitaire.

Le recours à des systèmes d'armes létaux autonomes soulève également d'autres problèmes juridiques liés à la responsabilité et à l'obligation de rendre des comptes. L'absence de décision humaine au moment de viser un objectif et de le prendre à partie soulève des questions concernant la responsabilité des États, l'obligation de rendre des comptes et l'imputation des faits internationalement illicites commis à l'aide de systèmes d'armes létaux autonomes.

Point de vue éthique

L'idée de déléguer à des machines la décision de tuer des êtres humains soulève plusieurs questions éthiques. L'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes réduit les possibilités de compassion ou de raisonnement moral dans les situations de combat, en particulier quand il s'agit de prendre des décisions éthiques complexes qui nécessitent de l'empathie, des jugements de valeur ou une compréhension des émotions humaines.

Point de vue lié à la sécurité

Le développement, le déploiement et l'emploi de systèmes d'armes létaux autonomes ont de graves répercussions sur la sécurité et la stabilité aux niveaux international et régional.

Comme les systèmes d'armes létaux autonomes peuvent éliminer le risque de pertes humaines pour les États utilisateurs, il y a un risque qu'ils soient davantage utilisés, le seuil d'emploi de la force et d'entrée en conflit armé étant ainsi abaissé.

En temps de crise, le fait que le seuil de l'emploi de la force soit bas serait très déstabilisateur, puisque cela augmenterait les risques d'erreur d'appréciation et conduirait à une intensification des conflits. L'élimination totale du contrôle humain dans ces moments critiques pourrait avoir des conséquences imprévisibles et entraîner une escalade rapide.

Augmenter la vitesse de la guerre à la vitesse de la machine et comprimer le délai de prise de décision, éliminer les espaces d'atténuation des crises, en particulier dans les régions où les tensions sont élevées et où il existe des antécédents de lancements accidentels : voilà la recette pour un désastre absolu.

Les systèmes d'armes létaux autonomes sont également susceptibles de renforcer les moyens et méthodes de combat asymétriques, notamment les opérations anonymes et clandestines, telles que les éliminations ciblées dans des territoires étrangers.

Sans de véritables limitations, le développement de systèmes d'armes létaux autonomes peut déclencher de nouvelles courses aux armements coûteuses, d'autres États pouvant se sentir obligés d'acquérir ces technologies afin de préserver un équilibre ou un avantage stratégique. Cela augmenterait en outre les risques que des acteurs non étatiques adoptent de tels systèmes d'armes. Les systèmes d'armes létaux autonomes peuvent également être facilement la cible de cyberattaques.

Besoin de nouvelles règles juridiques internationales sur les systèmes d'armes létaux autonomes

Comme le confirment les principes directeurs adoptés par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes en 2019, le droit international humanitaire s'applique pleinement à tous les systèmes d'armes, y compris à la mise au point et à l'utilisation potentielles de systèmes d'armes létaux

autonomes. Toutefois, s'il suffisait de l'affirmer, il n'aurait pas été nécessaire d'adopter des règles juridiquement contraignantes supplémentaires, telles que celles contenues dans les différents Protocoles à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

Les systèmes d'armes létaux autonomes appellent de nouvelles règles juridiques internationales pour les raisons suivantes :

- Les obligations existantes en matière de droit international humanitaire doivent être détaillées et explicitées afin de clarifier la manière dont elles seront appliquées dans le cas des systèmes d'armes létaux autonomes.
- Pour régler les questions humanitaires liées aux systèmes d'armes létaux autonomes, il est nécessaire d'adopter des principes complémentaires transitoires afin de faciliter l'application du droit international humanitaire existant et de permettre son développement progressif.
- Le droit international humanitaire existant ne règle pas pleinement les problèmes humanitaires, éthiques et juridiques ni les problèmes liés à la sécurité que posent les systèmes létaux d'armes autonomes.
- De nouvelles obligations juridiques internationales sont nécessaires pour faire face aux risques importants de manière globale et intégrée.

Éléments d'un nouvel instrument juridique international relatif aux systèmes d'armes létaux autonomes

Le travail accompli actuellement dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques devrait se poursuivre, l'objectif étant d'élaborer des règles juridiques internationales à réunir dans un nouveau protocole. Un tel protocole devra énoncer clairement les interdictions et les restrictions régissant les systèmes d'armes létaux autonomes. Cette approche à deux niveaux, comprenant des interdictions et des restrictions, correspond à celle adoptée dans les protocoles existants de la Convention sur certaines armes classiques.

Le Pakistan souhaite proposer ci-dessous les éléments fondamentaux d'un instrument juridique international relatif aux systèmes d'armes létaux autonomes, qui pourrait être négocié et adopté en tant que Protocole VI à la Convention sur certaines armes classiques.

Définitions

Le nouvel instrument devrait adopter une approche fonctionnelle et couvrir la catégorie générale des systèmes d'armes létaux autonomes. On devrait y trouver les définitions suivantes :

- On entend par « systèmes d'armes létaux autonomes » les systèmes d'armes conçus pour sélectionner un ou plusieurs objectifs puis employer la force contre lui ou eux sans intervention humaine après leur activation.
- L'emploi du terme « létal » renvoie au fait qu'un système d'armes autonome qui, par sa conception, a la capacité d'employer une force létale entre dans la catégorie des systèmes d'armes létaux autonomes. Toutefois, quelles que soient les conséquences réelles de son utilisation, que la force employée ait des effets létaux ou non, le système sera réglementé par le protocole.

Interdictions

Il est interdit en toutes circonstances de mettre au point, produire, acquérir, stocker, conserver, transférer, déployer ou utiliser des systèmes d'armes létaux autonomes qui :

- a) prennent des décisions relatives à l'emploi de la force sans contrôle humain et ne permettent pas dans toutes les circonstances d'utilisation à un être humain les utilisant de comprendre, prévoir et expliquer les décisions prises quant à l'emploi de la force ;
- b) par leur conception, ne peuvent pas être utilisés en toutes circonstances dans le respect du droit international humanitaire ;
- c) produisent des effets qui ne peuvent pas être limités en toutes circonstances, contrairement à ce qu'exige le droit international humanitaire.

Restrictions

Dans le cas des systèmes d'armes létaux autonomes qui ne relèvent pas des interdictions ci-dessus, il y a lieu de prendre les mesures suivantes :

- a) Restreindre les objectifs aux seuls objectifs militaires par nature ;
- b) Garantir la possibilité pour un être humain qui utilise le système d'intervenir et d'interrompre et de désactiver le système à tous les stades de son utilisation ;
- c) Limiter la durée, la portée géographique et l'ampleur des opérations afin de garantir le respect du droit international humanitaire à tout moment et réserver l'emploi aux zones où il n'y a pas de concentration de civils ou de biens de caractère civil ;
- d) Limiter le nombre de prises à partie afin de prévoir les effets et d'en conserver la maîtrise, comme l'exige le droit international humanitaire ;
- e) Veiller à ce que les systèmes d'armes ne puissent pas modifier leurs paramètres de ciblage de manière autonome sans la validation d'un être humain ;
- f) Assurer à tout moment une supervision et un contrôle véritable des opérations.

Autres dispositions

Il conviendrait de prévoir les autres dispositions suivantes :

- Les personnes responsables des systèmes d'armes létaux autonomes et qui en ont la maîtrise devraient à tout moment être responsables des conséquences de l'emploi de ces armes, conformément au droit international et aux dispositions applicables en matière de responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite.
- Les États sont tenus d'élaborer un mécanisme efficace de contrôle, d'enquête et de recours pour toute violation suspectée, signalée ou attestée en rapport avec la mise au point, le déploiement ou l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes, et de veiller à sa mise en place.

L'instrument juridique international devrait également comporter une annexe technique (comme dans le cas du Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (Protocole II modifié le 3 mai 1996) et du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines

armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V) à la Convention sur certaines armes classiques) dans laquelle figureraient des meilleures pratiques, des principes directeurs et d'autres mesures de réduction des risques destinées à faciliter la mise en œuvre de divers articles de l'instrument. Cette annexe pourrait comprendre des dispositions relatives aux mesures prises au niveau national, notamment en ce qui concerne les politiques, les essais, la formation et les examens, y compris les examens des armes et les rapports sur les armes.

Conclusion

Le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, créé en application de la Convention sur certaines armes classiques, vu tous les outils dont il dispose et le travail accompli jusqu'à présent, demeure l'instance la plus appropriée pour élaborer un cadre juridique normatif véritable qui réponde de manière exhaustive aux problèmes et aux préoccupations liés aux systèmes d'armes létaux autonomes.

Pays-Bas (Royaume des)

[Original : anglais]
[17 mai 2024]

Le Royaume des Pays-Bas se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues, conformément à la résolution 78/241 de l'Assemblée générale, sur les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes que les systèmes d'armes autonomes soulèvent.

En juin 2022, dans une lettre adressée au Parlement néerlandais, le Ministre des affaires étrangères a présenté les principes sur lesquels repose la position stratégique du Gouvernement sur les systèmes d'armes autonomes¹. Le Ministère néerlandais de la défense élabore également d'autres politiques internes sur ce thème.

Le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, créé en vertu de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, continue de servir de principal cadre pour l'examen de la question de la réglementation des systèmes d'armes autonomes. Les Pays-Bas sont déterminés à faire des progrès dans le cadre de la Convention. En effet, tous les acteurs concernés dans le domaine des systèmes d'armes autonomes y sont représentés et, ces dernières années, on a vu que des progrès étaient possibles malgré une dynamique difficile.

Les Pays-Bas partent du principe que les systèmes d'armes autonomes doivent être conçus, mis au point et utilisés de manière responsable et dans le respect du droit international. Un certain degré de jugement et de contrôle humains doit être conservé à toutes les étapes du cycle de vie des systèmes d'armes autonomes afin que ces principes soient appliqués. Les systèmes d'armes autonomes dont la conception, la mise au point ou l'utilisation ne peuvent pas être conformes au droit international, en particulier au droit international humanitaire, doivent être explicitement interdits par un instrument juridiquement contraignant, qui prendrait de préférence la forme d'une

¹ Voir également le rapport du Conseil consultatif pour les affaires internationales et du Comité consultatif de droit international public, *Autonomous Weapon Systems: the Importance of Regulation and Investment* (11 avril 2022). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.advisorycommitteeinternationalallaw.nl/publications/advisory-reports/2021/12/8/autonomous-weapon-systems>.

nouveau protocole à la Convention sur certaines armes classiques. D'autres types de systèmes d'armes autonomes doivent être davantage réglementés.

La position néerlandaise est résumée dans la section ci-après, dans laquelle sont également présentés les principaux points à examiner de manière plus poussée.

Caractérisation

Les Pays-Bas savent bien qu'une caractérisation générale des systèmes d'armes autonomes est nécessaire. Néanmoins, il n'existe pas à l'heure actuelle de consensus international sur une définition ou caractérisation d'un « système d'armes autonome ».

Au niveau national, les Pays-Bas retiennent la caractérisation générale suivante : « un système d'armes qui, après avoir été activé, peut, sans autre intervention humaine, sélectionner et attaquer une cible ». Si une intervention humaine est nécessaire après l'activation pour sélectionner et attaquer une cible, mais que cette intervention humaine n'est que minimale, ce système d'armes est néanmoins considéré comme un système d'armes autonome.

Dans cette large catégorie de systèmes d'armes autonomes, les Pays-Bas font la distinction entre, d'une part, les systèmes d'armes autonomes qui ont la capacité de modifier une tâche, mission ou objectif, y compris les règles d'engagement applicables qui leur ont été déléguées, sans que le changement ne soit approuvé par un être humain, et, d'autre part, les systèmes d'armes autonomes non dotés de cette capacité. La première sous-catégorie concerne les systèmes d'armes qui sont par définition imprévisibles et ne seraient pas intégrés à une chaîne de commandement responsable. De tels systèmes pourraient éventuellement être soumis à une interdiction à l'avenir.

Application du droit international humanitaire

Les règles et principes existants du droit international, en particulier du droit international humanitaire, s'appliquent à la conception, à la mise au point et à l'utilisation des systèmes d'armes autonomes. Ces systèmes comportant des éléments d'autonomie, tel le moindre degré de jugement et de contrôle humains requis pour l'emploi de la force – il importe de préciser quels sont les règles et principes du droit international humanitaire applicables. En ce qui concerne la conception, la mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes, les principes de distinction, de précaution et de proportionnalité présentent un intérêt particulier du point de vue du droit humanitaire international. Pour respecter ces règles et principes, il importe de garantir un certain degré de jugement et de contrôle humains en ce qui concerne la conception, la mise au point et l'utilisation des systèmes d'armes autonomes. Pour déterminer quel est le degré de jugement et de contrôle humains requis, divers facteurs doivent être pris en compte, tels le contexte d'utilisation et les paramètres des systèmes d'armes. L'énumération des normes existantes devrait aider les États à respecter leurs obligations.

En ce qui concerne les systèmes d'armes autonomes qui ne peuvent pas être conçus, mis au point ou utilisés conformément au droit international humanitaire, une interdiction expresse devrait être approuvée. Pour faire en sorte qu'une telle interdiction soit effective et respectée, les types de systèmes d'armes autonomes auxquels cette interdiction s'applique devraient être définis clairement dans un nouvel instrument international juridiquement contraignant, qui pourrait prendre la forme d'un nouveau protocole à la Convention sur certaines armes classiques, et comprendre notamment les catégories suivantes :

- les systèmes d'armes autonomes conçus pour frapper des civils ou des biens de caractère civil ;
- les systèmes d'armes autonomes qui par définition frappent sans discrimination ou qui causent des maux superflus ou des souffrances inutiles ;
- les systèmes d'armes autonomes conçus de telle manière qu'un être humain ne peut pas raisonnablement prévoir ni contrôler les effets de leur utilisation en diverses circonstances, y compris les systèmes d'armes autonomes dotés de la capacité de modifier une tâche, mission ou objectif, notamment les règles d'engagement applicables qui leur ont été déléguées, sans que le changement ne soit approuvé par un être humain.

Pour garantir qu'un système d'armes autonome est conçu, mis au point et utilisé conformément au droit international (au droit international humanitaire en particulier), différents types de mesures devraient être adoptés. Ces mesures devraient être fonction du type de système d'armes autonome, de l'environnement opérationnel du système et de l'utilisateur final du système². Elles devraient également réglementer le degré de jugement et de contrôle humains requis pour que les systèmes d'armes autonomes soient conformes au droit international, en particulier aux principes de distinction, de précaution et de proportionnalité consacrés par le droit international humanitaire. L'ensemble de mesures ci-après pourraient en faire partie, mais il est nécessaire que les États aient un échange de vues à leur sujet.

- Imposer : a) des limites aux types et au nombre de cibles que les systèmes d'armes autonomes peuvent frapper ; b) des limites temporelles et spatiales.
- Continuer de confier à des êtres humains l'appréciation de la situation dans la zone géographique de déploiement du système d'armes autonome.
- Créer une interface intuitive pour l'interaction homme-machine.
- Mettre en place des procédures détaillées afin de garantir que les systèmes d'armes autonomes sont soumis à une expérimentation, évaluation, validation et vérification.
- Étudier de manière approfondie les aspects juridiques des systèmes d'armes autonomes.
- Former les opérateurs humains qui interagissent avec les systèmes d'armes.

Responsabilité

En ce qui concerne la responsabilité des États, ceux-ci peuvent être tenus responsables, au regard du droit international, d'actes illicites menés en utilisant des systèmes d'armes dotés d'éléments d'autonomie. Le cas échéant, la responsabilité civile des personnes physiques ou morales qui ont joué un rôle dans le cycle de vie d'un système d'armes autonome peut être engagée ou celles-ci peuvent faire l'objet de poursuites pénales. S'agissant d'engager des poursuites pour des faits qui pourraient constituer des crimes internationaux, les juridictions nationales sont compétentes au premier chef, la Cour pénale internationale servant de filet de sécurité.

Droit international des droits humains

Au sein du Groupe d'experts gouvernementaux, les Pays-Bas n'ont cessé d'insister sur l'importance des droits humains comme régime juridique à ne pas

² Stockholm International Peace Research Institute et Comité international de la Croix-Rouge, *Operationalizing Human Control*, p. 26, 2020.

ignorer pour la conception, la mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes, tant en situation de conflit armé que dans d'autres contextes. Ils notent que le régime juridique des droits humains impose des obligations plus strictes concernant l'emploi de la force à des fins du maintien de l'ordre que le régime juridique du droit international humanitaire concernant les opérations de combat. Bien que le Groupe n'ait pas encore examiné de près les conditions d'application du droit international des droits humains à la conception, à la mise au point et à l'utilisation des systèmes d'armes autonomes ainsi qu'à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire, les Pays-Bas savent bien qu'il importe de traiter de ce sujet dans les instances internationales compétentes. Au-delà du cadre du droit international, l'utilisation de systèmes d'armes autonomes comporte d'autres risques, notamment sur le plan humanitaire et sur les plans de l'éthique et de la sécurité. Pour les Pays-Bas, il importe que ces risques soient également recensés et atténués.

Débat plus général sur l'intelligence artificielle dans le domaine militaire

L'intelligence artificielle étant un élément important dans le fonctionnement des systèmes d'armes autonomes, un parallèle peut clairement être établi entre le débat plus général sur l'intelligence artificielle dans le domaine militaire et le débat sur la réglementation des systèmes d'armes autonomes. Les Pays-Bas considèrent que les discussions menées à l'échelle internationale sur ces deux sujets sont complémentaires et utiles d'un côté comme de l'autre.

Philippines

[Original : anglais]

[16 mai 2024]

La mise au point de technologies avancées comme l'intelligence artificielle et les systèmes d'armes autonomes transforme rapidement la vie et l'expérience humaines. La diffusion prochaine de technologies naissantes pourrait certes résoudre de nombreux problèmes anciens, mais elle pourrait également perturber l'ordre politique et social. C'est pourquoi les Philippines estiment que les structures de gouvernance internationale doivent s'adapter à ces évolutions.

Afin d'offrir un espace permettant d'examiner les incidences de l'utilisation de l'autonomie dans les systèmes d'armes du point de vue de la région Indopacifique, le Ministère philippin des affaires étrangères, en coopération avec Nonviolence International Southeast Asia, a organisé la réunion de Manille sur la perspective indopacifique concernant les systèmes d'armes autonomes, tenue du 13 au 14 décembre 2023.

Les Philippines estiment qu'il est nécessaire d'intensifier les négociations en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant, robuste et à l'épreuve du temps permettant de faire face aux menaces liées aux systèmes d'armes autonomes.

Les Philippines considèrent la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination comme le cadre approprié pour lutter contre les menaces potentielles associées aux systèmes d'armes autonomes, y compris leur éventuelle acquisition par des acteurs armés non étatiques : un nouveau protocole à cette Convention prévoira des interdictions et des réglementations concernant les systèmes d'armes autonomes.

Des règles et des principes juridiquement contraignants sont nécessaires pour se prémunir contre les risques et les problèmes liés à la mise au point de systèmes d'armes autonomes, à savoir :

a) *Description des caractéristiques des systèmes d'armes autonomes.* Une définition exacte des systèmes d'armes autonomes n'est pas nécessaire pour l'élaboration, le développement et la négociation d'un cadre normatif et opérationnel régissant les systèmes d'armes autonomes. L'autonomie est une notion vaste et, compte tenu de l'évolution rapide de la technologie, les caractéristiques purement techniques peuvent ne pas suffire à caractériser les systèmes d'armes autonomes. La description des caractéristiques ci-dessous, axée sur l'élément humain et l'interaction entre l'être humain et la machine, qui sont essentiels pour aborder la question de l'attribution et de la responsabilité, constitue un point de départ utile :

Les « systèmes d'armes autonomes » sont des systèmes d'armes qui intègrent l'autonomie dans les fonctions essentielles consistant à sélectionner, prendre pour cible et prendre à partie les objectifs et à employer la force contre eux.

b) *Interdictions.* La mise au point, la production, la possession, l'acquisition, le déploiement, le transfert ou l'utilisation, en quelques circonstances que ce soit, de systèmes d'armes autonomes sont interdits si :

i) Leurs fonctions autonomes sont conçues pour être utilisées hors de tout contrôle humain significatif ;

ii) Leur utilisation ne peut être conforme aux principes du droit international humanitaire ou aux exigences de la conscience publique, ce qui inclut les systèmes qui sont : 1) incapables de faire la distinction entre les civils, les combattants ennemis et les combattants hors de combat ; 2) de nature à causer des blessures inutiles ou des souffrances superflues, ou qui par définition frappent sans discrimination.

c) *Réglementations.* Des réglementations doivent être mises en place pour garantir, entre autres, que 1) un contrôle humain significatif est conservé tout au long du cycle de vie de tout système d'armes intégrant l'autonomie ; 2) les systèmes d'armes ne reposent pas sur des ensembles de données susceptibles de perpétuer ou d'amplifier les préjugés sociaux, notamment les préjugés liés au genre et à la race ; 3) une réglementation relative à l'enregistrement, au suivi et à l'analyse des systèmes d'armes autonomes est élaborée.

Contrôle humain significatif. Les Philippines considèrent tout d'abord que les humains doivent toujours garder un contrôle significatif sur l'emploi de la force et que les cibles humaines ne doivent jamais être réduites à de simples données que les machines et les algorithmes auraient à interpréter. Alors que le déplacement de la centralité de l'être humain dans l'emploi de la force pourrait avoir des répercussions juridiques liées à la responsabilité, le postulat des Philippines transcende les considérations juridiques et découle du principe fondamental de l'inviolabilité de la dignité humaine. À cet égard, les Philippines ont fait du « contrôle humain significatif » la norme permettant d'évaluer la mise au point de systèmes d'armes autonomes.

Le « contrôle humain significatif » concerne le maintien de l'action humaine, notamment du jugement humain et de l'intervention humaine, dans l'emploi de la force. Il inclut, entre autres, les éléments suivants :

a) La capacité de redéfinir ou modifier les objectifs ou les missions du système d'armes ou d'adapter celui-ci à l'environnement ; de désactiver, d'abandonner, de faire cesser ou d'interrompre son fonctionnement et son utilisation en cas de besoin, et de restreindre sa fonction d'auto-déclenchement ;

b) La capacité de limiter la portée et l'échelle d'utilisation du système d'armes, notamment dans le temps et dans l'espace, et de restreindre ses paramètres et moyens de repérage d'objectifs ;

c) La capacité de comprendre et d'expliquer le fonctionnement du système d'armes en vue de fournir rétrospectivement une explication qui satisfasse aux exigences juridiques et autres concernant le fonctionnement du système d'armes, notamment la définition de qui est responsable et doit rendre des comptes.

Applicabilité du droit international. Les Philippines affirment que tous les éléments du droit international, notamment le droit international coutumier, la Charte des Nations Unies, le droit concernant la responsabilité de l'État, le droit international humanitaire, le droit international des droits humains et le droit pénal international, sont applicables dans le contexte de la mise au point, de l'utilisation et du transfert de tout système d'armes autonome.

Examen des armes. Une conséquence très importante de l'applicabilité du droit international est que les États ont l'obligation de procéder à un examen national des armes. Il convient, lors de l'étude, de la mise au point, de l'acquisition ou de l'adoption d'une nouvelle arme, ou d'un nouveau moyen ou d'une nouvelle méthode de combat, de déterminer si l'emploi de cette arme, de ce moyen ou de cette méthode est, en certaines circonstances ou en toutes circonstances, interdit par le droit international.

Considérations éthiques. Les Philippines affirment que les considérations éthiques sont au cœur des discussions multilatérales concernant les systèmes d'armes autonomes et les applications militaires de l'intelligence artificielle. Au-delà des arguments juridiques, les États ont le devoir de garantir l'inviolabilité de la dignité humaine. Aucune application militaire de l'intelligence artificielle ne doit conduire à reléguer les vies humaines au rang de simples données que les machines et les algorithmes auraient à interpréter dans le cadre de l'automatisation de l'emploi de la force.

Impact environnemental et intégrité écologique. La présence de systèmes d'armes autonomes suscite des inquiétudes quant aux vulnérabilités environnementales, notamment en ce qui concerne l'impact sur le milieu marin et les écosystèmes. Il est important de prendre en compte les aspects maritimes et écologiques dans les débats portant sur les systèmes d'armes autonomes. Un exemple est la croyance selon laquelle la guerre sous-marine autonome est relativement plus souhaitable en raison du faible risque de dommages collatéraux humains existant sous l'eau. Des représentants des États insulaires du Pacifique ont toutefois souligné, lors de la réunion de Manille sur la perspective indopacifique concernant les systèmes d'armes autonomes, que les dommages causés à l'écologie marine avaient des conséquences directes sur leurs moyens de subsistance.

Autres applications militaires de l'intelligence artificielle. Les Philippines reconnaissent que les applications militaires de l'intelligence artificielle pourraient présenter des avantages, en particulier pour améliorer la précision. Une telle précision pourrait aider les chefs et les opérateurs militaires à garantir le respect du droit international humanitaire. À cet égard, les Philippines ne s'opposent pas aux applications militaires de l'intelligence artificielle dans le cadre des fonctions associées liées à l'automatisation, telles que les systèmes de navigation, les systèmes de gestion des combats et le guidage de précision, entre autres. Elles sont en faveur de normes de comportement responsable d'application volontaire dans le cadre de ces applications de l'intelligence artificielle, incluant l'examen des armes.

Règlementations sur le commerce stratégique. Les États dotés de réglementations sur le commerce stratégique et les membres de régimes multilatéraux de contrôle des exportations devraient collaborer pour convenir d'une définition

fonctionnelle des systèmes d'armes létaux autonomes et circonscrire les éventuels moyens de contrôle en vue d'une réglementation. Cela pourrait inclure les technologies naissantes susceptibles d'être le précurseur de systèmes d'armes létaux autonomes, y compris, mais sans s'y limiter, de technologies incorporelles de qualité militaire telles que des algorithmes et des programmes conçus pour repérer de manière autonome des objectifs pour des armes offensives.

Les États devraient également envisager d'établir une distinction technique claire entre les systèmes d'armes létaux autonomes et les systèmes de défense autonomes. En particulier, le matériel de défense similaire aux systèmes automatiques de défense antiaérienne et antimissiles ne sont pas des systèmes d'armes létaux autonomes, puisqu'ils ne lancent des intercepteurs que pour prendre à partie légitimement des aéronefs et des projectiles hostiles déjà en approche. Les intercepteurs et autres technologies similaires devraient être distingués des munitions lancées par des systèmes offensifs, puisqu'ils ne font que répondre à un conflit armé et n'en sont pas à l'origine. Cette distinction devrait permettre aux États de bénéficier de la protection accordée par les systèmes autonomes appliqués à la défense tout en s'éloignant de la nature de ces systèmes qui est de frapper sans discrimination lorsqu'ils sont déployés à des fins offensives.

En annexe à la présente contribution, les Philippines soumettent également le Rapport des Philippines sur la réunion de Manille sur la perspective indopacifique concernant les systèmes d'armes autonomes¹.

République de Corée

[Original : anglais]

[24 mai 2024]

La République de Corée est consciente du fait que le développement rapide de technologies nouvelles et naissantes suscite de grands espoirs pour l'amélioration du bien-être humain et que ces technologies pourraient notamment, dans certaines circonstances, contribuer à mieux protéger les civils dans les conflits ; toutefois, elle est également consciente des préoccupations engendrées par les incidences négatives que pourraient avoir les systèmes d'armes autonomes.

À cet égard, la République de Corée considère qu'il est très important de traiter la question des systèmes d'armes létaux autonomes, en cherchant un équilibre entre les bénéfices et les risques, ainsi qu'entre les considérations humanitaires et la nécessité militaire au moment d'examiner les possibles répercussions des technologies nouvelles et naissantes. Les vues présentées ci-dessous se fondent sur l'idée que la République de Corée se fait des systèmes d'armes létaux autonomes, à savoir des systèmes d'armes qui, une fois activés, sont capables de repérer, sélectionner et prendre à partie des objectifs sans qu'aucun opérateur ait à intervenir.

La République de Corée se félicite des efforts soutenus consacrés à ces questions par les Hautes Parties contractantes à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Elle salue en particulier le travail précieux et les progrès accomplis depuis la première session du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes créé en 2017 en application de la Convention sur certaines armes classiques. L'approbation des 11 principes directeurs en 2019 et l'inclusion de l'approche à deux niveaux dans le

¹ Le texte mentionné peut être consulté dans les archives du Secrétariat.

rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur sa session de 2023 sont des étapes importantes et ont fait l'objet d'un consensus.

La République de Corée continue de souligner que le Groupe d'experts gouvernementaux est et devrait demeurer l'instance centrale et unique de traitement des différentes questions relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes, mettant l'accent sur la mise en œuvre effective du droit international humanitaire, qui s'applique à tous les systèmes d'armes.

Reconnaissant les progrès rapides de la technologie, la République de Corée souligne que, pour faire avancer les débats au sein du Groupe d'experts gouvernementaux, l'approche des Hautes Parties contractantes devrait être pratique, réaliste, pragmatique et fondée sur la science. Les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux devraient se concentrer sur la formulation d'éléments d'interdiction et de réglementation, entre autres en parvenant à un accord consensuel sur les mesures qui seraient nécessaires pour garantir le respect du droit international humanitaire.

À cet égard, la République de Corée affirme qu'il faudrait interdire les systèmes d'armes létaux autonomes dont la nature même rend impossible une utilisation respectueuse du droit international humanitaire du fait, par exemple, qu'ils causent des maux superflus ou des souffrances inutiles ou frappent intrinsèquement sans discrimination, ou que, pour toute autre raison, ils ne peuvent être utilisés dans le respect du droit international humanitaire. Il convient donc de poursuivre le débat sur la manière de réglementer les autres systèmes d'armes létaux autonomes afin de garantir le plein respect du droit international humanitaire.

Il est toutefois important de noter qu'une intervention humaine n'est pas forcément nécessaire pour garantir le respect du droit international humanitaire. Il faut plutôt regarder au cas par cas, et les principes de distinction, de proportionnalité et de précautions dans l'attaque sont essentiels quand il s'agit d'évaluer si le droit international humanitaire a été respecté.

En outre, pour traiter de manière adéquate les risques potentiels associés aux systèmes d'armes létaux autonomes, la République de Corée estime qu'il faudra introduire des mesures d'atténuation des risques visant à garantir la distinction et la proportionnalité dans la conduite des attaques ainsi que les précautions dans l'attaque et à permettre d'établir les responsabilités, mesures consistant notamment à former le personnel militaire, maintenir une chaîne de commandement et de contrôle humains responsables tout au long du cycle de vie des systèmes d'armes et mettre en place des mesures de sauvegarde suffisantes, telles que la protection des données. Nous pensons également que la mise en commun des enseignements tirés des pratiques d'atténuation des risques ainsi que l'échange d'informations sur les cadres, les stratégies et les politiques nationaux en matière de systèmes d'armes létaux autonomes contribueront à cet effort. La position de base de la République de Corée est bien définie dans le document de travail conjoint figurant dans le document [CCW/GGE.1/2023/WP.4/Rev.2](#).

Consciente des diverses initiatives internationales en cours, telles que le Sommet sur l'intelligence artificielle responsable dans le domaine militaire et la Déclaration politique sur l'utilisation militaire responsable de l'intelligence artificielle et de l'autonomie, la République de Corée souligne que tous les efforts internationaux pertinents devraient continuer à compléter d'autres initiatives et à chercher des synergies avec elles.

République de Moldova

[Original : anglais]

[24 mai 2024]

Aux termes de l'alinéa 1) de l'article 8 de sa Constitution, la République de Moldova s'engage à respecter la Charte des Nations Unies et les traités auxquels elle est partie, et à fonder ses relations avec les autres États sur les principes et les règles du droit international unanimement reconnus.

Ce principe est inscrit dans la loi moldave n° 595/1999 relative aux traités internationaux, dont l'article 19 prévoit : « Les traités internationaux sont exécutés de bonne foi, conformément au principe *pacta sunt servanda*. La République de Moldova ne peut s'autoriser des dispositions de son droit interne pour justifier la non-exécution d'un traité auquel elle est partie. »

La République de Moldova prend en compte et respecte pleinement les principes directeurs sur les nouvelles technologies dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, ainsi que les dispositions des traités internationaux relatifs aux droits humains et du droit international humanitaire. Le pays est actuellement partie à plusieurs traités internationaux de droit international humanitaire, notamment ceux qui traitent des victimes des conflits armés, des moyens et méthodes de combat et des crimes internationaux.

La République de Moldova a adhéré aux Conventions de Genève du 12 août 1949 et à leurs protocoles additionnels du 10 juillet 1977 par la décision du Parlement n° 318/1993.

Par la loi n° 975-XIV/2000, la République de Moldova a adhéré à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adoptée à Genève le 10 octobre 1980, et aux Protocoles y annexés : Protocole relatif aux éclats non localisables (Protocole I), adopté à Genève le 10 octobre 1980 ; Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel que modifié le 3 mai 1996 (Protocole II modifié), initialement adopté à Genève le 10 octobre 1980 ; Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires (Protocole III), adopté à Genève le 10 octobre 1980 ; Protocole additionnel à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination [Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes (Protocole IV)], adopté à Vienne le 13 octobre 1995.

Le droit international humanitaire existant [article 36, relatif aux armes nouvelles, du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)] prévoit que « [d]ans l'étude, la mise au point, l'acquisition ou l'adoption d'une nouvelle arme, de nouveaux moyens ou d'une nouvelle méthode de guerre, une Haute Partie contractante a l'obligation de déterminer si l'emploi en serait interdit, dans certaines circonstances ou en toutes circonstances, par les dispositions du présent Protocole ou par toute autre règle du droit international applicable à cette Haute Partie contractante ».

Le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 et la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi que ses protocoles (I à IV), adoptée à Genève en 1980 (en vigueur pour la République de Moldova depuis le 8 mars 2001),

ne donnent pas de définition des systèmes d'armes létaux autonomes et n'en prévoient pas l'interdiction.

Par la loi n° 212/2010, le Parlement de la République de Moldova a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, adopté le 17 juillet 1998.

Afin que la République de Moldova s'acquitte de ses obligations internationales et assure le respect des règles du droit des conflits armés, l'Instruction sur l'application des règles du droit des conflits armés dans l'armée nationale de la République de Moldova a été approuvée par la décision du Ministre de la défense n° 275/2006.

Selon cette instruction, les chefs militaires doivent préparer les grandes unités, les unités militaires et les sous-unités à l'accomplissement des missions qui leur sont confiées et à la conduite à tenir au cours des opérations militaires dans le respect des principes du droit de la guerre. Ils doivent également veiller au respect des règles du droit des conflits armés, en prévoyant toutes les mesures préventives possibles pour éviter ou, à défaut, réduire au mieux les pertes dans la population civile et les dommages aux biens civils.

Le fait qu'une violation du droit des conflits armés puisse être commise par un(e) subordonné(e) n'exonère pas ses supérieurs de leur responsabilité disciplinaire ou pénale. Lors de la préparation et de la conduite des opérations militaires, le commandement à tous les niveaux est tenu de prendre en compte certaines limites et restrictions à l'emploi de la force dans le cadre de l'activité administrative.

Les dispositions pertinentes relatives à l'obligation de connaître et de respecter strictement les exigences du droit international en ce qui concerne les conflits armés figurent également dans le Règlement de service interne des forces armées de la République de Moldova, approuvé par le décret présidentiel n° 2327/2009.

Par ailleurs, la nécessité de respecter le droit international humanitaire durant les conflits armés et les opérations de combat a pour conséquence, dans le contexte des nouvelles technologies apparues dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, qu'il importe d'appliquer les dispositions des articles 36 et 57 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 (1977) sur les armes nouvelles et les précautions dans l'attaque.

Nous estimons donc que le droit international humanitaire s'applique en effet également à ces systèmes et que la décision de les utiliser doit être prise par une personne. Les États devraient examiner, dès le stade de la conception, la légalité des nouvelles armes qu'ils développent ou acquièrent.

Toutefois, à la lumière des instruments internationaux existants, il existe une obligation pour les individus et les États en temps de paix, ainsi que pour les combattants, les organisations militaires et les États en situation de conflit armé, de ne pas transférer à une machine ou à un processus automatisé le pouvoir ou la capacité d'utiliser la force létale, si bien que, dans chaque cas, il doit revenir à un être humain de déterminer que cette utilisation est légitime, morale et légale.

Dans le cas d'atrocités causées par un système d'armes autonome, la notion de responsabilité du commandement et de l'obligation de contrôler les actions des subordonnés peut être mise à mal, le commandement étant ainsi protégé de ce qui pourrait autrement être considéré comme une accusation de crime de guerre.

Compte tenu de la tendance actuelle au développement et à l'utilisation militaire de systèmes d'armes létaux autonomes pour neutraliser des humains (pour la première fois dans l'histoire en 2020, pendant la guerre civile libyenne, selon un rapport du Conseil de sécurité) et des risques mondiaux pesant sur la paix et la sécurité,

notamment les risques de prolifération de ces systèmes, y compris le risque de les voir s'étendre aux groupes armés non étatiques, il est nécessaire de revoir le cadre normatif international et d'en créer un qui limite et interdit l'utilisation militaire de systèmes d'armes létaux autonomes, notamment en combinaison avec l'intelligence artificielle, et qui interdit l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes en association, par exemple, avec des armes nucléaires, chimiques et biologiques.

Compte tenu du niveau croissant des risques et menaces régionaux et mondiaux liés au développement et à l'utilisation militaire de systèmes d'armes létaux autonomes en association avec l'intelligence artificielle, nous estimons qu'il est nécessaire de définir et de réglementer aux niveaux international et national les circonstances d'une interdiction partielle ou totale de l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, au droit international humanitaire et aux traités internationaux, y compris une interdiction de l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes en association, par exemple, avec des armes nucléaires, chimiques et biologiques. Néanmoins, l'application effective de cette réglementation limitant et interdisant les systèmes d'armes létaux autonomes nécessite la mise en place de mécanismes internationaux et nationaux de surveillance, de contrôle et de recherche des responsabilités juridiques en ce qui concerne la mise au point et l'utilisation militaire illégales de systèmes d'armes létaux autonomes, notamment en association avec l'intelligence artificielle et les armes nucléaires, chimiques et biologiques.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

[Original : anglais]

[23 mai 2024]

L'intelligence artificielle transforme fondamentalement nos sociétés et changera les menaces auxquelles nous devons faire face. Le Royaume-Uni considère que son adoption soulève des préoccupations sociétales et met à l'épreuve les systèmes établis de gouvernance et d'assurance militaires.

Le Royaume-Uni est à la pointe des efforts en matière de réglementation de l'intelligence artificielle. Le Sommet sur la sécurité de l'intelligence artificielle 2023 et la déclaration de Bletchley, notre stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle, l'Institut pour la sécurité de l'intelligence artificielle et l'Entité pour l'adoption responsable de technologies préconisent tous d'utiliser l'intelligence artificielle d'une manière sûre, légale, éthique et responsable. Toute utilisation de l'intelligence artificielle par le Royaume-Uni aux fins de l'amélioration des capacités de défense est régie par les principes éthiques relatifs à l'intelligence artificielle en matière de défense, énoncés dans la déclaration de politique générale « Ambitious, Safe, Responsible » (Ambitieux, sûr, responsable).

Résumé

- Le Royaume-Uni ne possède pas de systèmes d'armes entièrement autonomes – c'est-à-dire des armes qui fonctionnent sans intervention humaine adaptée au contexte ou en dehors de toute responsabilité humaine – et n'a pas l'intention d'en mettre au point. Aucun État ne devrait mettre au point ou déployer de tels systèmes.
- Le droit international humanitaire et le cadre réglementaire en vigueur pour le développement, l'achat et l'utilisation de systèmes d'armes constituent le cadre approprié pour la réglementation des nouvelles capacités militaires.

- Le jugement humain sera toujours nécessaire tout au long de la mise au point et de l'utilisation des systèmes d'armes autonomes.
- Il n'est pas possible de transférer l'obligation de rendre des comptes à une machine. Lorsqu'un système est utilisé pour obtenir un effet, la responsabilité humaine ne peut être supprimée, quel que soit le niveau d'autonomie du système.
- Travailler au niveau international à l'élaboration de normes pour un développement et une utilisation responsables des systèmes d'armes autonomes est le meilleur moyen de garantir que toute utilisation illégale, dangereuse ou contraire à l'éthique de ces technologies soit repérée et que les responsables soient identifiés et amenés à répondre de leurs actes.

Respect du droit international humanitaire

Le droit international humanitaire s'applique à toutes les capacités militaires employées dans la planification et la conduite des hostilités, y compris celles qui ont des fonctions autonomes. Tous les États sont tenus de s'y conformer. Il n'y a pas de dérogations ou d'exemptions, et nous nous opposons à toute tentative d'affaiblir le cadre juridique solide et fondé sur des principes fourni par le droit international humanitaire ou d'y déroger.

Le Royaume-Uni estime que l'emploi d'armes dotées de fonctions autonomes nécessite des systèmes de gouvernance qui permettent le respect juridique et éthique du droit international humanitaire. Nous sommes conscients que certains États et la société civile réclament de nouvelles règles juridiquement contraignantes au motif que les armes dotées de fonctions autonomes créeront de nouveaux éléments sur le champ de bataille qui ne sont pas couverts par le droit humanitaire international. Cependant, nous pensons qu'il n'y a pas de lacune dans l'application du droit international humanitaire en ce qui concerne l'autonomie en matière d'armement. Le droit international humanitaire existant réglemente déjà la mise au point et l'achat par les États d'armes et de moyens et méthodes de combat, y compris ceux faisant appel à des technologies avancées. Il s'agit d'un régime juridique robuste et flexible de réglementation des conflits armés, s'appliquant indépendamment à des technologies utilisées.

En droit international humanitaire, le droit des parties au conflit de choisir les moyens et méthodes de combat n'est pas illimité. C'est ce que souligne l'obligation faite aux États, en vertu de l'article 36 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, de déterminer si l'emploi d'une nouvelle arme, d'un nouveau moyen ou d'une nouvelle méthode de guerre serait interdit, dans certaines circonstances ou en toutes circonstances, par le droit international humanitaire.

L'autonomie des systèmes d'armes peut et doit être utilisée dans le respect du droit et de l'éthique. En effet, les systèmes autonomes peuvent contribuer à une meilleure application du droit humanitaire international et à un plus grand respect de celui-ci. Ils peuvent améliorer les preuves, l'analyse et la rapidité de la prise de décision, et sont donc susceptibles d'assurer une meilleure protection des civils. De meilleures décisions signifient de meilleurs résultats dans le respect des principes fondamentaux du droit international humanitaire.

Obligation de rendre des comptes et responsabilité

Les cadres juridiques prévoyant la responsabilité des États dans le cadre du droit international humanitaire et celle des individus dans le cadre du droit pénal international et national ne permettent pas de transférer à une machine l'obligation de

rendre compte des effets d'une action militaire. Les États sont responsables de la commission de faits internationalement illicites, notamment de l'utilisation sans discrimination ou autrement illicite de systèmes d'armes. Le droit international humanitaire repose sur le précepte de la responsabilité du commandement, qui place l'humain au centre des décisions relatives à l'emploi de la force. L'utilisation de l'autonomie dans les armes n'annule pas, et ne peut pas annuler, le rôle de l'humain en tant qu'acteur responsable sur le plan juridique.

Il incombe aux humains de veiller à ce que l'utilisation de systèmes autonomes dans la défense soit étayée par une formulation claire de la manière dont la gouvernance est exercée. Le personnel impliqué dans les décisions d'utilisation de systèmes dotés de fonctions autonomes doit comprendre le mode d'utilisation, l'effet attendu et le fait qu'il reste responsable de cet effet.

Ces principes s'appliquent tout au long du cycle de vie d'un système, de la conception au déploiement. Il s'agit notamment des orientations données aux concepteurs, des normes techniques définies régissant la mise au point, des processus d'essai et d'acceptation, des procédures rigoureuses d'essais grandeur nature, et de la formation du personnel utilisant les systèmes. Cette approche du cycle de vie doit s'étendre à toutes les modifications apportées au système, à son contexte d'utilisation ou à l'environnement opérationnel prévu une fois qu'il est entré en service, ainsi qu'aux mécanismes appropriés de retour d'information et de communication de l'information.

Une fois le système déployé, la responsabilité incombe aux opérateurs formés qui l'utilisent et aux décideurs, à savoir les commandants à tous les niveaux qui ont la responsabilité opérationnelle ou tactique de la conduite des campagnes. La chaîne de commandement militaire et les mesures d'application du principe de responsabilité sont clairement définies dans les ordres, les directives et les instructions permanentes qui sont appliqués par tous les militaires engagés dans la conduite d'opérations.

Contrôle

Dans tous les cas d'utilisation, il doit toujours y avoir une intervention humaine adaptée au contexte dans la mise au point et l'emploi des systèmes d'armes, y compris ceux dotés de fonctions autonomes. Il doit en résulter un contrôle humain effectif, suffisant pour satisfaire à nos politiques, à nos principes éthiques et à nos obligations en vertu du droit international humanitaire. La nature de l'intervention humaine variera en fonction de la nature de la capacité, de l'environnement opérationnel et du contexte d'utilisation (par exemple, l'objectif, l'environnement, les menaces éventuelles, les risques associés au comportement du système et le cadre réglementaire). Ces facteurs détermineront le type et le moment de l'intervention humaine afin de garantir qu'elle soit la mieux adaptée aux objectifs militaires, juridiques et éthiques.

Il doit y avoir une intervention humaine appropriée à de nombreux points du cycle de vie du système, ce qui nécessite que des personnes autorisées, qualifiées et expérimentées exercent leur jugement pour influencer, diriger ou limiter le comportement d'un système autonome et ses effets¹.

Nous nous opposons à la création et à l'utilisation d'armes dotées de fonctions autonomes qui fonctionneraient sans intervention ou responsabilité humaine adaptées au contexte. Nous pensons que tous les États devraient s'engager clairement en faveur

¹ Cette approche du cycle de vie appliquée à l'intervention humaine et au contrôle humain des systèmes fondés sur l'intelligence artificielle est décrite dans les documents de travail de 2018 et de 2020 soumis par le Royaume-Uni au Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

de la mise au point et de l'utilisation responsables de l'intelligence artificielle militaire, notamment des systèmes autonomes, et veiller à ce que toute utilisation illégale, dangereuse ou contraire à l'éthique de ces technologies soit repérée et que les responsables soient identifiés et amenés à en répondre.

Approche internationale

L'élaboration de normes internationales d'utilisation et d'obligations positives est le meilleur moyen de démontrer que les systèmes d'armes autonomes peuvent être utilisés conformément au droit international humanitaire.

Le Groupe d'experts gouvernementaux est l'instance idoine pour examiner cette question. Son mandat offre une base positive pour progresser.

Le Royaume-Uni propose que le Groupe élabore une déclaration faisant autorité sur l'application du droit international humanitaire et les meilleures pratiques concernant les systèmes d'armes létaux autonomes. Cette proposition et le « projet d'articles sur les systèmes d'armes autonomes » démontreraient qu'il existe des principes rigoureux régissant l'utilisation d'armes avec autonomie et responsabilité au regard du droit humanitaire international.

Le Groupe devrait évaluer :

- Comment les capacités autonomes peuvent être utilisées conformément au droit international humanitaire et comment elles peuvent être appliquées concrètement dans différents contextes d'utilisation ;
- Les normes et les approches d'association humain-machine tout au long du cycle de vie du système ;
- Les normes techniques et de gouvernance pour la mise au point et l'utilisation sûres et responsables de systèmes autonomes.

Serbie

[Original : anglais]
[18 mai 2024]

Le Gouvernement serbe partage la préoccupation de l'Organisation des Nations Unies concernant le développement de systèmes d'armes létaux autonomes et est d'avis que ces systèmes devraient être interdits ou que leur production devrait être restreinte et leur utilisation contrôlée.

Les données disponibles indiquent que l'intelligence artificielle dont sont dotés ces systèmes ne peut atteindre le même niveau d'intelligence et de conscience que celui de l'être humain. En l'absence de valeurs morales et éthiques, il y a lieu de s'interroger sur ce qui peut bien empêcher le recours excessif à la force létale et une dévastation et des morts inutiles, ainsi que de poser la question des dommages collatéraux, c'est-à-dire la question de savoir si la responsabilité morale et pénale pour la perte de vies innocentes est amenée à disparaître et quelles actions et armes devraient être autonomes. Les systèmes d'armes létaux autonomes sont conçus pour minimiser les pertes subies par ceux qui les utilisent et les moyens engagés par eux et de maximiser ceux de l'ennemi, ce qui, avec la disparition des valeurs morales et éthiques, signifierait que ces systèmes pourraient à l'avenir être équipés de missiles nucléaires.

Dans ce contexte, il existe une possibilité bien réelle que les systèmes soient piratés et que des anomalies logicielles et matérielles, inhérentes à la production de masse, se produisent. La mort et la destruction sont la seule garantie dans de telles

situations, et il est pratiquement impossible d'établir les responsabilités. Le Gouvernement serbe s'inquiète donc vivement du potentiel destructeur de ces systèmes et de leurs effets néfastes sur la paix et sur la sécurité régionale et mondiale, pour les raisons suivantes :

- La probabilité que le seuil de déclenchement des conflits s'abaisse, en partie du fait de la conviction que la précision des systèmes permettra de réduire les pertes militaires en hommes et en matériel ;
- Le début d'une course aux armements, les situations asymétriques où certains pays sont dotés de tels systèmes et d'autres non étant particulièrement inquiétantes ;
- L'entrée en possession de tels systèmes par des acteurs non étatiques violents et des groupes criminels et terroristes, avec les conséquences imprévisibles qui en découlent ;
- La non-soumission de ces systèmes aux conventions, dispositifs de contrôle et règlements internationaux existants à cause d'une reconnaissance insuffisante ;
- La possibilité qu'un essaim de drones à usage unique, quelle qu'en soit la taille, provoque des pertes massives. Une telle attaque peut être lancée par une seule personne, et la défense est difficile et complexe ;
- La possibilité que des informations incorrectes ou mal comprises entraînent des décisions erronées et des erreurs de sélection de cibles.

En tant que petit pays militairement neutre et victime, en 1999, d'attaques au moyen de systèmes d'armes autonomes similaires d'une génération à peine plus ancienne, la Serbie considère que l'utilisation de ces systèmes ou de systèmes plus complexes à des fins militaires est absolument insensée, et ce, pour deux raisons :

- Les systèmes d'armes autonomes capables de prendre des décisions indépendantes sur le choix des cibles ne peuvent pas imiter complètement l'opérateur humain. Ils sont dépourvus d'empathie, faculté sans doute la plus importante pour la détermination de la méthode d'utilisation des armes et la réalisation des objectifs de combat dans le respect du principe d'efficacité et d'efficience.
- Les systèmes d'armes autonomes ne peuvent saisir les conséquences possibles, déterminer le poids de chacune d'elles, les évaluer et les comparer. Ils ne pourraient donc probablement pas être l'instrument d'actions militaires autonomes de nature à faire peu ou pas de dommages collatéraux.

Par conséquent, la question éthique liée au respect des exigences fondamentales du droit international humanitaire (*jus in bello*), à savoir l'établissement de la responsabilité pour les pertes humaines causées, est d'une importance capitale. En effet, les armes ou les moyens qui ne répondent pas aux exigences susmentionnées du droit international humanitaire ne devraient pas être utilisés au combat. Si un être humain prend une décision entraînant une action contre une cible, la responsabilité de tous les acteurs de la chaîne – tant la personne qui a pris la décision et celle qui a donné l'ordre que celle qui a appuyé sur la gâchette ou le bouton – est clairement engagée, en vertu du principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique. L'utilisation des systèmes d'armes autonomes crée un flou autour de la responsabilité du supérieur hiérarchique pour les dommages causés lors des combats.

C'est pourquoi il est important que le développement, la production et l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes soient strictement réglementés et rigoureusement contrôlés.

En outre, l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes devrait être régie par des conventions internationales afin que soit établie une norme de conduite éthique dans l'utilisation des armes modernes, en particulier les armes de ce type, tant quelles sont encore émergentes et qu'elles ne sont pas encore massivement utilisées.

Sierra Leone

[Original : anglais]

[22 mai 2024]

Introduction

Le Gouvernement sierra-léonais soumet par la présente les observations sollicitées par le Secrétaire général sur les systèmes d'armes létaux autonomes comme suite à la résolution [78/241](#), adoptée par l'Assemblée générale en décembre 2023. Il s'appuie en cela sur les délibérations menées et le communiqué adopté (« le communiqué de Freetown ») lors d'une conférence des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur les aspects relatifs à la paix et à la sécurité des systèmes d'armes autonomes, qui s'est tenue à Freetown (Sierra Leone) les 17 et 18 avril 2024, et sur la déclaration officielle du Président Julius Maada Bio concernant la nécessité urgente d'établir des normes et des principes juridiquement contraignants qui répondent aux menaces et aux problèmes que soulèvent les systèmes d'armes autonomes.

Les États membres de la CEDEAO étaient représentés par des délégations de haut niveau, y compris des ministres des affaires étrangères, lors de la conférence, qui portait sur le thème intitulé « Aspects relatifs à la paix et à la sécurité des systèmes d'armes autonomes : une perspective de la CEDEAO sur la voie vers la négociation d'un instrument juridiquement contraignant ». Le Gouvernement sierra-léonais a proposé d'accueillir cette conférence après l'adoption par l'Assemblée générale, le 22 décembre 2023, de la résolution [78/241](#), dont la Sierra Leone s'était portée coauteure. Dans cette résolution, le Secrétaire général a été prié de solliciter les vues des États Membres sur les moyens d'agir face aux enjeux et aux inquiétudes que soulèvent les systèmes d'armes létaux autonomes sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique.

Observations

La position de la Sierra Leone est résumée dans le communiqué de Freetown, du 18 avril 2024. La Sierra Leone souscrit à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de la négociation urgente d'un instrument juridiquement contraignant qui réglementerait les systèmes d'armes autonomes conformément au droit international, notamment le droit humanitaire et le droit des droits humains, ainsi qu'aux principes éthiques fondamentaux régissant la guerre. La Sierra Leone s'engage à promouvoir la stratégie coordonnée de la CEDEAO, énoncée dans le communiqué de Freetown, visant à répondre aux problèmes multiformes soulevés par les systèmes d'armes autonomes.

Le Gouvernement sierra-léonais souligne la nécessité d'élaborer des normes de responsabilité et des cadres opérationnels pour l'acquisition, le transfert et le déploiement de systèmes d'armes automatisés applicables au niveau sous-régional, ainsi que des paramètres juridiques et des protocoles opérationnels solides qui soient conformes au droit international et respectueux des droits humains. Nous insistons particulièrement sur le fait qu'il est important et urgent de mettre à profit les traités internationaux existants et les efforts actuellement déployés par l'Organisation des Nations Unies pour entamer des négociations en vue de l'adoption d'un instrument

juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes automatisés. La Sierra Leone déplore les risques que les systèmes d'armes automatisés conduisent à une accélération de la course aux armements et à la prolifération des armes et bouleversent le travail de longue haleine que mène la CEDEAO en matière de maîtrise des armements, de prévention des conflits et de processus de désarmement.

La Sierra Leone se fait l'écho du communiqué de Freetown du 18 avril 2024 qui doit être inclus dans le rapport du Secrétaire général faisant suite à la résolution [78/241](#), à la fois en tant que document du Gouvernement sierra-léonais et – étant donné que la conférence à laquelle il a été publié était la première conférence régionale à rassembler des représentants de l'État des plus hauts niveaux, dont le chef de l'État sierra-léonais – en tant que position concertée des États membres de la CEDEAO sur la nécessité de mettre en place un instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes autonomes. Le communiqué de Freetown résume cette position.

Reconnaissant l'importance des implications régionales et mondiales des technologies émergentes en matière de sécurité et de géopolitique ;

Reconnaissant également que, si elles sont développées et partagées équitablement, ces technologies et l'intelligence artificielle ont le potentiel de soutenir la croissance économique et d'améliorer la qualité de la vie humaine ;

Conscients que sans un développement équitable, ces technologies peuvent renforcer les inégalités sociales, politiques et économiques existantes et favoriser les préjugés, la méfiance et la déshumanisation numérique ;

Préoccupés par le fait que l'autonomie des systèmes d'armes soulève de graves préoccupations éthiques, humanitaires, juridiques et en matière de paix et de sécurité, notamment en ce qui concerne l'utilisation potentielle de systèmes d'armes autonomes comme force meurtrière contre des cibles sans le contrôle humain véritable qui est essentiel au respect des obligations éthiques, juridiques et humanitaires ;

Conscients de l'histoire et du contexte actuel de notre région en ce qui concerne les questions de conflits armés, de terrorisme et de troubles internes, qui ont été exacerbés par la réglementation internationale inadéquate du trafic d'armes et des systèmes d'armes ;

Préoccupés par le fait que les systèmes d'armes autonomes peuvent devenir de plus en plus faciles à reproduire et facilement interchangeables, et donc faire l'objet d'échanges et de transferts, y compris pour être utilisés par des réseaux criminels transnationaux, des terroristes et d'autres groupes armés non étatiques ;

Préoccupés également par le fait qu'en l'absence de réglementation internationale propre, cette prolifération générera des menaces supplémentaires pour la paix et la sécurité nationales, régionales et mondiales, notamment des risques de course aux armements et d'escalade des conflits, et compromettra les efforts régionaux visant à construire la paix par l'intégration économique et politique ;

Reconnaissant, par conséquent, qu'il convient de renforcer les mécanismes de gouvernance existants, y compris le droit international humanitaire, le droit international des droits humains et le droit pénal international, en établissant de nouvelles règles juridiquement contraignantes, assorties d'interdictions et d'une réglementation qui répondent efficacement aux menaces et aux problèmes que représentent les systèmes d'armes autonomes ; les États membres de la CEDEAO sont déterminés à :

- Appuyer la négociation urgente d'un instrument juridiquement contraignant pour réglementer les systèmes d'armes autonomes, assorti d'interdictions et d'une réglementation propres, conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits humains, et aux principes éthiques ;
- Œuvrer au renforcement de la coopération et du partenariat régionaux et, grâce à des approches inclusives et participatives, promouvoir des positions communes sur les systèmes d'armes autonomes qui contribuent à renforcer l'action menée au niveau mondial en faveur de l'établissement d'un nouvel instrument juridiquement contraignant ;
- Promouvoir un dialogue constructif et une collaboration avec les organisations internationales, la société civile, le monde universitaire et d'autres parties prenantes afin de s'attaquer efficacement aux problèmes posés par les systèmes d'armes autonomes ;

Appuyer l'action en faveur de l'établissement d'une position régionale commune sur les systèmes d'armes autonomes, telle qu'articulée dans le communiqué adopté à cette conférence, et à s'engager à œuvrer collectivement à sa mise en œuvre.

Conclusion

La Sierra Leone estime que la conférence et le communiqué de Freetown, en mettant l'accent sur l'importance d'une coopération mondiale et d'une position unifiée sur la réglementation des systèmes d'armes autonomes, ont posé les priorités stratégiques aux fins de négociations futures sur un instrument juridiquement contraignant relatif à ces systèmes. Elle espère que les discussions menées lors de cette conférence et les textes qui en sont issus influenceront de manière appréciable le débat mondial sur les systèmes d'armes automatisés et contribueront à l'élaboration d'un cadre international juridiquement contraignant d'ici à 2026 – un objectif que s'est fixé l'Organisation des Nations Unies. La conférence a permis de mettre en exergue le caractère complexe et urgent des questions entourant les systèmes d'armes autonomes, ainsi que la responsabilité collective de la communauté internationale s'agissant de répondre aux problèmes qu'ils soulèvent. Les rôles actifs que tiennent la Sierra Leone et la CEDEAO dans la promotion d'une approche unifiée visant à renforcer la sécurité mondiale, le respect des droits humains et le respect du droit international ont été salués.

Singapour

[Original : anglais]
[9 mai 2024]

En tant que petit État, Singapour a toujours appuyé le système multilatéral fondé sur des règles et le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci est à la base du droit et des normes internationaux. Les institutions, les systèmes et les instruments multilatéraux sont essentiels à la survie de tous les États, en particulier des petits États.

Par conséquent, s'agissant de la gouvernance des systèmes d'armes létaux autonomes, nous pensons qu'il est important que la communauté internationale procède de manière multilatérale pour obtenir des résultats concrets.

Singapour se déclare en faveur du principe selon lequel le droit international humanitaire s'applique à l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes. Compte

tenu des progrès rapides de l'autonomisation des systèmes d'armes et des technologies d'intelligence artificielle, nous sommes convaincus qu'il est important de poursuivre le débat sur la gouvernance des systèmes d'armes létaux autonomes dans un cadre multilatéral.

Promotion du droit international humanitaire

En mars 2024, Singapour est devenue Haute Partie contractante à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

L'adhésion de Singapour à la convention susmentionnée souligne notre engagement en faveur du droit international humanitaire. En tant qu'accord-cadre, cet instrument a donné lieu à d'importants protocoles qui sont venus renforcer le droit international. Singapour est attachée à la poursuite de la codification et du développement progressif des règles du droit international applicables dans les conflits armés.

Relevant de la Convention, le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes a été officiellement formé il y a sept ans. Singapour estime que ce groupe est le cadre approprié pour réfléchir à la gouvernance des systèmes d'armes létaux autonomes, étant donné qu'il fait intervenir de manière inclusive des experts des domaines juridique, militaire et technologique. Singapour soutient l'approche « à deux niveaux » sur l'interdiction et la réglementation de ces systèmes d'armes arrêtée par le Groupe en 2023. Nous pensons que le recours aux systèmes d'armes létaux autonomes qui ne peuvent être utilisés dans le respect du droit international humanitaire devrait être interdit, et nous soutenons l'idée de poser des limites de telle sorte que de tels systèmes puissent être utilisés dans le respect du droit international humanitaire.

Étant donné que certains États Membres de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas de hautes parties contractantes à la Convention et ne peuvent pas participer au Groupe d'experts gouvernementaux, le fait que le Secrétaire général ait sollicité les vues des États Membres de l'Organisation sur ces systèmes leur permet à tous de participer au processus de réflexion. Singapour a voté en faveur de la résolution [78/241](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle le Secrétaire général a été prié de solliciter les vues des États Membres sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Nous pensons que le rapport du Secrétaire général peut constituer une ressource importante dont le Groupe pourra tenir compte dans la mise en place d'un dispositif de gouvernance des systèmes d'armes létaux autonomes.

Singapour continuera de faire des contributions constructives au sein du Groupe d'experts gouvernementaux afin que celui-ci réalise des progrès concrets dans la mission qui lui a été confiée, et espère que les États parviendront à s'entendre sur les éléments d'un instrument destiné à régir les systèmes d'armes létaux autonomes.

Intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes d'armes létaux autonomes

Les systèmes d'armes létaux autonomes n'intègrent pas nécessairement l'intelligence artificielle, car ils peuvent également reposer sur une programmation par règles. Toutefois, lorsque l'intelligence artificielle est appliquée dans ces systèmes à des fonctions critiques, nous devons prendre conscience du risque de résultats involontaires. Si l'intelligence artificielle se comporte de manière imprévue dans de tels systèmes, ce comportement peut avoir de très graves conséquences,

comme provoquer une escalade involontaire ou des tirs fratricides, ou causer un préjudice indu à des civils.

Singapour est résolue à développer et à utiliser de manière responsable l'intelligence artificielle dans le domaine militaire. Après plusieurs années de consultations approfondies avec des technologues de la défense, des spécialistes de la planification militaire, des experts en droit international et des spécialistes de l'élaboration de politiques, Singapour a arrêté des principes nationaux sur l'intelligence artificielle responsable dans le domaine militaire. Ces principes, annoncés en 2021, portent sur quatre principaux sujets de préoccupation liés à l'intelligence artificielle dans ledit domaine.

a. Responsabilité. Premièrement, le risque de voir naître un nouveau comportement propre à l'intelligence artificielle doit être pris en compte. Les systèmes d'intelligence artificielle doivent avoir été utilisés à des fins bien définies, et les développeurs tout comme les utilisateurs sont responsables des résultats du recours à ces systèmes.

b. Fiabilité. Deuxièmement, le risque d'erreurs ou d'inexactitudes dans les résultats produits par un système d'intelligence artificielle doit être pris en compte. Les systèmes d'intelligence artificielle doivent être mis à l'essai et garantis à un niveau correspondant à l'usage auquel ils sont destinés. Ils doivent être conçus de manière à minimiser les biais involontaires et à produire des résultats logiques.

c. Robustesse. Troisièmement, il faut parer aux risques d'exploitation de l'intelligence artificielle par des acteurs malveillants. Les systèmes d'intelligence artificielle doivent être conçus compte tenu des cybermenaces et des menaces adverses liées à l'intelligence artificielle. Afin de remédier à l'effet « boîte noire », il convient de veiller à ce que leur développement soit être suffisamment documenté pour pouvoir être expliqué.

d. Sécurité. Quatrièmement, nous devons nous concentrer sur le risque de défaillance de l'intelligence artificielle dans des contextes critiques du point de vue de la sécurité. Les systèmes d'intelligence artificielle doivent pouvoir être utilisés en toute sécurité, s'agissant non seulement des plateformes déployées, mais aussi des biens et du personnel environnants.

Initiatives régionales concernant l'intelligence artificielle et les systèmes d'armes létaux autonomes

Il est essentiel que des initiatives soient menées au niveau régional pour que les débats sur les systèmes d'armes létaux autonomes soient inclusifs et tiennent compte de différents contextes. En février 2024, Singapour a coorganisé les consultations régionales pour l'Asie sur l'intelligence artificielle responsable dans le domaine militaire. Ce processus, lancé conjointement par les Pays-Bas et la République de Corée, vise à promouvoir la définition de normes d'intelligence artificielle responsable sur la base d'un dialogue inclusif, multipartite et intrarégional. Dans ce cadre, un exercice interactif a été mené, ainsi que des débats sur les défis et les préoccupations liés à l'intégration de l'intelligence artificielle dans les opérations militaires. Cet exercice a été l'occasion pour les participants de débattre ouvertement et de mieux comprendre l'évolution de l'intelligence artificielle en matière de systèmes d'armes létaux autonomes.

Singapour a aussi participé activement à la réunion de Manille consacrée à la perspective indopacifique sur les systèmes d'armes autonomes, qui a été organisée par les Philippines en décembre 2023. Les participants à la réunion ont réfléchi aux conséquences de l'autonomisation des systèmes d'armes et ont fait entendre les vues

de la société civile, du secteur, des experts en droit international, ainsi que des responsables de la défense et des affaires étrangères.

Sri Lanka

[Original : anglais]

[25 mai 2024]

Introduction

Sri Lanka, qui défend de longue date le désarmement humanitaire, les méthodes de guerre humanitaires et la non-prolifération des armes de destruction massive, salue l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution 78/241 sur les systèmes d'armes létaux autonomes, dans laquelle celle-ci souligne que la communauté internationale doit agir de toute urgence face aux enjeux et aux inquiétudes que soulèvent les systèmes d'armes autonomes. En tant que coauteure de la résolution, Sri Lanka se félicite de l'occasion qu'offre ce texte d'amorcer un dialogue inclusif et de sensibiliser de manière plus large à la question, un progrès important s'agissant d'agir face aux enjeux mentionnés.

Les progrès rapides de la technologie ont révolutionné et transformé de manière appréciable tous les aspects de la civilisation moderne. Sri Lanka est consciente que le développement humain dépend de plus en plus des technologies de pointe. Toutefois, l'intégration de l'autonomie, dont l'intelligence artificielle, dans les systèmes d'armes doit faire l'objet d'une attention particulière compte tenu des enjeux fondamentaux qu'elle soulèverait du point de vue de la dignité humaine, ainsi que sur les plans moral et éthique. Dans la droite ligne de son appel régulier au désarmement humanitaire et de son soutien au multilatéralisme, Sri Lanka a activement contribué aux débats multilatéraux sur le sujet à Genève et à New York.

Sri Lanka rappelle à cet égard la première déclaration commune sur les systèmes d'armes létaux autonomes faite devant l'Assemblée générale en octobre 2021 avec le soutien d'un large groupe interrégional de 70 États, dont Sri Lanka. Le pays se félicite de l'appel conjoint à l'établissement d'urgence de nouvelles règles internationales sur les systèmes d'armes autonomes d'ici à 2026 lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que du traitement de cette question par le Secrétaire général dans sa note d'orientation intitulée « Un Nouvel Agenda pour la paix ».

Sri Lanka reste pleinement convaincue que l'adoption d'un traité juridiquement contraignant constituera l'approche la plus efficace pour agir face aux graves enjeux que soulèvent les systèmes d'armes autonomes. Elle énonce ici ses vues sur les risques que représentent ces systèmes d'armes sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, ainsi que sur les moyens possibles d'y faire face.

Sri Lanka espère que le dialogue amorcé par cette résolution contribuera à accélérer l'action multilatérale globale sur la question, sachant qu'il y aura peu de temps pour agir.

Considérations humanitaires

La mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes dotés de capacités de décision autonomes soulèvent des questions humanitaires fondamentales, en particulier en cas de décisions de vie ou de mort. L'hypothèse inquiétante du retrait de la composante humaine pourrait conduire à la sélection anonyme de cibles, sans empathie, moralité et compassion humaines.

La clause de Martens – règle de droit international contraignante établie de longue date – revêt une importance particulière dans ce contexte. Comme indiqué dans le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux et dans le préambule de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, la clause de Martens crée pour les États l'obligation juridique de tenir compte du principe d'humanité et des exigences de la conscience publique dans les cas non couverts par des dispositions expresses. Un système d'armes qui sélectionne et attaque des cibles sans contrôle humain significatif, réduisant les êtres humains à de simples points de données, irait très probablement à l'encontre des deux volets de la clause de Martens.

Considérations juridiques

La pleine application du droit international humanitaire aux systèmes d'armes autonomes est incontestée¹. La question pertinente revient donc à se demander comment les dispositions du droit international humanitaire devraient être appliquées et comment il convient de veiller à leur respect.

Il a été convenu que les systèmes d'armes autonomes ne devaient pas être utilisés s'ils provoquaient des maux superflus ou s'ils étaient de nature à frapper sans discrimination². Il est hautement discutable que, sur un champ de bataille complexe, des algorithmes puissent garantir l'application de décisions mûrement réfléchies sur la distinction, la proportionnalité et les précautions dans l'attaque – obligations fondamentales du droit international humanitaire. En outre, de graves enjeux juridiques se posent en ce qui concerne la question de la responsabilité et de l'obligation de rendre compte dans les situations où l'élément humain est écarté du processus de prise de décision. Sri Lanka considère qu'un contrôle humain significatif est une condition fondamentale à cet égard. La prévisibilité, la fiabilité et l'explicabilité devraient être considérées comme quelques-uns des éléments clés du contrôle humain significatif dans les systèmes d'armes.

Considérations de sécurité

Le déploiement de systèmes d'armes autonomes pourrait donner lieu à une guerre asymétrique. Ces systèmes risqueraient également d'entraîner une escalade des conflits, car les États sont plus enclins à s'engager dans un conflit armé lorsque le risque de pertes militaires est réduit pour l'État utilisateur. Les menaces de prolifération, l'intervention d'agents non étatiques, voire le potentiel de destruction massive sont quelques-uns des risques supplémentaires de déstabilisation posés par les systèmes d'armes autonomes aux niveaux national, régional et international. En l'absence de règles contraignantes, ces systèmes d'armes ne manqueront pas de déclencher une course aux armements coûteuse, étant donné la relative facilité avec laquelle la technologie en question pourrait être acquise. Les problèmes de sécurité liés à l'utilisation non réglementée de l'intelligence artificielle dans les systèmes d'armes pourraient être plus graves encore dans le cyberspace et dans l'espace extra-atmosphérique.

¹ Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes sur sa session de 2019, [CCW/GGE.1/2019/3](#), 25 septembre 2019, annexe IV, « Principes directeurs », par. a).

² Document final de la sixième Conférence d'examen ([CCW/CONF.VI/11](#), 10 janv. 2022), par. 19.

Considérations technologiques

Les systèmes d'armes pourraient être dotés d'autonomie sur un spectre à l'intérieur duquel le niveau d'intervention humaine pourrait varier. Sri Lanka note que l'absence actuelle de consensus sur une définition des « systèmes d'armes autonomes » rend d'autant plus difficile une compréhension commune de leur réglementation. Toutefois, l'absence de définition technique précise de ces systèmes ne devrait pas faire obstacle à l'ouverture de négociations sur les restrictions connexes. Compte tenu de l'évolution rapide de la technologie, une description des caractéristiques fonctionnelles des systèmes d'armes autonomes qui résiste à l'épreuve du temps et qui soit neutre sur le plan technique serait un bon point de départ à cet égard.

Considérations éthiques

La Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques reconnaissent que les droits humains découlent de la « dignité inhérente » à tous les êtres humains. S'agissant de Sri Lanka, l'élément éthique et moral du débat est l'un des aspects essentiels, sinon le plus important, de la question. Laisser un processus algorithmique décider de la vie ou de la mort d'un être humain remet sérieusement en question le principe d'humanité. En outre, l'apprentissage automatique et les biais de données dans les systèmes d'armes autonomes potentiels sont des questions transversales très préoccupantes qui relèvent à la fois du domaine éthique et du domaine juridique.

La voie à suivre : vers un instrument juridiquement contraignant

À l'heure actuelle, aucune règle du droit international n'interdit ou ne restreint expressément l'utilisation de l'autonomie dans les systèmes d'armes, pas plus que les principes existants du droit international humanitaire n'exigent expressément le maintien du contrôle humain.

Sri Lanka se félicite de l'adoption de mesures non contraignantes d'application volontaire, telles que les codes de conduite et les déclarations politiques relatives à l'utilisation des systèmes d'armes autonomes, en ce qu'elles constituent un développement progressif. Toutefois, ces mesures n'auraient qu'une valeur complémentaire, renforçant le cadre normatif en la matière, car elles ne suffiraient pas à résoudre les enjeux de taille qui se posent sur les plans juridique, éthique et sécuritaire. De même, l'examen juridique de l'emploi de systèmes d'armes auquel les pays sont tenus par l'article 36 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 (Protocole I) ne serait pas suffisant en l'absence de règles contraignantes convenues au niveau international.

Compte tenu des enjeux de taille soulevés sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, Sri Lanka soutient et défend fermement la négociation d'un instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes autonomes, position partagée par une majorité croissante d'États au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Les restrictions contraignantes envisagées constitueraient le moyen le plus efficace de résoudre la complexité de la question et devraient se traduire par l'interdiction de certains systèmes d'armes autonomes qui ne peuvent être conformes au droit international humanitaire, et par la stricte réglementation des autres.

L'intensification des initiatives visant à parvenir d'urgence à un accord multilatéral sur la mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes est une priorité majeure. Sri Lanka reste fermement déterminée à participer de manière constructive aux débats consacrés à cette question.

Suède

[Original : anglais]

[24 mai 2024]

La Suède se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues au Secrétaire général, conformément à la résolution 78/241 sur les systèmes d'armes létaux autonomes, adoptée par l'Assemblée générale le 22 décembre 2023.

L'utilisation de systèmes d'armes autonomes peut modifier fondamentalement les conflits armés et présente à la fois des difficultés, telles que la responsabilité et le respect des règles, et des avantages, tels que la précision et la protection des civils. Ainsi, les débats consacrés aux systèmes d'armes létaux autonomes devraient prendre en compte les aspects opérationnels, juridiques et technologiques, de même que la perspective éthique.

La Suède soutient l'approche dite à deux niveaux, selon laquelle il convient d'opérer une distinction entre, d'une part, les systèmes d'armes qui ne peuvent être utilisés conformément au droit international, et plus particulièrement au droit international humanitaire, et, d'autre part, les systèmes comprenant des éléments d'autonomie qui doivent être réglementés afin de les rendre conformes au droit international humanitaire et aux autres instruments applicables du droit international. Alors que les premiers devraient être expressément interdits, les seconds feraient l'objet d'une réglementation, dont la forme nécessite une réflexion plus poussée, afin que les définitions et les éventuelles règles bénéficient d'un large soutien de la part de la communauté internationale. La Suède estime que l'approche à deux niveaux offre une voie médiane favorable au consensus.

Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes

La Convention sur certaines armes classiques offre un cadre approprié s'agissant des questions relatives aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, et ce pour plusieurs raisons. La participation d'experts de plusieurs disciplines pertinentes, ainsi que de représentants des États, de la société civile et du secteur d'activités concerné, offre une grande richesse de points de vue. En ce qui concerne l'avenir, l'enjeu résidera dans les travaux à mener en vue d'améliorer la compréhension commune de la notion de contrôle humain au regard des aspects juridiques, militaires et technologiques. Des experts de toutes les Hautes Parties contractantes doivent prendre part à ces travaux, notamment des parties qui possèdent les capacités les plus avancées dans ce domaine.

Si les négociations sur les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention ont progressé lentement, des avancées encourageantes au sein du Groupe d'experts gouvernementaux ont été constatées lors des dernières sessions. Même s'il ne s'est réuni que deux fois dans l'année, le Groupe a noté des signes prometteurs de convergence sur plusieurs sujets. Il débat actuellement du libellé d'éléments dans un futur instrument, ce qui pourrait aider à faire un grand pas en avant. Le problème réside non pas dans les modalités des débats, mais dans le manque de volonté politique de certains États Membres. La création, en parallèle, de processus et d'instruments ne bénéficiant pas de l'appui des principales parties prenantes ne résoudra rien, car elle ne favoriserait pas l'instauration de règles efficaces et risquerait de diviser davantage les États Membres, tout en sapant le droit international humanitaire. Pour la suite, nous devrions continuer d'être guidés par les résultats

considérables déjà obtenus, tels que les 11 principes directeurs et les conclusions consensuelles adoptées par le Groupe.

La Suède insiste sur le fait que le Groupe d'experts gouvernementaux doit agir conformément à son mandat. Il reste à voir sur quel type de règles les Hautes Parties contractantes peuvent s'accorder, mais même un accord qui ne répondrait pas aux attentes exprimées par certaines délégations constituerait une avancée.

Droit international humanitaire et contrôle humain significatif

Selon la Suède, le droit international humanitaire s'applique pleinement à tous les systèmes d'armes, y compris à la mise au point et à l'utilisation potentielles de systèmes d'armes létaux autonomes. Ce principe est fondamental. Pour qu'il soit toujours respecté, il est de la plus haute importance de former et d'exercer le personnel des forces armées nationales au droit international applicable pendant les conflits armés. Les conseillers juridiques spécialisés en droit international jouent un rôle précieux et important dans la prise de décision militaire relative à l'interprétation et à l'application du droit international humanitaire. La Suède se félicite de la poursuite des débats consacrés à l'application du droit international humanitaire à l'égard des systèmes d'armes autonomes qui pourraient être créés.

La responsabilité humaine dans les décisions relatives à l'emploi de systèmes d'armes doit être maintenue, car l'obligation de rendre des comptes ne peut pas être transférée à des machines. Ce principe doit être appliqué à tout le cycle de vie du système d'armes. Le choix des moyens et des méthodes militaires pour une opération militaire doit être conforme aux règles et règlements applicables. Lors de la planification d'une opération, le commandant militaire et son état-major doivent prendre en compte et évaluer la présence de civils afin de respecter les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans l'attaque. Une arme qui ne peut pas, ou qui ne pourra pas satisfaire à ces dispositions du droit international humanitaire ne saurait être déployée ou utilisée.

Le maintien d'un contrôle humain significatif sur l'emploi de la force est un objectif clé. L'interaction homme-machine peut être considérée comme un aspect important et nécessaire au maintien de ce contrôle. Les décideurs et les opérateurs militaires doivent avoir le contrôle, tant en termes de compréhension des systèmes d'armes que de capacité et de compétence pour l'exercer. Tout système d'armes doit être prévisible et fiable, afin que ses opérateurs humains puissent toujours être certains qu'il servira leurs intentions. Les conditions plus précises du contrôle humain en fonction de divers contextes doivent encore être analysées, comprises en termes pratiques et adoptées d'un commun accord.

Dans un contexte militaire, les règles, les règlements et les procédures, qui forment une hiérarchie d'instructions pour toutes les opérations impliquant des armes, devraient notamment couvrir l'organisation, les procédures, la sécurité, les concepts de commandement de base, le contrôle des risques et les exigences en matière de formation. Des manuels et des programmes de formation pour tous les systèmes devraient accompagner la réglementation. Tout système complexe doit faire l'objet de règles de manipulation rigoureuses, notamment en ce qui concerne les méthodes de formation et les procédures d'utilisation.

Les mesures visant à assurer le contrôle humain devraient couvrir l'ensemble du cycle de vie d'un système d'armes. Le détail de ces mesures dépendra du contexte. Le type de cible et les limites spatiales et temporelles pourraient être des éléments importants.

Procédure d'examen

Les États ont l'obligation de déterminer si l'emploi d'une nouvelle arme serait interdit par le droit international. En Suède, c'est la délégation chargée du contrôle des projets d'armement au regard du droit international humanitaire qui mène cette procédure à bien. Toutes les autorités en lien avec des questions concernant la défense doivent, sans délai, signaler à cette délégation tout projet d'étude, de mise au point, d'acquisition ou d'adoption d'armes ou de méthodes de guerre.

L'interaction homme-machine et ses limites doivent être prises en compte dans l'élaboration des règlements, des procédures, des manuels et des programmes de formation. Dans le cadre de l'examen juridique des nouvelles armes, tel que le prévoit l'article 36 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, il convient de procéder à une analyse pour déterminer si l'emploi d'une nouvelle arme serait interdit par le droit international humanitaire. Cette analyse devrait inclure les aspects de l'interaction homme-machine et la manière dont ils sont traités dans les manuels et les programmes de formation.

Lorsque la délégation chargée du contrôle des projets d'armement au regard du droit international humanitaire procède à l'examen prévu à l'article 36, elle analyse les caractéristiques du système d'armes, ainsi que l'emploi envisagé et d'autres aspects pertinents, tels que les programmes de formation et les règles de manipulation. En cas de doute ou d'incertitude sur le plan scientifique, elle peut demander des informations complémentaires ou poursuivre les essais. Elle doit ensuite rendre une décision, c'est-à-dire approuver ou rejeter le système ou la méthode d'armement à l'examen. Elle peut également exiger des modifications ou des restrictions afin de rendre le système conforme aux exigences du droit international.

Des informations sont disponibles en ce qui concerne plusieurs systèmes nationaux d'examen juridique qui pourraient aider les Hautes Parties contractantes désireuses d'examiner les systèmes existants.

L'évaluation des risques et les mesures d'atténuation correspondantes font partie de la mise au point de tous les systèmes d'armes sophistiqués. Les processus d'acquisition, d'entretien et d'utilisation de ces systèmes devraient être contrôlés au moyen de procédures de sécurité élaborées. Dans les manuels de sécurité, ces procédures devraient être présentées sous différents angles (explosifs et munitions, qualité des logiciels, conséquences des biais involontaires, entre autres).

Décrire des systèmes techniques dans un contexte non technique est une tâche ardue. L'emploi d'adjectifs servant habituellement à décrire le comportement humain est facilement source de confusion et présente le risque d'amener à tirer des conclusions inexactes sur des systèmes techniques qui ne possèdent pas de qualités humaines. Pour éviter ces problèmes, seuls des termes strictement techniques devraient être employés.

Bien que les emplois de la technologie à des fins pacifiques n'entrent pas dans le champ d'application de la Convention, il convient de noter que le chevauchement entre les sphères civiles et militaires en ce qui concerne le progrès technologique est important et semble s'étendre. Une dépendance mutuelle en découle. Si une technologie nouvelle est adaptée à des fins militaires, les exigences en matière de robustesse et de fiabilité du système doivent être très élevées.

Le progrès technologique, par exemple en matière d'automatisation, d'autonomie, d'intelligence artificielle, de numérisation et d'informatisation, est normalement commun aux sphères militaire et civile, même s'il est souvent motivé par des intérêts civils (commerciaux). Les difficultés à surmonter pour assurer un

contrôle significatif sont pratiquement les mêmes pour les systèmes techniques qui peuvent être dangereux (applications civiles) et les systèmes conçus pour l'être (armes).

Suisse

[Original : anglais]

[25 mai 2024]

La Suisse se félicite de l'adoption de la résolution 78/241 de l'Assemblée générale intitulée « Systèmes d'armes létaux autonomes », dont elle était l'un des principaux auteurs, ainsi que du fort soutien qu'elle a reçu.

La Suisse est d'avis que, de manière générale, les technologies nouvelles et émergentes sont très prometteuses pour le progrès de l'humanité et pourraient contribuer à renforcer la sécurité humaine et internationale. Dans le domaine militaire, l'autonomie peut offrir des avantages, notamment une sécurité et une efficacité accrues. Il est également envisageable que, dans des applications précises et sous certaines conditions, ces technologies puissent contribuer à mieux protéger les civils et les biens de caractère civil ou à éviter les dommages collatéraux.

Tout en reconnaissant les avantages potentiels et les possibilités offerts par l'intelligence artificielle, notamment l'utilisation de l'intelligence artificielle et des capacités autonomes par les forces armées, la Suisse estime qu'il est urgent d'intensifier les efforts multilatéraux pour mieux comprendre les préoccupations que ces évolutions peuvent susciter sur les plans humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique, notamment en ce qui concerne les systèmes d'armes autonomes, et pour y répondre efficacement et en temps opportun.

La Suisse considère que les systèmes d'armes autonomes comprennent les systèmes d'armes qui, une fois activés, peuvent fonctionner sans intervention humaine directe dans les fonctions critiques d'identification et de sélection des cibles et d'application de la force sur celles-ci.

Des règles et des limites adéquates concernant la mise au point, le déploiement et l'emploi de systèmes d'armes autonomes sont nécessaires pour garantir la conformité avec les obligations juridiques internationales, respecter les exigences éthiques et prendre en compte les considérations humanitaires et les aspects liés à la sécurité internationale. En particulier, la Suisse considère qu'il est nécessaire de poursuivre la codification et le développement progressif des règles du droit international applicables dans les conflits armés s'agissant des systèmes d'armes autonomes.

Dans ce contexte, la Suisse souligne l'importance des travaux entrepris à Genève par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Compte tenu de sa composition et de l'expertise qu'il a acquise en plus de dix ans de délibérations, le Groupe d'experts gouvernementaux est particulièrement bien placé pour élaborer des mesures de gouvernance multilatérale dans ce domaine. La Suisse souligne qu'il importe que le Groupe s'acquitte de son mandat, à savoir examiner et formuler les éléments d'un instrument relatif aux systèmes d'armes autonomes d'ici 2026 au plus tard. À cet égard, la Suisse prend note de l'appel conjoint du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge en faveur de l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant d'ici 2026.

L'approche dite à deux niveaux (interdictions et réglementations précises sur la mise au point, le déploiement et l'emploi de systèmes d'armes autonomes), qui a été promue dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux, présente un grand intérêt aux yeux de la Suisse, qui y est favorable, et devrait être au centre de tout instrument.

Tout d'abord, la Suisse soutient activement la négociation d'un instrument international visant à prévenir, avant tout, l'émergence de systèmes aux fonctions de plus en plus autonomes qui ne seraient pas conformes au droit international humanitaire. Il s'agit notamment des systèmes :

- Qui ne peuvent pas remplir leurs fonctions avec un degré suffisamment élevé de fiabilité ou de prévisibilité, conformément à l'intention de l'opérateur ou du commandant humain, ou qui pourraient fonctionner en dehors de leurs paramètres définis ;
- Dont les effets ne peuvent être limités conformément aux dispositions du droit international humanitaire, par exemple parce que l'étendue et le moment de l'emploi de la force ne peuvent être suffisamment restreints ;
- Qui ne peuvent pas par ailleurs être utilisés dans le respect du droit international, en particulier le droit international humanitaire et le droit international des droits humains.

Deuxièmement, la Suisse préconise l'adoption de réglementations et de mesures concernant les armes dotées de capacités de plus en plus autonomes, pour autant qu'elles puissent en principe être utilisées dans le respect du droit international. Ces réglementations devraient se concentrer sur l'atténuation des risques, y compris les obligations positives de maintenir un contrôle humain, et sur l'imposition de limites aux paramètres des armes et aux contextes de déploiement, tout en tenant compte des considérations sur le plan militaire, sur le plan de la politique de sécurité et sur le plan éthique.

La notion d'intervention humaine ou de contrôle humain, notamment aux fins du respect du droit international humanitaire, est au cœur de cette approche. La Suisse considère qu'il faut en priorité élaborer un cadre international visant à garantir un degré et un type de contrôle humain suffisants, et souligne que le contrôle peut être exercé sur l'ensemble du cycle de vie d'un système, et notamment sur le stade du ciblage. Cela est d'une importance vitale car lors de l'utilisation de systèmes d'armes autonomes – comme pour tout système d'armes – les humains doivent veiller au respect du droit. Afin de garantir que des humains sont responsables des décisions relatives à l'utilisation des systèmes d'armes, un certain degré de contrôle humain doit être exercé ou intégré aux stades appropriés du cycle de vie de l'arme.

Il est crucial et urgent de progresser dans le cadre de la Convention. Cela a été et restera une priorité pour la Suisse. Nous réaffirmons qu'aucune autre instance multilatérale ne semble mieux placée pour traiter des aspects essentiels des systèmes d'armes autonomes qui peuvent être considérés comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et pour élaborer et adopter les dispositions correspondantes du droit international humanitaire. La Suisse demande à toutes les Hautes Parties Contractantes à la Convention de poursuivre leurs efforts au sein du Groupe d'experts gouvernementaux pour relever ces défis avec succès et s'attend à ce que le Groupe atteigne son objectif, tel que défini dans le mandat de trois ans.

Nonobstant son ferme soutien pour la Convention, la Suisse considère que les systèmes d'armes de plus en plus autonomes et, plus largement, l'utilisation militaire de l'intelligence artificielle, et notamment la prise de décision assistée par

l'intelligence artificielle dans les opérations militaires, constituent une question à multiples facettes. Il importe donc d'aborder cette question de manière globale et inclusive, car elle recouvre divers aspects touchant au droit international, à la stabilité, à la maîtrise des armements, à la prolifération, au contrôle des exportations et à l'éthique, en plus des aspects ayant trait au droit international humanitaire et à la conduite des hostilités.

État de Palestine

[Original : anglais]

[25 mai 2024]

L'histoire est entrée dans une phase véritablement dangereuse où des systèmes d'armes intégrant l'intelligence artificielle sont déployés pour commettre un génocide à Gaza. Selon des experts en technologie de guerre automatisée, le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, sert de laboratoire pour tester des formes sophistiquées de systèmes d'armes autonomes qui sont désormais vendus dans le monde entier. Le développement et l'utilisation de ces armes menacent sérieusement l'ensemble de l'humanité et nous pensons qu'il est capital que le Secrétaire général exhorte tous les États à adopter de toute urgence un instrument juridiquement contraignant afin de se prémunir contre les risques juridiques, éthiques, humanitaires et de sécurité liés à ces systèmes.

Cependant, la politique de fond d'un tel instrument est tout aussi importante que sa forme en ce qu'elle doit permettre de faire face à ces risques dans la pratique. En ce qui concerne l'État de Palestine, il est clair qu'il faut adopter une définition qui ne comporte aucune faille susceptible de permettre aux États de contourner les interdictions et les réglementations convenues. La nécessité de reconnaître qu'une « intervention humaine minimale » n'équivaut pas à une intervention classique doit impérativement figurer dans la définition d'un système d'armes autonome à cet égard.

Plusieurs États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge, s'accordent pour dire que les systèmes d'armes autonomes peuvent être caractérisés comme suit :

« Systèmes qui, après avoir été activés par un ou plusieurs utilisateurs humains, traitent les données issues des capteurs pour sélectionner et attaquer une ou plusieurs cibles, sans intervention humaine ».

Bien que l'État de Palestine utilise également le libellé « sans intervention humaine » dans sa définition des systèmes d'armes autonomes, nous estimons que si nous acceptons cette expression sans l'accompagner de précisions, cela pourrait donner lieu à une faille majeure dans la définition. En théorie, il suffirait d'une seule intervention humaine après l'activation du système pour que celui-ci sorte du champ d'application des systèmes d'armes autonomes.

Il est donc essentiel de définir ce que nous entendons par « sans intervention humaine ». Par exemple, si un utilisateur humain devait appuyer sur une touche après l'activation du système pour que la force soit exercée, sans aucune considération morale ou juridique quant aux conséquences, cette action équivaldrait-elle à une « intervention humaine » et l'arme en question sortirait-elle du champ d'application de la définition d'un système d'armes automatisé ? En d'autres termes, le fait qu'une personne clique de manière irréfléchie sur une touche après l'activation du système ferait-il sortir ce dernier du champ d'application des systèmes d'armes automatisés et, par conséquent, le cadre régissant les interdictions et les réglementations, y

compris la nécessité d'un contrôle humain significatif, serait-il totalement inapplicable à ce système d'armes ?

Cette interprétation serait non seulement complètement contre-intuitive, mais surtout très dangereuse.

En effet, un certain nombre d'entreprises d'armement s'enorgueillissent de développer des armes autonomes avec le « minimum d'intervention humaine nécessaire ». Ces systèmes affirment ne pas répondre à la définition d'un système d'armes automatisé car ils nécessitent une intervention humaine (même minime) après l'activation du système. L'analyse de la vaste gamme de systèmes d'armes dotés d'une autonomie montre que la quasi-totalité d'entre eux permettent à une personne d'apporter une « intervention humaine minimale » au système après son activation. Bien que l'intervention soit dite « minimale », les concepteurs et fabricants d'armes sont en mesure de faire en sorte que le système échappe à la catégorie des systèmes d'armes autonomes en suggérant qu'une intervention peut être effectuée après l'activation du système, ce qui l'exclut du champ d'application de tels systèmes.

Le présent document vise à problématiser cette question et à combler cette lacune en introduisant le concept d'« intervention humaine minimale » et à susciter un engagement substantiel de la part des États et d'autres parties prenantes dans ce domaine de réflexion.

Nous entendons par « intervention humaine minimale » toute intervention effectuée par un utilisateur humain après l'activation du système et au cours du processus autonome, mais qui n'a pas d'incidence matérielle sur ledit processus. Une intervention humaine n'aura pas d'incidence matérielle sur le processus autonome si elle n'apporte pas d'informations plus complètes pour éclairer les décisions visant à sélectionner et à attaquer une cible. En d'autres termes, cette intervention humaine ne donne lieu à aucune autre réflexion morale et juridique. Ces « interventions humaines minimales » sont effectuées en un lieu et à un moment très éloignés de l'endroit où le système exerce la force, et sans qu'un utilisateur humain ne prenne dûment en considération les risques d'infraction au droit international. L'intervention humaine est donc « irréfléchie », son effet étant le même que si le processus autonome s'était déroulé sans elle.

Nous devons adopter une définition appropriée des systèmes d'armes autonomes qui permette à ces systèmes d'entrer dans le champ d'application d'éventuelles interdictions et réglementations. En fin de compte, il faut préciser qu'une « intervention humaine minimale » n'équivaut pas à une « intervention » aux fins de la définition, par ailleurs solide, autour de laquelle les États se rejoignent, et que si une telle intervention est effectuée, le système doit toujours être considéré comme un système d'armes automatisé.

Le présent document de travail, que l'État de Palestine soumet à l'attention du Secrétaire général, fournit de plus amples détails sur ce que l'on entend par « intervention humaine minimale ».

Résumé

1. Les systèmes d'armes automatisés sont des systèmes qui, après avoir été activés par un ou plusieurs utilisateurs humains, traitent les données issues de capteurs pour sélectionner et attaquer une ou plusieurs cibles, sans intervention humaine.
2. Une intervention humaine minimale après l'activation du système n'équivaut pas à une intervention humaine classique.

3. Ces systèmes présentent une série de risques juridiques, éthiques, humanitaires et de sécurité. Pour faire face à ces risques, des interdictions et des réglementations sont nécessaires.
4. Il est nécessaire d'interdire le développement et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes qui :
 - a) sont conçus ou utilisés pour cibler directement les êtres humains ;
 - b) ne peuvent faire l'objet d'un contrôle humain significatif.
5. Pour que le contrôle humain soit significatif, il faut que les systèmes d'armes automatisés répondent à toutes les prescriptions ci-après. Ces systèmes doivent être :
 - Prévisibles
 - Fiables
 - Compréhensibles et explicables
 - Traçables
6. Des réglementations, comprenant à la fois des obligations positives et des limites, sont nécessaires pour faire en sorte qu'un contrôle humain significatif puisse être exercé sur les systèmes d'armes automatisés.
7. Cette combinaison d'interdictions et de réglementations devrait prendre la forme d'un instrument international juridiquement contraignant. Jusqu'à l'adoption d'un tel instrument, un moratoire doit être imposé sur le développement de systèmes d'armes automatisés.

La version complète du présent document est disponible à l'adresse suivante : <https://meetings.unoda.org>.

B. Union européenne

[Original : anglais]
[25 mai 2024]

Les technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle et les systèmes d'armes autonomes, redessinent la physionomie des conflits et leur incidence sur la sécurité mondiale. L'Union européenne estime qu'il est impératif de relever collectivement ces difficultés en établissant des principes, des normes internationales et des réglementations visant à garantir une utilisation responsable de ces technologies.

L'Union européenne est consciente que l'intelligence artificielle est à la fois source de promesses et de bouleversements et que le développement et l'utilisation de cette technologie dans le domaine militaire présentent à la fois des possibilités et des risques, notamment en ce qui concerne ses répercussions sur la sécurité mondiale. L'Union européenne appelle à continuer de dialoguer et de coopérer au niveau international afin de se pencher sur les perspectives et les difficultés associées à l'intelligence artificielle dans le domaine militaire. Nous nous associons aux discussions menées dans les instances compétentes pour échanger les meilleures pratiques et favoriser une compréhension commune des incidences juridiques et éthiques, et nous nous félicitons des contributions précieuses apportées dans le cadre des initiatives internationales et régionales qui ont été organisées récemment.

En ce qui concerne l'atténuation des risques et les mesures de confiance, l'Union européenne reconnaît le rôle essentiel que jouent les données dans les technologies fondées sur l'intelligence artificielle. Il convient également de tenir dûment compte

des préjugés sociaux susceptibles d'avoir une incidence sur les technologies émergentes, par exemple les préjugés sexistes dans les algorithmes. Il est nécessaire d'adopter et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation des risques adaptées et ce, tout au long du cycle de vie.

L'Union européenne soutient que la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination offre un cadre approprié pour aborder la question des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes dans le contexte des objectifs et des buts de la Convention. L'Union européenne reste déterminée à poursuivre ses efforts au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes afin de s'acquitter de son mandat et de progresser sur cette question, en vue de veiller à ce que les résultats traduisent, entre autres, la nécessité de respecter le droit international, en particulier le droit international humanitaire, tout en tenant compte des considérations éthiques pertinentes. Les réalisations passées, y compris les 11 principes directeurs, les documents finaux précédents, ainsi que les points de convergence déjà recensés, devraient servir de base aux propositions de consensus. L'Union européenne réaffirme que les êtres humains doivent prendre les décisions relatives à l'emploi de la force létale, exercer un contrôle sur les systèmes d'armes létaux qu'ils utilisent, et continuer d'endosser la responsabilité des décisions relatives à l'emploi de la force, afin de s'assurer que le droit international, en particulier le droit international humanitaire, est respecté et que les questions d'éthique sont prises en considération. Ceux qui planifient une attaque, décident de ses modalités et l'exécutent à l'aide d'un système d'arme létaux autonome doivent donc s'assurer que le système d'arme et la manière dont il est utilisé préserveront la capacité des êtres humains à porter les jugements juridiques nécessaires et garantiront ainsi le respect du droit international humanitaire. En outre, le principe de responsabilité des personnes doit être préservé à tout moment et tout au long du cycle de vie du système d'armes, et des mesures appropriées doivent être appliquées à cet égard.

L'Union européenne rappelle que les États ont la responsabilité fondamentale de veiller à ce que la mise au point, la production, le déploiement et l'utilisation des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes soient conformes au droit international, en particulier au droit international humanitaire. À cet égard, nous soutenons l'approche dite à deux niveaux, selon laquelle il convient d'opérer une distinction entre, d'une part, les systèmes d'armes qui ne peuvent être utilisés conformément au droit international, et plus particulièrement au droit international humanitaire, que les États devraient s'engager à ne pas développer, produire ou utiliser et, d'autre part, les systèmes comprenant des éléments d'autonomie qui doivent être réglementés afin de les rendre conformes au droit international humanitaire et aux autres instruments applicables du droit international.

Comme le note la résolution 78/241 de l'Assemblée générale relative aux systèmes d'armes létaux autonomes, les conférences et initiatives internationales et régionales, y compris celles impliquant des États membres de l'Union européenne, ont apporté d'importantes contributions et nourri les discussions menées à l'échelle internationale sur les systèmes d'armes autonomes.

Enfin, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont une priorité horizontale importante pour l'Union européenne et nous pensons qu'il est essentiel de tenir compte des questions de genre lors de l'examen de la question des systèmes d'armes létaux autonomes, étant donné le lien entre l'égalité des genres et les technologies émergentes.

Annex II

Replies received from international and regional organizations, the International Committee of the Red Cross, civil society, the scientific community and industry¹

A. International Committee of the Red Cross

[19 March 2024]

Summary

Full submission available at: <https://www.icrc.org/en/document/autonomous-weapons-icrc-submits-recommendations-un-secretary-general>.

The International Committee of the Red Cross (ICRC) submits its views to the United Nations Secretary-General, in accordance with General Assembly resolution 78/241.

The ICRC's assessment is that the unconstrained development and use of autonomous weapon systems (AWS) pose serious legal, ethical, and humanitarian concerns.²

Need for new, binding international law

While international humanitarian law (IHL) already regulates and constrains the design and use of AWS, States hold different views regarding the specific limits and requirements it imposes. Thus, the ICRC believes that new rules are urgently needed to provide legal certainty and stability, and to address wider humanitarian risks and fundamental ethical concerns.

Guiding principle: human control over the use of force and effects

IHL requires weapon users to be able to anticipate, control and limit the effects of weapons.³

While IHL obligations do not necessarily demand direct human control over the weapon itself at all stages of its use, they do require human control over the weapon's *effects* in the circumstances of a specific attack. This principle should underpin the drafting and interpretation of a legally binding instrument on AWS, even if "human control" is not explicitly included as a requirement. This calls for a combination of prohibitions and restrictions on the design of the weapon and on its operating parameters.

¹ In accordance with operative paragraph 3 of General Assembly resolution 78/241, the replies received from international and regional organizations, the International Committee of the Red Cross, civil society, the scientific community and industry are included in the original language received. The Secretary-General remains committed to multilingualism as a core value of the United Nations.

² ICRC position paper on autonomous weapon systems, May 2021: <https://www.icrc.org/en/document/icrc-position-autonomous-weapon-systems>; Joint Call by the United Nations Secretary-General and the President of the ICRC, October 2023: <https://www.icrc.org/en/document/joint-call-un-and-icrc-establish-prohibitions-and-restrictions-autonomous-weapons-systems>; ICRC commentary on the guiding principles of the CCW GGE, 2020: <https://documents.unoda.org/wp-content/uploads/2020/07/20200716-ICRC.pdf>.

³ E.g., the rule on proportionality requires weapon users to be able to 'anticipate' effects in the form of military advantage, and the prohibition against indiscriminate attack requires weapon effects to be capable of being 'limited' (Additional Protocol I, Art. 51(4 and 5(b); Customary IHL Rules 12 and 14).

Preamble

The legal instrument could include preambular paragraphs: reaffirming the need for compliance with existing legal frameworks; acknowledging the range of concerns raised by AWS; reaffirming the need to continue codification and progressive development of IHL; and recalling the protection afforded by the “Martens clause.”⁴

Definitions

The instrument should contain an unambiguous definition covering the general category of AWS to which the whole instrument applies. Within that category, certain types of AWS will be subject to specific prohibitions (see next section).

“Autonomous weapon system” means a weapon system that is designed to select and engage one or more targets without the need for human intervention after activation.

This understanding – shared by the ICRC, many States and other actors is not based on a specific technology, but rather on the role of humans in the process of target selection and application of force. Such a functional and technology-neutral approach to the characterization of AWS is essential to ensure that new rules remain relevant in the face of technological developments.

“Without the need for human intervention” could be defined as meaning that, after initial activation by a human, the application of force is triggered in response to information from the environment received through sensors, and on the basis of a generalized “target profile.”⁵ “Human intervention”, for these purposes, should be understood as excluding human inputs that do not materially affect the autonomous functions of target selection or engagement.

Definitions of other concepts including “military objective”, “self-destruction mechanism” and “self-deactivating” could be incorporated from existing international agreements.⁶

Prohibitions

Unpredictable AWS

The instrument should provide that it is prohibited in all circumstances to develop, produce, otherwise acquire, stockpile or retain, or transfer, directly or indirectly to anyone, or to use any AWS that is designed or of a nature, or used in such a manner that does not allow a human user to both (1) understand, predict and explain how the AWS will function in any normal or expected circumstances of use, in particular what circumstances or conditions will trigger the system to apply force, and (2) predict and limit the effects of the AWS in all such circumstances as required by IHL.

Users of AWS must be able to, with a reasonable degree of certainty, predict the effects of that weapon, in order to determine whether it can be directed at a specific military objective and take steps to limit those predicted effects, as required by IHL. This entails the ability to understand the nature and functioning of the AWS’ sensors, the definition of its target profile and the potential effects in the circumstances of use, including any risk of error or malfunction.

⁴ E.g., in Additional Protocol I, Art. 1.

⁵ The concept of a “target profile” has been referred to in the GGE, e.g., 2019 Report [CCW/GGE.1/2019/3](#), and could be further defined in an instrument.

⁶ E.g., Additional Protocol I, Art. 52(2); CCW Amended Protocol II; Convention on Cluster Munitions.

Anti-personnel AWS

The instrument should provide that it is prohibited in all circumstances to develop, produce, otherwise acquire, stockpile or retain, or transfer, directly or indirectly to anyone, or to use any AWS:

- that is designed or used in such a manner to be triggered by the presence, proximity or contact of one or more persons, or
- the target profile of which otherwise represents one or more persons.

AWS designed and used to target humans pose real risks of IHL violations. Target selection in an AWS is based on a generalised target profile, which is unlikely to account for the non-exhaustive range of contextual signals indicating that a person is protected from attack (e.g., whether surrendering, wounded, or sick etc.).

Further, a prohibition against anti-personnel AWS is necessary due to the unacceptability of such weapons from an ethical perspective, since the killing of a human based on a machine process would undermine the human agency of the person using force and the dignity of the person against whom force is used.

Restrictions

The instrument should provide that, in the use of AWS other than those which are prohibited by the other articles, measures shall be taken to protect civilians and civilian objects, and other protected persons, from the effects of AWS, including:

- restricting targets to only those which are military objectives by nature
- limiting the location, time and situation in which the AWS is operating, including to avoid concentrations of civilians or civilian objects⁷
- limiting the number of engagements that the AWS can undertake
- ensuring, to the maximum extent feasible, the ability for a human user to:
 - o effectively supervise, and
 - o in a timely manner intervene and, where appropriate, deactivate operation of the AWS
- AWS that do not allow a human user to do so, must be equipped with an effective self-destruction, self-deactivation or self-neutralization mechanism, designed so that the AWS will no longer function as an AWS when it no longer serves the military purpose for which it was launched.⁸

The ICRC is grateful for the opportunity to share the above views and stands ready to assist States in taking effective action to address the risks posed by AWS.

B. Civil society**Africa Teen Geeks**

[13 May 2024]

As the rapid advancement of technology continues to reshape global landscapes, the development and potential deployment of autonomous weapons systems (AWS) present significant ethical, legal, and security challenges. This input aims to provide

⁷ NB similar language found in Additional Protocol I, Art. 51(5)(a) and CCW Amended Protocol II and Protocol III.

⁸ Language of CCW Amended Protocol II.

a comprehensive overview of key considerations from industry, scientific, state, and civil society perspectives to aid in the formulation of an international treaty governing autonomous weapons.

Ethical Considerations

One of the foremost concerns regarding AWS is the ethical implications of delegating life-and-death decisions to machines. Ethical considerations include the potential loss of human control over lethal force and the challenge of ensuring that AWS operate within the bounds of international humanitarian law (IHL). Autonomous weapons must adhere to principles of distinction, proportionality, and necessity, yet their ability to make nuanced judgments akin to human operators remains questionable.

Legal Implications

The integration of AWS into military arsenals necessitates a robust legal framework. Existing laws, such as the Geneva Conventions, must be examined to determine their applicability to autonomous systems. Additionally, the legal accountability for actions taken by AWS poses a complex issue. The lack of clear attribution for unlawful acts could undermine the enforcement of IHL and erode trust in the international legal system. Establishing clear guidelines for the development, deployment, and use of AWS, along with mechanisms for accountability, is crucial.

Security Concerns

From a security standpoint, the deployment of AWS could trigger an arms race, with nations striving to outpace each other in developing increasingly advanced systems. This escalation could destabilize global security and increase the likelihood of conflicts. Furthermore, the risk of AWS being hacked or malfunctioning poses a significant threat. Ensuring robust cybersecurity measures and fail-safes are in place is essential to mitigate these risks.

Industry Perspectives

The defense industry plays a pivotal role in the development of AWS, driving innovation and technological advancements. However, it also bears a responsibility to ensure that these technologies are developed ethically and safely. Industry stakeholders must engage in transparent and accountable practices, adhering to international standards and norms. Collaborative efforts between industry, governments, and international bodies are necessary to establish guidelines and best practices for AWS development.

Scientific Insights

Scientists and researchers contribute critical insights into the capabilities and limitations of AWS. Ongoing research must focus on enhancing the reliability and predictability of autonomous systems, ensuring they can operate within ethical and legal boundaries. Interdisciplinary research, combining expertise from artificial intelligence, robotics, law, and ethics, is essential to address the multifaceted challenges posed by AWS.

State Perspectives

States have a crucial role in shaping the international regulatory framework for AWS. National governments must engage in multilateral dialogues to harmonize their positions and develop a cohesive approach to AWS governance. This includes

committing to transparency in the development and deployment of AWS, as well as supporting international efforts to establish binding legal instruments. States should also invest in research and development to ensure their defense capabilities are ethically and legally sound.

Civil Society Engagement

Civil society organizations (CSOs) offer invaluable perspectives on the humanitarian and ethical dimensions of AWS. CSOs can serve as watchdogs, advocating for stringent regulations and monitoring compliance. Their involvement ensures that the voices of affected populations are heard, and that human rights considerations are central to the discourse. Collaborative efforts between CSOs, governments, and industry are essential to develop a holistic approach to AWS governance.

Recommendations

1. **Establish Clear Definitions and Boundaries:** Develop internationally agreed-upon definitions of AWS and establish clear boundaries for their development and use.
2. **Implement Robust Legal Frameworks:** Ensure that AWS are integrated into existing legal frameworks, with clear guidelines for accountability and compliance with IHL.
3. **Promote Transparency and Accountability:** Encourage transparency in the development and deployment of AWS, with mechanisms for accountability and oversight.
4. **Foster International Cooperation:** Strengthen multilateral dialogues and cooperation to develop cohesive and harmonized approaches to AWS governance.
5. **Enhance Cybersecurity Measures:** Prioritize cybersecurity to protect AWS from hacking and malfunctions, ensuring their safe and reliable operation.
6. **Encourage Interdisciplinary Research:** Support interdisciplinary research to address the ethical, legal, and technical challenges posed by AWS.
7. **Engage Civil Society:** Involve civil society in the discourse to ensure that humanitarian and ethical considerations are prioritized.
8. **Prevent Arms Race:** Implement measures to prevent an arms race and promote the responsible development and deployment of AWS.

The development of an autonomous weapons treaty is a critical step in ensuring that the advancement of military technology adheres to ethical, legal, and security standards. By incorporating insights from industry, scientists, states, and civil society, the international community can develop a comprehensive and effective regulatory framework for AWS. Collaborative efforts and robust dialogue are essential to address the multifaceted challenges posed by autonomous weapons and to safeguard global peace and security.

Amnesty International

[24 April 2024]

This submission highlights the intractable challenges related to the use of AWS in law enforcement contexts in relation to compliance with international human rights law (IHRL) and standards on the use of force. For Amnesty International, AWS are

weapons systems that detect and apply force to a target based on sensor inputs, rather than an immediate human command.

International human rights law/standards

The use of AWS in law enforcement threatens to undermine the right to life, liberty and security of person, the right to be free from torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and the right to freedom of peaceful assembly, among other rights. It would also be incompatible with the key international standards related to the use of force and law enforcement practice: the UN Basic Principles on the Use of Force and Firearms (BPUFF) and the UN Code of Conduct for Law Enforcement Officials (CCLEO).⁹ The use of AWS – whether lethal or less lethal – undermines the principles of human rights-compliant law enforcement, which are based on close, positive and proactive human relationships between law enforcement officers and the publics they serve.

Human agency

Human agency and judgement are required for the lawful use force under IHRL law and standards. The decision to use force, whether lethal or less lethal, can only be made by a human being and human rights law “places a strong emphasis on human reasoning and interaction”.¹⁰ According to BPUFF, human abilities to communicate, de-escalate, persuade and negotiate are central strategies for avoiding or minimizing the use of force. The decision to deploy intentional lethal force comes at an extremely high threshold, and is especially nuanced and complex, taking into account emotional, motivational, psychological and logistical factors to assess the imminence of a threat to life and limb.¹¹ AWS cannot be used to replace indispensable human judgement in the decision to use force; and would not be able to operate in a way that seeks to minimize harm, prevent the loss of life or assess whether the necessity and proportionality of lethal force is still justified at a given moment.

Accountability

The use of force without meaningful human control could create an “accountability vacuum”.¹² This derives from the fact that international human rights law binds states and individuals – not machines – and seeks to hold them to account, and the difficulties in law of ascribing human responsibility when using machines operating outside of meaningful human control.¹³ The use of AWS would weaken the ability of a law enforcement officer or their superiors to make judgements about individual responsibility for the unlawful use of force and to take appropriate precautions to prevent further violations – one element of the provision of remedy for harm suffered.

⁹ UN Basic Principles on the Use of Force and Firearms by Law Enforcement Officials (UN Basic Principles), adopted on 7 September 1990; UN Code of Conduct for Law Enforcement Officials (UN Code of Conduct), adopted on 17 December 1979 by General Assembly resolution 34/169.

¹⁰ OHCHR, Presentation made at the informal expert meeting organized by the state parties to the Convention on Certain Conventional Weapons 13–16 May 2014, Geneva, Switzerland by Christof Heyns, Professor of human rights law, University of Pretoria United Nations Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, 13 May 2014, www.ohchr.org/en/statements/2014/07/presentation-made-informal-expert-meeting-organized-state-parties-convention; see also UK Parliamentary Committee, Professor Thompson Chengeta – Written Evidence (AIW0021), <https://committees.parliament.uk/writtenevidence/120291/html/>.

¹¹ UN Basic Principles, Principles 9 and 20.

¹² Christof Heyns, “Human Rights and the use of Autonomous Weapons Systems (AWS) During Domestic Law Enforcement, Human Rights Quarterly”, Vol. 38, No. 2, May 2016, p. 366.

¹³ Interim report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, [A/65/321](#), 23 August 2010, para. 33.

Dignity

The question of dignity is core to IHRL. The Universal Declaration on Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights recognise that human rights are derived from the “inherent dignity” of all.¹⁴ The Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions has argued that the concept of dignity is inextricably linked to the right to life as “it is the value of life that makes it worth protecting”.¹⁵ The African Charter on Human and Peoples’ Rights General Comment 3 on the right to life “proceeds from an understanding that the Charter envisages the protection not only of life in a narrow sense, but of dignified life”.¹⁶ In relation to law enforcement, Article 2 of the CCLEO states that law enforcement officers “shall respect and protect human dignity and maintain and uphold the human rights of all persons.”

Bias/discrimination

One of the dangers in the development of AWS is the already well-developed use of biometric data in law enforcement. Many police forces have developed largescale databases linking biometric data to other personal data, including criminal justice system records.¹⁷ It would be a short step for law enforcement to feed this data into an AWS in order to target criminal suspects. The use of biometric markers to identify targets carries enormous risks. The Special Rapporteur on the Promotion and Protection of the Right to Freedom of Opinion and Expression has noted that facial recognition can lead to profiling on ethnicity, race, national origin, gender and other characteristics, which are often the basis for unlawful discrimination.¹⁸

The need for a legally binding instrument to prohibit and regulate AWS

To clarify and strengthen existing international humanitarian and human rights law as it relates to growing autonomy in weapon systems used in both military and law enforcement contexts, Amnesty International advocates for the creation of a legally binding instrument to prohibit some types of AWS and regulate others. Such an instrument would:

- prohibit the development, production, use of, and trade in systems which by their nature cannot be used with meaningful human control over the use of force;
- prohibit “anti-personnel AWS” – that is systems that are designed to be triggered by the presence of humans or that use human characteristics for target profiles;

¹⁴ Human Rights Watch, *Shaking the Foundations: The Human Rights Implications of Killer Robots*, IV. Human Dignity, www.hrw.org/report/2014/05/12/shaking-foundations/human-rights-implications-killer-robots

¹⁵ OHCHR, Presentation made at the informal expert meeting organized by the state parties to the Convention on Certain Conventional Weapons 13–16 May 2014, Geneva.

¹⁶ African Commission on Human And Peoples’ Rights, General Comment No. 3 On The African Charter On Human And Peoples’ Rights: The Right To Life (Article 4), Adopted During the 57th Ordinary Session Of The African Commission on Human and Peoples’ Rights held from 4 to 18 November 2015 in Banjul, (3), <https://achpr.au.int/en/node/851>

¹⁷ For example, Amnesty International, *Automated Apartheid: How facial recognition fragments, segregates and controls Palestinians in the OPT*, 2 May 2023, (Index Number: MDE 15/6701/2023), www.amnesty.org/en/documents/mde15/6701/2023/en/; Amnesty International, *Ban the Scan*, banthescan.amnesty.org/

¹⁸ Surveillance and human rights: Report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression to the UN Human Rights Council, UN General Assembly, *A/HRC/41/35*, 28 May 2019, para. 12: <https://www.undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2FHRC%2F41%2F35&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>

- regulate the use of all other autonomous weapons systems;
- and include a positive obligation to maintain meaningful human control over the use of force.

Arms Control Association

[24 May 2024]

In Resolution 78/241, the General Assembly expressed its concern, *inter alia*, about the “impact of autonomous weapon systems on global security and regional and international stability, including the risk of an emerging arms race [and] lowering the threshold for conflict and proliferation.”

The Arms Control Association shares these concerns about the impact of AWS on international peace and stability. For more than fifty years, the ACA has worked to promote effective measures to reduce nuclear risks through national self-restraint, diplomatic engagement, bilateral and multilateral arms control, nonproliferation, and disarmament, and other forms of international regulation.

Notwithstanding the ACA’s primary focus on reducing the dangers posed by nuclear weapons and achieving full nuclear disarmament, we believe that the deployment of autonomous weapons systems and automated battlefield command-and-control (C2) systems pose significant risks to strategic stability, and therefore require strict regulation and oversight. Two ongoing developments, we believe, are of particular concern: the integration of autonomy with nuclear command, control, and communications (NC3) systems, and the use of conventionally armed AWS to target and destabilize nuclear forces.

Threats to Strategic Stability Between Nuclear-Armed States:

The major powers are automating their battlefield C2 systems and equipping them with algorithms for calculating enemy moves and intentions, selecting the optimal countermoves, and dispatching attack orders directly to friendly units for implementation—all with ever-diminishing human oversight. Research by a number of analysts suggests that in future conflicts among the major powers, such systems will contribute to and increase the risk of mutually reinforcing escalatory moves, potentially igniting accidental or inadvertent nuclear escalation.¹⁹

Although none of the nuclear powers are thought to be extending this type of software to autonomously manage their nuclear forces, many states see a potential for and are likely already developing AI algorithms to assist discrete components of their nuclear early warning and launch systems, for example with the interpretation of possible enemy missile launches.²⁰ It is essential that AI software used to support these applications remain physically disconnected from nuclear launch authority to prevent any possibility of an unintended AI-triggered nuclear exchange.

¹⁹ See Eric Schmidt, et al., “Final Report of the National Security Commission on Artificial Intelligence,” March 2021, <https://cybercemetery.unt.edu/nscai/20211005220330/https://www.nscai.gov/>, and Michael T. Klare, “Assessing the Dangers: Emerging Military Technologies and Nuclear (In)Stability,” Arms Control Association Report, February 2023, https://www.armscontrol.org/sites/default/files/files/Reports/ACA_Report_EmergingTech_digital_0.pdf.

²⁰ Alice Saltini, “AI and Nuclear Command, Control and Communications: P5 Perspectives,” Report, European Leadership Network, Nov. 2023, https://www.europeanleadershipnetwork.org/wp-content/uploads/2023/11/AVC-Final-Report_online-version.pdf, pp. 16-17.

Meanwhile, concern is growing that conventionally armed AWS, in combination with advanced, AI-enhanced autonomous intelligence and reconnaissance systems, might contribute to accidental or unintended nuclear escalation by creating the impression that an attacker is conducting a disarming counterforce strike, aimed at eliminating or degrading the target state's nuclear retaliatory capabilities.

Of particular concern is the potential of loitering AWS to reveal the location of elusive nuclear retaliatory forces, such as mobile ICBMs or ballistic missile submarines.²¹ The fear that an AI-controlled AWS swarm could uncover the locations of a nuclear-armed state's submerged submarines or road-mobile ICBMs could prompt that state to place its weapons on a higher state of alert in a crisis and possibly trigger their unintended or accidental use.

Retaining Human Control

The Arms Control Association strongly adheres to the principle that the decision to use nuclear weapons must always remain the responsibility of a human being, and that such decisions conform with the Laws of War and particularly International Humanitarian Law, which rules out the employment of nuclear weapons particularly in response to nonnuclear threats. The profound legal, ethical, and humanitarian ramifications of any nuclear weapons employment—potentially extinguishing the lives of millions of people and rendering the planet uninhabitable—demand that humans, and never machines, bear the responsibility and moral culpability for their use.

Starting from this premise, and in recognition of the risks of escalation described above, we also believe that any fully autonomous weapons systems or automated battlefield C2 systems operating outside of continuous human supervision when in combat should be prohibited under binding international law and that all other lethal weapons systems featuring autonomy be regulated in order to ensure compliance with international humanitarian law, including by insisting on human responsibility and accountability.

Recommended Actions

In accordance with these basic principles, the Arms Control Association offers these additional recommendations to the Secretary General and the General Assembly:

1. Mindful that the use or threat of nuclear weapons has been deemed “inadmissible” and contrary to international law and the Treaty on the Prohibition on Nuclear Weapons, *the UN General Assembly should call on all nuclear-armed states to commit—either through coordinated action or in a binding agreement—to retain human control over any decision to use nuclear weapons and to insert automated, failsafe “tripwires” in advanced command-and-control systems to disallow action resulting in nuclear weapons employment without human approval.*

Ideally, the nuclear weapons states should themselves take steps toward creating an international norm that recognizes and affirms this principle by issuing unilateral statements that decisions involving nuclear use will always be reserved for human beings. A more ambitious but more effective measure would be a multilateral statement by the P5 nuclear-weapons states that jointly commits to the same norm.

To give effect to this norm, the nuclear weapons states should integrate technical tripwires in all deployed C2 systems that would automatically prevent escalation to

²¹ James S. Johnson, “Artificial Intelligence: A Threat to Strategic Stability,” *Strategic Studies Quarterly*, Vol. 14, No. 1 (Spring 2020), pp. 20-22.

nuclear weapons use without human intervention. Critically, this would also mean ensuring that all AI-enabled C2 systems for conventional military operations are carefully and deliberately prohibited from giving instructions to nuclear weapons systems.

2. *The UN General Assembly should call upon on all states to commit to retaining uninterrupted human control over any AWS potentially involved in strategic counterforce missions and to disallow such weapons from falling under the control of AI-enabled decision-support systems that could authorize counterforce missions without human oversight.*

Such commitments are urgently needed because unauthorized, accidental strikes on nuclear forces by loitering autonomous strike systems could give rise to false warning of an incoming strategic attack. Likewise, unauthorized conventional strikes with strategic implications could be undertaken by an AWS strike force that is given erroneous orders by an AI-enabled decision-support system.

To prevent this category of accidental escalation, states should ensure that forces assigned to conventional counterforce missions with strategic implications remain under human control at all times and forego integration with AI systems altogether.

3. *The UN General Assembly should convene an expert body to assess the types and roles of AI algorithms that are used in nuclear command and control systems and the dangers these could pose.* This body should also suggest possible restrictions on the use of AI in nuclear C3 systems and whether there are certain roles within NC3 systems that should never be assigned to algorithms.

Given the rapid pace of research into new AI models and the lack of existing norms and understandings between nuclear powers about their application, the United Nations could play a key role in convening experts to track the technical evolution of these models.

Article 36

[8 May 2024]

Article 36 has worked extensively on the issue of autonomous weapons – including framing the requirement for meaningful human control and promoting the need for a structure of international legal regulation that includes both prohibitions and positive obligations.

This submission only highlights key points that we consider significant at this stage of the process.

We should recognise autonomous weapons systems as referring to ‘systems’ or ‘processes’, rather than ‘objects’.

Discussions of this issue often talk about ‘autonomous weapons’ as concrete, unified physical ‘objects’ – that is to say, as physical objects that share a recognisable set of characteristics. However, the defining characteristics of autonomous weapons systems are the tied to the relationship of human users to processes of decision-making.

Autonomous weapons systems may function through distinct and widely dispersed physical assets, all of which *might also* function in ways that would not constitute an autonomous weapons system.

Rules therefore need to be focused on human understanding and control over individual attacks and on how such systems are used. There will still be unified

physical systems that need to be subject to these rules, but the starting point should be to regulate human understanding and control of the 'process'.

AI is not a necessary characteristic of autonomous weapons, but it raises distinct challenges.

AI is one of the technical drivers that is making the issue of autonomous weapons systems particularly pressing. However, it is the relationship of human operator(s) to certain decision-making processes that is the defining characteristic, not the technology that is involved.

It is possible to have autonomous weapons systems that do not employ AI and we should not define the boundaries of this issue in relation to AI. However, AI does provide distinct challenges. AI may make it more difficult for the users of systems to have a practical understanding of how their systems work and so to adequately predict outcomes from their use. In certain roles, AI might serve to embed bias from training datasets into the functioning of weapon systems – which is a particular challenge in relation to weapon systems that would target people, or specific groups of people.

A new legal instrument could be short - establishing key overarching rules that provide a structure for evaluating technological developments in the future.

A legal instrument on this issue should focus on the key general rules that promote human dignity and meaningful human control. Rules should include:

- A prohibition on using AWS to directly target people (anti-personnel systems).
- Positive obligations to ensure meaningful human control, including requirements that:
 - Users sufficiently understand AWS they intend to use, including the conditions that would trigger an application of force by the system;
 - Users sufficiently evaluate the context where the system would be used; and
 - Users sufficiently limit the duration and area of system functioning in order to meaningfully apply existing legal rules.
- A prohibition on systems that cannot be used in accordance with these positive obligations, and so are likely unpredictable and incompatible with the necessary human control.

Such a legal structure can then provide a framework under which specific cases can be addressed.

This must be a future orientated instrument against which new technological structures are evaluated as they are developed (including through weapon review processes). Sharing good practices on assessment processes would be valuable multilateral work once the legal instrument has been established.

Regulating autonomous weapons is an important opportunity to limit the negative potential of AI without curbing its wider positive potential.

Adopting this legal treaty should be recognised as a critical action to prevent negative effects from AI in the world. The legal treaty would establish guardrails that prevent the development and adoption of AI functions in some critical roles that undermine human control and human dignity in the use of force. As such, it points to one potential mode for regulating AI more broadly which is to limit its scope of use

in specific roles and manifestations. The key to that regulatory mode is not to regulate the AI directly (which is too amorphous) but to establish the obligations for human understanding and action.

Current ‘defensive systems’ (missile defence systems etc) should not be prohibited, but *should* fall within a legal instrument and be used in accordance with its positive obligations (this is in line with current practice).

Some states have raised concerns that ‘defensive’ systems should not fall within the scope of consideration of discussions regarding autonomous weapons. The types of ‘defensive’ systems driving these concerns are broadly ‘anti-missile’ systems that use sensors and computer-directed guns to detect and apply force to incoming weapons (such as missiles, rockets and mortars).

These systems fall within the scope of the consideration because they use sensors to determine specifically where and when force will occur in response to matching data from the environment against a generalised target-profile. However, such systems would not be considered at risk of prohibition under a future instrument because:

- A. they can be used with meaningful human control, appropriate human judgement etc. The users of such systems can have an effective understanding of how these systems function, including what will trigger an application of force by the system and the location and duration of system functioning can be specifically controlled by the human operator.
- B. they do not target ‘people’ directly.

Given this analysis, we do not see that anti-missile systems could be prohibited under the two-tier approach.

A prohibition on systems that would target people directly should be a critical moral and societal priority.

The ethical and moral concerns with respect to autonomous weapons are most critical in relation to systems that would target people directly. Allowing systems to be used to harm people on the basis of machine processing is dehumanising and should be considered incompatible with requirements of human dignity. Such systems would also be fraught with legal risks.

Claiming that systems could somehow distinguish combatants from civilians would be a transference to machine functioning of determinations that should be made by a human commander. Furthermore, such mechanisms would likely neglect the obligation to protect soldiers *hors de combat* and may be liable to problems of racial, age and gender bias if built on certain AI processes.

We have an opportunity to prevent the adoption of autonomous systems that target people. The working presumption for future negotiations should be that systems targeting people are unacceptable.

A legal instrument should be developed through an inclusive multilateral process that is open to all states but that cannot be blocked by any one country.

It is urgent to start negotiations and that process needs to start in a forum that can bring in the views of diverse stakeholders and that is open to all states to participate (if they wish) on equal terms. It is not prudent to insist that discussions should only take place in forums where militarised states are consistently allowed to prevent the majority from moving forwards.

Energising international humanitarian law and international commitment to protect civilians requires action in a framework that has the potential to reflect to will of the majority. This issue is too fundamentally important for society to continue to remain constrained by procedural exploitation.

Asociación TEDIC, Amnistía Internacional Paraguay, Centro de Estudios Heñói, CODEHUPY, Fundación Vencer y Semillas para la Democracia

[18 April 2024]

Las organizaciones no gubernamentales paraguayas abajo firmantes, comprometidas con la promoción de una cultura de paz, con los derechos humanos y firmes contra toda forma de deshumanización, señalamos cuanto sigue:

Los sistemas de armas de destrucción autónoma (SADA) son un tema de creciente preocupación en el ámbito internacional, ya que plantean serias cuestiones éticas, legales y de seguridad. Las máquinas están reemplazando a los humanos en la aplicación de la fuerza con consecuencias impredecibles y devastadoras para la humanidad. Estos sistemas, también conocidos como “armas letales autónomas” o “robots asesinos”, son sistemas de armas que están diseñados para seleccionar y atacar objetivos sin intervención humana directa una vez que han sido activados. Utilizan inteligencia artificial (IA) y algoritmos de toma de decisiones para identificar y atacar objetivos.

Es importante reconocer que antes de crear regulaciones, es necesario realizar una investigación exhaustiva sobre los sistemas de armas autónomas, sus capacidades, implicaciones éticas, riesgos y posibles consecuencias. Esto necesita involucrar a expertos en diversas disciplinas, incluidos científicos, ingenieros, juristas, filósofos, expertos en ética y representantes de la sociedad civil.

En algunos países del sur global, donde ni siquiera tenemos regulación en materia de protección de datos personales²², afectados además por el avance permanente de grupos vinculados al crimen organizado transnacional y grupos violentos paramilitares, el despliegue de este tipo de tecnologías plantea riesgos serios para asegurar una gobernanza global de este tipo de sistemas, porque los pisos de conocimiento de los Estados son distintos.

Por eso es esencial una regulación internacional para salvaguardarnos contra los riesgos éticos, legales y de seguridad que plantean los sistemas de armas autónomos. Exigir un control humano significativo y contrarrestar la deshumanización digital, que garantice la responsabilidad y la rendición de cuentas, en cualquier uso de la fuerza, es de suma importancia. La regulación debe basarse en principios éticos sólidos que protejan los derechos humanos, minimicen el sufrimiento innecesario y preserven la dignidad humana.

En el contexto de los países del sur global, hay varias implicaciones y preocupaciones específicas sobre los sistemas de armas de destrucción autónoma:

1. **Desigualdad tecnológica:** Los países del sur global enfrentan desafíos para desarrollar o adquirir tecnología sobre armas autónomas debido a limitaciones financieras, de recursos humanos y tecnológicas. Esto podría crear una brecha

²² En el caso paraguayo, la Coalición de Datos Personales viene luchando hace años por la adopción de una ley integral de protección de datos personales.
<https://www.datospersonales.org.py/comunicado-de-la-coalicion-de-datos-personales-en-respuesta-a-las-publicaciones-y-declaraciones-hechas-en-medios-periodisticos-sobre-el-proyecto-de-ley-de-proteccion-de-datos-personales/>

tecnológica entre los países desarrollados y en desarrollo, lo que podría aumentar la dependencia de estos últimos en tecnologías militares importadas.

2. **Aumento de la brecha de poder:** La proliferación desigual de SADA podría exacerbar las disparidades en el poder militar entre los países del sur global y las potencias mundiales. Esto podría tener implicaciones en términos de seguridad regional y global, así como en la capacidad de los países del Sur Global para proteger sus intereses nacionales.
3. **Falta de regulación:** Existe una falta de regulación internacional sólida sobre el desarrollo y el despliegue de armas autónomas. Esto plantea preocupaciones sobre el uso indiscriminado o inapropiado de tales sistemas, especialmente en conflictos en los que los países del Sur Global podrían estar involucrados. La falta de regulación también puede exacerbar la carrera armamentística y aumentar las tensiones regionales.
4. **Impacto humanitario:** Los sistemas de armas autónomas plantean serias preocupaciones sobre el cumplimiento del derecho internacional humanitario y los principios de proporcionalidad y distinción en el conflicto armado. Sin la supervisión humana adecuada, existe el riesgo de que estos sistemas ataquen a civiles o infraestructuras civiles de manera indiscriminada, lo que podría resultar en un aumento de las víctimas civiles y daños colaterales.
5. **Dinámicas geopolíticas:** La proliferación de sistemas de armas autónomas podría exacerbar las tensiones geopolíticas y aumentar la posibilidad de conflictos en regiones donde los recursos son escasos o las disputas territoriales son comunes. Los países del sur global podrían enfrentarse a una mayor presión para adquirir y desarrollar tales tecnologías como medida de disuasión o para mantener el equilibrio de poder regional. La falta de transparencia en el desarrollo y despliegue de tales sistemas podría aumentar la desconfianza entre los países y aumentar el riesgo de escalada militar.
6. **Transparencia y Divulgación:** Debería existir un requisito de transparencia y divulgación por parte de los estados y las organizaciones que desarrollen o utilicen SADA. Esto podría implicar la divulgación de información sobre el desarrollo, despliegue y operación de estos sistemas, así como la realización de evaluaciones de impacto ético y legal como momento previo a la implementación de este tipo de sistemas.
7. **Cooperación Internacional:** La cooperación internacional es esencial para abordar eficazmente los desafíos asociados con los SADA. Los estados deben trabajar juntos en la elaboración y aplicación de regulaciones, así como en la promoción de normas y estándares internacionales para mitigar los riesgos asociados con estos sistemas.

Abordar estas preocupaciones requerirá una cooperación internacional sólida y un compromiso con la ética y los derechos humanos en el desarrollo y uso de tecnologías militares avanzadas.

Como organizaciones de la sociedad civil,

- Creemos en la dignidad inherente de todas las personas.
- Creemos en la igualdad y el derecho a controlar nuestras propias identidades libres de estructuras de discriminación por motivos de raza, género, capacidad, sexualidad, estatus socioeconómico y otras etiquetas.
- Respetamos la diversidad de individuos y comunidades, y creemos que esta diversidad no debe reducirse a etiquetas fijas y valores fijos adscritos, sino que debe informar y desafiar activamente nuestro espacio ético compartido.

- Enfatizamos que es importante generar reconocimiento de que somos individual y colectivamente responsables de desarrollar y dar forma a las tecnologías que enmarcan la interacción entre nosotros.
- Creemos en la búsqueda de soluciones no violentas a los problemas y en el uso de la cooperación, la negociación y el activismo para construir las respuestas sociales que se necesitan.
- Envisionamos un mundo en el que la tecnología se desarrolla y utiliza para promover la paz, la justicia, los derechos humanos, la igualdad y el respeto a la ley.
- Asumimos la responsabilidad de cómo nuestras elecciones con respecto a la tecnología cambian las relaciones entre nosotros, individual y colectivamente.
- Promovemos la ley como un proceso social, creado por personas, para personas, y que requiere el compromiso social para garantizar que funcione para ayudar a los vulnerables, no a los que ya son poderosos.
- Promovemos el empoderamiento de las personas como autores y controladores de la tecnología y nos resistimos a la mecanización de nuestras relaciones entre nosotros, como individuos y a través de estructuras políticas.

Por lo tanto,

- **ALENTAMOS** al Estado Paraguayo a negociar un instrumento internacional vinculante sobre sistemas de armas autónomas que rechace la automatización de la matanza y garantice un control humano significativo sobre el uso de la fuerza.
- **INSTAMOS** a la activación de procesos internos dentro del Estado Paraguayo que justamente permitan un mayor grado de desarrollo y entendimiento institucional sobre los límites y desafíos de las tecnologías digitales para diversos fines, incluido aquellos relacionados a la seguridad interna y externa, y la necesidad base de una ley integral de protección de datos personales.
- **HACEMOS** un llamamiento a los Estados de todo el mundo para que alienten a los gobiernos a iniciar negociaciones sobre un tratado internacional sobre sistemas de armas autónomas.

El posicionamiento favorable de los países ayudará a salvaguardar contra los riesgos éticos, legales y humanitarios que plantea la autonomía en los sistemas de armas y promoverá un mundo más pacífico ahora y para las generaciones venideras.

Center for AI and Digital Policy

[25 May 2024]

We write on behalf of the Center for AI and Digital Policy (CAIDP), an independent global non-profit research organization based in Washington, DC, established to promote a better society – fairer, more just – a world where technology promotes broad social inclusion based on fundamental rights, democratic institutions, and the rule of law. CAIDP serves as AI policy expert to the Council of Europe Committee on AI, the OECD, the European Parliament and UNESCO.

In our input to the U.N. Interim Report, “Governing for Humanity,”²³ we urged U.N. members to commence negotiations on an international treaty to regulate autonomous weapons systems, prohibit LAWS, establish stringent safeguards against

²³ CAIDP Statement, *UN Interim Report, UN Interim Report “Governing for Humanity”* (30 Mar, 2024).

the integration of AI-enabled autonomous systems with weapons of mass destruction, and enshrine the principle of human responsibility for the use of lethal force.

Our overarching recommendations under 78/241 are as follows:

The U.N. General Assembly must pass a resolution to initiate the process of negotiating and adopting an international legally binding treaty to ban LAWS. This treaty would preserve human responsibility and accountability for any use of lethal force, and enshrine rigorous safeguards prohibiting the integration of AI-enabled autonomous systems with weapons of mass.

Human Rights:

Conflicts in Ukraine and Gaza show the extreme risks to human rights and security posed by the use of AI in warfare. Resolution 78/241 affirms that international law applies to autonomous weapons systems, particularly the U.N. Charter, international humanitarian law, and international human rights law.

In 2020 Roadmap for Digital Cooperation, the U.N. Secretary-General stated that “Digital technologies provide new means to advocate, defend and exercise human rights, but they can also be used to suppress, limit and violate human rights,” noting with emphasis lethal autonomous weapons and facial recognition.”²⁴

Concerns over killer robots also arose at the 75th U.N. Assembly.²⁵ Later, at the 2022 UN General Assembly, 70 countries endorsed a joint statement:

“We are committed to upholding and strengthening compliance with International Law and International Humanitarian Law, including through maintaining human responsibility and accountability in the use of force.”²⁶

Furthermore, UN Secretary-General and President of the ICRC jointly called on States to

“establish specific prohibitions and restrictions on autonomous weapon systems, to shield present and future generations from the consequences of their use. In the current security landscape, setting clear international red lines will benefit all States.”²⁷

Safety:

Stuart Russell warns that “loitering” AI missile systems can have both autonomous and remotely operated modes, making it difficult to know whether a

²⁴ UN Secretary General, Report – Roadmap for Digital Cooperation (Jun 2020), https://www.un.org/en/content/digital-cooperationroadmap/assets/pdf/Roadmap_for_Digital_Cooperation_EN.pdf); see also UN Secretary General, The Highest Aspiration - A Call to Action for Human Rights (2020) https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/The_Highest_Aspiration_A_Call_To_Action_For_Human_Right_English.pdf).

²⁵ Stop Killer Robots, 75th UN Assembly (Oct. 30, 2020), <https://www.stopkillerrobots.org/2020/10/un-diplomacy/>.

²⁶ United Nations (UN) General Assembly, First Committee, Joint Statement on Lethal Autonomous Weapons Systems First Committee, 77th United Nations General Assembly Thematic Debate – Conventional Weapons (Oct. 21, 2022), https://estatemements.unmeetings.org/estatemements/11.0010/20221021/A1jJ8bNfWGIL/KLw9WYcSnAm_en.pdf.

²⁷ Joint call by the United Nations Secretary-General and the President of the International Committee of the Red Cross for States to establish new prohibitions and restrictions on Autonomous Weapon Systems (Oct 5, 2023) <https://www.icrc.org/en/document/joint-call-un-and-icrc-establish-prohibitions-and-restrictions-autonomous-weapons-systems>.

human or the machine carried out any given attack.²⁸ Further, a single individual can launch an unlimited number of weapons. This type of weaponry should be classified as weapons of mass destruction.

Waging war through autonomous weapons will not protect military lives.

New AI-based weapons systems are probabilistic, introducing a degree of uncertainty. It remains unclear whether there is meaningful human control of targeting decisions.²⁹ Further, these AI systems can be hacked, increasing the likelihood of accidents and preventable escalation of conflict. Professor Lucy Suchman highlights that the “automation of data analysis under the sign of AI can only serve to exacerbate military operations that are at once discriminatory, in their reliance on profiling and other techniques of prejudicial classification.”³⁰

We urge adoption of fundamental obligations for AI systems set out in the Universal Guidelines for AI: **Obligations of Accountability** refers to ongoing need to assess the risks during design, development, and implementation. **Termination Obligation**³¹ presumes systems must remain within human control. If that is no longer possible, the system should be terminated. **Obligations of Public Safety** requires institutions assess public safety risks that arise from deploying AI systems and implement safety controls.

Ethics:

Algorithms are incapable of determining what is legal or ethical. The principle of human responsibility and accountability must be preserved. “Human life would be devalued if robots take life-or-death decisions, raising moral and justice concerns”³²

In 2023, the U.N. Secretary-General’s New Agenda for Peace called for the prohibition of LAWS. UN has a clear mandate to unite all stakeholders around the collective mitigation of long-term global risks. **Voluntary commitments are insufficient and provide no restraint.**

In “Killer Robots,”³³ Robert Sparrow warns that conditions for just wars cannot be met by autonomous weapons systems and that it “would be unethical to deploy such systems in warfare.”

“The same pressures that are pushing for the deployment of military robots in the first place also push for them to be given control over which targets to attack and when to open fire. Indeed, as AI technology improves, a human operator may prove not merely redundant but positively disadvantageous in such systems [...] time available to make survival critical decisions will often be less than the time required for a human being to make them.”³⁴

²⁸ Stuart Russell, “AI Weapons: Russia’s War in Ukraine Shows Why the World Must Enact a Ban,” *Nature* 614 (2023): 620-623. doi: 10.1038/d41586-023-00511-5. Loitering systems such as the Shahed, Kargu, Israel’s Harpy drone, Russia’s Lancet missile, and the Chinese Ziyan Blowfish A3.

²⁹ CAIDP [Statement](#), On the Occasion of the 75th Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights (Dec 10, 2023).

³⁰ Lucy Suchman, “Algorithmic warfare and the reinvention of accuracy,” *Critical Studies on Security*, 8:2, (2020): 175-187, DOI: 10.1080/21624887.2020.1760587.

³¹ Ibid.

³² Russell (2023).

³³ Robert Sparrow, “Killer Robots,” *Journal of Applied Philosophy*, Vol 24, No.1, (2007): 62–77.

³⁴ Sparrow (2007).

Legal:

The main components of a U.N. legally binding instrument should be proportionality, human oversight, human responsibility, risk assessment, and mitigation measures should be among the main components of the Treaty.

CAIDP's annual AI & Democratic Values Index (AIDV) highlights strong support among democratic nations for limits on LAWS. AIDV Index notes "one of the first AI applications to focus the attention of global policymakers was the use of AI for warfare."³⁵ More than 60 countries signed the "Political Declaration on Responsible Military Use of AI and Autonomy," noting "military use of AI capabilities needs to be accountable, including through such use during military operations within a responsible human chain of command and control."³⁶

Civil Affairs Institute

[20 May 2024]

Introduction: The advancement and deployment of autonomous weapon systems (AWS) in conflicts present critical legal, ethical, humanitarian, and security challenges. It is essential that the international community adopts a legally binding framework to regulate these systems. This document consolidates key perspectives and recommendations for the Secretary-General's report.

The Russian invasion of Ukraine in February 2022 has significantly influenced the landscape of modern warfare, with both sides utilizing drones extensively. This conflict has accelerated the development of potential autonomous weapons, highlighting the urgent need for international regulation to prevent further escalation and ensure compliance with humanitarian principles.

The context of the war in Ukraine is crucial for the way forward for autonomous weapons in Europe and the world. There is a need for global awareness and attention to the potential temptation to use artificial intelligence in military solutions, currently unregulated by international law.

Legal and Ethical Concerns:

1. **Meaningful Human Control:** AWS should be designed to ensure that humans retain significant control over all decisions involving the use of force. This includes human operators making crucial decisions regarding targeting, engagement, and the context in which force is applied. Systems that do not allow for such control should be banned.
2. **Accountability:** AWS pose significant challenges in attributing responsibility for unlawful actions. Legal frameworks must ensure clear accountability mechanisms for violations of international law, preventing an accountability gap that undermines justice and human rights.
3. **Human Dignity:** Delegating life-and-death decisions to machines undermines human dignity and violates ethical norms. Machines lack the capacity for moral judgment and compassion, which are essential in making decisions about the use of lethal force.

³⁵ CAIDP, AI and Democratic Values Index (2023), <https://www.caidp.org/reports/aidv-2023>.

³⁶ U.S. Department of State, "Political Declaration on Responsible Military Use of Artificial Intelligence and Autonomy," Bureau of Arms Control, Deterrence, and Stability (Nov 9, 2023), <https://www.state.gov/political-declaration-on-responsible-military-use-of-artificial-intelligence-and-autonomy/>.

Ethical Context and Asimov's Laws:

The deployment of AWS contradicts the ethical principles outlined by Isaac Asimov in his laws of robotics, particularly the first law, which states that a robot may not harm a human being or, through inaction, allow a human being to come to harm. Implementing AWS, which can potentially cause harm autonomously, starkly contrasts these ethical guidelines and poses severe moral dilemmas.

Humanitarian and Security Risks:

1. **Civilian Harm:** AWS pose a high risk of harm to civilians due to their inability to reliably distinguish between combatants and non-combatants. This increases the potential for unlawful killings and excessive force, violating principles of international humanitarian law (IHL).
2. **Proliferation:** The ease of replication and deployment of AWS raises concerns about their proliferation, particularly to non-state actors and regimes with poor human rights records. This could destabilize regions and escalate conflicts.
3. **Arms Race:** The development of AWS could spur an arms race, leading to increased global instability and lowering the threshold for entering conflicts. The rapid, autonomous decision-making capabilities of AWS could exacerbate crises, making conflicts more volatile and harder to control.

Prohibitions and Regulations:

1. **Two-Tier Approach:** A comprehensive treaty should combine prohibitions on certain AWS and regulations on others to ensure they operate under meaningful human control. Specifically:
 - **Prohibitions:** Ban AWS that autonomously select and engage targets without meaningful human intervention, especially those targeting humans directly.
 - **Regulations:** Ensure AWS that are not prohibited are strictly controlled through design, testing, and operational procedures that guarantee compliance with IHL and human rights standards.

Human Rights Implications:

1. **Right to Life:** AWS must comply with the right not to be arbitrarily deprived of life, ensuring that force is used only when necessary, proportionate, and as a last resort. The absence of human judgment in AWS challenges compliance with these principles.
2. **Non-Discrimination:** AWS must be free from algorithmic biases that could lead to discriminatory practices, particularly against marginalized groups. Strong measures are needed to eliminate biases in data and decision-making processes.

Conclusion: The adoption of a legally binding instrument on AWS is urgent to address the myriad challenges these systems pose. The international community must act decisively to regulate AWS, ensuring the protection of human rights and maintaining meaningful human control over the use of lethal force.

ECPAT Guatemala, Perú por el Desarme, the Feminist AI Research Network - Latin America Chapter, Anderson Henao and Jesús Martínez

[25 April 2024]

This is a summary of a document that emerged from a collaborative effort with experts who are members of ECPAT Guatemala (María Eugenia Villarreal); Perú por el Desarme (Gisela Luján); the Feminist AI Research Network - Latin America Chapter (Paola Ricaurte, Mexico/Ecuador, Mariana Díaz and Wanda Muñoz, Mexico); and Anderson Henao (Colombia), Jesús Martínez (El Salvador), experts in the rights of persons with disabilities and international humanitarian law.

The purpose of this summary is to encourage further reflection on both the national and international levels regarding the challenges inherent to autonomous weapons systems (AWS), underlining the urgent need to begin negotiations to establish a binding legal framework in a truly inclusive and representative forum. The full, original text in Spanish with references can be found [here](#).

Our report consists of two sections: 1) Challenges and concerns with respect to AWS from humanitarian, legal, and ethical perspectives; and 2) Ways to address these challenges.

1. Challenges and concerns with respect to autonomous weapons systems

1.1 Autonomous weapons will have a disproportionate impact on groups and populations with marginalised identities and characteristics, particularly women, Afro-descendant/racialised persons, indigenous/native peoples, children, and persons with disabilities, among others.

- There are several examples from the civilian sector that show that not only do emerging technologies pose risks, but that they have already caused damage and violated human rights.
- The use of these technologies in weaponry will likely cause disproportionate damage to the aforementioned populations.
- Understanding the difficulties and the differentiated negative impact of artificial intelligence systems is critical to analysing AWS, since these are the types of problems that could be replicated with the use of AI and emerging technologies in the military sector.
- Additionally, it is important to consider the risk of transferring autonomous technologies to forces of law and order, which could contribute to racial profiling in surveillance, and even to political repression.

1.2 Autonomous weapons will increase the barriers to accessing justice and compensation for victims of violations of human rights and International Humanitarian Law.

- The characteristics of AWS—including those related to the lack of predictability and explainability of emerging technologies and to applications of artificial intelligence, among others— will further hinder accountability, reparations, compensation, and more generally, access to justice, particularly for marginalized groups already face difficulties in this area, and are the most affected by AI bias.
- Remote war already has a disproportionate impact on certain groups. Not knowing when or where an attack will occur nor who might be a target is affecting different groups in different ways, and those effects are exacerbated in persons with a combination of marginalised identities and characteristics.

1.3 Autonomy in weapons systems is increasing and is already being used, a case in point being Israel in Gaza.

- Emerging technologies are already having a specific negative and differentiated impact in conflict zones. Similarly, autonomy in targeting and attack decisions is increasing.
- The most recent and flagrant case is unfolding in the context of the destruction of Gaza by Israel³⁷.
- During the first months of the campaign, the Israeli army used 25,000 tons of explosives on countless buildings, many of which were identified using artificial intelligence. What is more, the Israeli government's use of AI-driven technology has led to attacks against 11,000 targets in Gaza since the beginning of the most recent conflict on October 7, 2023.
- Two highly troubling examples of AI-driven technology are the Habsora ("Gospel") and Lavender systems, which use AI and automation to identify and generate targets en masse.

2. Ways of addressing the challenges and concerns of autonomous weapons systems

2.1 International Humanitarian Law and International Human Rights Law apply to autonomous weapons systems (AWS), and a legally binding instrument (LBI) specifically addressing autonomy in weapons systems is needed.

- Currently, there is no legally binding international framework specific to such systems that ensures meaningful human control over the use of force. This is a serious legal vacuum for two reasons: a) It allows the development and use of weapons with autonomy in critical functions like targeting and engaging, and b) It hampers victims (affected persons, families, and communities) from seeking accountability, guarantees of non-repetition, and compensation for damages.
- From our perspective, the only credible way to address autonomy in weapons systems is through adopting a new LBI. The fundamental goal would be to regulate the autonomy of weapons systems in keeping with International Human Rights Law, International Humanitarian Law, and International Criminal Law.

2.2 Characteristics of the legally binding instrument needed to respond to the challenges of AWS.

- A LBI on AWS must include clear prohibitions and regulations, aim to maintain meaningful human control over force, and include effective implementation, monitoring, and accountability measures.
- This regulatory instrument must prohibit those weapons systems that: a) would delegate targeting and attack decisions to autonomous functions; b) would target human beings and civilian infrastructure; and c) would profile humans as targets.
- Regulations must refer to autonomy in other functions.
- Said instrument must recognize the differentiated and disproportionate impact that these weapons would have on different population groups.

2.3 Characteristics of the forum where said instrument should be negotiated.

³⁷ Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967, Francesca Albanese*: *Anatomy of a Genocide*: UN Doc. [A/HRC/55/73](#) (Advance unedited version), 25 March 2024.

- United Nations General Assembly (UNGA) Resolution [A/C.1/78/L.56](#) is clear evidence of the majority opinion —146 States— on the “urgent need for the international community to address the challenges and concerns raised by autonomous weapons systems”.
- This majority voice could only make itself heard in a democratic and participatory space such as the UNGA.
- However, this has not been possible in the CCW —where the topic of AWS has been addressed for more than a decade— among other factors, because that forum allows the exercise of a veto under disguise of consensus.
- It is necessary to shift the deliberations on AWS to other forums, particularly the UNGA, whose rules facilitate more equal participation of a greater number of countries.
- Recent regional meetings (Costa Rica, Trinidad and Tobago, the Philippines, Sierra Leone) show that it is possible to make progress in inclusive forums, and that it is important to create spaces that truly allow, reflect, and value diverse perspectives.
- Furthermore, it is essential that all forums on AWS take specific measures to ensure the meaningful, free, and informed participation of civil society in all its diversity, particularly organisations representative of marginalised groups.
- It is necessary to advocate the inclusion of military and defence topics in UN work on artificial intelligence and other technologies, and in the framework of other Conventions on Human Rights and regional bodies.

Concluding thoughts

Delaying the start of negotiations for a legally binding instrument on autonomous weapons systems, ensuring human control over significant force use and prohibiting systems attacking humans, only benefits highly militarized countries or military industries continuing to develop, test, and deploy such technologies without regulation.

We consider it unacceptable that a minority of countries can obstruct the start of these negotiations, which already harm those affected by increased autonomy in these weapons, as seen in Gaza.

Future of Life Institute

[23 May 2024]

The Future of Life Institute (FLI) is a global nonprofit working primarily on the governance of emerging technology. The organisation is the UN Secretary-General civil society co-champion for Artificial Intelligence under the UN’s Digital Roadmap and is best known for developing the Asilomar AI principles. FLI has long promoted governance of autonomous weapons systems (AWS) since the organisation’s founding. FLI is recently most known for having published an [open letter](#), signed by over a thousand leading AI researchers, that sparked a global public debate on the development of advanced artificial intelligence.

Autonomous weapons systems are ethically wrong: machines and algorithms should not make life and death decisions. It is unclear who can be held accountable for potential war crimes, extrajudicial killings, and unlawful use. AWS present tremendous global security risks: they raise the risk of unintended escalation and flash wars and lower the threshold for war. They can proliferate in the wrong hands. They

could be used as weapons of mass destruction (swarms), for targeted killings, and can create instability leading to an increased likelihood of nuclear weapons being used.

Over 115 states explicitly back new binding international law. FLI strongly supports the UN Secretary-General and International Committee of the Red Cross' (ICRC) urgent call for states to adopt a legal treaty to prohibit and regulate autonomous weapons systems by 2026. We call upon states to commence treaty negotiations as soon as possible.

FLI, in line with the ICRC's recommendations for a legally binding instrument, supports a two-tier approach, including:

- Prohibitions on unpredictable autonomous weapons systems and anti-personnel autonomous weapons systems.
- Positive obligations towards all other autonomous weapons to ensure the maintenance of meaningful human control, including measures such as:
 - Restricting targets of the AWS to only those which are military objectives by nature.
 - Limiting the location where, time that and situation in which the AWS is operating, including to avoid concentrations of civilians or civilian objects.
 - Limiting the number of engagements that the AWS can undertake.
 - Ensuring, to the maximum extent feasible, the ability for a human user to effectively supervise, and to, in a timely manner, intervene, and, where appropriate, deactivate operation of the AWS.

Geneva Centre for Security Policy

[21 May 2024]

1. Global conflicts are accelerating the development of LAWS, with potentially severe strategic consequences

The past 10 years have brought little by way of international regulatory frameworks on Lethal autonomous weapon systems (LAWS) but have brought us increasingly close to their full realisation. As of today, the technology for a weapon to track, select, and engage a target autonomously after the point of activation, with no further human intervention, already exists.³⁸ Whether or not current highly autonomous and AI enabled weapon capabilities neatly fit within an agreed upon definition of "LAWS", or whether or not every stage of the weapon's cycle was completely fully autonomously without human intervention should not detract from the reality that increasingly autonomous weapon systems (with and without AI) are already on today's battlefields, and are raising many of the legal, ethical, and security concerns posed by LAWS.³⁹

Technological advancements in this space are furthermore being accelerated by a worsening global security environment and the ensuing technological competition it generates. Unfortunately, LAWS are not only technologically possible today, but the opportunities for their use are also multiplying. The battlefields of Ukraine and

³⁸ O'Neill, Paul, Cranny-Evans, Sam, Ashbridge, Sarah. "Assessing Autonomous Weapons as a Proliferation Risk: The Future has Not Been Written." *Royal United Services Institute*. February 2024. <https://static.rusi.org/future-laws-occasional-paper-feb-2024.pdf>.

³⁹ Rickli, Jean-Marc, Mantellassi, Federico. "The War in Ukraine: Reality Check for Emerging Technologies and the Future of Warfare." *Geneva Centre for Security Policy*. Geneva Paper No. 34. April 2024. <https://dam.gcsp.ch/files/doc/geneva-paper-34-24>.

Gaza are for example both increasing the interest in, and fielding of, autonomous capabilities as well as raising many of the legal and ethical concerns linked to autonomy on the battlefield, posing questions over automation bias, human control and agency over the use of force.⁴⁰

The proliferation of such capabilities and their – mostly dual-use – enabling technologies has resulted in a fundamentally changed strategic environment compared to when international discussions began in 2014, worsening the consequences of inaction with respect to the regulation of LAWS. A wider array of state and non-state actors are now capable of developing and deploying increasingly autonomous capabilities, and increasingly willing to do so. Absent regulation, and a global governance framework, the current strategic environment will continue to incentivise and accelerate the development and deployment of such weapon systems, leaving an increasingly small space for regulation.

2. The question of human control

It has become a well-established norm that human control is a necessary component of both LAWS' ethical and safety dimensions, and of their legal compliance, especially with regards to IHL.⁴¹ However, lack of agreement persists behind what is meant by "human control", what it looks like in practice, and what amounts to sufficient levels of it. This lack of clarity is one of the biggest challenges to building effective regulatory frameworks and an important area to elucidate for the ethical, safe, and legally compliant development and deployment of autonomy on battlefields.

The expressed intent by states to ensure human control over LAWS and their effects, could however run counter to the desire to accelerate the tempo of military operations and to increasingly rely on complex algorithms to enable the various functions of LAWS.⁴² Indeed, research has repeatedly shown that humans have a tendency to offload cognitive and moral loads to highly autonomous machines, especially in times of high stress, cognitive workload and compressed timelines.⁴³ It is therefore not unreasonable to envision a near-future where humans can no longer realistically maintain the contextual understanding, cognitive and physical abilities necessary for meaningful control of weapon systems.⁴⁴ As states increasingly turn to complex AI systems to enable LAWS, the capacity for humans to be meaningfully engaged will increasingly be challenged.

It is primordial for states to define the processes, rules, as well as technical requirements, which would enable effective human control over LAWS. This should

⁴⁰ Renic, Niel, Schwarz, Elke. "Crimes of Dispassion: Autonomous Weapons and the Moral Challenge of Systematic Killing." *Ethics and International Affairs*. Vol 37 (3). 2023, pp. 321-343. <https://doi.org/10.1017/S0892679423000291>; Davies, Harry, McKernan, Bethan, Sabbagh, Dan. "The Gospel: How Israel uses AI to select bombing targets in Gaza." *The Guardian*. December 1, 2023. <https://www.theguardian.com/world/2023/dec/01/the-gospel-how-israel-uses-ai-to-select-bombing-targets>.

⁴¹ Report of the 2023 session of the Group of Governmental Experts on Emerging Technologies in the Area of Lethal Autonomous Weapons Systems, 24 May 2023, GGE.1/2023/2, [https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_\(2023\)/CCW_GGE1_2023_2_Advance_version.pdf](https://docs-library.unoda.org/Convention_on_Certain_Conventional_Weapons_-_Group_of_Governmental_Experts_on_Lethal_Autonomous_Weapons_Systems_(2023)/CCW_GGE1_2023_2_Advance_version.pdf).

⁴² Scharre, Paul. "The Perilous Coming Age of AI Warfare." *Foreign Affairs*. February 29, 2024. https://www.foreignaffairs.com/ukraine/perilous-coming-age-ai-warfare?check_logged_in=1.

⁴³ Schwarz, Elke. "The (im)possibility of meaningful human control for lethal autonomous weapon systems." *Humanitarian Law and Policy*. August 29, 2018, <https://blogs.icrc.org/law-and-policy/2018/08/29/im-possibility-meaningful-human-control-lethal-autonomous-weapon-systems/>; Johnson, James. "Automating the OODA Loop in the Age of Intelligent Machines: Reaffirming the Role of Humans in Command-and Control Decision-making in the Digital Age", *Defence Studies*, Vol. 23(1), 2023, pp.43-67, <https://doi.org/10.1080/14702436.2022.2102486>.

⁴⁴ Schwarz, Elke. 2018.

include a clarification as to what restrictions in design, capabilities, and operational parameters this would inevitably entail, ensuring states cannot resort to instances of so-called “nominal human control”. *In fine*, this would allow for the maintaining of moral and ethical agency over LAWS and ensure their safe, legally compliant, development and use.

3. The way forward

The most realistic way of delivering on the UNSG and ICRC president’s call to achieve a legally binding document on LAWS by 2026 is through the Group of Governmental Experts (GGE) created by the High Contracting Parties to the Convention on Certain Conventional Weapons (CCW). While consensus requirements have somewhat impeded the work of the group thus far, the group’s convergence towards the so-called “two-tier approach” offers the most realistic chance of achieving a legally binding prohibition in the relatively near future.

Alongside the work of the GGE, states must continue to speak, exchange, and pronounce on the broader issue of the use of artificial intelligence in the military domain. Dialogue at the regional, plurilateral, and bilateral level about how humans can remain in control of weapon systems will be important confidence building measures and help in the developing of codes of conduct and guardrails. The UN should support these endeavours, for example through its regional disarmament centres, acting as bridge to the other discussions on AI governance, helping to bring across ideas relevant to the disarmament and international security community.

Resolution 78/241 creates the possibility of a new track on LAWS. If the GGE fails to reach consensus on a legally binding instrument, then it is likely that a large majority of states will support starting negotiations in the General Assembly. Creating a parallel process now, whilst the GGE is still working, is unlikely to achieve the desired outcome of a legally binding prohibition ratified by all the major states. For now, the UNSG could consider recommending an annual First Committee thematic session devoted to the military use of AI. He could also consider recommending an eighth cluster for First Committee, entitled ‘The use of artificial intelligence in the military domain’. This would allow states to bring other resolutions on the topic, as the issue is broader than just LAWS.

Human Rights Watch

[6 May 2024]

Human Rights Watch appreciates the opportunity to submit its views and recommendations for consideration by the United Nations secretary-general in response to Resolution 78/241 on “Lethal autonomous weapons systems” adopted by the UN General Assembly on 22 December 2023.

I. Background

Human Rights Watch is an international nongovernmental organization (NGO) that conducts research and advocacy to uphold human dignity and promote human rights and international human rights law across the globe. In October 2012, Human Rights Watch co-founded the Campaign to Stop Killer Robots, which advocates for the negotiation and adoption of an international treaty to prohibit and restrict autonomous weapons systems.

II. Challenges and Concerns Raised by Autonomous Weapons Systems

This submission is based on and informed by our years of research and advocacy on this issue. Since 2012, Human Rights Watch has published more than two dozen reports on autonomous weapons systems, most in conjunction with the International Human Rights Clinic (IHRC) at Harvard Law School.

In November 2012, Human Rights Watch and IHRC released “Losing Humanity: The Case against Killer Robots,” the first major civil society report to examine the dangers of removing human control from the use of force. This report – and later ones – found that allowing machines to select and attack targets without further human intervention would be incompatible with fundamental provisions of international humanitarian law, including the principles of distinction and proportionality.⁴⁵

Human Rights Watch and IHRC have detailed the significant hurdles to assigning personal accountability to the actions undertaken by autonomous weapons systems under both criminal and civil law.

Autonomous weapons systems would also contravene basic principles of humanity and the dictates of public conscience established by the Martens Clause under international humanitarian law.

Autonomous weapons systems raise serious concerns under international human rights law because they are likely to be used in law enforcement operations as well as situations of armed conflict. They raise concerns under the foundational rights to life and to remedy.

Autonomous weapons systems would undermine the principle of dignity, a legal and moral concept, which implies that everyone has a worth deserving of respect. As inanimate objects, machines cannot comprehend or understand the value of human life or the significance of its loss. Allowing them to make life-and-death determinations thus strips people who are being targeted of their human dignity. In the process of determining whom to kill, autonomous weapons systems boil human targets down to data points.

Security concerns include the risk of an arms race, the threat of autonomous weapons systems reaching the hands of states or non-state actors with no regard for international law, and a lowering of the threshold to war. Because autonomous weapons systems would have the power to make complex determinations in less structured environments, their speed could lead armed conflicts to spiral rapidly out of control.

III. Ways to Address the Challenges and Concerns Raised by Autonomous Weapons Systems

A Legally Binding Instrument

Human Rights Watch calls for the urgent negotiation and adoption of a legally binding instrument to prohibit and regulate autonomous weapons systems. Clear, strong, and global rules are essential. Only new international law will suffice to deal with the dangers raised by autonomous weapons systems.

A legally binding instrument should be accompanied by national legislation and other measures to implement and enforce the treaty’s provisions at the domestic level.

⁴⁵ Please see our full submission for links to relevant reports by HRW and IHRC: <https://www.hrw.org/news/2024/05/06/submission-united-nations-secretary-general-autonomous-weapons-systems>.

Essential Treaty Elements

Human Rights Watch, IHRC, and others have outlined the essential elements for an international treaty on autonomous weapons systems, following precedent provided in previous disarmament treaties, international human rights instruments, and international humanitarian law, which all offer models for the proposed provisions.⁴⁶

A legally binding instrument should apply to all weapons systems that select and engage targets based on sensor processing, rather than human inputs. While the treaty's restrictions will focus on a narrower group of systems, this broad scope will help future-proof the treaty and ensure that no systems escape review.

The new treaty should include: 1) a general obligation to maintain meaningful human control over the use of force; 2) prohibit weapons systems that autonomously select and engage targets and by their nature pose fundamental moral and legal problems; and 3) include specific positive obligations that aim to ensure that meaningful human control is maintained in the use of all other systems that select and engage targets.

The concept of meaningful human control is fundamental to such an instrument because most of the concerns arising from autonomous weapons systems are attributable to the lack of such human control. The concept of meaningful human control should comprise a combination of components, such as, but not necessarily limited to: 1) Decision-making components, for example, the ability to understand how the system works; 2) Technological components, including predictability and reliability, and 3) Operational components, notably restrictions on time and space in which the system operates.

A new treaty should prohibit the development, production, and use of systems that inherently lack meaningful human control over the use of force. It should also prohibit autonomous weapons systems that target people in order to prevent the use of weapons systems that strip people of their dignity, dehumanize the use of force, or lead to discrimination. It should cover weapons that always rely on data, like weight, heat, or sound, to select human targets. These prohibitions would help protect civilians and other non-combatants in armed conflict, and reduce infringements of human rights during law enforcement operations. They should apply “under any circumstances” to ensure that the provisions cover times of peace and war.

The Way Forward

In terms of negotiating fora, the Convention on Conventional Weapons (CCW) has run its course after providing a forum for useful discussions and the development of support for a legally binding instrument over the years. It is time to step outside of that forum to one that can aim higher, move faster, and be more inclusive of countries that are not party to the CCW as well as of international organizations and civil society. Disarmament precedent shows that stand-alone and UN General Assembly-initiated processes are viable options in which committed, like-minded states, in partnership with other stakeholders, can produce strong treaties in 15 months or less.

The world is approaching a tipping point on this topic as support for negotiating a legally binding instrument on autonomous weapons systems reaches unprecedented levels.⁴⁷ The Stop Killer Robots campaign's Automated Decision Research project

⁴⁶ HRW and IHRC, *New Weapons, Proven Precedent: Elements of and Models for a Treaty on Killer Robots*, October 20, 2020, <https://www.hrw.org/report/2020/10/20/new-weapons-proven-precedent/elements-and-models-treaty-killer-robots>.

⁴⁷ More than 1,000 representatives from 144 countries and international organizations, industry, academia, and civil society attended the largest international conference ever held on autonomous

identifies more than 110 countries that have expressed their desire through national and group statements for a new international treaty on autonomous weapons systems.⁴⁸

Human Rights Watch affirms our strong commitment to work with urgency and with all interested stakeholders for an international legal instrument to ban and regulate autonomous weapons systems.

International Committee for Robot Arms Control

[24 May 2024]

The International Committee for Robot Arms Control (ICRAC) values the opportunity to submit its views to the United Nations Secretary-General with respect to Resolution 78/241 on Lethal Autonomous Weapon Systems (AWS). Founded in 2009, ICRAC is an international committee of experts in robotics technology, artificial intelligence, robot ethics, international relations, international security, arms control, international humanitarian law, international human rights law, and philosophy of technology. We have published extensively on the ethical, legal, technical, and security challenges of AWS, on the question of meaningful human control, and on military escalation at speed. Based on our expertise, we are particularly concerned that military robotic systems will lead to more frequent, less restrained, and less accountable armed conflict. In light of these risks, we call for an international treaty to prohibit and restrict AWS.

We note the threat that AWS pose to compliance with international humanitarian law as well as international human rights, particularly the right to life and the human right to dignity. We thus support calls for a legally-binding instrument to prohibit and restrict the use of AWS, urging the Secretary-General to initiate a forum within the UN General Assembly that can include all States, cover autonomy and automation in the use of all weapons, and address international humanitarian law as well as human rights concerns.

Scope

In accordance with the International Committee of the Red Cross (ICRC), we understand an AWS as one that, potentially after initial activation or launch by a human, selects targets based on sensor data and engages targets without human intervention. We endorse the recommendations of the ICRC for a two-tiered approach that prohibits unpredictable systems and systems that explicitly target humans, while strictly regulating the use of autonomy in all other systems for the command, control, and engagement of lethal force. This includes restrictions on the time, space, scope, and scale of operations of such systems, as well as the types of targets and situations in which they may be used. In particular, we strongly agree that the only permissible targets of such systems should be military objects by nature, and never civilian or dual-use targets, which should always require human judgment.

More discussion is needed on the appropriate forms and regulation of the human-machine interaction in complex command-and-control systems. As computers and AI collect and automatically analyze more and more data, greater clarity is needed on what constitutes meaningful human control in the context of automated target generation/identification and how to ensure respect and responsibility for international law when such systems are used.

weapons systems in Vienna on April 29-30. See the chair's summary:
https://www.bmeia.gv.at/fileadmin/user_upload/Zentrale/Aussenpolitik/Abruestung/AWS_2024/C_hair_s_Summary.pdf.

⁴⁸ Automated Decision Research, <https://automatedresearch.org/state-positions/>.

Key Challenges to Global Peace and Security

● Uncontrolled Escalation and Missed Opportunities for De-escalation and Diplomacy

The technical characteristics of AWS pose a considerable risk in enabling uncontrolled escalation at speed. Escalation from crisis to war, or escalating a conflict to a higher level of violence, could come about by erroneous indications of attack or a simple sensor or computer error. Mutual interaction between the control programs could not be tested in advance. The outcome of this interaction would be intrinsically unpredictable, and fast escalation is possible and likely. Unpredictable systems will give leaders false impressions of their capabilities, leading to overconfidence or encouraging preemptive attacks. Moreover, automated attacks, responses, and escalations will make it more difficult for leaders to interpret the intentions, decisions, and actions of their adversaries, and will limit their options for response. The overall effect will be to close off avenues and opportunities to avoid conflicts, to de-escalate conflicts, and to find means to end hostilities.

● Moral responsibility

No machine, computer, or algorithm is capable of recognizing a human as a human being, nor can it respect humans as inherent bearers of rights and dignity. A machine cannot even understand what it means to be in a state of war, much less what it means to have, or to end, a human life. Decisions to end human life must be made by humans in order to be morally justifiable. These are responsibilities of unavoidable moral weight that cannot be delegated to machines or satisfied by the mere inclusion of humans in the writing of computer programs. While accountability for the deployment of lethal force is a necessary condition for moral responsibility in war, accountability alone is not sufficient for moral responsibility. This also requires the recognition of the human, respect for the human right to life and dignity, and reflection upon the value of life and justifications for the use of violent force.

● Meaningful Human Control

Much hinges on the degree to which AWS can be *meaningfully* controlled by humans. Scientific scholarship on human psychology suggests that humans experience automation bias, a condition that cognitively hinders their ability to develop sufficient contextual understanding to intervene in fully autonomous systems that operate at speed. In order to safeguard *meaningful* human control (not merely functional control) over AI-enabled AWS, those involved in operating or deciding to deploy AWS should have full contextual and situational awareness of the target area at the time of a specific attack. They must also be able to perceive and react to changes or unanticipated situations that arise; ensure active and deliberate participation in the action; have sufficient training and understanding of the system and its likely actions; have adequate time for meaningful control and have the means and knowledge required for a rapid suspension of an action. For many AWS this is not possible. Meaningful human control is fundamental to the laws of war and the ethics of war.

Moving Forward: A Treaty to Prohibit and Regulate the Use of AWS

We support calls from States, as well as the UN Secretary-General and the President of the ICRC, for an international legally-binding treaty prohibiting and regulating the use of AWS.

Such a treaty would obligate States to adhere to prohibitions and regulatory limitations for AWS. Codes of conduct and political declarations are not enough for systems that pose such grave risks to global peace and security. The treaty must apply to the automated control of all weapons, requiring meaningful human control in

compliance with substantive regulations for the use of force in all cases. It should apply to all military uses of AWS and systems that generate or select targets, as well as to all police, border security, and other civilian applications that automate the use of force.

The treaty should prohibit AWS that are ethically or legally unacceptable, such as systems whose operation or effects cannot be sufficiently understood, predicted, or explained; AWS that cannot be used with meaningful human control; and AWS designed to target human beings.

The treaty should include positive obligations for States to use AWS that are permitted only within the bounds of clearly stipulated regulations that ensure adherence to international human rights and the key principles of international humanitarian law. We believe that an emerging norm around meaningful human control can be articulated and codified through a treaty negotiation in a process that includes all States, civil society, and industry and technical experts. We urge the Secretary-General to advance the creation of such a forum within the General Assembly and look forward to offering our expertise to those discussions.

InterAgency Institute

[25 May 2024]

Introduction

The InterAgency Institute is a digital think-tank focused on global security and local development with a human-centered approach. We have advocated for a treaty banning Autonomous Weapons Systems for over three years. Created by academics from the Global South, it has members with diverse backgrounds in 7 countries, mainly in Brazil, Portugal and Angola.

Appreciating the opportunity to submit this report addressing aspects related to the issues contained in operative paragraph 2 of [A/RES/78/241](#), the Institute hopes to stress the need to create new standards for the prohibition and regulation of Autonomous Weapons Systems (AWS), as well as to point to the socio-technical dimension of the problem⁴⁹.

Below we list and develop the four main aspects related to AWS that we believe should be taken into account by the Secretary-General's Report.

1. Humanitarian Aspects

The existing obligations of International Humanitarian Law and the International Human Rights System should only serve as an *ad hoc* framework, since no treaty specifically regulates the matter. The new technological paradigm renders the current obligations of international law insufficient in regulating autonomous weapons because many aspects concerning autonomous weapons, such as automation replacing the use of force by human beings, were not part of reality when the main treaties of international humanitarian law were formulated. The possibility of automation in the critical functions of anti-personnel weapons facilitates war crimes, genocide and crimes against humanity, while also making it difficult to attribute responsibility for these crimes.

⁴⁹ The present text was adapted from a [Policy Brief](#) in Portuguese published by the InterAgency Institute in March 2024.

2. Security Aspects

The proliferation of autonomous weapons has unpredictable consequences for armed conflict. Despite this, externalities have already been identified, such as increasing the asymmetry of armed conflicts, reducing the necessary threshold for violence and the potential for non-state actors to possess these weapons and their uncontrolled proliferation.

The bigger the distance separating the operator and the machine, the more probable the use of violence⁵⁰. In autonomous weapons, those who develop and train the model cannot know what consequences, or actions, the model will follow after being launched. The possibility of autonomy in critical functions reduces the capacity of control by a human supervisor. This means that, even with the possibility of human intervention, the possibility of automating these functions entails security risks and the violation of international humanitarian law; not only because of the possibility of biases in the algorithm, but also because of the aforementioned distance between the person who creates the algorithm (and does not know what implications it will have in the real world) and the deliberate use of these algorithms to persecute people based on their phenotype, gender or clothing.

3. Technologic Aspects

Machine Learning (ML) uses input data to train a model to recognize patterns and thus make predictions a human would not be able to⁵¹. ML can be: supervised; semi-supervised; or unsupervised. Supervision concerns the labeling of the data entered during training. Another important division is that of dynamic (or online) and static (or offline) models: while dynamic models are trained frequently (or continuously), static models are trained before use⁵². The externalities of using ML to create target selection algorithms are not restricted to just one of the models, but cut across the different categories. The possibility of training these models with labels that correspond to people can deepen social biases, which means that the technological aspect and the ethical aspect cannot be dissociated. While it is important to highlight that online and unsupervised models exacerbate the social dimensions of the risks identified, they can also occur in offline and supervised models.

4. Ethical Perspective

Technology is not neutral. Technology sorts and ranks scenarios, based on the possibilities of action that it offers, shaping its context, regardless of how they are used⁵³. Digitalization reinforces the tendency to make cost-benefit (utility) analyzes to determine an act's morality, accentuating the tendency of optimizing procedures⁵⁴. In the context of military technologies, this utilitarianism can come with the trade-off of increasing death-tolls and violations of IHL principles. Despite algorithms seeming objective and neutral are built according to arbitrarily established criteria for the desired result, reinforcing biases⁵⁵.

⁵⁰ Galliot, J. (2016). War 2.0: Drones, Distance and Death. *International Journal of Technoethics*, 7(2), 61-76. doi.org/10.4018/IJT.2016070104.

⁵¹ Google Developers. (n.d.). Machine Learning Glossary. Available at: <https://developers.google.com/machine-learning/glossary>.

⁵² Ibid.

⁵³ Miller, B. (2021). Is technology value-neutral? *Science, Technology, & Human Values*, 46(1), 53-80. doi.org/10.1177/0162243919900965.

⁵⁴ MUL (2024). Week 2: The Ethics of (Digital) Technologies. QMUL Short Courses. Retrieved from <https://qmul.ac.uk/shorts/week-2-the-ethics-of-digital-technologies/>.

⁵⁵ O'Neil, C. (2016). Weapons of math destruction: How big data increases inequality and threatens democracy. Crown.

Digital dehumanization is the act of reducing human beings to data, then used to make up decisions/actions that negatively affect their lives⁵⁶. This is a central part of the implications that such weapons have for international security.

Conclusion

A legally binding instrument is urgently needed to regulate autonomous weapons. Anti-personnel weapons capable of automating critical functions (aiming and firing) must be banned. At the core of this debate are the activities - involving decision-making or not - we want to delegate to machines. Concluding discussions on the regulation of autonomous weapons is a step towards ensuring a future in which technology serves to advance global peace and security, while respecting human rights and human dignity. An international treaty banning weapons that operate without human control by 2026, as suggested by the United Nations and the International Committee of the Red Cross, is a crucial step in this direction.

International Physicians for the Prevention of Nuclear War

[24 May 2024]

We welcome the UN Secretary-General's initiative to address the challenges related to lethal autonomous weapons systems and the role of humans in the use of force. Because of our expertise on the catastrophic humanitarian impacts of nuclear weapons, IPPNW is particularly concerned with the danger of nuclear escalation arising from the use of artificial intelligence (AI) and machine autonomy in nuclear command and control.

IPPNW is profoundly alarmed by both the growing risk of the use of nuclear weapons, whether by accident, design or miscalculation, and the simultaneous rapid development and deployment of advanced AI systems in the defense sector. The integration of AI and automation into nuclear command and control would mark a new era of exponential risk to humankind.

We underscore the warnings of experts in the field that an AI arms race is already underway. According to Connor Leahy⁵⁷, "Whoever has the least humans in the loop, they can act the fastest...giving more and more to the machines, until one day we're just not in control anymore. It's a race to the bottom. There can be no winner – and the only loser is humanity."

We recall the incident in 1983 when one man, Soviet Lieutenant Colonel Stanislav Petrov, refused to respond to a false warning of an incoming US ICBM⁵⁸. Within a few fateful minutes, he intervened and, exercising his discretion, broke with "launch on attack" protocol. His reasoned judgment likely saved human civilization.

Almost 80 years into the nuclear era, we have survived not because of wise leaders, sound military doctrine, or infallible technology but because of luck. Recent events have laid bare how incredibly dangerous it is to gamble the future of the world on a hope for indefinite good luck.

An even more dangerous future may be fast approaching. If human agency is removed from nuclear command and control, then the fate of humanity will rest with self-taught machines that will make the snap decision whether to launch on warning.

⁵⁶ Stop Killer Robots. (n.d.). Digital Dehumanisation. Available at:

<https://www.stopkillerrobots.org/stop-killer-robots/digital-dehumanisation/>

⁵⁷ Co-founder and CEO of Conjecture, an AI startup working on controlling AI systems. BBC News. 2 May 2024.

⁵⁸ Stanislav Petrov, 'The Man Who Saved The World,' Dies At 77. NPR 18 September 2017.

Turning control of nuclear weapons over to autonomous AI is irresponsible madness. We therefore support efforts to regulate, through national legislation and binding multilateral agreements, the development, deployment and use of AI and autonomous weapons systems in nuclear weapons command and control. As we work toward the universalization of the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (TPNW), and the complete abolition of nuclear weapons, it is crucial that humans maintain control over the use of nuclear weapons. The international community must begin the processes of building a permanent firewall between AI and nuclear weapons.

**Latin America and the Caribbean Human Security Network,
Fundación para la Paz y la Democracia, Technology and
Community, Centro de Estudios Política Internacional,
Universidad de Buenos Aires**

[24 May 2024]

This document outlines the views of SEHLAC on the main risks and concerns of autonomous weapons systems in Latin America and the Caribbean, as well as the solutions to address them. SEHLAC is an organization that works for the transformation of regulations, public policies, and practices to implement and strengthen International Humanitarian Law (IHL), International Human Rights Law (IHRL), and Humanitarian Disarmament in the Latin American and Caribbean region.

The members of our network have participated in international discussions on autonomous weapons over the past ten years, seeking to understand the relationship between these emerging weapons and the human security issues affecting the region.

Risks and concerns about autonomous weapons

While there is no consensual definition of what an autonomous weapon is, SEHLAC aligns with the proposal of the International Committee of the Red Cross and defines it as a weapon system that can select and attack a target without significant human intervention.

"Significant" implies that a human must be the actual determiner of the critical functions of targeting and firing. Since a person is not the one making the critical decisions, these weapons are in opposition to the main element of IHL and IHRL: humanity. No element of these international frameworks can be applied to a weapon that makes the decision to take a human life on its own.

Why the concern about the region?

Latin America and the Caribbean is a diverse region that shares cultural, ethnic, and social elements, but also faces common challenges, such as inequality, poverty, corruption, and lack of state presence, as well as others inherited from a colonial past, such as systematic discrimination against historically marginalized groups.

This complexity has manifested in serious security problems, which have resulted in years of social conflicts and, in some countries, armed conflicts, as well as in the promotion of legal and illegal arms development.

The security problems affecting the region today would be directly related to the possible use of autonomous weapons.

Autonomous weapons would facilitate the perpetration of various types of violence in the region:

1. In Latin America, the upward trend of contract killings is worrying. *Sicariato* - paying to have someone killed - is gaining ground in the region and costs vary according to the complexity of the crime. The introduction of autonomous weapons would expand this practice, making contract killings more accessible and quicker. Also, achieving justice would be nearly impossible because these weapon systems' nature makes tracing the perpetrators extremely difficult.
2. Drug trafficking, as the axis of most of the violence that occurs in the region⁵⁹, could be favored by these weapons as these systems would facilitate the surveillance of drug production laboratories, as well as transit and protection of export routes.
3. Wars between gangs and/or armed groups outside the law are another phenomenon of violence in countries such as Haiti, Guatemala, El Salvador, Honduras, Mexico, Colombia, Ecuador, and Brazil, among others. The ease and cost-effectiveness of using autonomous weapons would cause this violence to spread to areas and countries where it is still precarious or non-existent, enabling criminal networks to expand their power and influence.
4. Using autonomous weapons as personal and private property protection, or even as a means of combating rural and urban crime, could lead to massacres and indiscriminate killings, as these weapons would use force against any person or object deemed a potential enemy.
5. Using autonomous weapons for state repression would facilitate systematic violation of human, civil, and social rights of anyone opposing the government, making it harder for victims to seek justice due to the technology's lack of traceable responsibility and accountability. This, in turn, would encourage impunity and further undermine confidence in law enforcement institutions.
6. It should be noted that the use of autonomous weapons could increase differentiated impact of violence, mainly on women, people with diverse identities, racialized individuals, and indigenous peoples, among others.

In addition to the dangers posed by autonomous weapons, it is also crucial to address the concern about indiscriminate use of biometric data, both private and public, without adequate treatment and, in some countries, without personal data protection⁶⁰.

The lack of explicit regulations that enable or restrict use of these technologies and the misuse of personal data create serious risks, as public security decisions are made without significant human oversight, compromising Human Rights. The situation is already observed and begins public discussion with the implementation of mass surveillance technologies in Latin America and the world, leading to litigation in several cases to protect civil liberties.^{61,62} Therefore, it is not only necessary to

⁵⁹ De México a Ecuador y de Costa Rica a Uruguay: la violencia del narcotráfico se extiende en América Latina [From Mexico to Ecuador and from Costa Rica to Uruguay: drug trafficking violence spreads across Latin America], José Denis Cruz, January 21st 2024, <https://www.newtral.es/violencia-narcotrafico-america-latina/20240121/>.

⁶⁰ Sequera Buzarquis, M., Carrillo, E. y Gómez Berniga, L. (2022). Deudas, desafíos y conquistas en la intersección de los derechos humanos e internet [Debts, challenges, and achievements at the intersection of human rights and the internet]. En Codehupy (Ed.), Derechos Humanos en Paraguay 2022 (313-328). Asunción, Paraguay: Codehupy.

⁶¹ AlSur (2021). Reconocimiento facial en América Latina: tendencias en la implementación de una tecnología perversa [Facial recognition in Latin America: trends in the implementation of a perverse technology]. <https://www.alsur.lat/reporte/reconocimiento-facial-en-america-latina-tendencias-en-implementacion-una-tecnologia>.

⁶² Access Now (2021). Tecnología de vigilancia en América Latina: hecha en el exterior, utilizada en casa [Surveillance technology in Latin America: made abroad, used at home]. <https://www.accessnow.org/tecnologia-de-vigilancia-en-america-latina/>.

prohibit these technologies, but also to advance towards stricter regulations that protect privacy and personal data of individuals.

How to avoid a humanitarian catastrophe caused by the development and proliferation of autonomous weapons systems?

The only possible way to avoid the damage caused by autonomous weapons systems is to prohibit those systems that select and attack targets without significant human intervention.

At this point, it is essential to emphasize that autonomous weapons are not a specific category of weapons per se. Any type of weapon, from a small drone to a nuclear missile launcher, could potentially be equipped with autonomous capabilities, meaning that the control system can make crucial decisions without requiring human intervention.

It is important to make this point because any negotiation process that makes possible the existence of a new multilateral instrument with prohibitions and regulations must be carried out considering that it will apply to autonomous systems applicable to any type of weapon. Thus, these discussions must establish the level of human intervention in target identification and execution of the shot, ensuring that in no scenario is an algorithm the one deciding whom to shoot.

Final thoughts

It is important for States to honor the commitments made in the Belén Communiqué and other regional agreements and declarations that call for urgent negotiation of a legally binding instrument on autonomous weapons systems.

States must act decisively and with political will to address the humanitarian threat posed by autonomous weapons systems. The time for action is now!

Norwegian People's Aid and Mines Action Canada

[24 May 2024]

Mines Action Canada (MAC) and Norwegian People's Aid (NPA) appreciate the opportunity to input in response to Resolution [78/241](#). As members of the Stop Killer Robots (SKR) campaign, we align ourselves with the [submission by SKR](#), but would like to make a contribution in our own capacity.

Our contribution focuses on autonomous weapon systems that target people and makes an analogy to the work on prohibiting anti-personnel landmines. Both MAC and NPA have worked for decades on reducing the suffering caused by anti-personnel landmines and ensuring the implementation and universalization of the Anti-Personnel Mine Ban Convention (APMBC). We have seen first-hand the impact of anti-personnel weapons that are activated by the victim.

Autonomous weapon systems that target humans should be prohibited

As part of a legally binding instrument with prohibitions and regulations, anti-personnel autonomous systems should fall within the category of prohibitions. There are well-developed moral, legal, and ethical arguments for why such weapon systems would be unacceptable, made for example by SKR, the ICRC and others. Anti-personnel autonomous weapon systems represent extreme forms of digital dehumanization, challenging our common human dignity. Such systems are a threat to soldiers and civilians alike, questioning core IHL principles such as distinction, as well as risking direct and systematic humanitarian harm to civilians.

We argue that states have already developed laws and norms on weapon systems targeting people through the negotiation, adoption and implementation of the APMBC. States have, in policy and practice, recognized that victim-activated weapons with an anti-personnel target profile, such as anti-personnel landmines, are particularly problematic.

We would like to encourage states to be reminded about this when developing new law to control autonomy in weapon systems.

We note that many states have agreed to a prohibition specifically on anti-personnel landmines, in contrast to anti-vehicle mines, which are not subject to a ban treaty but are regulated. The difference in target profile made a significant difference to states negotiating the APMBC, which to us illustrates that specifically targeting humans should be a distinct concern when it comes to autonomous weapon systems as well.

We also note a certain reluctance among states to use weapons systems that could target and fire on people automatically in their autonomous modes. While such systems exist and can be applied, there seems to be an existing taboo on leaving life-and death decisions to machines, with states limiting, in practice, their current development and use of such systems. This reluctance may derive from legal considerations and the deliberate application of some basic principles of IHL, or ethical considerations – both of which also need to inform the negotiation of a legally binding instrument on autonomous weapon systems.

Like anti-personnel landmines, autonomous weapons systems cannot account for the potential shifts between combatant and civilian status. Autonomous weapons systems programmed to target a specific sensor profile will be unable to assess if the target is in the process of surrendering, ill, injured or otherwise hors de combat. The transient nature of combatant status is incompatible with weapons that target people based on static criteria such as weight for anti-personnel landmines or other sensor data for autonomous weapons systems.

Though it has been raised in discussions, we have seen no good evidence that it would be technologically feasible for current or future weapons systems to consistently and effectively integrate indications of changes in combatant status into their sensing and calculation processes, and plenty of expert opinion that it would not. In any case, distinguishing between civilians and combatants is a task for deliberative decision making by humans, who are responsible for applying the law: as states have long recognised, legal decisions cannot be left to a machine.

A human combatant will always have the possibility to refrain from using force, even though it would be legal under IHL. On the other hand, an autonomous weapon system would not make any deliberations beyond those programmed into it. A landmine is as crude as it is brutal: it does not see the difference between a combatant, a civilian or an animal. Machines, regardless of their future sophistication, will not

share our understanding of what is human, and will only sense the world in a cold and inhumane fashion.

IHL compliance is not the only consideration when we call for a prohibition on autonomous weapons targeting humans. Rejecting the automation of killing in war is important for profound ethical reasons and will have significance also into the civilian domain.

Therefore, autonomous weapon systems should not be allowed to target people. As the principle of banning anti-personnel landmines shows, more control over the use of force matters and preserves lives and dignity. As an international community, we should opt for more control, not less.

The way to safeguard human control over the use of force is by starting negotiations on a new legally binding instrument that prohibits autonomous weapons systems that are ethically or legally unacceptable, such as those that target personnel, and regulates the use of all other autonomous weapons systems through positive obligations to ensure meaningful human control.

PAX

[23 May 2024]

The urgent need for a treaty on autonomous weapons

Increasingly we are seeing weapons systems with autonomous functions being developed and used in ongoing conflicts. This is extremely concerning in the absence of clear rules and limits that specifically apply to these weapons. Especially as developers and users are pushing the limits of what is acceptable under legal and ethical norms. This demonstrates the urgent need to develop a legal instrument related to autonomous weapons. A treaty should prohibit fundamentally unacceptable autonomous weapons systems, and regulate the use of other autonomous weapons systems. Meaningful human control over the use of force should be a central element of a treaty. This means the human user must be able to make a legal and moral judgement regarding the effects of an attack, as well as being accountable for any violations of legal and moral norms. To ensure this the human user should be able to sufficiently predict the effects of an attack, in order to make a legal and ethical judgement. The human user should also be able to explain the actions of the weapons system and the human role after an engagement has taken place. This is essential to ensure accountability. Based on certain positive obligations can be developed. These could include that the user should be able to:

- Have a functional understanding of how the weapons system works, specifically what will trigger an application of force.
- Have sufficient understanding of the context where the weapons system will be deployed. For example, being aware of the presence of civilians and civilian structures.
- Limit the functioning of the weapon system. For example they should be able to limit the duration and geographical area of operation and the type of targets than can be engaged.

Following from this, autonomous weapons systems that cannot be used in line with these obligations should be prohibited. Furthermore autonomous weapons systems that target people must be prohibited. There is a risk of protected persons being targeted when autonomous weapons systems are used, as peoples' status under the law is fluid. Using target profiles that can trigger an application force, based on

predetermined simplified representations of people is dehumanizing. Also algorithm bias could increase the risk of reinforcing existing structures of inequality.

Due to the serious legal, ethical, security and humanitarian concerns related to autonomous weapons, the negotiation of a legally binding instrument on autonomous weapons systems should start in 2024 and be finalized as soon as possible. This should happen in the forum that is most likely to be ambitious and successful in developing a treaty. Currently the General Assembly in New York seems to be the best forum to ensure this. At the same time, it is useful to continue dialogue in all appropriate multilateral fora as they can be mutually reinforcing.

We are at a crucial moment in the history of humanity. We need to do all we can to retain human control over the use of force and prevent digital dehumanisation, for ourselves as well as future generations. The time is now.

Peace Movement Aotearoa and Stop Killer Robots Aotearoa New Zealand

[25 May 2024]

Peace Movement Aotearoa and Stop Killer Robots Aotearoa New Zealand welcome the opportunity to contribute our views to the UN Secretary-General's report. Our submission briefly outlines our involvement in this issue, and has three sections summarising our position on: a) the urgent need for a new international instrument; b) key focuses of a new international instrument; and c) scope of a new international instrument. The points below are based on discussions with our member and supporting groups about the content of this submission.

Introduction

Peace Movement Aotearoa is the national networking peace organisation in Aotearoa New Zealand, established in 1981 and registered as an Incorporated Society in 1982. Our purpose is networking and providing information and resources on peace, humanitarian disarmament, human rights and social issues; and we have extensive national networks of member and supporting groups and individuals. We are a founding member of the Stop Killer Robots campaign and coordinate the national Stop Killer Robots Aotearoa New Zealand (SKRANZ) campaign.

SKRANZ was launched in April 2013 to support the global campaign, with a specific national focus on urging New Zealand to take national action to prohibit the development, production and use of autonomous weapon systems in New Zealand; and to take international action to support negotiations on a new treaty to prohibit autonomy in weapon systems.

(a) A new international instrument on autonomy in weapon systems is urgently needed

It has been clear for some years now that rapidly developing technological advances in the use of force and increasing autonomy in weapon systems towards fully autonomous weapon systems pose an unprecedented threat both to humanity and to the foundations of international human rights and humanitarian law, which are based on respect for human life and dignity, protection of humanity in times of oppression and armed conflict, and human responsibility and accountability for harm.

The serious ethical, humanitarian, legal, and security concerns posed by these developments have been discussed for more than a decade within United Nations bodies - including the Human Rights Council, meetings related to the Convention on

Certain Conventional Weapons and in the UN General Assembly - as well as in regional and national governmental and non-governmental forums.

Even as these discussions have taken place, some states have increasingly incorporated autonomy into military use of force with disastrous consequences for civilian populations, in ways that many would argue have already resulted in violations of international law. It is apparent that the absence of specific international law on autonomy in weapon systems, and with differing interpretation by some states as to how existing law applies to new technological developments, the risk of proliferation of ever more dangerous and uncontrollable weapon systems is increasing rapidly.

The need for urgency for new international law has recently been highlighted again by military use of AI, for example, Israel's use of AI-powered target suggestion systems in Gaza to make high explosive strikes on numerous targets possible in a short time frame, resulting in indiscriminate slaughter of civilians and systematic destruction of life-sustaining infrastructure. The reality of digital dehumanisation with catastrophic consequences is now very evident, as is the increasing tendency towards the development and use of autonomous weapon systems that will remove any remaining vestige of humanity from war.

A new international instrument on autonomy in weapon systems is necessary to clarify and strengthen existing law, and is already long overdue. The instrument must include both prohibitions and regulations, as outlined below.

Negotiations on a new instrument must begin without any further delay, in a multilateral forum where states can come together to work constructively free from the threat of veto, where the voices of those whose lives have already been impacted by increasing autonomy in weapon systems can be heard, and where UN agencies, the International Committee of the Red Cross (ICRC), and NGOs are active participants.

(b) Key focuses of a new international instrument

While much of the work around autonomous weapon systems has focused on the issue of meaningful human control over the use of force, it is our view that the key underlying ethical imperative is preventing machines using sensors and digital code from targeting and / or attacking humans. A prohibition on autonomy in weapons systems that are designed or used to target human beings must be the starting point.

Meaningful human control over the use of force does have an ethical component of course, but it is also a practical and legal means to ensure accountability for any autonomy in weapon systems that breach the key dictates of humanitarian law.

(c) Scope of a new international instrument

It is our view that it is not necessary for a new international instrument to prohibit or regulate specific weapons, partly because it would rapidly become outdated and also because it is not specific weapons that are the problem. Instead, it should include overarching rules to establish a framework for evaluating current and future technological developments, while promoting increased compliance with international human rights and humanitarian law.

Such overarching rules would prohibit autonomous weapon systems that are designed or used to target humans, and lay out specific obligations to ensure meaningful human control over other systems: for example, that the human operator/s understand the capabilities and limitations of the system, are able to fully evaluate the context in which the system will be used, and are making mindful firing decisions

rather than assuming the technology is accurate - this would act to regulate autonomy in weapon systems. It would be useful to specify that decisions made by states on their assessment of new or altered weapon systems that incorporate autonomous features or functions must be transparent.

We referred above to a recent example of military use of AI, which suggests that the scope of a new international instrument must be wider than only prohibiting fully autonomous weapon systems, that is, weapon systems that make target selection and attack decisions based on the processing of data from sensor inputs autonomously without any human involvement beyond the initial activation. It is increasingly apparent that there is a spectrum of harmful military use of autonomy, ranging from target decision support systems (as some have described systems such as Lavender), data-based targeting systems, generation of target lists by algorithm or AI, sensor-based targeting systems, through to weapon systems that combine these elements and incorporate varying degrees of machine learning to make target selection decisions and attack autonomously.

We note last year's Joint Call by the UN Secretary-General and ICRC President stated "*The autonomous targeting of humans by machines is a moral line that we must not cross*"⁶³, yet that appears to have already happened.

It is therefore our view that a new instrument must cover systems that automate significant decision making in weapons systems, such as target generation, force deployment, and engagement, as well as autonomous weapon systems.

Finally, although we have referred in this submission to military use of autonomy in weapon systems, prohibitions and regulations in a new international instrument must also apply to all coercive agencies of the state, including those used for policing and internal security, for border control, in corrections facilities and in places of detention.

Peace Union of Finland, Finnish Peace Committee, Committee of 100, Technology for Life, Women for Peace, and the Union Of Conscientious Objectors

[24 May 2024]

Finnish civil society organizations Peace Union of Finland, Finnish Peace Committee, Committee of 100, Technology for Life, Women for Peace, and the Union Of Conscientious Objectors appreciate the opportunity to submit our views to the United Nations Secretary-General in response to Resolution 78/241, entitled "Lethal Autonomous Weapons Systems". As members of the international Stop Killer Robots⁶⁴ network, we are committed to advocating for a new international law on autonomy in weapons systems.

This submission provides a summary of our views on this issue, highlights some specific humanitarian, ethical, and security challenges related to autonomous weapons systems, and outlines ways to address these concerns through a legally binding instrument.

⁶³ Joint call by the United Nations Secretary-General and the President of the International Committee of the Red Cross for States to establish new prohibitions and restrictions on Autonomous Weapon Systems, 5 October 2023

⁶⁴ Stop Killer Robots is a coalition of more than 250 non-governmental organizations and academic partners working across 70 countries towards an international treaty on autonomous weapons systems that ensures meaningful human control over the use of force and rejects the automation of killing.

Ethical concerns

Increasing autonomy in weapons systems means that machines are beginning to replace decision making of humans in the use of force. Machines are incapable of making complex ethical evaluations or understanding the value of human life. A machine does not understand that it is killing, and therefore life and death decisions should never be delegated to machines.

As artificial intelligence develops, systems become increasingly difficult to understand or to predict. Humans can't influence the rapid decisions executed by a machine. Moreover, who would be responsible for a possible war crime committed by an autonomous weapon system? Holding a human responsible for the actions of a weapon system they can't adequately control would be problematic, leaving victims and their loved ones without satisfactory explanation or justice in cases of grave injustice. Concerns posed by a lack of responsibility or accountability for violations of law must not be accepted or ignored.

Security concerns

The development and proliferation of autonomous weapons systems pose significant threats to global security and stability. The pursuit of keeping up with advancing military technology will likely result in or trigger a destabilizing arms race. The accelerating arms race increases the likelihood of conflicts and endangers international security. In the worst case scenario, an escalation of the autonomous arms race might lead them to be equipped with nuclear warheads, when the decision to annihilate the world would be left to a machine. This risk of escalation must not be ignored.

The deployment of autonomous weapons systems is likely to lower the threshold to go to war. When risks to human soldiers are perceived to be lower, states may become less inclined to seek political solutions. This would make armed conflicts more widespread and increase civilian casualties, suffering and displacement. It also escalates the problems associated with remote warfare.

The rapid speed and subsequent errors from autonomous decision-making, as well as the weapon's malfunction could increase the risk of conflict escalation, or lead to other unpredictable consequences. Artificial intelligence, for instance, can generate incorrect and potentially harmful information or detect things that are not within their range, leading to unexpected outcomes. In life-or-death situations, the necessary system testing to correct these errors would equate to dangerous human experimentation. AWS are vulnerable to hacking and can be manipulated to turn on friendly forces or behave in other undesirable ways. Risk of misuse and hacking would also pose an existential threat to every human being.

A legally binding treaty is crucial for ensuring a future for humanity

There is an urgent need for the regulation of autonomous weapons systems due to the accelerated advancements in artificial intelligence and increasing autonomy within these systems. Their ability to operate without human control and responsibility raises significant concerns that demand urgent action from the international community. To address these concerns, it is imperative to establish a legally binding international treaty that regulates the development, deployment and use of autonomous weapons systems.

There is growing international support for new rules regulating autonomous weapons systems.⁶⁵ We align ourselves with the view advocating for the implementation of the treaty and want to address the threat posed by the development of autonomous weapons systems. A common approach, often referred to as the two-tier approach⁶⁶, suggests that a treaty should prohibit autonomous weapons systems that are deemed ethically and legally unacceptable. All autonomous weapons systems should be subject to regulation through positive obligations to ensure meaningful human control over the use of force.

We need to act now

Time is running out; artificial intelligence is advancing at an increasing pace, and its military applications are spreading across all branches of weaponry. A treaty banning and regulating autonomous weapons systems would draw a red line for governments and companies as to what is acceptable and what is not.

We need a treaty even if not all states decide to join it. Global instability and the ambitions of a handful of militarized states already investing in the development of autonomous technologies shouldn't dictate our future, or decrease states' willingness to mitigate the serious risks posed by autonomous weapons systems.

The prohibition of autonomous weapon systems should not be left outside the considerations within the broader regulation of artificial intelligence. We must ensure that militaristic objectives or arms industry interests do not dictate AI development, but rather that it happens democratically and with respect for human rights. It is imperative that we draw the line now, before automated decision-making leads to automated killing.

PEAC Institute

[8 February 2024]

In response to the request from Ms. Nakamitsu for comment regarding Resolution 78/241 "Lethal autonomous weapons systems", I offer this opinion based on working from 2002 to 2013 for the city of Hiroshima and Mayors for Peace, the campaigning NGO of Hiroshima and Nagasaki. For six years I was chairman of the Hiroshima Peace Culture Foundation, Hiroshima's organization managing peace programs and international relations.

What the UN decides regarding autonomous weapons systems is irrelevant. As with nuclear weapons, the problem is not the weapons. The problem is the mindset, the attitudes and thinking behind the weapons. The UN was created to prevent war. It has been unable to do that for all the reasons you know much better than I. However, we are entering an extremely dangerous, possibly lethal time in human history.

White people in the Global North have been dominating the Earth and its resources for five hundred years. Now, the US and Europe are rapidly weakening while China and Asia, including Russia, are growing stronger. Whether the society

⁶⁵ In addition to numerous scientists, tech workers, religious leaders, and members of civil society, the majority of states support the negotiation of a legally binding instrument. See: <https://automatedresearch.org/state-positions/>

⁶⁶ There is wide agreement that a normative framework on AWS should combine prohibitions and regulations. We align ourselves with a view that AWS that would target people, and cannot be used with meaningful human control are deemed ethically and legally unacceptable, and therefore should be prohibited. Positive obligations should ensure that all other AWS are used in line with legal and ethical norms.

comprises chickens, chimpanzees, or humans, shifts in dominance hierarchies usually involve violence.

Right now, we are witnessing many of the phenomena that preceded World Wars One and Two. The tensions are greatly intensified by a wide array of completely catastrophic weapon systems, by dwindling resources, by escalating independence movements, and by existential threats to Earth's ability to sustain us.

In this context, the violent competition among the US, Europe, China, Russia, Asia, etc. is the problem. Who wins is irrelevant. As long as the competition remains violent and potentially terminal, humanity will remain utterly unable to respond to any of the global threats we face. The only competition that can possibly affect the outcome, that is, enhance the chances of *Homo sapiens* surviving into the next century, is the competition between war and peace.

The UN's mandate is to resolve all conflict through dialogue, discussion, negotiation, treaties, and the pursuit of solutions that are based on truth and that benefit and satisfy all parties. From this point of view, the UN should not trouble itself with the details of weapons or weapon systems. The UN should focus intently and with determination on the propensity of certain UN members to ignore the fundamental meaning, purpose, and function of the UN. The UN needs to stand up for the peaceful resolution of conflict. The UN also needs to stand up for international law, expressing intense criticism and using every tool at its disposal to fight rogue nations and other lawless elements, including members of the Security Council.

Humanity desperately needs the UN to prevent war. That means we need the UN to stand up for international law and for itself as the proper, international forum for the resolution of ALL international conflict. War and violence of any sort for any reason are beyond the pale, and any people, nation, or organization that resorts to violence is a rogue committing a crime against humanity. Until the UN accepts its duty to confront and forcefully oppose inter- or intra-state violence, the UN and international law itself amount to lipstick on a pig.

The elimination of war is the goal, but nuclear weapons are the place to start. No one wants a nuclear war. The case against nuclear weapons is extremely easy to make, and nuclear weapons are the easiest global problem we face. Nine countries could solve this problem in less than a month if they put their minds to it. A campaign against nuclear weapons would be relatively easy, and when humanity decides to set aside its doomsday machines, it will be taking a giant step toward cooperating for survival. Once humanity decides to cooperate for survival, peace culture is just around the corner. The keys are: 1) identify the selfish, violent enemies of humanity who refuse to abide by Article VI of the NPT and 2) spend millions of dollars informing the global public exactly who is stealing what from them, what the culture of perpetual war is doing to them, what the constant threat of annihilation is doing to them, and what nuclear weapons will actually do to them if anyone is stupid enough to start a nuclear war.

Unfortunately, this process will require the UN to identify and defeat its most powerful enemies, and doing that will be the fight of the century. As evidenced by the recent withdrawal of funding from UNRWA, a genuine effort to eliminate nuclear weapons will put the very existence of the UN at risk. This battle can only be won by communicating loudly and effectively through the media to the global public, and that will require millions of dollars spent year after year on telling the people the truth with the expectation that they will choose universal health and wellbeing over nuclear war and total environmental collapse. The battle will be dangerous and difficult. The UN might go bankrupt and fail for lack of funding, but if humanity fails to abandon violence as a legitimate method of conflict resolution, our species will soon be extinct.

Project Ploughshares

[24 May 2024]

Project Ploughshares, a Canadian peace research institute, has focused advocacy and research efforts on the issue of autonomous weapons for the past nine years. While there have been rapid technological advancements in artificial intelligence (AI) and robotics and these technologies are now being used in conflict zones, international governance frameworks have not kept pace. At the same time, growing geopolitical competition is increasing the likelihood of deployment of technologies that are not ready for complex and dynamic settings; such use could have far-reaching implications for civilians. What is needed now to address the growing use of emerging technologies in warfare is a legally binding instrument on autonomous weapons.

Such an instrument must be future-proofed to respond to evolving—even revolutionary/transformational—uses of technology. In our view, it is crucial that this governance mechanism operates on two tiers: prohibiting certain uses and providing restrictions based on risk categorizations.

This submission does not indicate all the factors that states should take into account in developing this recommended instrument. Instead, we would like to raise several concise key points that address the crucial need to ensure human control over targeting of humans, and protect civilian infrastructure and the environment needed to sustain human life.

- A clear prohibition should be placed on antipersonnel weapons and on autonomy in weapons of mass destruction (WMD), such as nuclear weapons. While WMDs are already prohibited by existing agreements, addressing technological advancements enabling autonomy in their functioning requires further bolstering.
- States should develop categories of risk and concurrent levels of restriction. For example, a high-risk category would be one that impacts the health and safety of civilians. Included in this category would be systems that are less lethal but still capable of immobilizing or causing reverberating effects on civilians and the environment. Moderate-risk systems would be regulated to ensure the transparency of their functioning. Low-risk systems could involve voluntary best practices.
- The proposed instrument should be based on meaningful/necessary human control over weapons systems. Demonstrable human control in time and space is required for all high-risk systems; human control over moderate- and low-risk systems must be clear. Systems that cannot meet the human control requirements of the appropriate risk category should be prohibited. Decision-support systems or target-generation systems can be suitably addressed by ensuring that targeting decisions are subjected to an evaluation of appropriate accountability.
- The instrument should provide the foundation that will support more regulation at various levels, and therefore should focus on crucial aspects necessarily addressed at the global level. A toolkit of governance mechanisms can and will follow such instruments. States already have other forums at which to exchange best practices and voluntary measures. The aim of this new instrument is to provide the necessary legal commitments on human accountability and human-decision making.
- A forum that allows all states parties to participate and includes civil society is critical to address the risks posed by these weapon systems.

Without a global regulatory framework and specific prohibitions on certain autonomous systems, it seems inevitable that ever more autonomous systems will

soon be developed and employed by many states and become readily available to nonstate armed groups, posing an unacceptable risk to global stability. Countries need to begin serious negotiations immediately to avoid these consequences.

Protection

[24 May 2024]

تتشرف منظمة الحماية من الأسلحة وآثارها بتقديم رأيها كمنظمة مجتمع مدني حول أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل إلى الأمين العام للأمم المتحدة وفقا لقرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 241/78.

منظمة الحماية من الأسلحة وآثارها هي منظمة فرنسية تأسست عام 2003 وتعمل في مجال نزع السلاح الإنساني حيث تركز مجال عملها جغرافيا على الشرق الأوسط وشمال أفريقيا، وهي عضو لجنة القيادة بحملة منع الروبوتات القاتلة التي تستمد منها وتشاركها الرؤية في هذه المساهمة. ومن ضمن أهدافها حظر وتنظيم عمل الأسلحة ذاتية التشغيل وضمان وجود السيطرة البشرية عليها عبر اعتماد صك دولي ملزم حولها.

الحاجة الملحة إلى قواعد دولية ملزمة جديدة

بعد مرور أكثر من عقد على التفات الآليات الأممية الدولية لخطر الأسلحة ذاتية التشغيل وبدء النقاش حولها وتمده، ثبت أن التوصل إلى صك ملزم قانونا هو السبيل الفعال الوحيد لعلاج التحديات والمخاوف الإنسانية والقانونية والأمنية والأخلاقية الناجمة عن أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل، حيث إن الاعتماد على القوانين الحالية ليس كافيا في الوقت الراهن ولن يكون كافيا بتاتا في المستقبل، وهذا ما أثبتته نقاشات الدول والخبراء غير الحكوميين في مجلس حقوق الإنسان واتفاقية حظر الأسلحة التقليدية، ما جعل الحاجة ملحة إلى قواعد محددة وقانون واضح يضمن بوضوح حماية الإنسانية.

المجموعات المسلحة من غير الدول

كما أثبتت النزاعات المسلحة الحديثة خصوصا في الشرق الأوسط وشمال أفريقيا سهولة حصول المجموعات المسلحة من غير الدول على تكنولوجيا الأسلحة بدرجات متفاوتة تكنولوجيا (اليمن نموذجا) ما ساهم في تهديد الملاحة الدولية ومعها السلم والأمن الدوليين. وحصول هذه الجماعات على أسلحة ذاتية التشغيل أيا ما كانت درجتها يعني تهديد شديد بكوارج لا يمكن علاجها، بينما عدم وجود هكذا سلاح من الأساس يجنب العالم ويلات هو في غنى عنها.

الغالبية تدعم التحرك قدما

يزداد الدعم وراء الدعوة إلى إبرام صك ملزم يوميا وفي كل محفل ذات صلة، فالآن هناك أكثر من 115 دولة تؤيد ذلك منهم 19 دولة من الشرق الأوسط وشمال أفريقيا وأعضاء في جامعة الدول العربية

وعقدت عدة اجتماعات إقليمية حول الأسلحة ذاتية التشغيل في أمريكا الجنوبية وجنوب شرق آسيا والمحيط الهادئ وأفريقيا وأوروبا، كما أصدرت العديد من الدول بيانات إقليمية تلتزم فيها بالعمل من أجل التوصل إلى ذلك الصك.

ودعت اللجنة الدولية للصليب الأحمر والأمين العام للأمم المتحدة إلى التفاوض على صك ملزم بحلول عام 2026، وهي الدعوة التي نؤيدها بشدة.

ويدعم ذلك أيضا آلاف العلماء والعاملين والقادة في مجال تكنولوجيا الروبوتات والذكاء الاصطناعي والزماء الدينيين والبرلمانيون، ومجموعة واسعة من منظمات المجتمع المدني، والرأي العام في جميع أنحاء العالم.

البداية في المفاوضات

يجب على جميع الدول وأصحاب المصلحة الملزمين إنسانيا وأخلاقيا بالتوصل إلى صك ملزم أن يعملوا الأمل قبل غدا معا بروح الشراكة الحقيقية العابرة إقليمية وأن يتخذوا خطوات ملموسة نحو بدء المفاوضات.

ولا بد من التفاوض على الصك في منتدى يضم كافة الدول والمجتمع المدني، حيث لا يمكن للقلة غير الراغبة في ذلك الصك عرقلة التقدم من خلال حق النقض، أو قواعد الإجماع اللذين يساء استخدامهما كما في اتفاقية الأسلحة التقليدية التي لا يمكن إحراز تقدم فيها.

وكما يخبرنا التاريخ والواقع العملي للاتفاقيات ذات الصلة بنزع السلاح الإنساني التي تم تبنيها، فإن إنشاء ولاية تفاوضية بشأن صك ملزم من خلال الجمعية العامة للأمم المتحدة هو أفضل فرصة للمضي قدما وتحقيق هكذا صك.

وخلال العقد الماضي ونتيجة المناقشات المتعددة في عدة مندوبات ومنها اتفاقية الأسلحة التقليدية، فإن هناك فهم واسع النطاق بين الدول حول المقصود بأنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل، كما والحاجة إلى نهج "ثنائي" للحظر والالتزامات الإيجابية لتنظيمها بشكل فعال، والذي يمكن البناء عليه للاتفاق على صك ملزم قانونا.

معاهدة فعالة بشأن أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل

مجال الاتفاقية

إن فهمنا لأنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل كأعضاء في حملة منع الروبوتات القاتلة هي أنها تلك التي ترصد وتطبق القوة على الهدف بناء على معالجة البيانات من مدخلات أجهزة الاستشعار. ففي هذه الأنظمة، بعد التنشيط من قبل مستخدم بشري، هناك فترة من الوقت يمكن فيها للسلاح تطبيق القوة على الهدف دون موافقة بشرية مباشرة، ويتم تحديد الهدف المحدد الذي سيتم مهاجمته، والوقت والمكان المحددين للهجوم، من خلال معالجة أجهزة الاستشعار، وليس للبشر.

لذا يجب أن يشمل صك أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل جميع الأنظمة التي تقع ضمن هذا النطاق، حيث تنبع مخاوفنا من الأتمتة التي تعمل بها هذه الأنظمة. كما تتمثل مخاوفنا الرئيسية في اندثار السيطرة البشرية على استخدام القوة - الأمر الذي يثير مخاوف قانونية وأخلاقية وإنسانية وأمنية خطيرة - فضلا عن عدم القبول أخلاقيا بتزايد القتل الآلي والتجريد من الإنسانية رقميا.

مركزية الدور البشري

يجب أن يكون الدور البشري هو العنصر الأساسي في الإطار التنظيمي، حيث يجب أن يكون ضمان السيطرة البشرية ذات المغزى أساسا للمعاهدة.

بناء من الحظر والتنظيم

حيث ينبغي أن يحظر الصك أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل غير المقبولة أخلاقيا أو قانونيا وعلى رأسها تلك التي تفقد السيطرة البشرية. كما ينبغي تنظيم استخدام جميع أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل الأخرى من خلال التزامات إيجابية لضمان بقائها تحت سيطرة بشرية حقيقية.

يجب أن تخضع أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل غير المحظورة للالتزامات إيجابية بشأن التصميم والتطوير والاستخدام لضمان السيطرة البشرية ذات المغزى

تتطلب السيطرة البشرية ذات المغزى أن يتمكن الشخص من إصدار حكم أخلاقي وقانوني على آثار الهجوم، والوفاء بالتزامه بتطبيق القانون، ويعني كذلك أن هناك مستخدما بشريا مسؤول أخلاقيا وقانونيا عن آثار الهجوم.

ولذلك، ينبغي للالتزامات الإيجابية للمعاهدة أن تضمن قدرة المستخدم البشري على توقع آثار الهجوم بشكل كاف، وأنه بعد وقوع الهجوم، ينبغي له أن يفهم آثاره ويكون قادرا على تفسيرها.

ولتحقيق مثل هذه السيطرة ذات المغزى يجب:

أن يكون المستخدم قادرا على الحصول على فهم وظيفي كاف لكيفية عمل النظام.

أن يكون المستخدم قادرا على الفهم الكافي للسياق الذي سيتم فيه نشر نظام الأسلحة، وكيف سيعمل في تلك البيئة.

أن يكون المستخدم قادرا على الحد من عمل نظام الأسلحة في الزمان والمكان.

يجب حظر أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل التي لا يمكن التحكم البشري فيها بشكل ذات مغزى

يجب حظر الأنظمة التي لا يمكن استخدامها بحكم تكوينها التقني أو بيئة استخدامها أو أن المستخدم غير قادر على تلبية المتطلبات المذكورة أعلاه بما يتماشى مع المعايير القانونية والأخلاقية، ومن شأنها أن تثير تساؤلات حول الجهة المسؤولة قانونياً وأخلاقياً عن أي انتهاكات للقانون.

يجب حظر أنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل التي تستهدف البشر

وحتى لو تم استخدامها مع سيطرة بشرية ذات معنى، فإننا نعتبر مثل هذه الأنظمة غير مقبولة لأنها تحول الناس إلى مجرد أشياء، وهو ما يمثل إهانة شديدة للكرامة الإنسانية.

فأنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل التي تستهدف البشر تثير المخاوف الأخلاقية الأساسية، وتمثل نموذج صارخ على التجريد الرقمي من الإنسانية للضحايا المدنيين والعسكريين على حد سواء.

علينا العمل الأمس وليس الآن وقبل غدا

بالإضافة للكوارث الإنسانية والقانونية والأخلاقية لأنظمة الأسلحة ذاتية التشغيل، فإن استخدامها خارج نطاق النزاع المسلح، مثل مراقبة الحدود وحفظ الأمن، من شأنه أن يزيد انتهاكات القانون الدولي لحقوق الإنسان والحريات.

إن التطورات في تكنولوجيا الأسلحة والأحداث التي تشهدها الصراعات في جميع أنحاء العالم تظهر الحاجة الملحة إلى العمل. وقد أظهرت برامج تطوير الأسلحة من قبل دول مثل روسيا والولايات المتحدة وإسرائيل وإيران أن الدول تتنافس بالفعل على التميز العسكري من خلال هذه التقنيات، مع ما يصاحب ذلك من مخاطر جسيمة على السلم والأمن العالميين.

وتظهر التقارير الأخيرة عن استخدام إسرائيل لأنظمة دعم القرار في غزة، رغم كونها ليست أنظمة أسلحة ذاتية التشغيل، كيف يمكن أن يؤدي السعي إلى السرعة من خلال الذكاء الاصطناعي، وتآكل السيطرة البشرية ذات المغزى، وتحويل الأشخاص لنقاط بيانات، إلى إحداث أضرار إنسانية مدمرة للمدنيين يستحيل جبرها.

SafeGround

[25 May 2024]

Secretary-General, in relation to resolution 78/241 “Lethal autonomous weapon systems” adopted by the UN General Assembly on 22 December 2023. The resolution requests the Secretary-General to seek views of countries and other stakeholders on “ways to address the related challenges and concerns raised[d] from humanitarian, legal, security, technological and ethical perspective and on the role of humans in the use of force,” posed by autonomous weapons.

SafeGround works to reduce harms of legacy and emerging weapons through outreach and education in Australia and the Pacific and finds it essential autonomous weapons are regulated through new international law to ensure the international community responds to these concerns. This submission highlights the moral, legal and humanitarian imperatives and briefly discusses national, regional and international security considerations. The submission then presents how a legally binding instrument addresses these concerns, including outlining elements such as specific prohibitions and obligations.

(1) Our concerns of autonomous weapons systems: moral, legal, humanitarian imperatives

SafeGround first formed as part of the International Campaign to Ban Landmines, advocating a ban on anti-personnel landmines which are indiscriminate and abhorrent. Autonomous weapons, particularly used against humans, have been called ‘morally repugnant’ by the UN Secretary-General and would not comply with

IHL's three core principles of distinction, proportionality and precaution. Human judgement is essential in applying IHL and the challenges to IHL compliance are one reason why new international law should be adopted to strengthen existing understandings and set new precedents based on legal and moral concerns.

The delegation of the decision over life and death to machines is a key moral risk raised by autonomous weapons. This would cross a moral red line and, along with digital dehumanisation and concerns such as human dignity and bias present an imperative against targeting humans with autonomous weapons.

Furthermore, autonomous weapons pose new humanitarian risks, already increasing autonomy is transforming how wars are fought, and AI-enabled targeting systems used in Gaza are facilitating unprecedented speed and scale of killing. There is a humanitarian need to ensure meaningful human control is maintained over the use of any weapons systems.

(2) Security considerations

Autonomous weapons pose an acceleration of conflict and higher risk of escalation. The proliferation of these weapons, especially if unregulated, and without requirements for meaningful human control will be destabilising. The Indo-Pacific region, for instance, has complex security dynamics and tensions and maintaining meaningful human control over autonomous weapons is important to manage these security risks. Autonomous weapons have implications for arms racing and regulation is an important mechanism for establishing guardrails and delineating what is and is not acceptable.

Based on historical trends, there is also a danger of these weapons proliferating globally, being used by non-state actors, in conflict and for other criminal activities. Misuse by non-state actors, for drug trafficking, illegal fishing, and political unrest, is particularly concerning for our region. These risks are heightened for Pacific small island developing countries, many of which have no military or only small peacekeeping forces.

Autonomous weapons systems also have environmental security risks. The use of landmines, cluster munitions, chemical, biological and nuclear weapons have had hazardous consequences for the natural world and security of impacted communities. Autonomous weapons systems could exacerbate environmental degradation by reducing human oversight when selecting and engaging targets. While the energy cost of training and operating AWS is not fully known, studies indicate that the carbon footprint of AI technologies could substantially contribute to climate change. SafeGround finds it crucial to promote the responsible development and use of any weapons system that takes into account the environmental security impacts.

(3) Addressing concerns through a legally binding instrument.

SafeGround calls for the establishment of a legally binding instrument on autonomous weapons to address the legal, moral, humanitarian and security concerns. New international law is essential to establish new international norms, moral precedents, and legal clarity.

i. Prohibitions

To address these challenges, we call for the prohibition of certain autonomous weapons

- Prohibitions on weapons systems that target people

- Prohibitions on weapons systems that cannot be used with meaningful human control

ii. Regulations

Autonomous weapons should also be regulated to ensure those not prohibited are effectively controlled through obligations related to;

- Understanding the system's functioning
- Limiting target types, context of use
- Limiting the duration, area, scope, and scale of operating

Beyond new legal rules, these limits may also include common policy standards and good practice guidance, which can be complementary and mutually reinforcing. Specific considerations should be made as to how regulatory responses can address proliferation to non-state actors, dual-use and environmental concerns and risks.

We are grateful for the opportunity to share our views and recommendations on addressing issues of autonomous weapons from a regional and civil society perspective. We must take this opportunity to take collective action with urgency, to respond effectively to this challenge to our shared humanity.

Stop Killer Robots

[20 May 2024]

The Stop Killer Robots campaign welcomes the opportunity to submit our views to the United Nations Secretary-General in response to Resolution 78/241. Established in 2012, we are a coalition of more than 250 non-governmental organisations and academic partners working across 70 countries.⁶⁷ Towards our vision and goals,⁶⁸ we are calling on states to adopt an international treaty on autonomous weapons systems that ensures meaningful human control over the use of force and rejects the automation of killing.

New rules are needed:

After ten years of international discussions, a legally binding instrument is the only effective way to start to address the humanitarian, legal, security, technological and ethical challenges and concerns that autonomous weapons systems raise. Relying on existing law alone will not be sufficient. The contributions of states and non-governmental experts to discussions have decisively demonstrated this. Specific rules and legal clarity are needed to draw clear lines to protect humanity.

There is now a critical mass of support:

Around the world, momentum continues to build behind the call for a treaty.

- More than 115 states now support a legally binding instrument.⁶⁹
- States have issued regional communiqués committing to work for a treaty, and convened crucial international and regional conferences in Austria, Costa Rica, Luxembourg, Trinidad and Tobago, the Philippines, and Sierra Leone.

⁶⁷ See www.stopkillerrobots.org/about-us and www.stopkillerorobts.org/a-global-push/member-organisations

⁶⁸ See www.stopkillerrobots.org/vision-and-values/

⁶⁹ See <https://automatedresearch.org/state-positions/>

- The International Committee of the Red Cross and the United Nations Secretary-General have jointly called on states to negotiate a treaty by 2026, which we strongly support.
- Thousands of scientists, tech workers, and leaders in robotics technology and AI, as well as religious leaders, parliamentarians, a wide range of civil society organisations, and public opinion in countries across the globe also support a treaty.⁷⁰

Negotiations can and must start:

All states and stakeholders that are committed to achieving a treaty must now work together in a spirit of genuine, cross-regional partnership and take concrete steps towards starting negotiations.

- A treaty must be negotiated in a forum that is inclusive of all states and civil society, and where progress cannot be blocked through veto, consensus rules, or their misuse.
- Because not all states parties to the Convention on Conventional Weapons (CCW) wish to negotiate a treaty, progress cannot be made on this in that forum.
- Establishing a negotiating mandate for a treaty through the United Nations General Assembly, as soon as possible, represents the best opportunity to move forward.
- From work in the CCW, there is now a broad understanding amongst states of what autonomous weapons systems are, and that a “two-tier” approach of prohibitions and positive obligations is required to effectively regulate them. This can be built on to agree a legally binding instrument.

An effective treaty on autonomous weapons systems

Scope:

Stop Killer Robots understands autonomous weapons systems to be those that detect and apply force to a target based on the processing of data from sensor inputs. In these systems, after activation by a human user, there is a period of time where the weapon system can apply force to a target without direct human approval. The specific object to be attacked, and the exact time and place of the attack, are determined by sensor processing, not humans.

- A treaty on autonomous weapons systems must include all systems that fall within this scope. Our concerns arise from the automated process by which such systems function. Our key concerns are at the erosion of human control over the use of force – which raises serious legal, ethical, humanitarian, and security concerns – as well as the ethical unacceptability of increasingly automated killing and digital dehumanisation.

The centrality of the role of humans:

The human role must be the central element of a regulatory framework. Ensuring meaningful human control must be a core purpose of a treaty.

A structure of prohibitions and positive obligations:

A treaty should prohibit autonomous weapons systems that are ethically or legally unacceptable. The use of all other autonomous weapons systems should be

⁷⁰ See <https://www.stopkillerrobots.org/a-global-push/a-shared-movement/> and <https://www.stopkillerrobots.org/the-story-so-far/>

regulated through positive obligations to ensure they remain under meaningful human control.

Autonomous weapons systems that are not prohibited must be subject to positive obligations on design, development, and use to ensure meaningful human control:

Meaningful human control requires that a person can make a moral and legal judgement on the effects of an attack, and fulfil their obligation to apply the law. It also means there is a human user who is morally, and legally, responsible for the effects of an attack.

A treaty's positive obligations should therefore ensure that a human user is able to sufficiently anticipate the effects of an attack, and that after an attack has taken place they should understand and be able to explain its effects. To achieve such meaningful control, among other requirements:

- The user should be able to have a sufficient functional understanding of how a system works.
- Systems should be predictable and reliable.
- The user should be able to have sufficient understanding of the context where the weapons system will be deployed, and how it will function in that environment.
- The user must be able to limit the functioning of the weapon system in time and space.

Autonomous weapons systems that cannot be used with meaningful human control must be prohibited:

Systems whose technical configuration or environment of use means the user is not able to meet the requirements above could not be used in line with legal and ethical norms, and would raise questions about who was legally and morally responsible for any violations of the law. They must be prohibited.

Autonomous weapons systems that target people must be prohibited:

Even if used with meaningful human control, we consider such systems unacceptable because they reduce people to objects, which is an affront to human dignity.

- Autonomous weapons systems targeting people raise the most fundamental ethical concerns. They represent an extreme example of digital dehumanisation, for civilian and military victims alike.
- Racialized and historically marginalised populations are already disproportionately harmed by automated decision-making processes – for example, because biases in our societies are reproduced in data used to train algorithms. Autonomous weapons systems targeting people run the risk of biased technologies making determinations related to life and death. This must be prevented through a categorical prohibition.

The need for action now

Autonomous weapons systems change the relationship between people and technology. They disempower, disconnect, and dislocate humans in the use of force. The use of autonomous weapons systems beyond armed conflict, for example in border control and policing, would, furthermore, undermine international human rights law and freedoms.

Developments in weapons technology and events in conflicts around the world are already showing the urgent need for action. National programmes for weapons

development by countries such as Russia and the US show countries are already competing for military advantage through these technologies, with grave risks for global peace and security. Recent reports of the use of decision-support systems by Israel in Gaza, though not autonomous weapons systems, show how the quest for speed through AI, the erosion of meaningful human control, and the reduction of people to data points can contribute to devastating humanitarian harm to civilians.⁷¹

It is vital that states negotiate a treaty to start drawing clear lines for humanity now.

Stop Killer Robots Youth Network

[21 May 2024]

The Stop Killer Robots Youth Network welcomes the opportunity to submit recommendations for consideration by the United Nations Secretary-General in response to Resolution 78/241 on “Lethal autonomous weapons systems”. This is a summary, [find our full submission, including a list of signatories, here](#).

We interviewed young people from around the world to learn about their views on autonomous weapons and what their impacts would mean for young people today and in the future - their words and perspectives are reflected throughout this submission.

“The existence of autonomous weapons would mean we would be more disconnected with humanity.” - Sophie, 16, USA/Tajikistan/Tanzania

As a global youth network working to secure a future free of automated killing, we advocate for the creation of a new treaty on autonomous weapons systems (AWS) — in particular, we insist on a total prohibition of anti-personnel autonomous weapons as we wish to build a world without such dehumanising weapons. While youth will inevitably face the risks of new weapons technologies, we remain underrepresented in the decision-making process and are often sidelined in forums that shape our interests. With escalating conflicts and the rapid deployment of new weapons technologies around the world, there is an urgent need to reinvest in international law as a measure to build trust and achieve sustainable peace and security.

“I worry about autonomous weapons causing harm without human control, leading to more conflicts.” - Jefferson, 25, Ghana

Youth are disproportionately affected by armed conflicts. In 2022, one in six children were living in armed conflict⁷² and must continue to live with the horrendous consequences of these events⁷³. Children can be direct or indirect victims of attacks from means and methods that are not intended to be used on children⁷⁴. In addition, critical infrastructures necessary for the development of children and youth are being destroyed or disrupted in current armed conflicts⁷⁵, sometimes intentionally. As the means and methods of warfare have evolved over time, recently, with the evolution of automated decision-making in acts of war, civilians have been increasingly

⁷¹ See <https://www.stopkillerrobots.org/news/use-of-lavender-data-processing-system-in-gaza/>.

⁷² ICRC, *Childhood in Rubble : The Humanitarian Consequence of Urban Warfare for Children*, p. 7, Geneva, May 2023.

⁷³ Save the Children, *Children in Conflicts*, <https://data.stopwaronchildren.org/>.

⁷⁴ ICRC, *Childhood in Rubble : The Humanitarian Consequence of Urban Warfare for Children*, pp. 26-27.

⁷⁵ UNICEF, *Water Under Fire Volume 3, Attacks on water and sanitation services in armed conflicts and the impact on children*, New York, 2021. Global Coalition to Protect Education from Attack, *Attacks on Education and Military Use of Education Facilities in Ukraine in 2022*, February 2023.

impacted by these new means and methods⁷⁶. In Gaza, where artificial intelligence systems have allegedly been used to identify targets, 40% of civilian casualties have been children⁷⁷. With this in mind, we, as youth, are progressively apprehensive about the development of AWS. Since 1945, generations have grown up under the fear of being killed by nuclear weapons. Let us safeguard future generations from growing under the fear of being killed by AWS.

“If a human makes a mistake, there would be consequences for them. But, a killer robot, well, nothing will happen.” - Juline, 16, Belgium

Current conflicts have significantly strained youth confidence in international governance, fostering a sense of disillusionment and frustration. The continuous disregard for international law and human rights and a perceived lack of consequences for such actions have left many feeling hopeless and without adequate international representation or protection.

“Conflicts in recent years are escalating rapidly as never before, and this can be attributed in part to the misuse and proliferation of advanced technology and development of increasingly lethal weapons systems.” - Maria, 23, Lebanon

Vulnerable young people in conflict zones, who often bear the brunt of these incidents, find themselves in a particularly precarious position, with limited involvement in the creation of the conflicts that unfold around them. However, the prevailing trends of marginalisation and discrimination against vulnerable youth are likely to worsen with the advent of an autonomous weapons arms race.

“Just the fact that you even think about creating these kinds of weapons is a problem.” - Daniela, 26, Italy

Should international discussions continue to stall, a new catastrophic arms race may very well be underway. Autonomous weapons systems are a looming disaster in a world increasingly losing its sense of shared humanity. The UN stands at a pivotal moment with both an opportunity and an obligation to ensure that these detrimental trends do not persist unchecked. Ultimately, young people will bear the brunt of inaction, both now and in the future.

Weapons systems with varying levels of autonomy⁷⁸ are already impacting the lives of those impacted by armed conflict⁷⁹ — these weapons are no longer a future problem. Countries are racing ahead to field these capabilities and in reality, we are only a few software updates away from machines making life-and-death decisions⁸⁰. We are already witnessing the problematic effects of automated decision making and artificial intelligence resulting in ethical issues, including digital dehumanisation, and a lack of compliance with international humanitarian law.

“Young people like me should be able to live in a world free from the fear of being turned into numbers and data.” - Hevelyn, 24, Brazil

Planet Earth and its inhabitants are precious, we must all invest our time and energy to protect them. Technology should be used to promote peace and human rights, not for the creation of dehumanising weapons. What if we could create

⁷⁶ ICBL — CMC, *Landmine monitor 2023*, Geneva, November 2023, p.55.

⁷⁷ United Nations, *Two Thirds of Gaza War Dead are Women and Children, Briefer Says, as Security Council Debates Their Plights*, 22 November 2023, <https://press.un.org/en/2023/sc15503.doc.htm>.

⁷⁸ Automated Decision Research, *Autonomous weapon and digital dehumanisation*, November 2022, p.3.

⁷⁹ +972 Magazine, *‘Lavender’: The AI machine directing Israel’s bombing spree in Gaza*, 3 April 2024.

⁸⁰ Automated Decision Research, “Weapons systems”, [automatedresearch.org](https://automatedresearch.org/weapons-systems/), n.d. <https://automatedresearch.org/weapons-systems/>.

Autonomous Demining Systems to help communities impacted by landmines? The Anti-Personnel Mine Ban Convention should be a source of inspiration for us at this moment – 25 years ago, the international community agreed upon the ban of anti-personnel landmines, an inhumane weapon which also had disproportionate impacts on children and future generations⁸¹.

We urge states and leaders to act now, to stop the development of AWS and other means aimed at killing and dehumanising people. We have the unique opportunity to act before catastrophe occurs.

“Reaching a treaty on autonomous weapons would signify the beginning of a new era for international cooperation and disarmament” - Valeria, 22, Costa Rica

Using the UN and international law as a beacon of hope, we look to global institutions to advocate for justice and protect the most vulnerable among us. We rely on global leaders to uphold ethical standards, emphasizing the imperative of meaningful human control over weapons.

“A comprehensive treaty would mean that the voices of those who are and would be most affected by these weapons were heard and were taken seriously. It would reinvigorate my trust in the international multilateral system.” - Deborah, 28, Sweden

Sustainable Peace and Development Organization

[25 May 2024]

Sustainable Peace and Development Organization (SPADO) welcomes the opportunity to submit views to the United Nations Secretary-General in response to Resolution 78/241. SPADO is a civil society organization based in Pakistan and is a member of the Campaign to Stop Killer Robots.⁸² The organization has actively and productively participated in the discussions on LAWS at the CCW and other such forums. We are committed to raise awareness and advocate for a legally binding instrument on autonomous weapons keeping in view its ethical, humanitarian, moral, legal and security concerns.

The submission outlines our views on the serious and unimaginable implications of autonomous weapons in the context of preserving our shared humanity, global peace and security, accountability and transparency and the urgency to initiate negotiations for a legally binding instrument that prohibit and regulate autonomous weapons without further delay.

Preserving our Shared Humanity:

The debate over killer robots extends far beyond mere questions of national security or ethical principles; it speaks to the very essence of our shared humanity. Allowing machines to arbitrate who lives and who dies risks dismantling the fundamental foundations of our society, relegating empathy and compassion to mere trace of our past. The development of lethal autonomous weapons contradicts the ethical principles and teachings of all faiths which call for compassion, human judgment, and the preservation of life. The development and use of LAWS will lead to actions that contravene the moral values and principles enshrined in our faiths as

⁸¹ Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction, Preamble, 18 September 1997.

⁸² Stop Killer Robots is a coalition of more than 250 non-governmental organizations and academic partners working across 70 countries towards an international treaty on autonomous weapons systems that ensures meaningful human control over the use of force and rejects the automation of killing.

one human family. This is a question of our shared humanity, which is at stake and that of the preservation of human dignity.

Pope Francis has urged world leaders to establish an international treaty regulating AI, and warned against relying on machines to make moral and ethical decisions that should be left to humans. The most dangerous risk, however, lies in the military development of autonomous weapons. Pope Francis argued that the technology could never be "morally responsible subjects" and warned it could fall into the wrong hands and wreak havoc – potentially killing innocent citizens and upending democracies.⁸³

Global Peace and Security:

We have to look at the issue of autonomous weapons more broadly in the context of global peace and our shared humanity. If one country for instance develops and deploy autonomous weapons then it is for sure that other states will follow and a new arms race in the area of LAWS will emerge. The race will not stop and most probably the Non-State Actors will be in a position to develop and deploy such weapons if not in the near future but for sure in future. Such an arms race will be uncontrollable and unimaginable. We believe that prevention is better than cure and today, we have the time to prevent such an unethical arms race. The arms race will be like the COVID-19 Pandemic, which originated from one location and then affected the whole global community irrespective of race and region whether developed, developing or under developed. Now is the time to stop the future pandemic of LAWS.

The world has already become quite polarized where there is a lack of trust and mutual respect and understanding among states. The brutal wars are underway where parties to the conflict are using every form of lethal force. We are witnessing humanitarian catastrophe and the killing of innocent civilians including women and children on daily basis. In the midst of these conflicts certain states are increasingly investing in autonomous weapons and it is unclear to what extent such weapons have been deployed or used. If the use of such weapons becomes more evident than the already started race in the area of LAWS will become so fast, which will be uncontrollable. Such proliferation will be having catastrophic impacts on the international peace and security.

Accountability and Transparency:

The arguments that the use of autonomous weapons to protect civilians, target legitimate military objects and protect the armed forces raise many fundamental questions and concerns such as how will one limit the scope of the use autonomous weapons and how an autonomous weapon will be capable to identify that the target is legitimate and not a civilian object. There are higher chances that the use of such weapons will proliferate quickly and will raise many ethical and moral concerns, which will compromise the question of human dignity. Autonomous robots would lack human judgment and the ability to understand context. As a result, autonomous weapons would not meet the requirements of the laws of war. Replacing human troops with machines could make the decision to go to war easier, which would shift the burden of armed conflict further onto civilians. There are greater chances that antipersonnel autonomous weapons with deadly effects can be used by individuals against individuals based on their DNAs, facial recognition, biometric data etc. where it will be extremely difficult to find who developed and deployed such weapons.

⁸³ See https://www.theregister.com/2023/12/15/pope_francois_ai_treaty/.

Urgency is Needed:

States have been discussing the issue of LAWS for more than 10 years in the CCW where a large majority of member states were hoping that the discussions will lead to prohibitions and regulations of autonomous weapons. The global civil society, academia, tech experts, faith leaders and international organizations have been warning and showing their concerns related to the threats of autonomous weapons and asking for taking urgent steps towards a legally binding treaty. However, despite the large majority of states in favor of a legally binding treaty, the discussions didn't culminate into legal prohibitions and regulations on autonomous weapons.

The resolution of Austria on autonomous weapons at the UN General Assembly and the regional conferences in Latin America, Africa and Asia have provided an opportunity to the United Nations to carry forward the discussions into concrete outcomes leading to a legally binding treaty. We believe that the Secretary General New Agenda for Peace is the best way forward to build trust, solidarity and universality, which has also proposed to conclude a legally binding treaty on autonomous weapons by 2026. SPADO is of the view that the current wars and conflicts across the world demand the United Nations to take immediate steps to build consensus among states and initiate the negotiations of a legally binding treaty on autonomous weapons.

In conclusion, we would like to emphasize that there is a dire need to collectively utilize our human wisdom and don't just focus our attention about the present status and scenario of autonomous weapons but to imagine a devastating future scenario of automated killings where no one will be safe when such weapons will proliferate. States have the responsibility to act now as it will then be too late to stop autonomous weapons, which will eliminate human dignity, the value of life and the moral and ethical values, which the global community possess.

Women's International League for Peace and Freedom

[20 May 2024]

Pursuant to UN General Assembly resolution [78/241](#), WILPF is offering these concerns and recommendations to the UN Secretary-General's report on autonomous weapon systems (AWS). More in-depth analysis can be found in [Reaching Critical Will's papers on AWS](#).

International peace and security

The use of force has already become too disengaged from human involvement, through the use of armed drones and weapons operating with artificial intelligence (AI) or autonomous features. AWS further abstract violence from human beings. Algorithms create a perfect killing machine, stripped of empathy, conscience, emotion, judgement, or understanding of human life. AWS would not hesitate to act; they would not take into account extenuating circumstances, nor challenge their deployment or operational mandate. They would simply do as they have been programmed to do—and if this includes massacring everyone in a city, they will do so without hesitation.

AW risk lowering the threshold for war. They present a perception of “low risk” and “low cost” to the military deploying the weapon. This perception increases the scope for the deployment of weapons into situations and to carry out tasks that might otherwise not be considered possible. Having an amoral algorithm determine when to use force means that we will likely see more conflict and killing, not less.

As seen with armed drones, remote-controlled weapons have made war less “costly” to the user of the weapon. Operators do not face immediate retaliation for acts of violence. While this is attractive to militaries that do not have to risk the lives of their soldiers, it *raises* the cost of war for everyone else. AWS would likely be unleashed upon populations that might not be able to detect their imminent attack and might have no equivalent means with which to fight back. Thus the burden of risk and harm is pushed onto the rest of the world.

War profiteering and global asymmetries

New weapons lead to new war profiteering. The production and proliferation of weapons means profits for corporate CEOs and shareholders. Corporations will be seeking to make money from the development and use of these weapons, and high-tech countries will use autonomous weapons to oppress and occupy others.

Countries of the Global South may not be the ones to develop and use AWS, but they will likely become the battlegrounds for the testing and deployment of these weapons. It will be the rich countries using these weapons against the poor—and the rich within countries using it against their own poor, through policing and internal oppression.

Human rights abuses

Existing military and policing technologies that use AI devalue and dehumanise people, and lead to violations of human rights and international law. AWS will exacerbate this further.

AWS could be programmed to commit acts of sexual violence. Some people who support the development of killer robots have argued that these weapons will be better than human soldiers because they will not rape. But just as sexual violence in conflict is ordered by states and by armed groups using human soldiers, an AWS could be [programmed](#) to rape. It is also important to consider the broader culture of rape in relation to weapons and war. Sexual violence is used as a weapon in conflict, and the risk of this kind of violence is also heightened during and after conflict. War destabilises communities and exacerbates already existing gender inequalities and oppression of women, LGBTQ+ people, and others who do not conform to societies’ gender norms.

AWS will also facilitate gender-based violence, including against men, by exacerbating policies and practice that count all cisgendered men as militants. In armed conflict, civilian men are often targeted (or counted in casualty recordings) as militants only because they are men of a certain age. Exacting harm on the basis of sex or gender constitutes gender-based violence. This erodes the protection that civilians should be afforded in conflict and violates many human rights, including the right to life and due process. It also has broader implications in the reinforcement of gender norms. Assuming all military-age men to be potential or actual militants entrenches the idea that men are violent. This devalues men’s lives and increases the vulnerability of men, exacerbating other risks adult civilian men face such as forced recruitment, arbitrary detention, and summary execution.

As can be seen by [Israel’s use of AI technologies](#) that generate target lists (Lavender) and target locations (Go Daddy), as well as the use of predictive policing software and border biometric systems in the United States and other countries, AI-enabled technology lends itself to this kind of gender-based violence. Reportedly, the only human checks on Lavender’s kill lists are to ensure the targets are men.

Autonomous and AI technologies in weapon systems will further enable police and militaries to target people based solely on their gender, appearance,

location, or behaviours, defining whole categories of people as militants, terrorists, or criminals without any due process. AWS could also be deliberately programmed to target people based on gender, race, socioeconomic status, (dis)ability, and sexual orientation. Just as AWS will lower the threshold for armed conflict, they will also lower the threshold for state violence against people. Police forces will be able to send machines to violently suppress protests and to repress certain categories of people, exacerbating discrimination.

In addition, data sets and the training with this data will cause bias. Parameters, boundaries, labels, and thresholds selected in the design phase necessarily exclude and include. This both creates bias and replicates existing bias within data and social structures. We already see examples in related technologies. Facial recognition software struggles to recognise people of colour; voice recognition struggles to respond to women's voices or non-North American accents; images of anyone standing in a kitchen are labeled as women; people's bail is denied because a program deemed a woman of colour more likely to reoffend than a white woman; trans people are surveilled on the basis of the clothing they wear. If such biases are left unchecked, there will be no counteracting human intervention.

Recommendations

The best solution is a **legally binding international treaty to prohibit the development, production, and use of AWS.**

Technology companies, tech workers, scientists, engineers, academics, and others involved in developing AI or robotics should pledge to never contribute to the development of AWS.

Financial institutions such as banks and pension funds should pledge not to invest money in the development or manufacture of autonomous weapon systems.

States, civil society groups, activists, tech workers, and others should also work to prevent AI-enabled technologies from being used by militaries and police forces. It is not just AWS that are problematic, but the overall automation of violence, as well as sensor-derived target detection, algorithmic bias and software-generated kill lists. These must not be normalised, they must be prevented.

AWS are a product of an arms race that derives from the global system of militarism and war profiteering. This system fuels armed conflict and armed violence, human rights abuses, and other violations of international law. It is therefore important to not just ban AWS, but to dismantle the structures of state violence as a whole.

Virtual Planet Africa, Women's International League for Peace and Freedom Zimbabwe and Cultural Youth Movement Education Foundation

[16 May 2024]

Autonomous weapons systems present risks and concerns to the security of states and communities, particularly in the Global South.

We support the creation of a legally-binding instrument that considers (a) meaningful human control as an integral and intrinsic concept, (b) risk assessment and mitigation, (c) clarification of international humanitarian law (IHL) requirements for AWS, (d) transparency and confidence building measures (TCBM), (e) prohibitions and regulations, (f) regulations on autonomous arms trade, and (g) consideration of AWS challenges in other international law frameworks.

B. Meaningful Human Control

Meaningful human control of systems refers to the making of critical decisions by humans, contextualisation, and rationalisation by a human(s) operator in the application of force. All systems that can make critical decisions on the use of force without meaningful human oversight should be banned.

C. Risks and Mitigation Measures

AWS pose several risks, challenges, and concerns. AWS that can result in excessive or superfluous injury to civilians and civilian objects should not be developed, distributed, or used. Targeting civilian objects like hospitals, schools, inter alia using AWS should be prohibited.

AWS have a high risk of being accessed and used by armed non-state actors. A legally-binding instrument on AWS should consider ways of safeguarding developing states, and would ensure that armed non-state actors do not easily access AWS. This would be done through building a robust framework for the regulation and restriction on the development and trade in AWS.

Algorithmic bias is also a major concern for AWS especially for people in the Global South. AWS are only as good as the data used to train them. The risks of cultural, social, and identity bias presented by AWS can have adverse effects. The proposed legally-binding instrument should include clear and strong measures to ensure that algorithmic bias relating to gender, sex, race, ethnicity, age, class, language, location, and other identity categories can be eliminated before a system is deployed. Protocols should be put in place for the prosecution and punishment for developers and users of AWS with algorithmic bias and that make mistakes based on algorithmic bias.

System failure and possible manipulation by malicious actors is another key concern. Our approach values the control of systems by human operators at all levels in a system's cycle, and machine failure, hacking, or reprogramming by malicious actors can lead to loss of control.

D. International Humanitarian Law

The International Court of Justice Advisory Opinion on the Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons opined that all types of weapons, whether from the past or in the future, are governed by IHL. Guiding Principle (a) of the GGE on LAWS affirmed that IHL "continues to apply fully to all weapons systems, including the potential development and use of lethal autonomous weapons systems." Although IHL is just a bare minimum requirement, the development, distribution, and use of AWS should ensure that AWS fulfil the 'cardinal principles' of IHL;

Distinction: AWS should not target civilians and civilian objects. We suggest the expansion of the interpretation of this principle in the context of AWS to prohibit the targeting of human targets by AWS.

Proportionality: AWS must not cause excessive, superfluous, and unnecessary injury in relation to anticipated military advantage anticipated. To avoid the killing of those deemed as *hors de combat* by AWS, we suggest that AWS should not be used to target or against humans.

Precaution: proper precautions must be made before deployment of AWS to ensure that they do not attack civilians and civilian objects, they do not contain algorithmic bias, they will not cause unnecessary damage/injury, and that they will not disregard humanitarian needs in the use of force.

E. Transparency and Confidence Building Measures (TCBM)

Transparency and Confidence Building Measures (TCBM) should be put in place to ensure that AWS do not lead to an arms race, unintended conflicts, and misconceptions about AWS. These should include Article 36 reviews of weapons, transparent risk assessments at all levels, information sharing and exchange, internationally agreed review processes and procedures, national obligations for safety and risk mitigation, national and regional ethical standards, periodic reports on military expenditure on AWS for all states, and the creation of an oversight body.

F. Prohibitions and Regulations

In line with the ‘two-tier’ approach, the following AWS should be **prohibited**: systems that

- operate without meaningful human control,
- with unpredictable or unexplainable actions and outcomes,
- that cannot distinguish between civilians, civilian objects, and military objects/targets,
- cause unnecessary or superfluous injuries,
- cannot fulfil the requirements of international law, especially IHL,
- cannot be terminated by a human user once deployed,
- contain algorithmic bias and other harmful identity-based risks,
- can learn and change decisions, parameters, or goals after deployment, and
- target humans directly without the input of a human operator.

The following positive obligations should be put in place as regulations:

- Limits should be put in place on the geographical and mission-based operation of AWS,
- The types and nature of targets shall be limited,
- Human supervision must be ensured at all stages of the weapon’s lifecycle,
- Mandatory obligations for training of personnel shall be put in place before a system is used,
- The duration and scale of AWS operations must not be unlimited,
- Clear chains of command and responsibility shall be outlined,
- Frameworks for the prosecution and punishment of individuals, entities, or states who misuse or develop prohibited systems must be established before systems are deployed,
- AWS must be traceable, and
- Human users must be able to terminate AWS at any and all times.

G. AWS Trade and Distribution

The trade and distribution of AWS must be strictly regulated. In addition to the provisions of the Arms Trade Treaty, clear regulations must be put in place to ensure that AWS do not fall into the wrong hands.

States and companies that develop AWS should not be allowed to test them in active combat zones in fragile communities. Security assistance for fragile states and

states with high levels of insecurity should only be done with AWS whose effects, effectiveness, and efficacy has already been tested elsewhere. States should not use security assistance as an excuse to test AWS. This should be put in place to ensure the safety and dignity of vulnerable communities.

Industry developers of AWS must have clear guidelines on the development and distribution obligations they have. AWS should be sold only to state parties and reputable registered companies. Rules to prosecute developers who sell to armed non-state actors and terrorist groups shall be put in place.

AWS shall be sold only to, and used only in, states with existing national ethical guidelines and standards to govern the development, testing, trade, and use of AWS. These ethical guidelines and standards must be in line with the proposed international legally binding instrument.

H. Other International Law Provisions

International Human Rights Law, International Criminal Law and other Codes of Conduct shall also guide and support the proposed legally binding instrument.
